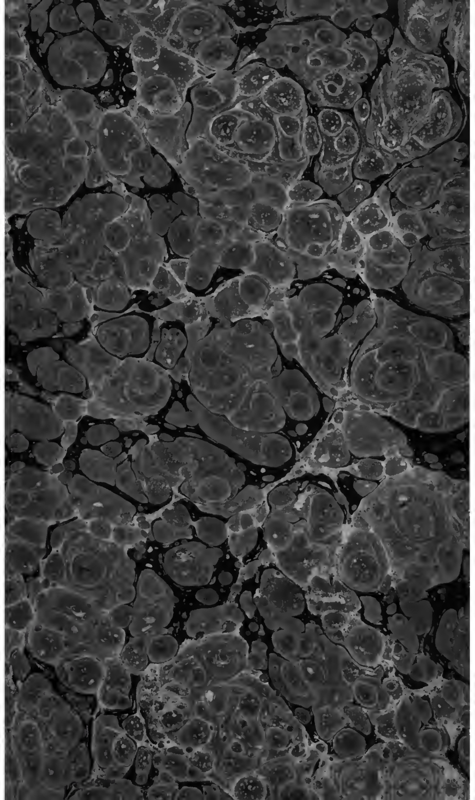



1907
BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI
N.° d'inventario 1918 2080
Sala Grande
Scansia 5/ 30 Palchetto 3
N.° d'ord. 13/4



MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE DEPUIS 1792 JUSQU'EN 1815 INCLUSIVEMENT.

AVERTISSEMENT.

La grande quantité de cartes qu'ont produite tant d'ouvrages écrits sur les guerres de la révolution, a paru devoir dispenser d'ajouter à ces Mémoires celles qui marquent le théâtre des opérations dont il y est parlé.

Nota. Tout exemplaire qui ne portera pas la griffe de l'auteur sera réputé contrefait.

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE LA GUERRE DEPUIS 1792
JUSQU'EN 1815 INCLUSIVEMENT ;

PAR M. LE BARON DE CROSSARD,

MARÉCHAL-DE-CAMP, CHEVALIER DES ORDRES MILITAIRES ET ROYAUX DE SAINT-LOUIS ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR, DE MARIE-THÉRÈSE, DE SAINT-GEORGES, DU MÉRITE DE PRUSSE, DE MAXIMILIEN-JOSEPH, DE GUILLAUME I.er, DE LÉOPOLD, DE SAINT-VLADIMIR DE 3.me CLASSE, DE SAINTE-ANNE DE 2.me CLASSE.

TOME TROISIÈME.

A PARIS,

CHEZ MIGNERET, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,
RUE DU DRAGON, N.° 20.

DELAUNAY, LIBRAIRE, AU PALAIS ROYAL,
PÉRISTYLE VALOIS.

1829.





TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME TROISIÈME.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.

CHAPITRE XXIII.

CHAPITRE XXIV.

CHAPITRE XXV.

CHAPITRE XXVI.

CHAPITRE XXVII.

CHAPITRE XXVIII.

CHAPITRE XXIX.

CHAPITRE XXX.

CHAPITRE XXXI.

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

DU BARON

DE CROSSARD.

CHAPITRE XVIII.

Changemens que la paix apporte dans l'armée autrichienne. — L'empereur convoque le chapitre de l'ordre de Marie-Thérèse. — Manière dont ce monarque reçoit les chevaliers admis par le chapitre. — Mort subite du duc de Parme. — L'archiduchesse Amélie allant à Vienne passe par Venise. — Elle voit les troupes. — Arrivée et court séjour du grand-duc Constantin à Vienne. — Instruction soignée donnée aux officiers de l'armée autrichienne. — Ouvrage écrit sur l'état-major-général des armées et sur la manière de faire la guerre contre Bonaparte. — Rassemblement des troupes dans des camps d'exercices. — Promotion qui fait présumer la guerre. — Ordre de marcher donné à plusieurs régimens.

La paix avait été forcée par de trop malheureux événemens, pour ne pas produire de pénibles changemens dans la situation administrative de 1801.



l'Autriche : l'état-major fut réduit sur le pied de paix; la nouvelle formation, en reversant la majeure partie des officiers dans les régimens, me fit passer capitaine dans celui de Bellegarde, infanterie, en garnison à Venise.

Les résultats d'une longue et sanglante lutte avaient été au désavantage de l'armée autrichienne; mais, les combats que cette armée avait soutenus, presque toujours seule, contre la masse entière d'une nation redoutable par sa bravoure, exaltée à cette époque par un fanatique délire, ne l'avaient pas laissée sans gloire. L'empereur François II, souvent témoin, et toujours convaincu des efforts de son armée, ne voulut pas que les belles actions fussent obscurcies par les malheurs du temps. Ce prince orné de tant de vertus, possède aussi celle de récompenser. La plus belle et la plus brillante récompense, à laquelle peut aspirer un officier autrichien, est, sans contredit, l'honneur d'être admis dans l'ordre de Marie-Thérèse. Par-tout où se montre un chevalier de cet ordre, il est assuré d'avance, que les égards, gages de l'estime, l'attendent à la cour, chez les grands, au milieu du peuple; et que les regards de son souverain tomberont sur lui. Depuis six ans, l'ordre n'avait point tenu de chapitre. L'empereur ordonna qu'il fût convoqué. Quinze cents

candidats présentèrent leurs titres ; soixante-dix furent créés chevaliers. L'empereur voulut recevoir lui-même ceux qui se trouvèrent à Vienne lors de la promulgation du chapitre. Cette solennité est une des plus imposantes qu'ait conçues l'esprit chevaleresque ; et c'est à une femme que cette conception est due ! Mais cette femme, les contemporains la proclamèrent l'héroïne de son temps : ce titre décerné à Marie-Thérèse, ne s'effacera point aux yeux de la postérité. Les divisions casernées et cantonnées dans les environs de Vienne, sont assemblées ; placé au milieu d'elles, devant une tente sous laquelle s'était rendue l'impératrice suivie des dames de la cour, l'empereur fit appeler ceux que la plus noble dinstinction attendait. L'archiduc Jean, dont la première jeunesse avait été éprouvée par des revers ; mais qu'une victoire signalée, en subjuguant l'Italie, devait placer, un jour, au premier rang de l'ordre, en fit l'appel.

Il appartenait à un héros de présenter au monarque ceux que la gloire avait distingués ; l'archiduc Charles, avant de les nommer, leur adressa une courte allocution. Ces paroles, prononcées par le vainqueur de Vurtzbourg, étaient déjà une première récompense.

Quand ils furent aux pieds de son trône, l'em-

pereur témoigna sa satisfaction à ces guerriers qui avaient su vaincre pour lui. Oh! que ne furent-ils ses témoins, les rois dont il avait si courageusement défendu les droits, et auxquels sa constance plus forte que l'adversité devait, un jour, le faire concourir à remettre et le sceptre et le bandeau des rois. Ils auraient vu comment doit être distingué le sujet fidèle, et celui qui, non content d'affronter la mort pour son roi, sait aussi, par des talens que la nature n'accorde pas à tous, défendre sa couronne contre l'étranger, et soutenir, s'il en était besoin, son autorité contre des sujets rebelles.

L'archiduc Charles recevait des mains de l'archiduc Jean, la croix de l'ordre qu'il remettait à l'empereur : Sa Majesté, en daignant en décorer elle-même le chevalier destiné à la porter, lui conférait ainsi une double illustration.

Il fut ordonné aux généraux commandans en Bohême, en Hongrie et en Italie, d'employer le même cérémonial pour la réception des chevaliers qui servaient dans leurs armées. Six officiers furent en Italie, appelés à cet honneur. Je fus du nombre avec les majors Nugent et Neipperg, le capitaine Gavenda, le colonel Debaut et le lieutenant Geppert. Ce jour fut le plus beau de ma

vie[1]; et j'éprouve une nouvelle jouissance en le rappellant aujourd'hui. Une circonstance qui m'était particulière me rendait plus précieux encore le signe d'honneur que je n'allais plus quitter. Je le reçus des mains du comte de Bellegarde; et l'on se rappellera, peut-être, que je devais à ce général mon entrée au service de l'empereur.

Je servais depuis un an dans le régiment de Bellegarde, quand les feuilles publiques annoncèrent que le grand duc Constantin était arrivé à Vienne. Je crus que la reconnaissance m'imposait un devoir à remplir. Je sollicitai un congé dont le but fut manqué : le prince avait quitté la capitale de l'Autriche, quand j'y arrivai. Pendant l'année que j'étais resté en garnison à Venise, un seul événement avait fixé l'attention générale, et pris place dans l'histoire de ce temps. Le duc régnant de Parme, avait été enlevé par une mort subite. Sa veuve, l'archiduchesse Amélie, que la puissance de Bonaparte chassait de ses états, passa par Venise pour aller à Vienne, chercher un asyle dans le palais de ses pères. Le comte de Bellegarde, commandant général des possessions de l'empereur en Italie, lui présenta les of- 1802.

[1] *Voyez* aux Pièces justificatives les titres soumis au chapitre.

ficiers de la garnison. Les chagrins dont les malheurs de sa maison devait accabler Son Altesse Royale ne produisaient point en elle un pusillanime abattement. Elle était triste ; mais cette tristesse était noble et majestueuse. En congédiant les officiers, elle m'ordonna de rester. Quand nous fûmes seuls, Son Altesse Royale me dit : « Je n'ai point oublié ce que vous avez voulu faire « pour moi à Parme. Vous m'aviez bien prédit « qu'ils feraient périr mon mari ; et vous verrez « qu'ils feront mourir mon fils ». Tout ce que cette princesse me dit ensuite sur les calamités qui désolaient l'Europe entière, et particulièrement son auguste maison, respirait l'énergie et l'élevation d'âme, héritage des filles de l'immortelle Marie-Thérèse. Elle passa en revue, sur la place de Saint-Marc, les régimens qui formaient la garnison. Elle reçut la situation des différens corps que les chefs lui remirent, avec les grâces de son sexe, et l'aplomb d'un général ; elle parcourut tous les rangs, parla à plusieurs soldats, et quand les troupes défilèrent devant Son Altesse Royale, elle répondit aux saluts d'une manière qui dévoilait que, sous les formes agréables d'une femme, était enveloppée l'âme d'un guerrier.

Malgré le grand nombre d'années que j'avais

passées en Allemagne, je ne m'étais point familiarisé avec la langue allemande. L'éloignement que les français ont pour les langues étrangères m'avait fait négliger celle qu'il m'était indispensable de savoir. De plus, le genre de service auquel j'avais été appliqué, et la dissipation à laquelle j'avais été livré depuis la paix, m'avaient fait perdre l'aptitude aux détails du service de la ligne. Je connus l'obligation où j'étais de posséder à fond l'un et l'autre. Je sollicitai l'agrément de passer dans un régiment en Allemagne. L'archiduc Charles, après m'avoir accueilli avec une bienveillance remarquable, daigna me l'accorder. Je demandai la garnison de Vienne : Son Altesse Impériale n'y consentit pas. Je fus sensible à ce refus; j'eus l'inconséquence, en sortant de l'appartement du prince, de témoigner trop vivement ce que j'éprouvais : mes torts furent grossis. L'archiduc eut la générosité de me défendre contre mes détracteurs; mais je ne recouvrai jamais ses bontés au degré où je les avais éprouvées.

Je partis pour Kremsir, en Moravie, où était en garnison le régiment de Joseph Mitrowski, dans lequel j'étais placé; le baron de Buol le commandait. Il avait, à juste titre, la réputation d'être un des meilleurs colonels de l'armée. Il était en effet impossible de connaître plus à fond

tous les détails du service et les manœuvres de régiment, d'avoir plus d'activité, et de maintenir plus sévèrement la discipline sans la faire haïr.

Soit que les finances de l'empereur eussent été épuisées par les frais immenses que la guerre avait causés, soit que les conditions de la paix l'eussent exigé, notre état militaire fut singulièrement diminué. Des régimens entiers avaient été dissous; la majeure partie des soldats envoyés en congé illimité, réduisait à soixante les compagnies dont l'état de paix était toujours de cent quatre-vingt-quatre hommes. De plus, le troisième bataillon fut dissous dans chaque régiment; mais en conservant les officiers et sous-officiers. Cette judicieuse mesure fut, comme on le remarquera dans la suite, d'une bien grande utilité.

Moins de soldats à conduire et à former laissaient plus de temps à la disposition des capitaines, plus dégagés d'occupations obligées que les autres officiers. Ceux-ci étaient dans l'armée autrichienne astreints à suivre, non-seulement les théories d'exercices du service intérieur et de campagne, mais encore des cours de mathématiques élémentaires et de fortification passagère : on les initiait également aux principes de

la grande guerre. Je n'ai point connu d'armée où l'instruction de l'officier particulier fût plus soignée.

S'occuper constamment du même sujet, c'est affaiblir les moyens que la nature nous a donnés, c'est restreindre le cercle qu'elle nous a permis de parcourir. L'instruction première que doit posséder l'officier offre trop de stérilité à son imagination; elle se desséchera incontestablement, s'il ne sait pas l'échauffer et la distraire en se créant des occupations plus élevées, que l'étude aride des livres qui traitent des exercices et des réglemens du service. Ces ouvrages n'ont pour objet que des détails minutieux moins propres à étendre l'esprit qu'à le rétrécir. Je m'arrêtai à ces considérations; et une plus vaste carrière que celle dans laquelle je marchais vint s'ouvrir devant moi.

La paix de Lunéville, amenée par de longs 1804.
malheurs, me sembla imposer au militaire, jaloux de se distinguer un jour, l'obligation de s'occuper d'un art dont je crus que l'étude avait été trop négligée. Mon premier soin fut donc de réfléchir sur tout ce que j'avais vu; mais il est si difficile de réfléchir long-temps sans éprouver le besoin de rassembler ses pensées, que je me sentis pressé d'écrire sur ce que j'avais médité. L'arme dans

laquelle j'avais constamment servi avait dû fixer mes premières réflexions. Ainsi, après m'être rendu compte de la nature d'un corps d'état-major, je déterminai les règles qui devaient guider dans le choix des officiers, et l'instruction qui devait leur être propre. Je dis la manière dont ils devaient être employés en temps de paix et celle dont ils devaient l'être pendant la guerre. J'avais donné beaucoup de temps à ce travail : quand il fut terminé, je demandai un congé pour Vienne. Je fis hommage de cet essai aux archiducs qui avaient commandé les armées; et des généraux distingués voulurent bien lui accorder quelques suffrages. Je crus donc pouvoir soumettre au comte de Cobentzel, alors ministre des affaires étrangères, la partie dans laquelle je traitais d'une diplomatie militaire, à laquelle des officiers d'état-major devraient être employés pendant la paix. Après l'avoir lue avec attention, le ministre me proposa de m'attacher à l'ambassade de Saint-Pétersbourg : une pareille destination entrait dans mes goûts. Le comte de Cobenzel me promit d'en parler le soir même au comte de Stadion, destiné à l'ambassade de Russie. Le lendemain, je retournai chez le ministre pour savoir de lui ce que le comte de Stadion avait répondu.

« Mais monsieur de Stadion vous connaît, me « dit le minitre lorsque je parus; il a accepté « avec plaisir la proposition que je lui ai faite : « allez donc le trouver. » Le comte de Stadion me confirma ce que M. de Cobenzel venait de me dire; il approuva la résolution que le ministre avait prise. Il avait, ajouta-t-il, éprouvé lui-même combien l'adjonction d'un militaire à sa légation lui eût été profitable à Berlin, d'où il sortait. Il était, disait-il, des affaires qu'il ne convenait qu'à un militaire de traiter et d'observer : d'ailleurs, à une cour militaire, auprès d'un roi qui assistait souvent à des revues, à des parades et à des manœuvres, il était de droit qu'un militaire se présentât; tandis qu'un diplomate, totalement étranger à la profession des armes, s'y trouvait déplacé : c'était, continuait le comte de Stadion, d'après cette expérience qu'il voulait insister pour qu'on fît accompagner par un officier le comte de Metternich, son successeur, dans l'ambassade de Prusse... Je me séparai très-satisfait du comte de Stadion, et il eût été difficile de ne pas l'être. Tous ceux qui ont connu ce célèbre ministre savent combien il était attrayant par l'aménité de son caractère et de ses manières : il n'avait évidemment qu'une seule crainte, celle de n'être pas assez affable ni assez

poli. Je l'ai trop peu connu en affaires pour apprécier toute l'étendue de ses talens ; mais je suis intimement convaincu que son ame était fière, qu'il était dévoué à son maître, et que ses principes étaient en opposition avec ceux de la démagogie. Je crois cependant qu'il n'avait pas l'imposante fermeté qui aurait dû caractériser un ministre de l'empereur d'Autriche, au temps où nous vivions. Il était enclin à louvoyer, et à mettre de la douceur quand il eût fallu de la *raideur*. Deux hommes auraient été susceptibles de déployer ce genre de vigueur : le comte de Merveld et le comte Jérôme de Colloredo. Ce dernier était cependant trop jeune alors pour être occupé de politique, et il avait trop peu d'instruction pour la diriger. Dans la famille impériale, les archiducs Jean et Ferdinand eussent été disposés à prendre l'attitude qui convenait dans les circonstances. L'archiduc Charles, à qui Bonaparte s'efforçait de déférer, se serait peut-être cru plus obligé à des ménagemens. Mais, en adoptant un système qui pouvait seul opposer une digue à l'audace de Bonaparte, il eût fallu prendre avec énergie la résolution d'organiser militairement toute la nation contre lui. Ce mode, peut-être dangereux dans d'autres pays, ne le devenait pas en Autriche, où le peuple, dévoué à l'empereur, n'é-

tait point travaillé de la fièvre des révolutions.

J'étais intimement persuadé que j'allais suivre l'ambassadeur en Russie, lorsque le comte de Cobenzel me fit venir et me dit : « Vous ne pou-« vez plus aller à Pétersbourg : les circonstances « ne le permettent pas ». Quelles étaient ces circonstances qui changeaient ma destination ? Je ne les connus pas ; mais elles sont, aujourd'hui, présumables.

L'Angleterre et l'Autriche respiraient la guerre ; il était de l'intérêt de ces deux puissances d'engager la Russie dans la querelle. Or, la présence à Pétersbourg d'un royaliste français, dont la constante animosité contre le nouveau gouvernement était connue, ne pouvait qu'éveiller l'attention de ses agens. Quelque peu important que pût être ce royaliste par son grade, le poste où il se serait trouvé placé l'aurait fait entourer d'espions ; je fus donc écarté, et cette élimination manifesta la prudence timorée, mais sage, du cabinet de Vienne. Je rejoignis mon régiment. Le baron Jean de Stutterheim, venu du service de l'électeur de Saxe au service de l'empereur, accompagna le comte de Stadion à Pétersbourg. Cet officier, sous le rapport des formes, de l'esprit de société, de la fortune, et d'une finesse pénétrante, était, sans contredit, plus capable que moi de bien rem-

plir les fonctions auxquelles on l'appelait. Fait major en partant, il ne tarda pas à être élevé au grade de général.

Quatre ans s'étaient écoulés depuis que la paix avait été conclue à Luneville. On n'ignore pas les sacrifices qu'elle avait coûtés à l'Autriche. L'armée se sentait humiliée, la cour était aigrie, et le peuple, rongé de regrets, attendri sur les chagrins de son empereur qu'il aimait et qu'il vénérait, le peuple était exaspéré. Cette situation générale des esprits faisait entrevoir une crise prochaine. S'y préparer devenait un besoin pour celui qui aspirait à voir récompenser ses services par un monarque qui savait les apprécier.

J'ai dit qu'on avait accueilli avec bienveillance les pensées que j'avais émises sur la formation et l'emploi du corps d'état-major. Cet essai avait été traduit en allemand par le comte Charles de Neipperg, chevalier de Malte. Ses connaissances en littérature avaient orné son esprit et formé son goût. Les officiers qui connaissaient cet opuscule le recherchaient [1] : il n'en fallait pas davantage

---

[1] Cet ouvrage a été dans les mains du comte de Bombelles, lieutenant-colonel du 5.me régiment d'infanterie légère, et le général Gressot m'a dit que le feu prince

pour m'encourager à de nouveaux travaux. Qui, plus que moi, sous des bannières étrangères, combattant pour la cause de nos rois, résolu de ne jamais revoir ma patrie si je n'y voyais triompher cette cause que je tenais pour sacrée : qui, plus que moi, devait s'efforcer de gagner la confiance des généraux ? Elle seule pouvait me donner le droit de leur soumettre les opérations que je croirais propres à atteindre le but. Toutes mes méditations vinrent donc se concentrer sur la manière dont les généraux de la révolution avaient fait la guerre. J'analysai autant qu'il était en moi le caractère de la nation qu'ils avaient eu à conduire. J'établis des comparaisons entre elle et les étrangers au milieu desquels je combattais. Il en résulta pour moi la conviction qu'il existait des moyens de changer, en notre faveur, la fortune des combats.

Bonaparte avait appelé, le premier, mon attention : général audacieux, je crus qu'il ne fallait jamais chercher à l'empêcher d'arriver sur le point qu'il voulait atteindre, surtout si ce point lui promettait de l'éclat : mais qu'il fallait réunir tous les efforts pour lui fermer le retour.

Hohenlohe lui avait appris qu'il le possédait. Ce prince me l'avait également dit.

De l'examen porté sur le général, passant à celui de la nation dont il était devenu le souverain maître, je vis qu'aucun peuple n'était plus capable de fixer la victoire, dont le succès dépend presque toujours d'un moment d'élan.

Sur ces données, asseyant toutes mes combinaisons, s'il me parut trop difficile de vaincre les armées de Bonaparte en bataille rangée, je crus qu'il était possible d'amener leur dissolution. Or, la dissolution de ces armées, que la révolution avait grossies, pouvait seule, en entraînant la chute de Bonaparte, faire recouvrer à la France le repos dont elle avait un si pressant besoin, et y ramener nos rois. J'étais français; j'étais royaliste : à ce double titre, toutes mes pensées, tous mes efforts devaient tendre à opérer cette dissolution; de même que l'homme consacré à veiller au salut de ses semblables, n'hésite pas à couper impitoyablement les membres pour conserver la vie au corps. C'est dans cette intime conviction que, à la fin de 1804, je proposai aux archiducs Charles et Jean un système de guerre : il consistait à éviter les batailles, à faire une guerre active de mouvemens, de retranchemens, de harcellemens, et de combats particuliers fréquemment répétés. Ces manœuvres tendaient à laisser miner les armées de Bonaparte par les maladies, les fa-

tigues et les pertes insensibles ; d'où devaient résulter, d'abord le dégoût, et enfin le découragement et la défection. Ce système demandait à être développé : car une armée peut être forcée à recevoir bataille dans ses marches et dans ses camps ; elle peut l'être encore par un habile adversaire, dont les savantes manœuvres l'ont jetée dans une position d'où elle ne peut plus sortir que par une bataille. Il fallait donc supposer tous les cas possibles de guerre, et indiquer comment, dans chacun d'eux, on pouvait éluder la bataille à laquelle l'ennemi voudrait contraindre. Ainsi, les marches, la manière de conduire et de poser les avant-gardes, et surtout les camps, demandaient des règles particulières : j'entrepris de les tracer.

Après avoir démontré tous les principes que j'avais posés, j'en conclus un plan d'opérations. Il visait à attirer Bonaparte au-delà de Vienne pour le faire *traquer* ensuite par les armées qui déboucheraient en même temps de la Bohême, du Tyrol et de la Prusse, dont je regardais la coopération comme infaillible. Je ne sais jusqu'à quel point pouvait être raisonnable ce que j'écrivis alors ; mais je sais que l'archiduc Jean daigne encore le conserver, avec les autres écrits qu'il a bien voulu agréer de moi. C'est à ce prince lui-

même que je remis mon ouvrage : l'archiduc Charles le reçut du comte de Bubna.

Retirés dans leurs terres, les généraux Mack et Schmidt y attendaient tranquillement que les événemens vinssent les rendre à une activité que la confiance de l'armée aurait sollicitée pour eux. Mes obligations envers ces généraux étaient grandes; mon estime pour leurs talens était profonde; je ne doutais pas du rôle qu'ils seraient appelés à remplir : mes affections s'accordèrent donc, à leur égard, avec le vœu général. Une sourde agitation faisait présager une explosion prochaine : je crus ne devoir plus attendre pour lier des rapports avec ces généraux, que je présumais ne devoir pas tarder à devenir les chefs de l'armée qui m'était la plus familière. Je leur écrivis : les travaux dont je m'étais occupé furent à la fois le prétexte et le sujet de ma lettre. La réponse de l'un et de l'autre fut telle que je pouvais la désirer; elle me laissa l'espoir d'arriver à mon but. Bonaparte, après avoir saisi le sceptre de nos rois, tenait ses nombreuses armées rassemblées sur les côtes, d'où il feignait de menacer l'Angleterre. Ce rassemblement ne pouvait que donner les plus vives alarmes aux puissances du continent. Elles étaient trop avisées pour ne pas se persuader que Bonaparte, malgré sa bouillante

audace, ne s'exposerait jamais à éprouver un échec qui anéantirait sa gloire, sa fortune et son existence. Un intérêt commun provoqua l'attention des souverains. Tous se virent également menacés : incertains quel serait celui d'entre eux sur qui il plairait à Bonaparte de décharger sa colère ou de lui faire subir le sort qui conviendrait à son ambition. Quelque peu redoutable que parût au gouvernement anglais l'effet des menaces de Bonaparte, cependant l'inquiétude du peuple n'en était pas moins grande ; l'agitation qu'elles causaient, les préparatifs auxquels ce gouvernement se croyait obligé pour tranquilliser les esprits, et les dépenses que ces préparatifs occasionnaient, l'invitaient à chercher les moyens de se dégager de tant d'embarras : le plus naturel était, sans doute, de fixer les regards des souverains sur l'état présent des choses : il fallait leur prouver qu'ils étaient les plus exposés au danger devenu commun. S'ils parvenaient à l'apercevoir, il n'était pas douteux que les mesures de sûreté qu'ils se croiraient forcés de prendre, en menaçant celui qui menaçait, opéreraient une salutaire diversion en faveur de l'Angleterre. Que ne font pas des ministres habiles quand, riches en trésors, ils le sont également en énergie, et qu'ils estiment plus que l'or et la vie l'honneur

et la gloire de leurs nations? Que ne devait-on pas attendre du célèbre Pitt, qui possédait incontestablement tous ces avantages, et qui tenait alors le timon des affaires en Angleterre?

Au nord, Alexandre venait de monter sur le trône des czars. Plein de jeunesse et de force, si le petit-fils de Pierre-le-Grand n'avait pas l'ambition des conquêtes, au moins sa grande ame ne pouvait manquer d'être enflammée de l'amour de la gloire. Alexandre aimait le bien par-dessus tout: le cours de sa vie en a fourni la preuve aux contemporains; et cette opinion ne sera point désavouée par la postérité. Pitt, en montrant à l'empereur Alexandre l'Europe prête à s'écrouler, si son bras ne venait la soutenir, détermina sa volonté.

En Autriche, le peuple ne respirait que vengeance. L'armée, fatiguée de ses pertes, n'aurait peut-être pas appelé une guerre qu'elle eût encore dû supporter seule; mais elle désirait avec ardeur se joindre aux armées russes, et elle faisait des vœux pour que les prussiens apportassent, dans une lutte générale, une accession franche et loyale.

Depuis son avénement au trône, Frédéric-Guillaume III suivait à regret la politique que lui avait léguée le roi, son père. Né avec un courage

héroïque, auquel s'unissait une grande fierté d'ame, ce monarque voyait avec peine que le nouveau système adopté par ses ministres faisait décheoir la Prusse de cet éminent degré d'estime et de considération où l'avait fait monter le grand Frédéric. Une reine jeune, et la plus belle de son temps, partageait les sentimens du roi son époux. Idole du peuple et de l'armée, ses désirs étaient des ordres auxquels tout devait être sacrifié sans hésitation. Dans cette disposition générale des esprits, avec moins de talens que n'en avait le ministre anglais, il eût été facile à la diplomatie d'entraîner la cour de Berlin dans la cause générale. Frédéric-Guillaume consentit en effet à s'unir à la Russie et à l'Autriche : cette adhésion fut sincère en dépit des préventions qui militèrent contre cette sincérité : j'espère pouvoir en fournir les preuves.

Dès que la guerre eût été résolue entre les quatre grandes puissances, chacune d'elles ne s'occupa plus que des dispositions particulières par lesquelles elle devait concourir à l'expédition générale. Le tracé de ces dispositions ne m'appartient pas : c'est à ceux qui écriront l'histoire du temps à fouiller dans les archives de chaque puissance, pour lier au tout la portion dont elle est contribuable. Ma tâche n'est ici que de rap-

porter ce que j'ai vu à l'armée autrichienne.

Un usage sagement consacré réunit tous les ans, à certaines époques, les régimens autrichiens qui, pour la plupart, restent toute l'année dispersés dans différens cantonnemens. Pendant ce temps, appelé celui de *la concentration*, les régimens prennent l'ensemble que leurs manœuvres isolées ne pourraient leur faire acquérir sans cette méthode. On joint encore à ce moyen, qu'on emploie pour former les troupes, l'habitude de les rassembler, immédiatement après, dans des camps, où se rend l'empereur : là, chaque régiment est soumis, en présence du monarque, à une épreuve particulière. Ces différens examens sont terminés par quelques grandes manœuvres de guerre. Mais avant que le camp ne soit levé, un ordre du jour signale successivement tous les régimens ; loue, blâme et indique les fautes qui furent commises. On conçoit combien ce moment doit être redouté, puisque les notes qui sont prises influent sur la réputation des corps et sur la fortune particulière des officiers. L'armée, devenue par-là le juge de tous, peut apprécier les récompenses accordées, ou les défaveurs imprimées dans la suite.

L'armée de Moravie fut rassemblée dans un camp, à peu de distance de Brünn, sur la route d'Olmütz.

Les affaires restent, en Autriche, enveloppées d'un si profond mystère, que, lorsque les officiers quittèrent le camp, ils ne purent que soupçonner les événemens qui allaient avoir lieu. Cependant, la nouvelle répartition des troupes, en les rapprochant des différens points de départ, désignait assez un commencement d'opérations. Les régimens, avant d'aller au camp, avaient rappelé les hommes envoyés en congé illimité. Bientôt après, les cadres furent grossis par des recrues, et les troisièmes bataillons furent remis sur pied. C'est alors que le voile fut déchiré, et que des ordres de marche furent donnés à différens régimens. Mais ces préparatifs se faisaient avec tant de circonspection, qu'on ne pouvait discerner encore si leur but était offensif, ou de simple prévoyance contre un homme qui restait toujours en état d'hostilité. Au milieu de cette incertitude, des promotions, toujours avant-coureurs de la guerre, vinrent fixer l'opinion. On ne douta plus de la guerre : de nouvelles recrues envoyées aux compagnies mettaient le dernier cachet à cette certitude. . . . .

Chargé de conduire un détachement à Vienne, j'espérai pouvoir utiliser cette mission pour mon avancement. Le grade de major décide généralement, en Autriche, de la destinée des officiers.

Celui qui l'obtient doit croire qu'il parviendra au grade de général, pour peu que la nature l'ait heureusement servi, et que les événemens ne lui demeurent pas constamment contraires. Une circonstance particulière fortifia en moi cet espoir : l'archiduc Charles donnait à certains jours de la semaine un dîner aux officiers supérieurs et aux généraux. Admis à celui qui suivit mon arrivée à Vienne, avec deux autres capitaines, les comtes Antoine de Kinski et Eugène de Haugwitz, je ne doutai plus de mon avancement. Le comte de Bubna, directeur du personnel de la guerre, me témoignait de l'amitié depuis long-temps. Le général Lindenau, réputé pour avoir de vastes connaissances en théorie, avait donné des leçons de guerre aux plus jeunes archiducs : à ce titre, il était invité au dîner de famille où le duc Albert réunissait, dans la semaine, les princes ses neveux. Le général, après avoir lu ce que j'avais écrit, en avait parlé avantageusement à l'archiduc Charles, devant l'archiduc Jean. Ce prince avait fortement appuyé le général; et l'un et l'autre avaient fini par demander de l'avancement pour moi. « L'archiduc Charles, me dit Lindenau, « n'avait pas promis; mais Son Altesse Impériale « s'était montrée favorablement disposée... » La promotion eut lieu, et mon nom ne parut pas...,

Quand je vis le général Bubna, il fut embarrassé. « On va former, me dit-il, des bataillons légers; « et j'ai la conviction que vous en aurez un. » Peu de temps après, ce général, appelé à suivre l'archiduc Charles à l'armée, remit les affaires au comte de Grünne. Dès ce moment, je perdis tout espoir : car, de tous ceux qui entouraient l'archiduc, ce comte avait toujours été le plus opposé à ma fortune. Il fallut donc prendre mon parti, et rejoindre mon régiment : il avait ordre de quitter ses cantonnemens et de marcher en Italie.

CHAPITRE XIX.

Le lieutenant-général Mack est à Vienne, attendant des ordres de départ. — L'empereur dispose du commandement des armées. — L'archiduc Charles va commander en Italie et l'archiduc Jean en Tyrol — Importance de ce commandement. — Aucun autre général n'était plus propre à en être chargé que l'archiduc Jean. — Mon régiment marche en Italie. — Inconvénient de nouvelles recrues au commencement d'une guerre. — Quartier-général de l'archiduc Jean à Insprück. — Prédilection de l'archiduchesse Élisabeth pour son neveu. — Le comte François de Saint-Julien est destiné à commander un corps de quinze mille hommes, dépendant de l'archiduc Jean. — Ce projet bien pensé n'est pas mis à exécution. — Apparition imprévue de l'ennemi sous les murs de Memmingen. — La place est sommée et rendue sans résistance. — Déclaration demandée aux officiers des régimens par les officiers supérieurs. — Services qu'aurait pu rendre le corps qui avait été destiné au lieutenant-général de Saint-Julien. — Campagne de 1805 perdue par des fautes commises en politique, et non par le général Mack. — Preuves apportées en faveur de ce général.

Le général Mack était à Vienne, prêt à s'élancer sur un grand théâtre. Malgré la sévérité avec laquelle sa porte était défendue, il voulut bien me recevoir. Dans le cours de notre entrevue, il me demanda si j'avais le projet de campagne dont je

lui avais parlé dans la lettre qu'il avait reçue de moi. Je lui répondis que je l'avais remis aux archiducs Charles et Jean; mais que j'en avais conservé la copie : il ne m'en parla plus.

Sur ces entrefaites, l'empereur avait disposé du commandement de ses armées. L'archiduc Charles alla commander en Italie, l'archiduc Jean en Tyrol.

Le Tyrol devait, tout à la fois, lier l'armée d'Allemagne avec celle d'Italie, et fournir à l'une et à l'autre des corps auxiliaires. Si l'une des armées ennemies, après avoir enfoncé celle des autrichiens qu'elle avait devant elle en Allemagne ou en Italie, voulait s'avancer dans les pays héréditaires, c'était encore au Tyrol qu'il était réservé d'arrêter ses progrès. L'archiduc Jean, au sortir de ses montagnes, manœuvrait sur les derrières de l'armée victorieuse, dont il paralysait la marche ou ruinait les ressources : l'archiduc Jean avait donc une belle tâche à remplir! Mais aussi, jamais choix d'un commandant d'armée ne fut plus heureusement pensé. N'est-ce pas dans un pays de montagnes que le talent de l'ingénieur peut le mieux déployer toutes ses ressources? Combien ce talent ne deviendra-t-il pas plus éminemment nécessaire si, dans un ensemble de combinaisons, ce pays a été

choisi pour servir de pivôt à des manœuvres? Il faut, dans ce cas, prendre des positions qui garantissent le jeu d'une défensive active : et qui doit mieux les apercevoir que l'œil d'un habile ingénieur? Or, il était bien généralement connu que l'archiduc Jean, chef du corps du génie, était, en Europe, un des officiers les plus savans de cette arme. Ses connaissances profondes en mathématiques lui avaient facilité l'étude de la fortification. Il n'était pas seulement capable d'appliquer les différens systèmes dont il connaissait et jugeait parfaitement les avantages et les vices; mais ses talens lui permettaient même d'être créateur dans cette partie de l'art de la guerre. Il est affligeant de penser que des contrariétés ont peut-être détourné Son Altesse Impériale de cette science, la première que doit posséder un prince. Il est vrai que l'archiduc n'a point laissé languir son génie dans une sorte d'inertie; il s'est livré à des sciences dans lesquelles il excelle : mais, encore une fois, la science d'un prince, c'est celle de la guerre....... La reconnaissance que je dois à l'archiduc Jean me fait voir avec peine qu'il se soit appliqué avec autant d'assiduité à des objets étrangers à cet art, pour lequel il était né, et auquel ses hautes destinées l'avaient exclusivement consacré.

J'attendis à Vienne mon régiment, qui se rendait, par le Tyrol, en Italie. Malgré la rigueur de la saison et les fatigues des marches à travers un pays difficile, les officiers ne s'en occupaient pas moins de dresser les nombreuses recrues qui avaient été jetées dans les régimens. Ils prévoyaient avec douleur les inconvéniens inséparables d'une formation trop hâtée. Cette pensée stimulait tous leurs soins et leur application. L'allemand a toutes les qualités qui rendent l'homme propre à la guerre : il est docile, subordonné, respectueux envers ses chefs. S'il est lent dans sa marche, il supporte avec patience les plus longues traites. Mais il faut beaucoup de temps pour le former. Il en faut bien plus encore, et bien plus de patience, à l'instructeur qui dresse le bohémien et le polonais : mais l'un et l'autre dédommagent ensuite, par leur aptitude à tout ce que la guerre exige du soldat.

Le pays aride que nous traversions ne nous offrait aucune distraction par lui-même : nous aurions su gré à celle que nous donnait l'instruction de notre troupe, si les circonstances où nous nous trouvions ne nous eussent point fait désirer des hommes de qui nous eussions pu nous promettre davantage. Nos occupations, terminées avec le jour, nous laissaient le vide des longues

soirées d'automne. Je trouvai le moyen de les remplir à mon profit. Nous logions, dans les villages, par divisions. Celle que je commandais avait, pour un de ses lieutenans, M. de Bongard, aujourd'hui capitaine dans le régiment d'infanterie de Klopstein. Cet officier, élevé à l'académie de Neustadt, en était sorti avec des connaissances qui nourrissaient un véritable talent. Nous traduisîmes en allemand l'ouvrage que j'avais remis aux archiducs sur la campagne qui allait s'ouvrir. Ces délassemens nous conduisirent à Insprück, où l'archiduc Jean nous avait précédés. Son Altesse Impériale avait établi son quartier-général au palais de l'archiduchesse Elizabeth sa tante, qui avait pour lui une prédilection particulière. Cette princesse joignait, à la vivacité des filles de Marie-Thérèse, leur force d'âme et leur énergique franchise. Son Altesse Royale découvrait dans son neveu les heureuses dispositions dont la nature l'avait doué, et en était flattée. Ce sentiment lui faisait regretter d'avoir vu échouer la première campagne de l'archiduc Jean. Elle en était si vivement affectée, que, pendant le dîner, Son Altesse Royale voulut bien m'en parler. « Je « ne pardonnerai jamais, me dit-elle, à ce mal-« heureux général Laur d'avoir compromis mon « neveu ». Ma réponse ne fut pas difficile. « Je

« crois, madame, répondis-je, que le général « Laur a rendu un grand service à l'archiduc ». Ce début parut l'étonner. « Si l'archiduc, conti« nuai-je, eût commencé sa carrière par de grands « succès, Son Altesse Impériale aurait pensé « qu'un archiduc naissait avec le talent de la « guerre; le prince aurait négligé l'étude d'un « métier qui demande l'application de toute la « vie : il aurait ainsi perdu les heureux talens « que la nature lui a accordés. On sait, au con« traire, que l'archiduc emploie tout son temps « au travail; et ses premiers malheurs nous as« surent un grand homme. » Cette opinion n'était point exagérée par la reconnaissance dont les bontés de ce prince me pénétraient chaque jour davantage pour son auguste personne. Dans l'entrevue particulière qu'il m'accorda, il me témoigna le regret qu'il avait éprouvé en me voyant frustré d'un avancement auquel je m'attendais. « J'en suis fâché, me dit-il, car vraiment vous « le méritez; mais j'espère qu'à présent tout sera « réparé ». Ce suffrage me dédommageait amplement de ma mauvaise fortune : il contribuait à me faire désirer les occasions de justifier cet intérêt. Ces occasions se rapprochaient, et l'apparence en devint un moment brillante. Arrivés à Roveredo, nous reçûmes l'ordre de rebrousser

chemin pour nous diriger sur Trente. C'était là, disait-on, que s'organisait un corps de quinze mille hommes. Ce corps, commandé par le comte François de Saint-Julien, devait dépendre immédiatement de l'archiduc Jean ; cette pensée avait été judicieuse : j'exposerai, dans la suite, l'avantage qui en pouvait résulter.

Nous nous avancions à marches forcées, vers le point de rassemblement. Déjà nous avions fait quelques étapes, lorsque nous rencontrâmes le comte de Saint-Julien. Ce général retournait de Trente, à l'armée d'Italie. Il m'apprit que les événemens avaient fait changer de plan : d'après de nouveaux ordres, la formation du corps qui lui était destiné n'avait plus lieu, et mon régiment allait rejoindre l'armée qui se retirait sur Ulm. Il ajouta : vous allez être sous les ordres du comte de Spangen; c'est un brave homme : mais il m'a paru avoir la conception difficile, être d'une grande indécision et prompt à s'embarrasser. L'événément ne tarda pas à prouver la justesse de cette opinion. Le changement survenu dans le plan d'opérations, en apportait un majeur dans ma situation. Le comte de Saint-Julien m'avait demandé pour remplir les fonctions de chef de son état-major. L'archiduc, me dit ce général, en approuvant sa demande, lui avait répété qu'il avait vu avec dé-

plaisir les torts que j'avais éprouvés. Que d'avantages n'aurais-je pas pu tirer de ce choix ! j'aurai bientôt occasion de faire connaître la manière dont j'aurais cherché à légitimer la confiance que le général m'accordait.

Le régiment poursuivit sa route sur Memmingen. Le régiment de Czatorinski, avec un bataillon du régiment de Beaulieu, remplissaient la ville. A défaut de logement, le major Hager fut obligé de cantonner, hors de Memmingen, son bataillon, dont ma compagnie faisait partie. Les soldats avaient à peine pris leur quartier, et les officiers allaient se mettre à table, quand on nous apporta l'ordre de rentrer au plus vîte, dans Memmingen. Nous rencontrâmes, en effet, l'ennemi au sortir du village : il manœuvra pour nous couper la retraite. Mais la distance que nous avions à parcourir était trop courte; nous parvînmes à notre destination sans avoir éprouvé de perte. On s'étonnera, sans doute, de nous voir ainsi surpris par l'ennemi. Cette surprise ne contribuera pas peu à décharger le général Mack de l'injustice qui continue à peser sur lui. Lorsque l'ensemble des faits et leurs résultats seront soumis au militaire capable de juger, il verra, qu'à la guerre, une première faute est irréparable;

mais il sera forcé de convenir que la première faute ne vint point de ce général.

Nos compagnies furent aussitôt réparties dans les différens ouvrages qu'on avait commencé d'élever autour de Memmingen. On ne peut donner le titre de place à cette ville, qui n'a qu'une mauvaise enceinte. Les ingénieurs autrichiens avaient essayé de la couvrir par des ouvrages; mais ces ouvrages n'étaient ni achevés ni liés ensemble. Loin de servir, ils ne pouvaient être que nuisibles, parce que, trop faibles pour résister isolément, ils privaient le corps, qui se divisait pour les garder, de la résistance qu'oppose l'union des forces: ce fut donc une faute majeure de s'y être laissé renfermer. Cette faute était d'autant plus grave que la circonférence de la ville, fort étendue, exigeait un grand développement de troupes: ce qui les rendait faibles sur tous les points. Nous nous vîmes bientôt cernés de toutes parts. Memmingen était au milieu d'une plaine, une cavalerie nombreuse en forma l'investissement. Cette arme acquérait d'autant plus de force contre nous, que nous avions à peine un escadron à lui opposer: encore cette troupe ne se trouvait-elle dans la place, que parce qu'elle avait été séparée du corps auquel elle appartenait. Aussitôt que l'ennemi eut refoulé dans l'intérieur toutes les troupes autri-

chiennes répandues au dehors, et que ses postes furent occupés, il fit sommer le général Spangen de se rendre. Au lieu de repousser hautement cette proposition, le général, justifiant cette indécision que lui avait attribuée le comte de Saint-Julien, assembla un conseil de guerre qui fut composé des colonels des deux régimens Czatorinski et de Mitrowski, de leurs lieutenants-colonels, de leurs majors, du lieutenant-colonel commandant la place, et du capitaine qui commandait le bataillon du régiment de Beaulieu.

Durant les délibérations, les troupes eurent ordre de ne pas tirer sur l'ennemi : de son côté, il ne fit que des mouvemens hors de portée, sans commettre d'hostilités. Dispersées, ainsi qu'il a été dit, dans les divers postes commis à leur garde particulière, les compagnies ignoraient ce qui se passait. On savait seulement que les officiers supérieurs étaient assemblés chez le général. La journée et une partie de la nuit se passèrent dans cette espèce d'incertitude, qu'augmentaient la venue et le retour de quelques officiers envoyés par les chefs ennemis.

Enfin, quelques heures avant le jour, temps où il était nécessaire de redoubler de vigilance contre les entreprises, un mouvement général eut lieu parmi nos troupes. Le lieutenant de ma

compagnie, Dappit, s'en aperçut et me le fit observer. J'étais sans instructions ; il était cependant indispensable que je connusse les nouvelles dispositions qui devaient régler ma conduite. J'envoyai le sous-lieutenant Fichtel demander au major Hager quelle pouvait être la cause du mouvement qui s'opérait. Le major me fit aussitôt donner l'ordre de me rendre sur la place d'armes, avec toute ma compagnie. Le jour commençait à poindre. Quand nous arrivâmes au lieu qui nous avait été indiqué, un spectacle inattendu vint tout-à-coup frapper nos yeux, et nous jeter dans le plus grand étonnement : nous vîmes que toutes les compagnies avaient déposé les armes qui restaient amoncelées, et nous reçûmes l'ordre d'en faire autant. Il faut ici rendre aux soldats une justice bien méritée pour leur conduite digne des plus grands éloges : « Nous sommes vendus, s'écriaient-ils ; » et ils brisaient les crosses de leurs fusils, en les jetant. Ce fait incontestable sera attesté par tous les officiers qui peuvent exister aujourd'hui. Il est encore de la plus exacte vérité que les armes furent jetées sur la place en présence des officiers supérieurs, et qu'aucune troupe ne défila devant les vainqueurs. Cette omission montre combien peu ces vainqueurs étaient sûrs de la soumission des sept mille hommes pour lesquels

les chefs avaient capitulé sans leur avoir fait tirer un coup de fusil. Lorsque cet acte, pour lequel l'épithète me manque, fut consommé, je me rendis au logement du colonel. C'était là que tous les officiers devaient se réunir, pour recevoir les ordres ultérieurs. Je le trouvai devant la porte : « Que pensez-vous, me dit-il, de cet événement.— « Que c'est un grand malheur, mon colonel. Certes, « reprit-il, nous aurions pu repousser un ou « deux assauts ; mais, enfin, il aurait fallu céder : « et tous nos bagages auraient été perdus... » Voilà, mot-à-mot, ce que me dit le baron de Buol. Je n'en ai pas oublié une syllabe : sa posture même, est encore, au moment où j'écris, présente à mes yeux. Je ne répondis rien : toute réflexion désormais inutile, n'aurait pu paraître qu'une fanfaronade. Le silence était le langage du moment. Il est évident que la crainte de perdre les bagages fut, sinon la cause véritable, du moins, le prétexte de cette inconcevable reddition de Memmingen. Un pareil motif pouvait avoir de l'influence sur les colonels des régimens, dont la gestion était soumise à une responsabilité trop rigoureuse de la perte de leurs effets, quand ils ne peuvent pas la justifier. Aussi était-il d'une nécessité absolue pour ces colonels, de conserver tous leurs contrôles. Ce motif devait

être entraînant pour le colonel du régiment dans lequel je servais. Imbu des formes administratives et de tout ce qui concerne l'exercice et les détails du service, il n'avait point été destiné par la nature aux conceptions élevées de la guerre. Mais il est une justice que tous les militaires autrichiens lui rendront : c'est qu'il avait une réputation de bravoure, universellement avouée. Il ne vit, dans le moment, que ses contrôles perdus, et ses caisses de toute espèce au pouvoir de l'ennemi. Il fut effrayé du chaos administratif dans lequel il allait être jeté, sans aucun secours pour en sortir. Cependant, si ces considérations pouvaient être assez puissantes pour écarter un colonel du chemin qu'il avait à suivre, elles ne devaient exercer aucun empire sur le général, auquel l'administration n'avait point de compte à demander. Ce général, neveu du maréchal de Clairfait, avait fait, à la guerre, d'honorables preuves. Cette erreur, inexcusable, à la vérité, dans un général, ne peut donc être attribuée qu'à ce caractère indécis et à ce défaut de talent que le comte de Saint-Julien avait remarqués en lui.

D'après la capitulation les bagages devaient être sauves, les soldats prisonniers de guerre; et les officiers rester libres, en s'obligeant de ne pas porter les armes jusqu'à parfait échange. Nous en

signâmes l'engagement ; et, après nous être séparés de nos soldats dignes d'un meilleur sort, nous prîmes le chemin de la Bohême.

Le jour où nous atteignîmes nos frontières, chaque chef de bataillon rassembla ses officiers ; il leur communiqua le rapport qui avait été rédigé sur la reddition de Memmingen. Il y était affirmé qu'il eût été impossible à la garnison de repousser l'assaut que l'ennemi aurait entrepris de livrer.

La lecture achevée, sur la proposition qui nous fut faite d'y apposer nos signatures, le lieutenant Bongard me regarda fixement et me dit... « Signerez-vous cela, capitaine ? Non, répondis-je. « Un officier peut-il, en effet, convenir qu'il ne se croit pas en état de repousser un assaut, et encore moins de le soutenir ? Je pris la plume, et en présence de tous mes camarades, je décrivis avec exactitude, l'ouvrage que devait défendre ma compagnie : je remis cette description au major. Je parlais assez purement l'allemand pour pouvoir l'écrire correctement et très-intelligiblement ; mais je n'employais pas les caractères allemands, auxquels je substituais les lettres appelées *latines*. Le lendemain, l'adjudant du régiment me rapporta la description que j'avais donnée, écrite avec des lettres allemandes. Il me

fit observer que cette description ne pourrait pas, sans cette précaution, être soumise au conseil aulique de guerre, s'il était besoin qu'elle y parût; mais comme il est de style que la signature soit apposée par l'inférieur qui la donne, bien au-dessous de la dernière ligne écrite, je fus obligé de me soumettre à cette forme. Je le fis avec une grande répugnance, parce qu'il était facile d'ajouter une conséquence quelconque à la suite de la description que j'avais donnée de mon poste. Je crains d'avoir été victime d'une ruse que je n'ai jamais été dans le cas de vérifier.... D'ailleurs, qu'était-il besoin de capituler? Supposons que l'extrême étendue de la circonférence qu'on avait été obligé de garnir de troupes, eût totalement disséminé les forces affaiblies par cette dissémination, nous admettrons qu'elles eussent été hors d'état de résister à l'effort d'ensemble que l'ennemi eût dirigé sur un point quelconque: dans ce cas désespéré, ne restait-il pas la ressource de l'évacuation : croit-on que l'ennemi pût s'opposer à la trouée qu'une colonne de sept mille hommes aurait résolu de faire? Tout favorisait un pareil dessein : une courte distance nous séparait du pied des montagnes du Tyrol; plusieurs routes partaient de Memmingen dans différentes directions. Or, est-il une situation

qui eût pu se prêter davantage à une sortie ? Il me semble même que la combinaison de ce mouvement n'aurait pas demandé une longue méditation. Toute l'habileté aurait, à mon avis, consisté à forcer l'ennemi à diviser ses forces, pour porter ensuite la masse des nôtres sur le point qu'on aurait voulu atteindre. A cet effet, il eût fallu faire sortir les bagages les premiers, en les dirigeant sur les routes qu'on n'aurait pas voulu suivre. Dès qu'on aurait remarqué que l'avidité de l'ennemi l'attachait au pillage de ces bagages, les troupes se seraient mises en marche. L'ordre eût été donné de fondre, bayonnette basse, sur tout ce qui viendrait s'opposer au passage, et de toujours avancer sans faire feu. La profondeur de la colonne formée par bataillons, avec peu d'intervalle, eut infailliblement enfoncé des troupes qui ne se seraient nécessairement présentées que sur l'ordre mince... La cavalerie n'agit pendant la nuit qu'avec timidité, même dans les terrains qu'elle connaît le mieux : la cavalerie ennemie eût donc été paralysée. Eût-elle voulu donner ? elle eût été reçue par une décharge à bout portant. Cette masse de feu eût tellement intimidé les chevaux et les cavaliers, que le plus grand désordre en fût inévitablement résulté. Je crois qu'un pareil projet aurait com-

plettement réussi; car, il eût été très-possible de gagner avant le jour les terrains coupés et embarrassés de bois, de ravins, de lacs, de marais qui précèdent ces montagnes. C'est, au reste, par une manœuvre semblable, que le régiment de la Châtre, composé de royalistes français, se couvrit de gloire. Sorti de Menin pendant la nuit, sous la conduite du général hanovrien Hamerstein, il traversa toute une armée républicaine. Nous aurions perdu nos bagages et nos caisses; mais un trésor bien plus précieux aurait été sauvé. La fortune n'eût point encore borné là le triomphe du général Spangen. Elle l'appelait à dégager le général Mack de l'affreuse position dans laquelle il était tombé. Le comte de Spangen rentré dans les gorges du Tyrol, aurait été d'un bien plus puissant secours pour l'armée renfermée dans Ulm, que s'il se fût, avec tout son corps, réuni à cette armée.

Supposons ce général posté près de Füssen, de Schœngau, ou même de Kempten, suivant les circonstances; il eut, dans cette position, arrêté la majeure partie des trente mille hommes qui avaient investi Memmingen; car quelle puissance morale n'eût pas acquise sur son ennemi, la troupe qui aurait fait éclater tant d'audace? Ce n'est que par des forces imposantes

qu'il aurait cru pouvoir la contenir. Or, par cette distraction des troupes ennemies, celles renfermées dans Ulm eussent été moins pressées.

Admettons cependant que le caractère audacieux et présomptueux de Bonaparte, lui eût fait mépriser le corps du général Spangen, pour porter dans Ulm, avec toutes ses forces, le coup qu'il regardait comme décisif. Dans cette hypothèse, le général Spangen l'eût suivi, en faisant derrière lui une guerre de harcellement. C'est en projettant cette manœuvre, que j'ai regretté de n'avoir pas vu se former le corps que devait commander Saint-Julien. L'emploi que ce général avait voulu me confier, m'aurait donné le droit de lui proposer les opérations que les circonstances de guerre auraient provoquées. Je n'aurais certainement pas manqué de solliciter auprès de lui l'adoption de ce système, jusqu'alors inconnu, mais dont l'empereur François II avait paru ressentir tout le succès quand il me dit en 1798 : « Qu'il fallait manœuvrer contre l'ennemi que « nous avions en tête.... » Quel théâtre eût été plus favorable à ce système ? Trop rapprochés des gorges du Tyrol pour avoir à redouter d'en être séparés, nous aurions pu nous jeter en masse sur les corps ennemis qui auraient été isolés de l'armée principale par des événemens, ou dans le dessein de manœuvrer.

Si l'armée ennemie, sans hasarder des détachemens, fût restée ensemble, nous l'aurions menacée sur ses derrières. Ce genre d'action eût été trop dangereux pour ne pas obliger ses chefs à détacher contre nous des forces au moins égales aux nôtres. Ce jeu n'aurait pu se continuer longtemps, sans que le général Mack ne fût délivré du blocus qui le tenait dans Ulm. C'est ici qu'il convient de faire connaître les malheurs de ce général. Peut-être prouvera-t-on que Mack, plus accusé que coupable, fut plutôt victime d'une complaisante faiblesse, que trompé par un défaut de talent. Ce développement est nécessaire : sans lui, le lecteur comprendrait avec peine les manœuvres qu'on aurait cru capables d'enlever à Bonaparte le succès qu'il obtint à Ulm. On verra que la campagne de 1805 fut plutôt perdue par les fautes que commit la politique, que par le vice des combinaisons de guerre.

Le Gouvernement anglais pressait vivement le cabinet de Vienne de faire quelques démonstrations hostiles ; c'était le plus sûr expédient auquel il pût avoir recours pour faire cesser l'anxiété que causaient au peuple les menaces de Bonaparte. Les ministres savaient bien que ces menaces pleines d'ostentation, resteraient sans effet ; mais ils sentaient qu'il fallait donner à Bonaparte, un

prétexte quelconque pour qu'il pût se désister, sans honte, d'une entreprise où il avait si fortement engagé son amour-propre. Il était évident qu'aux premiers mouvemens qu'il verrait faire à l'armée autrichienne, il saisirait cette occasion pour changer de dispositions, et annoncer d'autres projets. Les ministres anglais, dégagés alors de l'espèce de malaise dans lequel les tenait, non pas la crainte d'une attaque sur leur territoire; mais l'agitation du peuple, pouvaient se livrer sans réserve aux plans aggressifs qu'ils méditaient contre le consul. Le cabinet de Vienne n'eut pas la force de se raidir contre des sollicitations qu'appuyaient ses propres intérêts : il résolut d'agir. Dans l'impossibilité de commencer sérieusement la guerre, il adopta des demi-mesures. Il se persuada qu'elles suffiraient pour faire suspendre à Bonaparte l'activité de ses préparatifs contre l'Angleterre, sans qu'il osât renoncer ouvertement à ses desseins. Par cette marche sans caractère, le cabinet de Vienne crut qu'il obtiendrait le double but de calmer les inquiétudes du peuple anglais et de donner le temps aux russes de se joindre aux armées autrichiennes. Trop peu militaire, le ministre des affaires étrangères ne connut pas le danger des opérations isolées. Il fit donner l'ordre aux régimens destinés à former, en Alle-

magne, l'armée de l'archiduc Ferdinand, de ne s'ébranler que successivement. Le comte de Cobenzel crut qu'en ne frappant pas les yeux de Bonaparte par l'ensemble d'une masse, il le tiendrait dans l'inaction, incertain du parti qu'il devait prendre. Cette hésitation promettait au ministre le temps que réclamait la réunion de ses moyens. C'était mal connaître Bonaparte comme homme de guerre : c'était encore le plus mal connaître dans la position où l'avait placé l'attitude vainement menaçante qu'il avait prise au camp de Bologne. Le ministre comptait, à la vérité, sur un effet en politique, qui lui manqua... Il avait cru que l'apparition de quelques régimens aux portes de Munich, seconderait assez puissamment ses négociations pour décider l'électeur de Bavière à faire cause commune. Cobenzel avait pensé avec assez de probabilité, que si l'armée bavaroise se joignit aux premières troupes autrichiennes, les forces seraient assez imposantes pour obliger Bonaparte à ne s'avancer que lentement et avec circonspection ; cette lenteur donner le temps aux russes d'opérer leur jonction.

Et d'abord, on aperçoit au premier coup-d'œil l'erreur du calcul politique sur lequel tout était échafaudé. Comment un des hommes d'état les

plus estimés, M. de Cobenzel, a-t-il pu se tromper aussi gravement? N'était-il pas évident que l'électeur de Bavière ne consentirait à une levée de boucliers contre Bonaparte, qu'autant qu'il verrait une armée formidable garantir la sûreté de ses états? Il était impossible de se dissimuler que Bonaparte arriverait à tire d'ailes, et qu'il se trouverait en masse sur le point où ses projets l'appelleraient. Voilà les fautes que l'homme d'état commet dans le cabinet.

Mais, dira-t-on, était-il permis à l'homme de guerre de ne pas apercevoir ces fautes, et de ne pas en calculer les résultats? En démontrant au ministre la désastreuse influence qu'une fausse marche en politique exercerait sur les opérations militaires, le général l'aurait contraint d'agir plus conformément aux principes de la guerre. Or, le principe le plus élémentaire n'est-il pas qu'une guerre mal engagée ne peut amener qu'une série de malheurs?... Il faut ici distinguer avant tout deux personnages destinés à conduire l'armée autrichienne en Allemagne. L'archiduc Ferdinand, dans son extrême jeunesse, dénué d'expérience, ne pouvait offrir que son nom pour ralliement, et son courage pour modèle : l'Europe entière applaudit aux preuves éclatantes qu'il fit de sa valeur. Ce fut donc au général Mack, le

conseil, le guide et le quartier-maître-général du prince, qu'il fut donné de concevoir le plan des opérations, et d'en diriger l'exécution. Mais c'est quand Mack se trouve placé dans une position difficile, qu'il est indispensable de l'envisager sous son véritable jour.

Mack était l'artisan de sa fortune. Il n'avait d'autre appui que ses talens et sa réputation. Son génie lui découvrait sans doute l'abîme dans lequel allait le précipiter un plan essentiellement vicieux. Il n'ignorait pas qu'à l'ouverture d'une campagne, où les premiers succès décident des derniers résultats, on ne peut agir avec trop d'ensemble. Mais l'ambition, mais la crainte de déplaire et de n'avoir plus l'espoir d'un heureux avenir, les chances de la fortune sur lesquelles il faut un peu compter, l'amour-propre flatté de se voir confier un beau rôle, imposèrent silence au cri du talent, et fermèrent ses yeux sur l'évidence du danger. Enfin, tranchons le mot, Mack ne pouvait pas refuser ce que n'eût pas accepté l'homme appuyé sur l'illustration de ses ayeux. L'histoire de nos guerres constatera cette vérité. Voyons ce que le prince de Conti dit à Chevert refusant de se charger momentanément de la défense du fort de Démont, qu'on avait décidé d'évacuer. Chevert voulut se refuser, et cepen-

dant Chevert obéit! Il en fut de même de Mack : après qu'il eût montré au ministre tous les désastres qu'allait infailliblement produire le morcellement des troupes, quand il était de toute urgence de frapper les premiers coups avec le faisceau des forces, il ne resta plus à Mack qu'à obéir.

CHAPITRE XX.

L'électeur de Bavière joint son armée à celle de Bonaparte. — Bernadotte passe sur le territoire de la Prusse et celui de la Hesse pour joindre Bonaparte. — Mack marche au-devant de Bonaparte. — Il se retire sur Ulm où il prend position. — L'armée autrichienne y est cernée. — L'archiduc Ferdinand s'ouvre un chemin l'épée à la main. — Mack persiste à rester dans la position d'Ulm. — Quel en était le motif. — Les Russes marchent lentement. — Le corps de Merveld est dissous. — Jonction du corps autrichien de Kienmayer avec l'armée russe commandée par Koutousoff. — L'empereur d'Autriche envoie le général Schmidt au général russe. — L'armée combinée vient à Crems. — Combat de Dürstein. — Le général Schmidt est tué. — Retraite de Koutousoff.

1805. Tout arriva comme il avait été facile de le prévoir. L'électeur de Bavière, trop peu intimidé par les faibles moyens coërcitifs qu'on employait contre lui, trop peu confiant dans les moyens préservateurs qu'on lui donnait, cède à de plus importantes considérations, et va grossir l'armée bien plus nombreuse de Bonaparte. Celui-ci, heureux d'être dégagé des entraves dans lesquelles il s'était embarrassé sur les côtes de la Manche, plus heureux encore d'avoir toutes ses

troupes réunies, n'avait plus à résoudre que des problêmes de vîtesse. Cette solution ne pouvait être qu'un jeu pour son imagination fertile en expédiens. Il était bien certain qu'il serait en son pouvoir de heurter des portions ennemies avec des masses. Tout servait sa rapidité : facilité et multiplicité des transports, nombre et bon état des communications, abondance dans les pays qu'il fallait traverser. Un aveu de Bonaparte a décélé combien il était pressé de saisir un prétexte plausible pour abandonner ses menaces contre l'Angleterre : il a publié que la déclaration hostile lui fut remise, de la part de l'Autriche, le 17 septembre, par le comte Philippe de Cobenzel; mais ses troupes avaient déjà quitté le camp de Boulogne depuis plusieurs jours : elles s'acheminaient, à marches forcées, vers le Rhin, que toutes avaient passé le 26 du même mois.

Les troupes autrichiennes, entrées dans Munich le 11 septembre, étaient maîtresses de la Bavière. L'électeur, en évacuant son électorat, avait refusé de se joindre aux autrichiens, et par consequent il avait acquiescé à son alliance avec Bonaparte.

Une autre base, sur laquelle le général Mack avait assis ses combinaisons, vint aussi s'écrouler

et empirer la situation des affaires. Mack avait compté sur la coopération des prussiens et des hessois : il ne doutait pas que leurs armées n'opposassent une barrière aux troupes que Bonaparte ferait venir de la Hollande et du Hanovre, si elles entreprenaient de traverser le territoire de leurs souverains. Dans cette hypothèse, les troupes ennemies, trop faibles pour forcer le passage, ne pouvaient plus arriver que par un long détour sur leur ligne d'opérations : cette absence de forces retardait nécessairement le moment où Bonaparte aurait voulu entrer en action, et donnait aux russes le temps dont ils avaient besoin pour faire leur jonction avec les autrichiens. Mack fut déçu dans sa confiance : les troupes venant de la Hollande et du Hanovre traversèrent la Hesse et la Prusse. Au milieu de ces contrariétés, Mack paraît n'avoir pas assez réfléchi sur sa position. Malgré la dispersion de ses troupes sur différens points, il voulut combattre : ce fut une faute. Le grand but politique n'avait-il pas été obtenu? L'Angleterre, à laquelle on avait sacrifié les premiers principes, était dégagée. Il est vrai que le général autrichien crut s'être ménagé un avantage auquel le prince Eugène dut, autrefois en Italie, une victoire signalée. Bonaparte, en lui voyant étendre ses troupes,

avait également étendu les siennes. Aussitôt que Mack s'aperçut que Napoléon avait séparé les différens corps de son armée, il se jeta en forces supérieures sur le maréchal Ney, qu'il combattit à Vertingen : il fut repoussé. A cet échec succéda celui de Guntzbourg, où le général autrichien tenta de plus sérieux efforts. C'est pour avoir livré ces combats que Mack peut être accusé : il semble que, dès qu'il fut informé de la défection de l'électeur de Bavière et du passage livré par les hessois et les prussiens, il eût dû rassembler ses troupes, au lieu de les diviser, et se retirer concentriquement vers l'Autriche, où les russes se hâtaient d'arriver. Si Bonaparte poursuivait l'armée de Mack, il laissait derrière lui le corps autrichien du Tyrol. Ce corps pouvait à volonté inquiéter le flanc de l'armée ennemie, enlever ses arrière-gardes, et ruiner ses moyens d'existence. Mack voulait, en se maintenant sur le territoire bavarois, éloigner la guerre de son pays ; mais il aurait dû remarquer que, pour prendre ce parti, il était trop hors de mesure d'être soutenu par l'armée auxiliaire. La perte de Memmingen, favorablement située pour servir de retraite à un corps de partisans chargé tout-à-la-fois de battre la campagne et de servir d'intermédiaire entre les débouchés du Tyrol et l'armée

de Mack ; cette perte, disons-nous, fut encore pour ce général un de ces événemens propres à renverser les plans les mieux conçus. Cependant, en admettant que le choix de cette place, comme un pivot de manœuvre que la proximité du Tyrol appuyait, fût une sage mesure, le projet de la fortifier ne fut-il pas une erreur? Il était impossible que les travaux en fussent achevés avant que l'ennemi ne se montrât : d'ailleurs, l'état de défense eût-il été parfait, le développement exigeait trop de troupes. Ces troupes, renfermées dans la place, n'étaient plus qu'une force négative au détriment de celles qui ne pouvaient pas être trop nombreuses pour tenir la campagne.

Loin de continuer à se replier vers l'intérieur de la monarchie, et d'accélérer sa jonction avec les russes, Mack s'arrête à Ulm. Il y concentre ses forces dans un camp retranché à l'avance. Là, il espère pouvoir attendre sans danger les alliés, qu'il savait s'avancer à marches forcées. Je ne connais point assez la position d'Ulm pour décider si l'espoir de Mack était fondé : il est seulement à ma connaissance qu'un officier de très-haute réputation, le colonel du génie Dedowich, fut long-temps employé à fortifier la ville et à retrancher un camp en avant. Certes, je pense que le meilleur système, pour couvrir un pays, con-

siste dans des camps retranchés : mais ces camps doivent réunir des conditions sans lesquelles ils ne pourraient que compromettre les troupes qui en attendraient leur salut, ou qui voudraient, fortes de leur appui, arrêter une armée victorieuse.

La première de ces conditions serait, que le camp fût tracé sur un très-grand diamètre. Cette méthode, en obligeant l'ennemi à se disséminer sur une très-grande circonférence, le rendrait susceptible d'être enfoncé partout. Ces camps devraient être placés de manière à ce que les troupes ne pussent jamais être coupées de leurs communications naturelles. Cette condition essentielle imposerait la nécessité de les asseoir en avant d'une place forte, parce que l'ennemi n'oserait venir se placer entre elle et le camp; ou en avant d'un fleuve, auquel ils serviraient de tête de pont; ou bien en avant d'un défilé, coupé lui-même de distance en distance par quelque ouvrage de peu de garde. Or, je présume que le camp retranché d'Ulm manquait au moins de quelques-uns de ces avantages : aussi, toutes les communications en furent-elles bientôt interceptées; l'ennemi ne laissa plus aux troupes qui y étaient renfermées que la ressource de se faire jour l'épée à la main; ce fut le parti que prit le

jeune archiduc Ferdinand. Ce prince, ne prenant conseil que de son courage, sortit d'Ulm à la tête de quelques escadrons, résolu de périr plutôt que de tomber vivant au pouvoir de l'ennemi. Il culbuta ceux qui voulaient s'opposer à son passage, et parvint, *l'épée à la main*, aux frontières de la Bohême. C'est au général Murat que Bonaparte avait remis l'honneur de donner des chaînes au jeune Ferdinand. Ce ne fut point assez pour l'archiduc d'avoir fait des preuves d'une brillante valeur, il voulut encore prouver que, malgré son extrême jeunesse, il était capable de se créer des instrumens de victoire. Aigri par une retraite précipitée, son activité n'en devint que plus ardente : impatient de revenir au combat, il s'appliqua sans relâche à armer et à régulariser les nouveaux bataillons épars en Moravie et en Bohême.

Sur ces entrefaites, Mack craignant toujours par-dessus tout d'amener la guerre dans les états héréditaires de l'empereur, attendait, dans sa position d'Ulm, les nouvelles forces qui, chaque jour, se rapprochaient de lui. Cependant il ne lui fut plus permis de se faire illusion, quand, apercevant ses communications coupées de toutes parts, il apprit que l'armée de Koutousoff était encore fort éloignée. Bonaparte fut informé de

l'avis qu'avait reçu le général autrichien. Il saisit adroitement l'incertitude dont Mack devait être agité, et lui fit proposer de capituler. La capitulation fut acceptée le 17 octobre, pour être exécutée le 25, dans le cas où la place ne serait pas débloquée à cette époque. Un délai de neuf jours accordé par Bonaparte n'était pas dans son caractère. Il était donc prouvé, tout-à-la-fois, que Mack ne pouvait pas compter sur le secours des russes, et que Bonaparte regardait comme trop hazardeux d'attaquer une armée couverte de retranchemens soutenus par une place. Le combat de Guntzbourg, où tant de sang avait coulé, commandait, en effet, cette prudence. Ce combat dût encore lui faire présumer quels eussent été les résultats d'un plan qui, mieux concerté, n'eut point exposé les troupes autrichiennes à être enlevées en détail, ainsi qu'elles le furent.

Si j'ai bien établi les principes et les faits, on en concluera avec justesse que les défaites de l'armée autrichienne en Allemagne eurent pour cause fondamentale la timidité de l'homme d'état qui, étranger à la profession des armes, n'osa pas déclarer franchement la guerre : c'est alors que, sans insulter à ses talens et sans outrager sa réputation, on plaindra le général dont la plus grande faute fut celle d'avoir trop aveuglément

obéi. Qu'il me soit permis de confirmer cette assertion, en provoquant le sentiment de tout homme impartial sur cette demande ?..... N'était-ce pas à l'homme d'état de s'assurer de l'électeur de Bavière ? N'était-ce pas à l'homme d'état de s'assurer que les armées de Napoléon ne traverseraient ni la Hesse, ni la Prusse ?..... Si on en convient, que de conséquences viendront justifier mon opinion et venger le général Mack d'une injurieuse accusation ! Malheur au peuple dont le gouvernement est abandonné aux sophismes des hommes qui se jettent dans des combinaisons d'état auxquelles ils sont étrangers ? Malheur au général qui se laisse totalement influencer par le diplomate inhabile aux combinaisons de la guerre ! Celui-ci croit que le grand art consiste à tout dissimuler et à n'employer que la ruse, quand souvent, à la guerre, il faut de l'audace qui ne dissimule rien, et qu'au lieu de la ruse, qui ne s'étudie qu'à tromper, il ne faut que de l'adresse ou du tact dans l'emploi des forces.

Quoi qu'il en soit, Mack fut jugé et disgracié. L'opinion publique, toujours déclarée contre le malheur, se prononça contre lui ; mais l'estime de l'armée lui resta. Les regrets que son jugement excita, et le retour du monarque vers lui, l'absoudront devant la postérité. L'armée autrichienne

continuera à le compter parmi les généraux dont les talens l'ont le plus honorée. Pendant que ces événemens se passaient, les officiers de mon régiment traversaient la Bohème, pour se rendre en Pologne : ils avaient ordre de se reformer de nouveau. Le mode de recrutement adopté dans les états de l'empereur, ne rendait point cette tâche pénible. L'excellente et paternelle administration de la monarchie autrichienne n'est jamais entravée par les caprices de ce qu'on appelle les chambres ; ni par les passions de leurs parleurs. Par suite de cette parfaite organisation, l'on vit constamment l'Autriche remettre, tous les ans, de nouvelles armées en campagne, quelque graves que fussent les pertes dont elle avait été précédemment frappée. S'il en eût été autrement, loin d'avoir pu contribuer à relever des trônes, et à rendre la paix aux nations, elle eût été dès long-temps subjuguée et effacée de la carte politique de l'Europe.

Arrivés à Pilsen, nous y vîmes l'archiduc Ferdinand dont le quartier-général était établi dans cette ville. Impatient d'aller chercher la victoire qui l'attendait dans les plaines d'Iglau, ce prince se formait une armée avec les bataillons de réserve cantonnés en Bohême et en Moravie. L'archiduc avait auprès de lui le colonel Bianchi.

On a vu la manière dont le prince d'Orange avait distingué les talens de cet officier, en l'attachant, en Italie, à sa personne. Depuis cette époque, les événemens ont sanctionné aux yeux de l'Europe le choix de ce prince si juste appréciateur des hommes. Bianchi me présenta à l'archiduc. Son Altesse royale n'ignorait pas que, dans le rang où j'étais placé, réduit à une obéissance passive, j'étais resté absolument étranger aux conventions de Memmingen. Mes anciennes liaisons avec le colonel ne le firent point hésiter à me devenir utile. Il fut décidé que je resterais au quartier-général de l'archiduc, en m'abstenant de porter les armes jusqu'à ce que mon échange fût effectué. Son Altesse royale donna aussitôt des ordres pour que cet échange se fît contre le capitaine ennemi qui tomberait le premier au pouvoir de ses troupes. Mais il se présenta bientôt un moyen de l'accélérer. Les communications rompues ou incertaines laissaient l'archiduc dans l'ignorance du sort et de la marche des troupes qui se retiraient vers l'intérieur du pays. Bianchi proposa au prince de m'envoyer au quartier-général du comte de Merveld. Je devais y rester pour informer Son Altesse royale de la situation journalière des affaires. Il était recommandé au général d'effectuer mon échange à la

première occasion. Je pris ma route par Lintz. Après avoir dépassé cette ville, je rencontrai le corps que commandait le général Kienmayer. Depuis qu'il avait évacué Munich et la Bavière, ce général avait continué à se replier sur l'Autriche, en soutenant avec succès les combats dans lesquels l'ennemi l'avait engagé. J'appris à son quartier-général que le corps du comte de Merveld avait été attaqué et totalement dissous près de Marienzeel. Ma commission devenant désormais sans objet je suivis le corps de Kienmayer jusqu'à l'abbaye de Mœlch. Ce général venait de faire sa jonction avec l'avant-garde de l'armée russe commandée par Koutousoff. Le général russe avait senti, en homme habile, toute l'importance de ne pas se commettre avec l'armée de Napoléon. Cette armée, plus nombreuse que la sienne, joignait à sa force numérique celle de l'exaltation que lui avaient inspirée ses étonnans succès. Koutousoff se repliait donc en évitant de combattre, dans le dessein de rallier à lui les débris dispersés de l'armée que Mack avait dirigée. A ces troupes devaient se joindre encore les bataillons formés à la hâte dans l'intérieur des pays héréditaires de l'empereur. Enfin, les armées russes que les généraux Buxhöven et Beningsen amenaient, accouraient grossir le nombre des combattans.

De plus, on n'avait pas perdu l'espoir de voir agir les prussiens. Il paraissait même certain que le général Bernadotte avait plutôt violé le passage sur leur territoire qu'il n'en avait obtenu l'agrément. Quelque savante et bien pensée que fût la résolution prise par Koutousoff, il était cependant du plus grand intérêt pour la cour de Vienne, que sa retraite ne fût pas précipitée. L'empereur envoya donc à Koutousoff, le général Schmidt, qu'il nomma quartier-maître-général de ses armées.

Je ne répéterai pas ici que la confiance du monarque ne pouvait être mieux placée : les talens de ce général ont déjà paru dans tout leur éclat. C'était peut-être l'homme de l'Autriche, à qui la nature avait donné le plus de génie pour la guerre. Il joignait à cet heureux don une rare bravoure, un sang-froid et une prudence que l'état présent des affaires réclamait impérieusement. Il avait de plus l'expérience des longues guerres que l'Autriche soutenait depuis 1788. Au moment où j'entrais dans les longs corridors de la vaste abbaye dont je viens de parler, le général Schmidt y arrivait aussi : la surprise que nous causa notre rencontre, fut égale de part et d'autre.

Dès que le général fut arrivé dans l'apparte-

ment qu'on lui destinait, il parla de ce qui venait de se passer. D'après le caractère que je lui connaissais, incapable de céder à des vues qu'il aurait crues fausses, je n'hésitai point à lui dire : « Cela ne vous serait pas arrivé. » Non, répondit-il, avec la fermeté de la conviction. Il exposa sur-le-champ la conduite qu'il aurait tenue ; il se serait borné à prendre une position défensive qu'il désigna ; « Et là, ajouta-t-il, j'aurais attendu le rassemblement des troupes et l'arrivée des russes. » Tous ceux qui ont connu ce général seront persuadés avec moi que rien n'aurait pu le faire consentir à exécuter, comme chef, un plan qu'il aurait cru vicieux. Passant ensuite au motif qui l'amenait, il m'instruisit des efforts que l'empereur lui avait ordonné de faire auprès de Koutousoff pour le décider à ralentir sa marche rétrograde sur Vienne. Cette lenteur devenait nécessaire afin de donner le temps au gouvernement de déblayer, par terre et par eau, tout ce qu'il était important de soustraire à l'ennemi. Il m'ordonna de me tenir prêt à partir pour porter à l'empereur le résulsultat de la conférence qu'il allait avoir avec le général en chef de l'armée russe, devenu également celui des autrichiens. Le conseil se prolongea. Ce ne fut que vers dix heures du soir que je

fus dépêché. J'emportais avec moi une lettre dont l'adresse était : *à M. mon frère l'empereur d'Autriche* ; Bonaparte l'écrivait de son quartier-général. J'avais passé le premier relais, quand je fus arrêté par un officier courant à toute bride après moi. Il m'apportait l'ordre de retourner, sans délai, au quartier-général. Cet ordre avait eu pour cause l'arrivée du comte Ignace de Giulai, à Mœlch. Nous nous étions croisés. Sa voiture, éclairée par des hommes portant des torches, avait bien attiré mon attention ; mais nous étions l'un et l'autre trop pressés pour chercher à nous interroger. Aussitôt que je fus descendu de voiture, le général Schmidt m'envoya chez le comte Giulai. Celui-ci m'exhiba un plein pouvoir écrit de la main de l'empereur : il était enjoint de faire connaître au comte tout ce qui pouvait intéresser le service de Sa Majesté ; on devait surtout lui remettre toutes les communications qu'on pouvait recevoir du quartier-général ennemi.

Après cette exhibition, il me demanda la lettre dont j'étais porteur. Il la lut, la recacheta, et me la rendit. Il l'accompagna d'une seconde qu'il adressa à l'empereur, et je repris avec la même vitesse, la route de Vienne.

Le comte de Latour, président du conseil aulique de guerre, en exerçait le ministère. Ce ma-

réchal que l'on a remarqué partout d'une bravoure décidée, n'avait pu voir sans une espèce d'horreur toutes les capitulations qui avaient été souscrites. Irrité de celle de Memmingen, il voulut d'abord me recevoir avec sévérité : « J'aurais, dit-il, compté sur vous et sur le colonel « Buol. » Mais fort de mon innocence, et encouragé par la manière dont il m'avait toujours traité depuis le siége de Landrecies, je répondis : « Si Votre Excellence avait confiance en moi, « elle seule serait coupable de l'événement. Pourquoi m'a-t-elle laissé dans un grade subalterne, où non seulement je n'avais pas le droit « d'être consulté, mais encore où il ne m'était pas « permis d'élever la voix? » Cette raison était sans réplique. Le maréchal voulut que je prisse quelque nourriture. Pendant ce temps, il rédigea des dépêches pour l'empereur. Sa Majesté était à Presbourg. J'en eus bientôt fait le chemin, et je fus sur-le-champ admis en sa présence. Le jour commençait à peine : — Voilà, dis-je, en remettant mes dépêches, une lettre que Bonaparte adresse à Votre Majesté..... L'avez-vous lue? demanda l'empereur.... — Non, Sire; mais lui seul peut se permettre d'appeler Votre Majesté, son frère : son orgueil lui en inspire l'audace.

Après avoir donné la plus sérieuse attention aux écrits que j'avais apportés, l'empereur me questionna sur l'état où j'avais vu les armées. Je satisfis à tout avec franchise. Après ces questions, l'empereur me demanda si j'avais rencontré l'impératrice. Je répondis que j'avais vu arriver à l'un des relais une voiture de la cour; qu'il en était descendu une dame dont je m'étais éloigné; mais que je supposais maintenant être Sa Majesté. « Oui, c'est elle, dit l'empereur ». Au même moment, on annonça l'impératrice.

Ainsi, Vienne était abandonnée : la cour en avait fait le sacrifice. Cette remarque n'est pas indifférente : elle doit avoir de l'influence sur le jugement qui doit être porté des opérations ultérieures. Je peux protester ici que la physionomie de l'empereur était sans altération, sans colère et sans tristesse, impassible, telle que l'est celle de l'homme sur lequel, non-seulement les malheurs passés n'ont point fait d'impression, mais qui ne craint pas ceux qui peuvent survenir. Je reçus, quelques heures après, les dépêches de l'empereur, adressées au général Schmidt : il me fut recommandé de prendre les ordres du président de guerre, en passant par Vienne. Le maréchal était sur le point de partir pour se retirer à Olmütz. Il ne restait plus dans la capitale que quel-

ques bataillons de nouvelle levée, sous le commandement du prince Auersperg. Ils étaient destinés à faire l'arrière-garde et à brûler les ponts sur le Danube. Ce prince, lieutenant-général, commandait la garde noble allemande. L'ami particulier de son maître, il en était digne par une loyauté et des sentimens d'honneur qui lui conciliaient l'estime générale. Il avait, à la guerre, fait des preuves de bravoure. Son dévouement et sa fidélité à son prince ne pouvaient pas souffrir le doute le plus léger : mais ses facultés militaires n'égalaient pas ses autres qualités.

Avant de me congédier, le maréchal parut un moment être dans le doute s'il me laisserait auprès du prince d'Auersperg. Mais ayant égard à ma position, qui ne permettait pas de service actif; considérant encore que je pourrais perdre l'occasion d'être échangé, il me fit continuer ma route pour remettre au général Schmidt les dépêches que je tenais de l'empereur.

Le quartier-général de Koutousoff était alors à Crems : les chemins que je parcourus étaient si difficiles, tellement rompus par les pluies, par des ruisseaux, et si chargés d'une boue argileuse, que je jugeai qu'il était impossible que l'armée sortît de l'espèce de défilé que suivait la route. Il est à remarquer qu'elle était dominée, presque

dans toute son étendue, par des côteaux assez élevés. Au moment où j'arrivai chez le général Schmidt, il partait pour aller combattre. L'ennemi s'avançait, par la rive gauche du Danube, sur Spitz et Dürnstein. Je lui demandai s'il connaissait le terrain qu'il avait derrière lui? Il me répondit, à mon très-grand étonnement, d'un air soucieux et mécontent : « Je ne suis jamais venu « dans cette contrée. » Je présume qu'il voulait dire qu'il n'avait jamais reconnu le pays sous le rapport militaire. Je lui en fis alors la description la plus exacte : il ne fut pas difficile de le convaincre qu'une marche rétrograde par la route principale était impraticable. Il m'ordonna d'aller reconnaître une autre direction propre à toutes les armes, et la position que l'armée prendrait à la suite de la première marche. Il mit sous mes ordres le lieutenant Bettschaft de l'état-major; nous nous quittâmes..... Je ne devais plus le revoir. J'allais perdre un général qui s'intéressait à moi; et l'empereur allait perdre un grand homme, un sujet dévoué.

Au sortir de Crems, je quittai la route; et, par une pente douce, je gravis les côteaux : le sort me servit heureusement. Parvenu à leur cîme, je découvris une plaine dont le fond sabloneux, loin d'avoir été endommagé par les pluies, semblait

en être devenu plus solide. Le côteau était couvert de vignes ; mais il régnait un très-grand intervalle entre la lisière de ces vignes et l'escarpement, qui versait presque à pic sur la route que nous abandonnions. Les difficultés étaient donc vaincues : tout l'art se bornait à déterminer l'ordre que les différentes armes tiendraient dans la marche, la manière dont elles se protégeraient, et les emplacemens où seraient déposés les échelons destinés à arrêter l'ennemi, s'il tentait de poursuivre.

Après avoir parcouru une assez longue distance, le côteau s'inclinait dans une vallée qui venait se perdre à angle droit dans celle qui servait de route principale. Le bourg de Hassdorf était le sommet de l'angle. Le déversement était peu rapide, et les ruisseaux qui formaient les vallées n'embarrassèrent pas la construction des ponts : elle fut prompte, et les habitans du village y travaillèrent avec zèle.

Dès que j'eus lié le prolongement de la marche avec le côteau qui était en regard, j'expédiai le lieutenant Betschafft au général Schmidt. Il était porteur des détails de la reconnaissance, du tracé de la marche, et des dispositions qui lui étaient applicables. J'indiquai à cet officier la maison où l'on me trouverait quand la colonne

approcherait de Hassdorf. C'est de là que devaient partir les guides destinés à conduire les troupes au camp que j'allais choisir. Il est bien à observer que j'étais dans la persuasion que le mouvement commencerait à la nuit tombante.

La position qu'il convenait de faire prendre à l'armée de Koutousoff ne pouvait être que défensive : je crus l'avoir découverte près d'un lieu appelé Hohenvart, autant que ma mémoire peut me le rappeler. Au reste, ce nom n'a point d'influence sur les avantages que cette position pouvait offrir : or, je crois qu'ils étaient ceux que la circonstance commandait. Un large et très-profond ravin régnait sur tout le front; la gauche était appuyée à une vallée assez profonde; le côteau sur lequel nous étions placés dominait celui qui lui était opposé; la droite était fermée par un ancien couvent abandonné et bâti en pierres d'une teinte rouge; un puits d'une grande capacité était la seule ressource. Cette pénurie d'eau n'aurait pas permis de séjourner long-temps dans cette position, où les environs paraissaient encore dépourvus de bois. D'ailleurs, le terrain, parfaitement uni, aurait favorisé l'arme de la cavalerie, plus nombreuse chez les alliés; il ne se prêtait pas moins au genre de combat qui convient aux russes : celui de croiser la bayonnette.

La journée m'avait accablé de fatigues : je profitai avec abandon du repos que me permettait la nuit. Avant de m'y livrer, je ne manquai pas de prendre toutes les précautions les plus sûres pour être informé de l'instant où les troupes seraient en vue. J'avais à cet effet multiplié les agens de surveillance...... Quel ne fut pas mon étonnement, lorsque le grand jour vint, à mon réveil, éclairer autour de moi le calme le plus profond! Je crus avoir été trompé; et je ne doutai plus que je fusse au milieu de l'ennemi. Lorsque j'eus acquis la certitude qu'aucun mouvement ne s'était fait remarquer pendant la nuit dans les environs, je me persuadai que l'armée avait pris une autre direction. Cette pensée fut cependant bientôt écartée par la présence de plusieurs cavaliers russes et autrichiens, occupés à fourrager dans le bourg. Ils m'apprirent que l'armée de Koutousoff restait encore campée en avant de Crems : j'y courus. J'étais près d'y entrer, quand un cuirassier m'apprit que le général Schmidt avait été tué la veille, vers les six heures du soir. Un sentiment nous porte, dans de semblables cas, à l'illusion. Je repoussai cette nouvelle, et pressai davantage ma course; mais cet affreux événement fut bientôt confirmé par le domestique du général, qui partait, emportant les effets de son

maître. Mon premier soin fut de me rendre chez le général Strauch, employé auprès du général Koutousoff, autant pour surveiller l'administration des subsistances que pour traiter les affaires politico-militaires entre les deux armées. Je ne parlerai point de l'expression des regrets que nous arracha la perte dont l'Autriche venait d'être frappée : le besoin du moment devait imposer à l'affliction; jamais regrets ne purent cependant être plus légitimes. Schmidt avait cessé de vivre au moment où ses talens mettaient le comble à sa gloire. On sait qu'un corps ennemi, sous les ordres du maréchal Mortier, s'était enfoncé dans un étroit défilé formé par la rive gauche du Danube et de hautes montagnes. Schmidt saisit d'un coup-d'œil tous les moyens que la guerre lui donnait pour écraser son ennemi. Il l'arrête de front à la faveur de quelques postes que la nature semblait avoir fortifiés au milieu du défilé. Mettant alors à profit l'abri que lui offrait le terrain, il dérobe la marche de plusieurs bataillons, et gagne les hauteurs. Cette manœuvre, qui n'a point été découverte, l'établit sur le flanc et sur les derrières de l'ennemi qu'il domine, et sur lequel plongent ses feux. Jamais mouvement ne fut mieux avisé, plus habilement conduit et plus heureusement exécuté. L'heure où l'action allait

être dans toute sa force ne le protégeait pas moins : il était à-peu-près six heures du soir. Schmidt, agité de la crainte que ses ordres ne fussent pas suivis avec assez d'intelligence, marchait à la tête de la colonne, et la dirigeait en personne. Quelques coups de fusils partent, et le général tombe sans vie. Le coup qui le renversa partit-il des rangs de ses soldats, ou fut-il tiré par un soldat ennemi ? l'obscurité ne permit pas de le juger. Ce qu'il y a de certain, c'est que, si le général Schmidt fut tué par une balle russe ou autrichienne, la maladresse, et non la malveillance, en fut seule l'auteur.

Malgré l'accident qui privait les austro-russes du flambeau qui les guidait, la position qu'ils occupaient leur était trop avantageuse pour ne pas devenir funeste à leurs ennemis. Le carnage fut horrible, et tout le corps du général Mortier se vit sur le point d'être perdu : les annales de ce temps l'attestent [1]. Cependant, la mort du général Schmidt devait nécessairement rendre les succès des austro-russes moins complets. Ce général n'avait point assez de confiance dans l'intelligence militaire des russes, qu'il ne croyait pas, à cette époque, assez développée : d'ailleurs, il était par

[1] *Voyez* Victoires et Conquêtes, Tom. XV.

caractère fort peu communicatif. Il est donc de toute probabilité qu'il n'avait compté que sur lui pour conduire l'affaire. Cette méfiance lui fit négliger de donner aux généraux les instructions qui devaient ressortir de la connaissance du terrain, de la situation où l'ennemi était engagé, du plan d'action qu'il avait conçu, et des modifications que les vicissitudes du combat nécessitaient. Quoi qu'il en soit, tout était tranquille; et les bataillons qu'avait menés le général Schmidt gardaient encore la position dans laquelle ils avaient combattu, lorsque j'entrai dans Crems, vers les dix heures du matin. Le général Strauch avait communiqué mes rapports à Koutousoff aussitôt après l'arrivée du lieutenant Bethschaft. Ce général en chef etait paisiblement assis à la tête de son camp, posé en avant de la ville. Les habitans portaient, à l'envi, des vivres aux troupes, et prodiguaient aux officiers tous les rafraîchissemens dont ils pouvaient disposer. Koutousoff parut satisfait de la reconnaissance militaire que le général Strauch lui avait soumise. J'achevai de lui donner tous les renseignemens qui pouvaient lui faire connaître la marche qu'allait faire son armée. Je ne mis pas moins de soin à lui démontrer la force du camp que j'avais choisi : il convint de la nécessité de la retraite, que désapprou-

vait le prince de Hohenlohe Ingelfingen. Ce prince, commandeur de l'ordre de Marie-Thérèse, était sans doute homme de courage; mais sa dissertation ne me donna pas une haute idée de ses talens. Au reste, Koutousoff ne tint pas compte de son opposition : il montrait en cela la justesse de ses vues. Tout ce qui se passait autour de nous, et l'espoir bien fondé d'être promptement joints par les autres armées russes, ne permettait pas le moindre délai. Il fut donc réglé que les troupes se mettraient en marche aussitôt que la nuit approcherait. Ce temps, favorable pour masquer un mouvement, ne l'était pas à la sûreté des colonnes, exposées à s'égarer au milieu de l'obscurité. Pour parer à cet inconvénient, je demandai quelques escadrons de cavalerie, afin de jalonner la route en plaçant un cavalier de distance en distance, et plusieurs ensemble aux points où il fallait changer de direction. Le général en chef mit à ma disposition deux escadrons des chevaliers gardes, commandés par le colonel comte de Vit, officier de beaucoup d'intelligence. Nous eûmes bientôt tracé la route; mais ces jalons mobiles me parurent encore trop peu sûrs au milieu d'une nuit profonde : en conséquence, je fis donner l'ordre à chaque cavalier d'entretenir un grand feu auprès de lui. Les échalas qui soute-

naient les vignes, dont j'ai dit que le côteau était couvert, à une très-petite distance de la marche, en fournissaient l'aliment. Les précautions dûrent redoubler à l'endroit où le côteau s'inclinait vers la vallée qu'il fallait franchir pour gagner le côteau sur lequel était assis le camp. Les habitans de Hassdorf y furent postés avec des lanternes et des torches. Ces feux avaient, de plus, la faculté d'en imposer à l'ennemi : ils lui faisaient présumer la présence, ou du moins la prochaine jonction, de quelque nouveau corps avec l'armée de Koutousoff.

Je ne sais si je dois ici faire un aveu, dans l'incertitude du blâme ou de l'approbation qu'il doit infailliblement m'attirer : les russes traînaient après eux une immensité de bagages; il est inutile de dire combien cette charge devenait nuisible à l'armée, dont elle pouvait entraîner la ruine; le général Koutousoff avait fait brûler plusieurs chariots sous ses yeux. Dans cet état de choses, je crus faire le bien général en faisant prendre à la colonne des équipages une route qui ne fût couverte que par les escortes particulières. J'espérais que l'ennemi s'en emparerait; mais le combat de Dürnstein l'avait rendu circonspect. J'attendis pendant toute la nuit l'arrivée de l'armée et du général en chef. Mais, par une inconcevable lenteur, le mouvement de retraite ne commença

qu'à huit heures du matin : c'est-à-dire, trente-six heures plus tard qu'on aurait pu le faire : on verra quelles en furent les fatales suites.

La direction que nous suivions nous portait sur Vienne par la rive gauche du Danube, en nous laissant la faculté de ne plus repasser ce fleuve. La marche de Koutousoff n'avait point été troublée, et l'ennemi ne s'était pas montré ; mais un danger bien plus imminent était survenu.

CHAPITRE XXI.

Murat surprend les ponts de Vienne. — Comment cette action doit être considérée. — Koutousoff se hâte de ressaisir ses communications avec la Moravie. — Vaine tentative de Murat pour tromper le général Nostitz. — Combat d'Hollabrunn. — Koutousoff m'envoie à l'empereur d'Autriche. — Retraite de Koutosoff. — L'arrière-garde russe se trouve coupée. — Le prince Bagration s'ouvre le chemin l'épée à la main. — L'empereur est à Brunn. — Ce monarque a reçu la nouvelle de la marche des prussiens. — L'archiduc Ferdinand s'est formé une armée. — Il reçoit la nouvelle de l'arrivée de Bernadotte à Iglau. — Il m'envoie l'annoncer à l'empereur. — Réunion des deux empereurs, d'Autriche et de Russie. — Visite au grand-duc Constantin. — Bataille d'Austerlitz. — L'empereur d'Autriche fait demander une entrevue à Bonaparte. — L'archiduc Ferdinand bat les Bavarois. — L'armée russe quitte l'Autriche. — L'empereur Alexandre envoie son frère le graud-duc Constantin à Berlin.

1805. Bonaparte avait surpris les ponts de Vienne. Cette surprise mérite d'être rapportée. Je doute que la postérité donne des éloges à celui qui en fut l'instrument ; au temps de la chevalerie il eût difficilement obtenu l'accolade.

Aussitôt que les troupes de Bonaparte eurent

pris possession de la ville de Vienne ; le général Murat, à la tête de sa cavalerie, se hâta d'arriver aux ponts qui établissaient la communication de l'Autriche avec la Moravie. Ces ponts, construits en bois sur plusieurs bras du Danube, sont d'une extrême longueur. Ils avaient été encombrés de matières combustibles ; et, comme on l'a déjà rapporté, le prince de Auersperg avait été chargé de les brûler aux approches de l'ennemi. Plusieurs pièces de canon enfilaient le prolongement : la prudence n'avait donc rien négligé ; mais les allemands avaient trop de loyauté, ou, si l'on veut, étaient de trop bonnes gens. Murat marchant en avant de sa colonne, suivi de quelques officiers, s'écria : « Braves autrichiens, la « paix est faite ; ne tirez pas, nous ne sommes plus qu'amis. » En parlant ainsi, il s'avançait et sa troupe suivait. Certes, il y avait du courage dans l'entreprise ; car il pouvait être foudroyé ou brûlé au milieu du pont, dont les matières combustibles auraient promptement propagé l'incendie. Mais cette ruse était-elle loyale ? Croit-on que les lois de la guerre les moins sévères puissent l'admettre ? Bayard n'en eût point usé.... Les autrichiens étonnés hésitent : un sous-officier d'artillerie veut faire feu et allumer le pont ; il en est empêché par l'officier supérieur. Celui-ci, homme

de peu de génie, à la vérité, mais, plein d'honneur et de délicatesse, ne soupçonnait pas tant de perfidie dans un militaire. Enfin l'hésitation est visible; Murat double de vîtesse, et, aussitôt que les ponts sont traversés, ses premières troupes s'emparent des canons; tout est victime de la bonne foi; l'armée de Bonaparte débouche et s'établit sur la route de Moravie. Cette nouvelle, parvenue rapidement à Koutousoff, ne lui laisse plus un instant à perdre. Il ne peut plus recouvrer ses communications avec la Moravie que par la plus grande vîtesse : peut-être même ne sont-elles plus libres... Il ne donne donc que peu d'heures de repos à son armée harrassée par une marche pénible, et il se remet en mouvement. Par cette diligence, Koutousoff réussit à devancer l'ennemi sur la chaussée de Znaïm; et il avait pris position à Hollabrunn, quand le corps commandé par Murat parut devant lui. Comment Bonaparte connut-il assez peu le pays, ponr ne pas se hâter davantage de prévenir les russes au défilé de Hassdorf ou de Hohenwart?

Dès que Murat fut en présence des troupes déployées en avant de Hollabrunn, il essaya la tactique qui l'avait si bien servi pour s'emparer des ponts de Vienne. Avant d'en venir aux mains, il s'avança vers les autrichiens, et leur cria :

que la paix était conclue avec l'empereur François, devenu l'ami de Napoléon, et que les russes étaient les seuls qu'il poursuivait. Non moins crédule que le prince d'Auersperg, le comte de Nostitz, dont l'âme généreuse repoussait l'idée d'une trahison, arrête ses troupes. Mais avant de prendre un parti définitif, il en référa à Koutousoff, qui n'avait point encore quitté les lieux. Le russe était trop rusé pour être trompé. Il ordonna au comte de Nostitz de rester en ligne, en prenant sur lui tous les dangers d'une prétendue désobéissance. Nostitz revint à sa troupe, et n'eut point, comme le prince d'Auersperg, à gémir sur une trop confiante loyauté. Au moment où l'affaire commença, le général en chef austro-russe me dépêcha vers l'empereur, avec le rapport de ce qui s'était passé. L'empereur était à Brunn. Sa Majesté daigna me retenir très-long-temps auprès d'elle. Jamais souverain n'a pu être plus encourageant envers un de ses sujets. Je m'exprimai sans aucune réserve sur les affaires présentes : j'osai dire que j'avais craint qu'une prédilection pour la ville de Vienne ne compromît la monarchie, en disposant Sa Majesté à des concessions pour éviter l'entrée de Bonaparte dans la capitale. « Oh! répondit l'empereur d'un air riant et « bien résigné, il n'y avait pas cela à craindre ».

Bonaparte, poursuivis-je, doit être perdu ici. « Il est certain, dit l'empereur, qu'il a fait une « pointe bien hasardée ». Le ciel semble, continuai-je, vouloir le livrer à Votre Majesté, si, comme je l'espère, de sages combinaisons dirigent les forces qui s'avancent contre lui ; car on assure que les prussiens sont décidément en marche. « Oui, oui, dit l'empereur ; ils sont en mar- « che; c'est certain, j'en ai la nouvelle ». Cette nouvelle était positive : je le prouverai authentiquement quand je parlerai de la campagne qui, l'année suivante, ensanglanta les champs de Preüssich-Eylau. Or, si les prussiens et l'archiduc Charles étaient venus se placer derrière Bonaparte, comment son habileté l'aurait-elle dégagé de deux cents mille hommes commandés par un général dont la réputation était solidement établie ?...... Mais n'anticipons pas sur les événemens : leur cours nous ramènera naturellement à mettre en évidence la possibilité de la manœuvre que nous supposons. L'empereur voulut bien me dire, sans montrer d'amertume : « Vous savez « qu'à Vienne les nôtres se sont laissé tromper ? « — Je le sais, Sire ; il appartient à la loyauté « d'être la victime de la perfidie, contre laquelle « elle n'est jamais en garde ». J'allais parler du piége dans lequel avait failli tomber, à Holla-

brunn, le comte Nostitz....... Mais au premier mot, l'étonnement de l'empereur m'arrêta...... Je vis que Sa Majesté l'ignorait; et sans tromper l'empereur, je trouvai le moyen de ne lui rien dire sur une circonstance que je n'avais pas été chargé de lui apprendre.

Au moment où j'avais quitté Hollabrunn, et où l'affaire s'engageait entre Koutousoff et le corps ennemi que commandait Murat, l'arrière-garde des russes, sous les ordres du prince Bagration, n'avait point encore joint la chaussée par laquelle elle devait se retirer sur Brunn. Cette arrière-garde était donc coupée; le corps de Koutousoff lui-même n'avait devancé les troupes de Bonaparte que de huit heures. C'est dans cette situation que l'on peut connaître tout le préjudice que le temps inutilement passé dans Crems avait causé. J'ai fait observer que le mouvement rétrograde aurait pu commencer, à la rigueur, trente-six heures, ou du moins, très-certainement, vingt-quatre heures plutôt. Dans ce cas, le prince Bagration n'aurait pas été menacé d'un anéantissement presque inévitable. Il est vrai qu'il aurait perdu une belle occasion de gloire : car il parvint, au milieu des ténèbres, à se faire jour l'épée à la main; mais il eût conservé un grand nombre de braves soldats, qui laissèrent la vie dans cette

échauffourée. Le stratagème auquel les russes eurent recours pour surprendre les premiers postes ennemis, montre combien il est utile à la guerre de savoir la langue de la nation que l'on combat. Au premier *qui vive* que crièrent les soldats de Bonaparte, les russes répondirent : « Fran-« çais » ; et le *laissez passer* s'ensuivit : les russes se hâtèrent d'en profiter pour fondre, bayonnette basse, sur ceux qui s'opposaient à leur passage. C'est ainsi qu'ils parvinrent à ressaisir leur communication avec Koutousoff ; elle leur coûta cher. Mais enfin, l'action les couvrit de gloire. Je n'en connais point assez les circonstances pour faire briller dans tout leur éclat l'attaque et la résistance. Je me borherai à dire que l'arrière-garde de Koutousoff, sous les ordres de Bagration, fut coupée du gros de l'armée; que cette arrière-garde s'ouvrit le chemin l'épée à la main, et se réunit à son armée après avoir supporté des pertes dont la grandeur augmenta sa gloire. Il eût pu en être ainsi à Memmingen.

Je rejoignis, par ordre de l'empereur, l'archiduc Ferdinand, dont le quartier-général s'était avancé à Zwiclau. Ce prince, d'une activité qui ne peut, dans aucun temps, avoir été surpassée, plein d'une ardeur qu'il avait le talent de communiquer à tous ceux qui l'entouraient, pouvait

présenter avec confiance à l'ennemi les bataillons dont il s'était fait une petite armée. Le désir de la vengeance enflammait son âme et dirigeait toutes ses actions. Il n'éprouvait que le besoin de combattre à forces assez égales pour que la victoire ne fût le prix que de la valeur et du talent. Jusques-là sa tâche s'était réduite à défendre la Bohême contre toute invasion. Par sa position, il couvrait non-seulement la droite de la grande armée, mais il menaçait encore les derrières de l'ennemi dans la direction de Lintz. Le prince sentait tous ses avantages ; il était impatient de prouver que les fautes commises au commencement de la campagne ne pouvaient lui être attribuées. Il voulait prouver que le sujet soumis à son maître, quoique né du même sang, pouvait être victime des mauvaises combinaisons d'un ministre qui commande au nom du souverain ; lorsque, libre dans ses dispositions, il aurait su, par ses talens, maîtriser les événemens.

J'ai dit que j'avais laissé l'empereur à Brunn, où il fut joint par l'empereur de Russie, le jour même ou le lendemain de mon départ. L'archiduc Ferdinand était dans l'intention de se porter sur Iglau avec les forces qu'il avait rassemblées. Ses ordres étaient donnés, quand il fut informé que le général Bernadotte venait d'entrer dans cette

ville à la tête de vingt-cinq mille hommes et des Bavarois. Tout-à-coup, l'archiduc entre dans l'appartement où se tenaient les officiers qui lui étaient attachés, et m'appelle. Rentré dans son cabinet, il me dit : « Vous allez partir de suite ; il faut, « quelques moyens que vous preniez, que vous « parveniez jusqu'à l'empereur : vous direz à Sa « Majesté que le général Bernadotte vient d'oc- « cuper Iglau avec tout son corps et les Bava- « rois. Je n'en peux pas douter ; on m'apporte « un passe-port qu'il a signé : il a été délivré à « un messager qu'une dame, chez laquelle il est « logé, a envoyé à son fils, officier dans un de nos « régimens. Cet homme a vu Bernadotte, qui « lui a ordonné de faire ses complimens au ma- « réchal Kollowrath ». Ce maréchal était avec l'archiduc. Je fis observer à Son Altesse Royale que Bernadotte avait donné trop de publicité à son mouvement, pour qu'il eût des desseins contre elle, et je partis. L'archiduc me donna une lettre insignifiante pour l'empereur. Il y était dit que, allant rejoindre mon régiment en Pologne, et devant passer par Olmütz, Son Altesse Royale m'avait ordonné d'aller présenter ses hommages à Sa Majesté. Cette lettre n'avait d'autre objet que d'inspirer de la confiance dans ma mission, et de donner le change à l'ennemi si je tombais entre ses mains.

J'arrivai au village où l'empereur avait son quartier-général, en avant de Vischau, le 30 novembre. Dans le même moment, le comte Ferdinand de Zichi venait de l'armée d'Italie avec des dépêches. On nous annonça au comte de Lamberti, adjudant-général de l'empereur. Son Excellence nous dit que Sa Majesté dînait avec l'empereur Alexandre; mais que, quand les deux monarques se seraient séparés, nous serions admis à remplir nos commissions. En effet, dès que l'empereur Alexandre se fut retiré, le comte de Zichi entra chez l'empereur. Après que cet officier eût terminé son rapport, je fus introduit. Le monarque était seul.—Y a-t-il quelque chose de nouveau à l'armée de mon cousin ? demanda Sa Majesté : — Cette lettre, Sire, n'est écrite que pour donner confiance à ce que je suis chargé de dire.. « Quand l'empereur eût lu : « L'archiduc m'envoie vers Votre Majesté, repris-je, pour l'informer que le général Bernadotte est entré dans Iglau avec son corps de troupes, auquel sont joints les bavarois. — Que pensez-vous de ce mouvement, demanda l'empereur?..... — Que c'est un faux mouvement; Bernadotte a pris trop de soin pour qu'il fût connu de l'archiduc. Il a ordonné à l'homme qu'une dame envoyait avec son approbation pour avoir de nouvelles de son fils qui sert dans les

troupes de l'archiduc, de faire ses complimens au maréchal Kollowrath : il a donc voulu qu'on sût qu'il était à Iglau : c'est une preuve manifeste qu'il ne veut rien entreprendre contre l'archiduc ; mais il espère que sur l'avis que Son Altesse royale ne doit pas manquer de donner à Votre Majesté, elle détachera des troupes au secours de l'archiduc : voici le but de son mouvement. Aussitôt qu'il sera informé du détachement qu'aura fait Votre Majesté, il rejoindra, à marches forcées, le gros de l'armée de Bonaparte, qui alors livrera bataille. — « L'empereur baissa les yeux, réfléchit, et ne répondit pas. — Mais, continuai-je après un instant de silence, s'il est vrai que l'archiduc Charles soit, avec toute son armée très-proche de Vienne, peut-être Votre Majesté croirait-elle qu'il serait dans ses intérêts de prendre une position défensive derrière Olmütz : elle donnerait à l'archiduc Charles, le temps d'achever sa manœuvre, qui consommerait la perte de Bonaparte. »

Voyant que l'empereur daignait m'écouter encore, je poursuivis : « Si Votre Majesté était cependant résolue à donner bataille, il semble, d'après le terrain et la nature du pays, que toute la force devrait peser par la droite, sur la gauche de l'ennemi, en refusant la gauche de l'ar-

mée alliée. Si l'ennemi éprouvait une défaite, cette manœuvre l'acculerait sur Vienne : il serait écarté de la Bohême, que Frédéric désigne comme abondante en subsistances, et comme un pays susceptible de chicane, propre, par conséquent, à recueillir et à refaire une armée battue. — Mais, dit l'empereur, ils perdront tous leurs canons.... Qu'est-ce que cela leur fait, Sire ? Ils en ont tant pris ! eus-je la mal-adresse de répondre. — C'est assez, dit l'empereur, allez-vous reposer. » Ma dernière réflexion était juste, mais déplacée. Elle avait déplu à l'empereur, cela devait être. En me retirant, je priai l'empereur d'ordonner mon échange. — C'est ainsi que vous êtes tous ; vous voulez être échangé ; mais surtout observez bien que demain vous ne devez pas combattre. » Les premières paroles de l'empereur manifestaient son mécontentement qu'avait excité mon inconvenante réflexion : quant aux derniers mots que prononça Sa Majesté, ils prouvent la délicatesse, la loyauté, la noblesse des sentimens de ce monarque si saintement attaché à la foi d'un engagement. Tel était ce François II, qui triompha de l'adversité ; tel était cet empereur qui a offert à tous les rois à venir le modèle d'une héroïque constance dans le malheur et d'une probité à toute épreuve.

Je ne pouvais plus me dissimuler que le parti ne fût pris de livrer bataille. Il était également évident que l'on manœuvrait pour empêcher l'ennemi, dans le cas où il serait battu, de se retirer sur Vienne. Je crus d'abord apercevoir la cause de cette résolution dans le désir qu'aurait eu l'empereur d'épargner à sa capitale le pillage et la désolation. Ces calamités étaient présumables de la part d'un ennemi, qui au penchant de presque toutes les armées pour la dévastation, ajouterait encore le désespoir d'une défaite. Une autre cause, bien plus puissante, à mon avis, influença cette décision. Cette cause m'échappa dans le principe; je la ferai connaître en son lieu.

Le lendemain, veille de la bataille, j'allai au quartier-général du grand duc Constantin. Il sortait pour se rendre chez l'empereur Alexandre. Son Altesse Impériale m'ordonna d'attendre son retour, et je passai toute la journée auprès d'elle. Vers le soir, le prince partit de son quartier-général avec la réserve de l'armée qu'il commandait, et alla bivouaquer près d'Austerlitz.

Le 2 décembre, jour de la bataille, le grand duc monta à cheval à la pointe du jour, et vint se mettre à la tête de ses troupes. Je l'accompagnai jusqu'à la place qui lui était assignée dans l'ordre de bataille : il y fut conduit par le lieute-

nant-colonel Gober, de l'état-major autrichien; car on avait attaché des officiers de ce corps aux divisions, ou du moins à tous les généraux russes commandant des corps de troupes : cette confiance faisait leur éloge. Après que les troupes du grand duc Constantin eurent pris position, Son Altesse Impériale me congédia, en répétant ce que l'empereur m'avait dit la veille : « Vous « ne pouvez pas combattre. » Je ne me serais certainement pas départi de ce principe, quelque rigoureux qu'il fût. Mais il m'eût été bien plus pénible de quitter un champ de bataille sans des ordres aussi irrésistibles.

A peine m'étais-je éloigné, que je rencontrai un officier de l'armée de Bonaparte. Il était sur un chariot attelé d'un cheval, et suivait la route d'Olmütz. Il m'apprit qu'il se nommait Désiré, capitaine aide-de-camp du général Merle, et qu'il avait été fait prisonnier la veille. Cette rencontre me parut heureuse. Je lui exprimai le vœu de nous voir échangés l'un contre l'autre! « Seriez-« vous, me dit-il, le capitaine Crossard? — Jus-« tement. — Eh bien, reprit-il, le général Bubna « a effectué notre échange ; je vais à Olmütz « pour le faire ratifier par votre président de « guerre. » Voici donc un service majeur, qui, quoique resté sans effet, ne me liait pas moins de

reconnaissance envers le comte de Bubna. Cet officier-général était employé et jouissait d'une faveur absolue auprès du prince Jean de Lichtenstein, qui commandait en chef les troupes autrichiennes réunies aux russes. Je vis bientôt après commencer l'affaire, et je vis avec peine que les efforts des alliés se dirigeaient par leur gauche, sur la droite de l'armée de Bonaparte. Cette remarque était pour moi d'autant plus affligeante, que j'avais rassemblé toutes les données capables de m'affermir dans mon opinion sur la manière dont les alliés auraient dû manœuvrer. La veille de la bataille, en promenant sur le terrain un œil attentif, j'avais aperçu un tertre ou mamelon détaché qui couvrait tout le flanc gauche et une partie du front de la ligne ennemie. Ce tertre, appelé le Santon, avait tellement attiré l'attention de Bonaparte, qu'il l'avait fait retrancher avec le plus grand soin. Je crus que le succès des alliés dépendait de la possession du Santon. Il pouvait être considéré comme un cône tronqué, creusé au sommet, dont la capacité était en partie occupée par les ruines d'une chapelle : il était adossé, au midi, à un large ravin qui se prolongeait derrière lui de l'est à l'ouest : l'ennemi en était maître. Je crus que tous les efforts de l'offensive devaient commencer par l'en délo-

ger. Rien ne me paraissait plus facile; car il me semblait que la nature en avait affecté la propriété à l'armée austro-russe, maîtresse des points dominans auxquels ce mamelon était soumis. C'était donc à l'artillerie qu'il appartenait de faire remettre aux alliés ce poste, si essentiel à mes yeux. Cette conquête ne pouvait coûter à cette arme ni travaux ni dangers : tout l'art se réduisait à un heureux choix dans l'emplacement des batteries. Or, jamais terrain ne fut mieux disposé. A droite de la route qui conduit de Vischau à Brünn, est situé le monticule dont nous parlons. Une chaîne de montagnes praticables à leur sommet, même pour des chariots, règne parallèlement à la route, et domine le Santon; mais ces montagnes étaient trop éloignées pour que Bonaparte pût les faire entrer dans sa ligne. Il ne pouvait pas davantage les occuper isolément; il fallait donc qu'il les abandonnât; tout concourait ainsi à l'appui de mon opinion. Cependant, pour me pénétrer pleinement de sa justesse, je conduisis, sur le saillant le plus rapproché du Santon, un bombardier intelligent et bien exercé. En Autriche, le corps des bombardiers est remarquable par ses connaissances solides et par la justesse du tir. Je lui recommandai de bien prendre ses distances, et de juger si les mortiers (qu'il était si

facile de tirer d'Olmütz) et les obusiers de différens diamètres, porteraient jusque dans le Santon. Il me répondit qu'il n'avait besoin de faire aucune opération géométrique pour s'en convaincre; qu'il était indubitable que toute espèce de mortiers et d'obusiers porteraient au delà du point que je lui désignais. C'en était assez : il était désormais hors de doute que, en criblant le Santon de projectiles, Bonaparte serait forcé de l'évacuer. Je crois le jugement que j'avais porté d'autant moins hasardé, que le comte Ignace de Hardeg, attaché au prince de Schwarzenberg, m'a assuré depuis que telle avait été la pensée du prince; de ce prince dont les hauts faits dans les campagnes de 1813 et 1814 proclament trop hautement la gloire, pour que j'ose ici en essayer l'éloge. Je n'avais point fait connaître mon opinion au grand duc Constantin : j'étais d'autant plus intéressé à l'heureuse issue de la journée, qu'elle devait être la dernière de l'affreuse contrainte dans laquelle je me trouvais. Les hommes se persuadent aisément que leur manière de voir est la meilleure : ainsi, tout ce qui s'écartait du plan que j'avais conçu devait me paraître vicieux. Une inspiration diamétralement opposée avait fait arrêter aux chefs de l'armée le plan de la bataille.

Le général Weyroter était le quartier-maître

général de l'armée alliée. J'ai essayé dans le premier volume de faire connaître cet officier. Il serait trop injuste de lui refuser du génie pour la guerre, une force rare de caractère, et une bravoure qui ne le cédait à aucune. J'ai dit qu'il avait fort peu donné à son instruction; qu'il souffrait impatiemment une supériorité, et qu'il n'était pas exempt d'envie contre ceux que le sort avait élevés au-dessus de lui. Cette dernière disposition de son esprit pourra jeter plus ou moins de jour sur les dernières réflexions dont il sera l'objet. Dans le poste qu'il occupait, avec les qualités qu'on lui reconnaissait, Weyroter ne pouvait qu'être investi d'une confiance entière, et faire, dans toute discussion, prévaloir ses idées. Je ne peux me dispenser de répéter ici, que les élans de son génie lui en suggéraient de grandes, mais que l'absence des principes ne lui permettait pas d'en apercevoir le côté faible, d'en calculer et d'en assurer les résultats par une marche méthodique. Tout chez lui était gigantesque, et rien n'était mesuré. Il avait du génie qui crée; il manquait du talent qui saisit et dirige, en s'appuyant sur des connaissances acquises.

Derrière la gauche de la ligne ennemie, était un large et très-profond vallon, celui de Slapanitz; c'est là que Weyroter forma le projet d'ac-

culer, de *peloter* et de renverser l'armée de Bonaparte. Uniquement plein de cette idée, tous ses mouvemens ne tendirent plus qu'à porter la masse de ses forces sur l'extrême droite de l'ennemi.

Plusieurs étangs formaient, en avant de cette droite, un défilé dangereux à passer. Weyroter eut le bonheur, me dit-il plus tard, de l'avoir franchi pendant la nuit qui précéda la bataille.

Le lendemain, avant d'entrer en action, le quartier-maître général dirigea toutes les troupes sur le point où il avait appelé la victoire. Malheureusement, trop peu de confiance dans l'expérience des russes, avait fait craindre au général Weyroter de les engager dans une manœuvre de nuit. Toujours mu par la même appréhension, il avait profité d'un ravin, ou plutôt d'un vallon, qui séparait les deux armées, pour faire marcher les troupes jusqu'au point qu'il voulait atteindre; mais les russes, dans ce mouvement fait à la vue de l'armée ennemie, lui prêtaient le flanc. Ce danger n'était pas le seul qui rendît cette marche vicieuse : les sinuosités du vallon forçaient la colonne à s'alonger, et par conséquent, à s'affaiblir sur tous les points. Je ne prétends pas ici diminuer la gloire que la rapidité de son coup-d'œil et la victoire donnèrent à Bonaparte; mais peu de militaires regarderont comme une émana-

tion du génie de s'être aperçu de tout ce qu'il y avait de défectueux dans la manœuvre des russes. Les généraux les plus modestes croiront sans peine qu'ils auraient attaqué et rompu une colonne qui osait, à leur barbe, (telle fut l'expression de Bonaparte), faire une marche de flanc. Le danger de cette manœuvre n'échappa pas à l'empereur d'Autriche. En arrivant sur le terrain, ce Monarque exprima son avis par cette locution viennoise : « Il y aura bientôt une belle frottée »[1]. Bonaparte vit la faute. En homme habile, il en profita, jeta une masse sur ce centre affaibli qu'il enfonça. Saisissant alors tous les avantages d'un terrain riche en positions, il sépara les forces des alliés. Il combattit ainsi partout en nombre supérieur, et multiplia les défaites. Je n'entrerai pas dans les détails de cette bataille; ils ne reproduiraient qu'une série de combats particuliers où Bonaparte combattit en forces supérieures les corps qu'il avait eu le talent de détacher de l'ensemble. En détruisant ces portions avec des masses qu'il sut ménager, Bonaparte fit preuve de son talent, et fit ressortir en même temps la fausseté des combinaisons de son adversaire. Cette bataille a été si souvent décrite, qu'il serait oi-

---

[1] *Es gibt bald ein saubere wacsch.*

seux de la retracer encore. Je restai d'ailleurs trop éloigné pour bien voir et juger.

L'empereur d'Autriche fit demander une entrevue à Bonaparte pour traiter de la paix. Bonaparte était trop adroit pour la refuser : elle flattait son orgueil, proclamait son ascendant sur les souverains aux yeux de ses soldats, et le retirait du précipice d'où sa victoire ne l'avait point encore arraché.

L'entrevue fut acceptée. Elle était opposée au caractère que l'empereur François II avait déployé jusqu'alors. Je vais rapporter ici ce que j'ai appris à cette occasion de ceux qui entouraient le monarque : en l'écrivant, je céderai moins à la reconnaissance et au profond respect dont m'ont pénétré les qualités magnanimes de l'empereur, qu'à l'entraînement de la vérité. Plusieurs de ceux dont j'invoque le témoignage existent : ils pourront élever la voix, et dire si je fus induit en erreur.

L'empereur répugnait à la démarche qui devait le rapprocher de Bonaparte ; le prince Jean de Lichtenstein, qui acquérait de l'importance dans la situation actuelle, sollicita vivement ce monarque de se prêter à cette inconvenante démarche : les sollicitations du prince furent pressantes, et peut-être plus que n'auraient dû l'être celles du sujet vis-à-vis de son maître.

Si le colonel Wimpsen [1], officier extrêmement distingué qui, par son génie et des talens vraiment éminens, exerçait une grande influence au quartier-général, m'a bien instruit, le prince Jean de Lichtenstein dit à l'empereur en langue allemande : « Votre Majesté nous a amenés dans un « mauvais pas, elle doit le passer avec nous ».... L'empereur le passa, et se rendit auprès de Bonaparte.

Si je parais, dans cette occasion, ne pas approuver le prince de Lichtenstein, je dois l'expression de ce sentiment à la force d'ame qui a toujours signalé François II. Mais, après avoir satisfait à l'impartialité de l'histoire, je m'empresserai, sans craindre d'être accusé d'une basse adulation, de rendre au prince Jean de Lichtenstein toute la justice due à son noble caractère : jamais guerrier ne posséda à un plus haut degré la valeur, l'amour de la gloire, l'application à sa profession, le dévouement à son maître, le désir de sauver et d'honorer son pays. Ce prince était particulièrement chéri des soldats, dont il prenait le plus grand soin; affable, populaire, il aimait à obliger et ne faisait pas peser sur les autres l'orgueil que pouvaient inspirer un grand nom et la plus

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, chef de l'état-major.

grande fortune de la monarchie. D'où naissait donc cet empressement à consommer un acte *affligeant*, quand la ruine de Bonaparte était inévitable ?... Pourquoi le dissimuler ?... A tant de grandes qualités, le prince ne joignait pas l'abnégation absolue de sa fortune. Le bonheur de se voir père d'une illustre et très-nombreuse lignée contribuait sans doute à l'entretenir dans ces sentimens. Propriétaire de presque toute la Moravie, qui était alors le théâtre de la guerre, il devait voir avec peine le ravage de ses terres. L'ennemi, en occupant plus long-temps le pays, portait un coup ruineux à ses richesses. La paix le délivrait de ces hôtes incommodes et dévastateurs ; il fit donc ce qu'il fallait pour l'obtenir. L'empereur se rendit à des considérations qui avaient le bien public pour objet. Cependant, il voulut, avant de ne rien tenter, avoir l'assentiment de son auguste allié. « Agissez dans vos intérêts, « répondit le jeune et magnanime Alexandre ; « quant à moi, Napoléon me reverra dans un an... » Et il tint parole. L'empereur d'Autriche alla au rendez-vous, à l'heure dont était convenu le prince de Lichtenstein. On y arrêta les préliminaires de la paix. Ce n'est point à moi de les répéter : ces sortes de récits me sont étrangers, les historiens les emprunteront de ceux qui les ont recueillis avec le plus d'exactitude.

Les russes se retirèrent, et en vertu des premières conventions entre Bonaparte et l'empereur d'Autriche, il y eut armistice. Je lis dans *les Victoires et Conquêtes*, que Bonaparte s'engagea à ne pas troubler la retraite des russes : mais, en vérité, l'esprit le moins militaire et le plus prévenu oserait-il se dissimuler que, même après sa victoire, la position de Bonaparte était des plus aventurées ? Arrêtons un moment nos regards sur cette position. On avoue, dans l'ouvrage qui vient d'être cité, que les débris des austro-russes formaient encore, après la bataille, un total de trente mille hommes, mais sans une pièce de canon : nous l'accordons. En revanche, on nous accordera que rien ne pouvait plus appesantir la rapidité de la retraite de ces trente mille hommes, entièrement dégagés des embarras de leur artillerie. Était-il donc alors au pouvoir de Bonaparte d'arrêter leur marche, de les empêcher de mettre, entr'eux et lui, la Marck, rivière difficile à passer pour celui qui doit construire des ponts ? Couvert alors par la Mark et par la forteresse d'Olmütz, Bonaparte pouvait-il empêcher ces trente mille hommes d'arriver à marches forcées en Silésie pour se réunir à Beningsen ; ou bien pouvait-il les empêcher de se joindre en deux marches forcées à l'archiduc Charles, qui était à Presbourg avec quatre-vingt douze mille hommes ?

Il est temps de dire que, lorsque la nouvelle de la catastrophe d'Ulm parvint en Italie, l'archiduc Charles n'y avait encore que faiblement commencé les hostilités. Le général Mayer, que de vrais talens et une grande expérience rendaient recommandable, était son quartier-maître-général. J'ai su de ce général que, dans le conseil de guerre qui fut tenu à l'arrivé du courrier, il avait ouvert son avis en ces termes : « Il est de « toute urgence de frapper au plus tôt un coup « vigoureux contre Masséna, pour lui imprimer « de la circonspection dans ses mouvemens ultérieurs. Quelle que soit l'issue de la bataille que « nous livrerons, nous marcherons en Allemagne : nous trouverons probablement Bonaparte « dans Vienne ; mais nous serons maîtres des « communications, et avec des forces nouvelles « et bien supérieures aux siennes, nous commencerons une campagne contre son armée « déjà harrassée et diminuée. L'étonnement que « notre position causera à cette armée n'agira « pas moins puissamment sur son moral. » Cet avis fut adopté, et la bataille de Caldiero en fut la suite. Les deux partis s'attribuèrent la victoire. Je ne ferai qu'une observation sur cette double prétention : celui-là n'est-il pas le vainqueur qui a obtenu le but qu'il s'est proposé en livrant ba-

taille? Or, quel fut le but de l'archiduc? de contraindre son adversaire à respecter sa marche sur l'Autriche, en ne le suivant que de loin et lentement. Consultons maintenant le journal des marches du lieutenant de Bonaparte, et nous nous étonnerons de leur peu de rapidité. Il n'était certainement pas dans le caractère du maréchal Masséna de suivre mollement un ennemi qui se retirait devant lui. Quelle en fut donc la cause? les pertes que Masséna avait éprouvées à Caldiero, et l'opinion qu'il avait du général ennemi. L'archiduc Charles avait, sans doute, perdu de ses troupes à Caldiero; mais ces pertes avaient été plus que reparées par les quarante mille hommes que commandait son frère l'archiduc Jean, qu'il avait fait sortir du Tyrol pour se joindre à lui. Cet ordre, donné dans le temps, était sage, parce qu'il concourait à former une masse neuve pour en heurter une qui ne pouvait être qu'épuisée; car, remarquons bien qu'aucun nouveau renfort n'arrivait à Bonaparte. Cependant on sera peut-être tenté de demander s'il n'eût pas été plus utile et plus militaire de laisser l'archiduc Jean déboucher du Tyrol avec toutes ses forces aussitôt que Bonaparte eût quitté Ulm? L'archiduc aurait fait sur les derrières de Bonaparte, la guerre la plus inquiétante pour l'ennemi, et jamais dange-

reuse pour lui, parce que quand ce prince se serait vu menacé par des forces supérieures ou même égales, il se serait replié dans les gorges du Tyrol, sans jamais se laisser engager dans une affaire générale. Tel fut, au reste, le plan que l'archiduc Jean s'était formé dans le cours de ses manœuvres; il se serait infailliblement joint aux vingt-trois mille hommes que l'archiduc Ferdinand avait organisés en Bohême. Ce prince faisait continuellement surveiller tous les mouvemens de l'ennemi. Au moment même où il fut informé que Bernadotte avait quitté Iglau, en n'y laissant que les bavarois, il courut sur eux, et ne balança pas à les attaquer. Par des dispositions vraiment classiques, l'archiduc Ferdinand remporta avec des recrues une victoire signalée sur des troupes aguerries que commandait le maréchal De Wrede, dont le nom est un éloge militaire. — Voilà donc vingt mille hommes de plus, victorieux, que rien n'empêchait de venir se joindre à l'archiduc Charles.

Sur ces entrefaites, la seconde armée russe, sous les ordres de Beningsen, forte de quatre-vingt mille hommes, était en Silésie, et n'avait plus que trois ou quatre marches à faire pour être sous les remparts d'Olmütz.

Quant à l'armée prussienne, au moins d'égale

force, elle avait franchi le territoire autrichien, et marchait de *franc jeu.* L'amour-propre inné chez les prussiens n'eût point permis de demi-efforts à cette armée, heureuse de pouvoir signaler une supériorité sur des autrichiens qui avaient succombé. Certes, cette armée prussienne aurait eu, à cette époque, plus de probabilités de succès qu'elle n'en eut l'année suivante : elle aurait en 1804, commencé la guerre de concert avec des armées régulièrement disposées, et les plans eussent été mieux conçus qu'ils ne le furent en 1806.

Dans cette situation respective des armées, admettons (ce qu'il est trop extravagant de supposer) l'anéantissement total des trente mille alliés échappés à la défaite d'Austerlitz. Il est évident que Bonaparte, pour les anéantir, eût donné prise sur lui à deux cent soixante et douze mille hommes. Ceux-ci n'avaient point encore eu affaire au vainqueur d'Austerlitz : ainsi leurs chefs n'avaient point à redouter l'effet d'une impression morale. Cette masse, que Bonaparte devait terrasser pour se rouvrir le chemin qu'elle lui aurait fermé, ne pouvait éprouver de diversion dans la réunion de ses forces que par les efforts de Masséna contre elle ; mais la lenteur avec laquelle ce maréchal avait suivi l'archiduc depuis Caldiero, l'aurait mis trop en retard pour pou-

voir prendre part à l'action qui eût été engagée contre Bonaparte. Cette position, si formidable en faveur de l'archiduc Charles, et si dangereuse pour Bonaparte, n'avait point échappé à Son Altesse impériale. Aussi le prince déchira-t-il la dépêche qui annonçait l'armistice conclu entre l'empereur et Bonaparte. L'archiduc Jean fut plus véhément; bien persuadé que l'empereur avait été contraint de faire violence à ses sentimens, ce prince conseilla *d'éluder* l'armistice. Beaucoup de généraux et d'officiers le désiraient; mais l'archiduc Charles commandait en chef. Cet archiduc, de même que tous les princes de la maison d'Autriche, ne connaissait qu'une obéissance passive aux volontés du monarque.

Les russes prirent le chemin de la Russie, et l'empereur d'Autriche alla mettre son quartier-général à Hollisch, situé à dix milles allemands de Presbourg. Le 4 décembre, l'empereur Alexandre y avait eu lui-même son quartier-général. Ce même jour, les trente mille hommes que l'on dit être les seuls revenus d'Austerlitz, avaient passé la Mark, rivière rapide, très-encaissée, profonde, et susceptible de crues subites. Ils avaient donc déjà mis, le surlendemain de la bataille, une barrière entre eux et les poursuites du vainqueur.

On remarquera que la Mark va se jeter dans le Danube, près de Presbourg, où l'on sait que campait l'archiduc Charles. Comment ceux qui ont retracé la bataille d'Austerlitz et ses résultats ont-ils pu écrire que le maréchal Davoust était sur le point de faire mettre bas les armes à ces trente mille hommes? Il est des choses que des hommes sensés devraient répugner à écrire.........
Comment peut-on supposer que trente mille hommes, si proches d'un secours aussi puissant et d'un général aussi renommé que l'archiduc Charles, eussent pu mettre bas les armes? Ces trente mille hommes n'auraient donc plus eu une seule bayonnette? L'archiduc eût donc été anéanti dans toutes ses facultés, et ses troupes frappées de paralysie? Car il est indubitable qu'il eût été impossible que l'archiduc ne fût pas arrivé à temps pour les dégager. On argumentera peut-être de la capitulation d'Ulm et de celles qui l'avaient accompagnée; mais il n'y a point ici de parité : les chefs n'étaient plus les mêmes; les secours n'étaient pas aussi rapprochés, et l'armée battue n'avait encore assisté qu'à une seule bataille. Pourquoi obscurcir l'éclat d'une belle victoire par des exagérations que repoussera le lecteur le moins exercé à méditer sur les opérations de guerre? Loin de rehausser le génie qui a enchaîné la victoire,

n'est-ce pas en affaiblir l'éclat que d'ôter toute confiance aux exploits auxquels elle fut due? Il faut faire ressortir les faits; mais il faut éviter de leur donner une couleur fabuleuse.

En allant à Hollisch, je rencontrai le grand duc Constantin. Son Altesse Impériale était arrêtée à un relais, où elle s'était fait servir un déjeûner. Ce prince daigna me dire: « L'empereur « Alexandre m'envoie à Berlin, chargé d'une « mission diplomatique ». Cette mission peut, aujourd'hui, se présumer : le grand duc avait pour objet de maintenir la cour de Berlin dans ses dispositions hostiles contre Bonaparte.

Le lendemain de la bataille, Bonaparte fit sommer la forteresse d'Olmūtz. Le maréchal de Latour s'y était retiré; il avait appelé auprès de lui le colonel Bianchi. Cet officier, qu'on a vu attaché à l'archiduc Ferdinand, avait servi dans le corps du génie. On croira sans peine que l'émissaire qui vint sommer Olmütz ne remporta qu'une réponse négative, *sans tergiversation.* Le maréchal, et le colonel qu'il avait appelé à diriger sous ses ordres la défense, n'étaient pas hommes à rendre une place sur une simple sommation. Le maréchal avait un courage de lion : Bianchi, renommé dans toute l'armée pour sa valeur froide et éprouvée, était, tout-à-la-fois, ingénieur et homme de guerre.

CHAPITRE XXII.

Le général Weyroter tombe malade au quartier-général de Hollisch. — L'archiduc Ferdinand le visite. — Le général Mayer remplace Weyroter dans les fonctions de quartier maître-général. — Le comte de Stadion remplace le comte Cobenzel au ministère des affaires étrangères. — Incertitude de la paix. —Projet d'opérations en cas d'une nouvelle reprise d'hostilités.— Le baron de Géramb va au-devant de l'impératrice. — Ce que lui dit Sa Majesté au sujet du Tyrol. — La paix est conclue. — Weyroter va commander à Brünn. — Reconnaissance trop tardive qu'il fait du champ de bataille d'Austerlitz. — Il devient malade et meurt.

Le quartier-général de Hollisch se composait de tout ce qui tenait à la cour et à l'armée. J'y retrouvai le général Veyroter, le même qui avait dirigé la bataille d'Austerlitz. Il tomba malade. Je l'estimais trop pour ne pas chercher à lui donner toutes les preuves de l'intérêt que je prenais à ses malheurs. Un jour que sa santé me parut plus affaiblie, je ne pus lui dissimuler mes inquiétudes. « Vous sentez, me dit-il, que je souffre, « au moral, tout ce qu'on peut souffrir ». L'ar-

chiduc Ferdinand était venu rendre ses hommages à l'empereur; je lui rapportai le propos du général. — Oh! je le crois, dit ce prince, si bien fait pour sentir tout ce qu'il y avait de grand et de généreux. Son Altesse Royale savait honorer le talent et la valeur, même quand ils étaient accablés des disgrâces de la fortune. L'archiduc alla visiter le général Veyroter, étendu sur le lit de douleur. Que les princes se rendent chers aux soldats, quand ils se conduisent aussi généreusement. Les rois maîtriseront toujours leurs soldats, quand, façonnés eux-mêmes à la guerre, les soldats les jugeront capables de les commander. C'est donc, avant toutes les autres sciences, celle de la guerre qu'il faut apprendre aux princes que le ciel a destinés à régner: dans ce siècle principalement, où tous les liens dissous de la société sont si lents à se renouer, où toutes les idées portent à la désobéissance et à une insubordination sans fin. Un roi doit, aujourd'hui plus que jamais, être prêt à monter à cheval, et ne jamais perdre de vue que son épée est le sceptre sur lequel se fonda sa puissance. Sous ce roi, les turbulens n'oseront pas se remuer; son armée sera fière de lui, et il ne dépendra plus que de sa justice et de sa bonté d'en conquérir l'amour. Mais avec quel soin ne doit-il pas surveiller les pas-

sions de ses ministres, et rester en garde lui-même contre les préventions !

Le général Mayer vint du quartier-général de l'archiduc Charles succéder au général Veyroter. L'étude l'avait enrichi de ce qui manquait à Veyroter. Des connaissances solides, l'habitude de diriger des armées par la science de l'officier d'état-major, de l'expérience, une grande prudence, de l'assiduité au travail et un esprit conciliant, étaient ses titres à la confiance du souverain et à l'estime de l'armée. L'entrevue qui avait eu lieu entre l'empereur d'Autriche et Bonaparte avait bien amené un armistice et réglé des préliminaires ; mais des préliminaires ne sont pas un traité. Des difficultés de nature à ne pouvoir être terminées sans combats font souvent évanouir la paix que promettait la suspension des hostilités. Telle semblait être la situation des affaires au quartier-général d'Hollisch. Bonaparte exigeait beaucoup, et l'empereur ne se croyait pas dans la nécessité de tout accorder. L'esprit qui régnait dans l'armée de l'archiduc Charles, l'affaiblissement auquel on savait que les pertes supportées à Austerlitz avaient réduit l'armée victorieuse, l'impuissance où, d'après les conventions, le vainqueur était de réparer ces pertes par de nouveaux renforts; enfin, les dispositions dans

lesquelles se soutenaient les alliés, autorisaient l'empereur à ne pas céder sans résistance aux volontés impérieuses de Bonaparte. Ce monarque avait encore pour lui la fermeté de son caractère impassible et résigné. Un changement de ministre, survenu à la demande de Bonaparte, n'avait point changé ce caractère si recommandable de François II. Bonaparte d'ailleurs n'avait pas trouvé dans le comte de Stadion l'homme officieux auquel il avait cru en imposer. En accusant le comte de Cobenzel d'avoir fomenté la guerre, Bonaparte avait demandé à l'empereur de l'éloigner, et de lui substituer le comte de Stadion. Il motivait ce choix sur la probité qui caractérisait ce dernier : mais ce n'était là qu'un prétexte pour colorer son véritable but : il croyait dominer ce comte, et en attendait une aveugle condescendance. Il espérait que ce ministre, né sur les bords du Rhin, où sa maison était considérable par son nom et par ses richesses, lui serait dévoué, et n'agirait que par son impulsion ; en un mot, il croyait avoir un ministre dans celui de François II. Il supposait peut-être encore moins de finesse, moins d'esprit de diplomatie au comte de Stadion qu'au comte de Cobenzel. Je ne chercherai point à fixer la proportion entre les talens de ces deux hommes d'état ; mais je prendrai sur

moi de protester qu'il n'existait pas d'homme plus loyal, avec un esprit plus chevaleresque, et par conséquent plus ennemi de la démagogie, que le comte de Stadion. Trop loyal gentilhomme pour s'occuper de ses intérêts particuliers, homme d'honneur par excellence, il avait en effet cette probité que lui reconnaissait Bonaparte. Un tel ministre aurait-il trahi les intérêts de son maître? eût-il été disposé à solliciter son souverain d'accéder à des conditions flétrissantes ou trop onéreuses? Un incident que je vais rapporter concourra à confirmer l'opinion que l'on doit se faire des vues politiques du nouveau ministre.

Je rencontrai le général Merveld, proche parent du comte de Stadion, au moment où il arrivait au quartier-général de Hollisch « On m'a « donné l'ordre de venir, me dit-il..... cela sent « bien une mission en Russie. » Mais le général Merveld, homme d'une fierté et d'une susceptibilité incomparables, ne pouvait qu'être humilié de la défaite qu'il avait éprouvée, et nourrir au fond de son ame le désir de la vengeance. Un tel négociateur, doué d'infiniment d'esprit et d'adresse, ne pouvait donc avoir pour mission que d'engager l'empereur Alexandre à ne pas se séparer de la cause, et à rester toujours prêt à frapper. Merveld partit le jour même. C'est aussi

dans ces vues que travaillait avec assiduité le général Mayer. J'avais trop d'intérêt à me rapprocher de ce général qui, depuis long-temps, m'avait connu dans le corps d'état-major, pour le négliger. Les circonstances me protégeaient d'autant plus, qu'il n'était entouré d'aucun officier de son arme. Je reçus de lui, sans l'avoir sollicitée, l'assurance qu'il m'emploierait en cas de reprise des hostilités. Cette promesse indiquait que toute apparence de guerre n'était pas évanouie ; mais j'en fus bien plus fortement convaincu quand, dans un de ces momens où un chef se livre au subordonné à qui il accorde quelque confiance, il me répéta textuellement la question qu'il avait faite à l'empereur dans sa première audience : « Je prie Votre Majesté de me dire « sur quels alliés elle peut compter ; car, si elle « garde avec moi quelque réserve, je ne pourrai « former que des plans erronés. »

L'empereur avait répondu : « Ne comptez pas « trop sur les russes ; mais, vous pouvez compter « sur les prussiens ». Or, quelles conséquences ne doit-on pas tirer de la question adressée à l'empereur par le général et de la réponse faite à celui-ci par Sa Majesté. Et d'abord on voit dans la question la capacité sage et mesurée du général, sa conviction de la réserve de l'empereur en at-

faires, même à l'égard de ses agens. Enfin, dans la réponse de Sa Majesté on voit le peu de certitude de la conclusion d'une paix définitive.

Au milieu des vacillations qui agitaient le quartier-général de Hollisch, ceux qui, avec moi, redoutaient la paix, espéraient donc de voir la guerre se rallumer. Je pensais que la paix ruinerait la maison d'Autriche ; et avec elle, les espérances de l'Europe. La position militaire dans laquelle Bonaparte était évidemment cerné, commandait à mes yeux la continuation de la guerre. Mais, comment rengager la lutte ? La parole de l'empereur était sacrée ; les archiducs, premiers sujets de Sa Majesté, en étaient les plus soumis. Il ne restait qu'un seul espoir. Il reposait sur l'irascibilité de l'orgueil de Bonaparte qu'un événement pouvait froisser, et sur sa volonté qui ne souffrait pas qu'on résistât : il pouvait donc rompre le premier : dans ce cas, jamais plan d'opération fût-il plus facile à concevoir ! Je sais qu'à tout hazard il en fut tracé un dont j'ai oublié les détails. Je me souviens seulement aujourd'hui que l'armée de l'archiduc Charles, l'armée prussienne, et les 25,000 hommes bien armés et équipés que commandait l'archiduc Ferdinand, concouraient à son exécution. Dans le même moment, on faisait insurger toute la population en Bohême, en

Hongrie, en Autriche, en Tyrol sur-tout, sur les derrières des armées de Bonaparte. L'armement général qui a eu lieu à une époque postérieure, ne laisse pas d'incertitude sur celui qu'on projettait. Il faut encore observer que l'armée russe sous les ordres de Beningsen n'avait jusqu'alors pris aucune part aux opérations. Cette armée demeurait constamment cantonnée dans la Silésie prussienne. Il est à présumer que les dispositions dans lesquelles était l'empereur de Russie, n'auraient pas permis au général Beningsen de rester spectateur inactif. Les intentions hostiles que l'on suppose à l'empereur Alexandre ne sont point illusoires : elles se manifestent par l'envoi du grand duc Constantin à la cour de Berlin ; par les dernières paroles que prononça l'empereur Alexandre en se séparant de l'empereur d'Autriche ; et enfin, par l'explosion qui se fit l'année suivante. Cependant, le peu de confiance que l'empereur avait montrée au général Mayer dans la bonne volonté des russes, n'avait fait entrer la coopération de l'armée de Beningsen dans de nouvelles combinaisons, que comme accessoires. Je le répète, les détails du plan qui fut alors conçu, m'ont échappé ; peut-être étaient-ils sagement pensés ; peut-être aussi étaient-ils bien au-dessous de l'entreprise. Je rapporte aujourd'hui ce

qui fut projetté dans le temps. Je sais seulement que tout avait été disposé pour que Bonaparte se trouvât enveloppé par des masses. Dans quelque direction qu'il se portât, ces masses devaient le harceler tandis que les armées manœuvreraient contre lui.

Le projet de l'armement général avait été formé de concert avec le baron de Géramb. Il était en faveur auprès de l'impératrice. C'était un homme d'un esprit vif, susceptible d'exaltation. Le parti qu'il a embrassé vers le milieu de sa vie en est une preuve. Il est entré dans l'ordre des Trappistes, et s'est enseveli tout vivant dans le couvent du *Port de Salut*, près de Laval. Le baron avait augmenté la bienveillance de l'impératrice par une entreprise hardie qui lui avait réussi : au moment où les troupes de Bonaparte allaient entrer dans Vienne, il courut à l'arsenal avec des gens du peuple qu'il était parvenu à échauffer ; il enfonça les portes, et distribua des armes à un millier d'hommes ; il leur donna le titre de volontaires de Marie-Thérèse, et s'en fit le chef. Il fut convenu qu'il remettrait le projet à l'impératrice, auprès de laquelle il avait accès. Les sentimens de Sa Majesté étaient connus. L'impératrice ne pouvait qu'accueillir avec bonté l'intention qui avait inspiré ces idées, dans le cas

où leur exécution devînt possible et agréable à l'empereur. L'impératrice était revenue à Hollisch, de Bude qu'elle avait habité pendant les jours orageux. Géramb avait été au-devant de Sa Majesté, qui lui avait permis de rester à la portière de sa voiture. Pendant le trajet, cette princesse lui parla des malheurs que le sort accumulait sur la monarchie : la cession du Tyrol la remplissait d'amertume. « Abandonner, s'écria-t-elle en versant des larmes, des sujets si fidèles, et qui, depuis tant de siècles, appartiennent à notre maison!..... » Géramb lui dit alors : « Ah! Madame, nous avons été menacés d'une perte bien plus cruelle!..... On assure que Bonaparte avait eu l'intention de demander la main de l'archiduchesse Marie-Louise...... C'eût été la dernière goutte du sang de mon cœur, répondit l'impératrice; mais si le salut de l'état l'eût exigé, il aurait bien fallu y consentir ». Telle est, mot à mot, au rapport de Géramb, la manière dont s'exprima l'impératrice. Sa douleur, en s'exhalant de la sorte, rendait plus vif encore le désir que nous avions de voir recommencer les hostilités.

Quoi qu'il en soit, tout fut terminé. Nous ne nous occupâmes plus que des nouvelles positions dans lesquelles nous placeraient désormais les pertes que la monarchie allait subir. Ne les con-

naissant pas positivement encore, chacun de nous les supposait d'après ses craintes ou ses affections. Quant à moi, persuadé que Bonaparte rêvait une expédition dans l'Inde, je soutenais qu'il exigerait la remise de la Dalmatie. Cette possession, en le mettant en contact avec la Turquie d'Europe, lui ouvrait le chemin qu'Alexandre-le-Grand avait suivi. Cette prévision fit éclater de rire le baron de Wimpfen, qui me traita de visionnaire. Il soutenait que cette cession n'entrerait jamais dans l'esprit de Bonaparte. Il changea cependant d'avis lorsque, quelques jours après, on vint, en ma présence, lui demander, de la part du prince de Schwarzenberg, les cartes de la Dalmatie. Il faut observer ici que les chefs de l'état-major autrichien sont les premiers gardiens du dépôt des cartes, et que le prince de Schwarzenberg était alors le conseiller suprême et le confident intime de l'empereur en affaires de guerre. Je rappelai au colonel mon opinion : il se tut, et les conditions de la paix la confirmèrent.

Tout fut enfin consommé; l'empereur signa le traité qui fut imposé par la force plutôt que dicté par un esprit de sagesse. Bonaparte ne devait-il pas prévoir que l'empereur d'Autriche serait l'allié naturel du souverain qui lui offrirait les moyens d'améliorer, par les armes, le sort affligeant au-

quel il l'avait réduit en prescrivant les conditions de cette paix? Bonaparte connaissait peu le cœur humain, l'orgueil des nations et le caractère de la maison d'Autriche, habile à dissimuler et patient à souffrir. Il connaissait encore moins les dispositions du peuple autrichien à l'égard de son empereur. Il ne savait pas que, plus ce monarque était maltraité par la fortune, plus il devenait cher à ses sujets. On peut dire que la puissance de l'empereur croissait avec la diminution de ses forces. Bonaparte ne put méconnaître cette vérité en 1809 : elle accéléra sa perte en 1814, lorsque tout semblait avoir mis le dernier sceau à son arrogant empire.

Le traité une fois échangé, il ne resta plus au quartier-maitre-général qu'à répartir les troupes dans les possessions dont l'empire de la maison d'Autriche devait se composer à l'avenir. Le jour de l'entrée des troupes autrichiennes dans les différens pays fut réglé par l'époque à laquelle celles de Bonaparte les évacueraient. Le général Veyroter fut un de ceux destinés à commander l'armée stationnée dans la Moravie, sous les ordres immédiats de l'archiduc Ferdinand, et Brünn fut désigné pour sa résidence. Il y avait de l'aigreur à fixer le séjour de ce brave général, habile en dépit des faits qui déposaient contre lui, dans

des lieux où tout lui retraçait ses malheurs. Tout ce qui se voyait dans les environs de Brünn ne devait-il pas exciter en lui l'irritation d'un amour-propre ulcéré! Aussi ne soutint-il pas long-temps cette épreuve.

Mon régiment, dont la garnison habituelle était à Cremsir, en Moravie, n'avait point encore reçu l'ordre de quitter la Pologne. L'archiduc Ferdinand m'ordonna de me rendre à Brünn, son quartier-général, et d'y rester jusqu'à nouvel ordre. Le général Veyroter fixa le jour de son départ de Hollisch pour Brünn, où il me proposa de l'accompagner. Il fut décidé que le premier jour nous parcourrions la position qu'avait occupée l'armée de Bonaparte le jour de la bataille, depuis la droite jusqu'au centre; que nous passerions la nuit à Austerlitz, d'où nous verrions le lendemain le centre et la gauche. Le général voulut apporter toute son attention à cette trop tardive reconnaissance. Il y avait de la résignation à l'entreprendre; car, en reconnaissant les fautes qu'il avait pu commettre, il se préparait des regrets bien amers : et c'est ce qui arriva. Le comte de Walmoden, colonel des uhlans de Merveld, devait rejoindre son régiment, cantonné dans une contrée voisine. Il avait autrefois servi dans le corps de l'état-major : d'anciens rapports

le liaient également avec le général. Il voulut le suivre, du moins dans une partie de cette reconnaissance : il parcourut avec lui l'extrême droite du champ de bataille que l'ennemi avait occupé. Walmoden venait de quitter Veyroter quand je rejoignis ce général, qui était parti un peu plus tôt que moi. Ce retard me fit perdre la dissertation que ces deux officiers ne manquèrent pas d'avoir sur cette portion de terrain. Walmoden est d'un caractère réservé, et peu jaloux de faire parade de ses connaissances ; mais il est judicieux et réfléchi. Il est hors de doute que ses observations furent justes. Au moment où j'arrivai, Veyroter examinait le débouché de Tilnitz, et considérait attentivement les lacs marécageux situés devant la pointe de l'aile droite de l'ennemi. Il a été dit que ces lacs formaient un défilé qu'il avait fallu franchir pour aborder cette droite. Le danger de cette tentative ne pouvait échapper aux yeux les moins militaires. Je priai le général de me dire à quelle heure nos troupes étaient sorties du défilé. — « La veille de « la bataille, à la nuit... » Cette réponse me parut si extraordinaire par les événemens qui avaient succédé, que je la lui fis répéter. Comment! dis-je, le défilé fut passé la veille? — Il fut passé la veille, répéta le général. » Il eût alors fallu demander pourquoi on ne s'était pas hâté de faire

quelques retranchemens en avant de ce défilé. La même prudence n'aurait-elle pas conseillé d'en construire en arrière pour assurer la retraite, dans le cas où les troupes auraient été obligées de le repasser? Une nuit, surtout une nuit d'hiver, suffit pour élever une redoute, quand elle ne doit servir qu'un jour de bataille. Cependant un obstacle aussi majeur que des lacs, même couverts de glaces, aurait dû faire prévoir au général Veyroter que Bonaparte n'opposerait que peu de troupes aux efforts des russes contre sa droite, afin de ne pas affaiblir les autres parties de sa ligne. De pareils obstacles, tant qu'ils ne sont pas franchis, se défendent avec peu de monde. Les a-t-on passés, les impressions morales que reçoivent les troupes, inquiètes de les avoir derrière elles, les ébranlent et leur ôtent la confiance, ce premier élément de la victoire. Une semblable faute fut une des causes à laquelle on attribua la perte de la bataille de Ramillies. On sait que Villeroi avait rangé la cavalerie de sa gauche derrière un marais; son habile adversaire découvre, au premier coup-d'œil, toute l'énormité de sa faute; il forme, pour entretenir l'erreur de son rival, un rang de cavalerie devant la troupe que la nature du terrain paralyse: après cette disposition, il appelle sur un autre point les forces que, dans tout autre

terrain, il aurait dû opposer à la cavalerie restée inutile derrière le marais. La position ne fut pas à la vérité la même à Austerlitz. Le rapprochement qui peut être établi entre le vainqueur de Ramillies et celui d'Austerlitz consiste en ce que Bonaparte jugea son aile droite trop bien couverte pour ne pas craindre de la dégarnir. Il renforça son centre avec les troupes jugées superflues à la droite, et avec elles il enfonça celui des alliés. C'était en effet la partie la plus faible de la ligne austro-russe. Le terrain décrivait un arc dont la ligne de Bonaparte formait la corde : il pouvait donc porter des forces supérieures sur tous les rayons par lesquels il voulait aborder un point quelconque de cet arc. Il était trop habile pour laisser échapper un aussi grand avantage : il saisit le moment où les russes, en marchant vers la gauche, parcouraient la courbe; il vit le point où l'alongement de la colonne la rendait le plus faible; il l'attaqua, et réussit à la séparer. Le général Veyroter sentit parfaitement le reproche qu'il avait encouru en donnant à l'ennemi une aussi belle prise sur lui : il croyait l'éluder en faisant observer qu'il n'avait point eu assez de confiance dans l'expérience des russes pour hasarder de les faire manœuvrer pendant la nuit. Ce temps eût été cependant le seul convenable pour achever

le mouvement qui devait s'opérer sur l'extrême droite de l'ennemi. Il ajoutait que ce fut par une suite de son peu de confiance que, réduit à manœuvrer pendant le jour, il avait voulu mettre un obstacle majeur entre l'ennemi et la marche de ses colonnes : il vit cet obstacle dans la largeur et la profondeur du ravin, ou, si l'on veut, du vallon, qui formait la courbe que les russes parcouraient. Mais ce n'était ni à la droite ni au centre que je m'étais promis d'étudier sur ses traits l'impression que lui feraient les réflexions que ses manœuvres devaient lui suggérer. Je restai convaincu qu'à la gauche il regretterait de n'avoir pas profité des moyens de vaincre que le terrain lui avait présentés. Quand nous nous y fûmes arrêtés, je me plaçai de manière à pouvoir le considérer sans qu'il s'en aperçût. J'étais seul avec lui, si j'en excepte son adjudant, officier assez insignifiant. Tout ce qui se passait en lui me révéla l'aveu positif de ses erreurs : peut-être même éprouvait-il des remords dont je crus pénétrer la cause. Jusques là le général, en raisonnant sur chaque partie du terrain, avait cherché à démontrer que les fautes n'avaient pu lui être imputées. Le défilé avait été passé sans danger, et les troupes avaient été portées sur l'extrême droite de l'ennemi. Le succès avait donc

couronné son plan ; au centre, les hauteurs de Pratzen, capables de comprimer tous les efforts de Bonaparte, avaient été momentanément occupées par les nôtres; mais Buxhœwen n'eut pas l'énergie de marcher cent pas de plus en avant pour soutenir les troupes qui s'en étaient emparées, et empêcher qu'elles n'en fussent délogées. Ce fut donc la faute de Buxhœwen, si, au centre, le mouvement qui procura la victoire à Bonaparte ne tourna pas contre lui; tandis que les alliés établis sur son extrême droite auraient, par leur poids, renversé son armée dans l'entonnoir auquel les manœuvres avaient eu pour but de l'acculer.

Tels avaient été les raisonnemens du général. Ils étaient spécieux; mais arrivé à l'aile gauche de l'ennemi il ne proféra pas une seule parole; il promena sur le terrain des yeux hagards; la pâleur naturelle de son teint prit une teinte plus prononcée, il se mit à siffler, et affecta un air distrait. Cet embarras n'était-il pas l'aveu formel de la faute qu'il avait commise? Il ne pouvait plus se dissimuler que son plan d'attaque n'eût été essentiellement faux. Il vit alors que la nature du terrain avait été d'accord avec les conjonctures présentes de la guerre. Celles-ci exigeaient que Bonaparte, s'il était vaincu, fût rejeté sur Vienne, où quatre-vingt-douze mille hommes, commandés

par un des plus célèbres généraux du temps, auraient consommé sa ruine. C'était en observant et en étudiant le terrain qui régnait sur la gauche de l'ennemi, que se développaient aux yeux de Weyroter tous les moyens de vaincre que la nature lui avait accordés sur ce point. Son triomphe avait dépendu uniquement de l'occupation du Santon. Son adversaire l'avait remarqué, et il s'était hâté d'appeler toutes les ressources de l'art au secours de la nature, qui s'était plu à se montrer, sur ce point, favorable aux alliés. Les montagnes dont le Santon était dominé à très-petite distance, donnaient pleine latitude au jeu de l'artillerie. La forme de ce mamelon était telle, que ses défenseurs étaient entièrement à découvert et exposés à tous les feux de cette arme. Eût-on voulu envoyer des troupes ou pour s'emparer des batteries, ou pour soutenir le Santon contre une attaque de vive force, ces troupes, soumises elles-mêmes à des feux dominans, en auraient été foudroyées. Bien plus, gênées par un défilé, elles ne pouvaient encore parcourir que des directions déterminées qu'aurait désolées une artillerie à laquelle d'autres feux ne pouvaient pas s'opposer avec supériorité. Il eût été non moins dangereux pour l'ennemi de hasarder des attaques contre l'extrême droite des alliés, cou-

verte par des batteries établies sur ces hauteurs; car, dans leur mouvement offensif, les troupes ennemies ne pouvaient plus être appuyées par les feux du Santon, qu'elles auraient fait cesser en se mettant entr'eux et les alliés.

Placés dans une position contraire, tout ce qui pouvait être funeste aux troupes de Bonaparte devenait favorable aux alliés. Ceux-ci, après avoir criblé de projectiles le Santon et éteint ses feux, voulaient-ils y remplacer l'ennemi qu'ils en avaient délogé, ils étaient soutenus dans leur marche par les batteries, qui auraient couvert de feux les directions par lesquelles on aurait voulu venir s'opposer à leur entreprise. Mais les alliés devenaient-ils maîtres du Santon [1], l'artillerie décidait seule du sort de la journée : en prenant d'écharpe toute la ligne ennemie, elle portait le ravage dans ses rangs, sans avoir à redouter d'être combattue par des contre-batteries, pour lesquelles il n'y avait aucun emplacement favorable. Peut-être même les feux partis des montagnes auraient-ils pu atteindre les batteries d'obusiers que l'ennemi aurait dressées contre les nouveaux pos-

[1] Il paraît nécessaire d'expliquer que le mot Santon doit se rapporter à celui de Saint Anton, nom du saint auquel la chapelle fut consacrée.

sesseurs du Santon : dans cette hypothèse, le nombre des bouches à feu et l'avantage de leur emplacement eussent nécessairement fait triompher.

Les lignes de Bonaparte une fois ébranlées par l'artillerie, il eût été au pouvoir de la cavalerie alliée de tirer parti de leur désordre. Cette arme avait été habilement disposée; le terrain sur lequel elle avait été rangée, s'inclinant d'abord dans le vallon par une pente douce, venait s'unir par une montée non moins insensible avec celui qu'occupait la cavalerie de Bonaparte. La cavalerie des alliés aurait donc eu pleine carrière pour consommer la ruine que leur artillerie aurait commencée. Ainsi, en adoptant le plan d'attaque par leur droite contre la gauche de Bonaparte, tout l'art des alliés se serait réduit à refuser constamment leur gauche. Par cette disposition, les russes n'auraient point eu de mouvemens à faire; Bonaparte, pour venir les attaquer, aurait dû quitter les positions qu'il avait choisies, franchir le vallon qui séparait les deux armées, et aborder en désordre des troupes qui l'auraient reçu de pied ferme, ou qui auraient fondu sur lui avec ensemble. Voilà, si je ne me trompe, des avantages réels. En admettant que tel eût été le plan de la bataille d'Austerlitz, elle ne serait plus deve-

que qu'une affaire de poste soutenue par toute une armée; l'artillerie et la cavalerie eussent été les seules armes auxquelles le sort de la journée aurait été remis. Or, on ne perdra pas de vue que le terrain, par sa nature, offrait à l'artillerie des alliés les emplacemens les plus heureux, et que leur cavalerie avait, sûr celle de Bonaparte, une supériorité reconnue, soit par le nombre, soit par la qualité intrinsèque de l'arme.

Mais comment, demandera-t-on, tant de moyens de vaincre n'ont-ils pas été aperçus par le général Veyroter, à qui on a si souvent accordé du génie pour la guerre?

Pour répondre à cette question, il ne faut pas perdre de vue que le génie de Veyroter ne lui inspirait que des plans gigantesques. Il convient d'ailleurs d'ajouter, que des études approfondies n'avaient point appris à ce général à lier l'ensemble de ses plans. Il avait aperçu la destruction totale de l'armée de Bonaparte dans l'entonnoir de Schlapanitz; il voulut y acculer cette armée et l'y renverser : tel était le plan qu'il avoua, à plusieurs reprises, en ma présence. L'exécution était-elle possible? Je le crois. Les mesures que le général prit étaient-elles sages? Je ne le pense pas. C'est aux militaires à juger l'un et l'autre.

Il est une autre cause qui pourrait être assi-

gnée aux fautes que fit le général Veyroter en attaquant la droite de l'armée ennemie; mais cette cause tient si fortement aux passions des hommes, qu'elle répugne à soupçonner. Cependant, celui qui écrit pour l'histoire se doit tout à la vérité, quoique la manifestation en soit pénible.

On a vu que, si Bonaparte eût été défait à Austerlitz et forcé de se retirer sur Vienne, il aurait trouvé son chemin fermé par une armée de plus de cent mille hommes sous les ordres de l'archiduc Charles. Cette armée eut été beaucoup plus nombreuse qu'elle n'eût eu besoin de l'être pour arrêter, pendant vingt-quatre heures, la marche lente de Masséna, et pour achever de détruire une armée battue, poursuivie par une armée victorieuse beaucoup plus forte que ses débris. Mais cette armée, sur laquelle serait venu s'anéantir Bonaparte, était commandée par l'archiduc Charles; il en coûte de faire cette question : Veyroter aurait-il voulu que l'archiduc Charles acquît autant de gloire? C'est aux généraux de ce temps et aux officiers qui ont vécu dans l'intimité de Veyroter à résoudre la question.

Quelques jours après notre arrivée à Brünn, le général Veyroter et moi reçûmes chacun une lettre du colonel Clinton : nous l'avions connu à

l'armée d'Italie. Cet officier venait joindre les armées alliées en qualité de commissaire du roi d'Angleterre. Nous nous communiquâmes ce que nous écrivait le colonel anglais ; la teneur des deux lettres était à-peu-près la même. L'anglais, après avoir déploré le malheur qui venait de nous accabler, blâmait le général en chef d'avoir livré bataille lorsque, quelques jours plus tard, deux cents mille hommes de plus auraient été en présence de l'ennemi. A ces mots, Veyroter s'écria : « Si je ne bats pas l'ennemi avec cent mille hommes, je ne le battrai pas avec trois cent mille. — Quoi ! m'écriai-je avec étonnement, vous aviez cent mille hommes ? — Et peut-être encore plus, répondit le général ». Je suis cependant loin de partager l'avis de ce général sur la jonction des deux cent mille hommes de plus qui auraient pu agir contre l'armée de Bonaparte. Il est encore à remarquer que le colonel Clinton n'entendait parler que de l'armée prussienne et de l'armée de Beningsen, auprès desquelles il se trouvait. Il faisait abstraction de celle de l'archiduc Charles, que sa position rendait incontestablement la plus dangereuse pour Bonaparte. Je conviendrai avec le général Veyroter que, si cent mille hommes sur un champ de bataille ne parviennent pas à battre l'ennemi, trois cent mille hommes ne le

battront pas : parce que tout homme de guerre sait que l'art des batailles consiste à jeter dans l'armée que l'on combat un désordre qui influe sur le moral de tous. Ce désordre multiplie les succès de celui qui est parvenu à l'opérer, en raison du plus grand nombre de troupes sur lesquelles il s'exerce. Mais il n'en est pas ainsi lorsque différens corps, assez forts pour résister par eux-mêmes aux forces qui les attaqueraient, concourent, par des mouvemens simultanés, à combattre une seule et unique armée. Telle était la position des alliés contre Bonaparte. Quatre armées, dont il n'en était aucune qui, prise isolément, ne pût, numériquement parlant, accepter le combat, manœuvraient contre lui.

L'une était devant lui ; une autre, non moins nombreuse que la sienne, était derrière lui ; et deux autres manœuvraient sur son flanc. Quelque grands que fussent les talens de Bonaparte, et quelque médiocres qu'eussent été ceux de ses ennemis, personne ne croira qu'il lui eût été aisé de sortir victorieux de cette lutte. Certes, ses adversaires n'étaient pas des hommes médiocres !

L'ame ardente de Veyroter n'eut point la force de résister aux maux que souffrait son amour propre : une fièvre maligne s'empara de lui peu de jours après son arrivée à Brünn ; il succomba.

L'archiduc Ferdinand lui fit rendre avec pompe les honneurs funèbres. En honorant la valeur malheureuse, ils illustrèrent le général, même quand il avait cessé de vivre; mais ils ajoutèrent encore à la gloire du prince qui, après s'être ouvert, l'épée à la main, le chemin que lui fermait une armée, était venu vaincre dans les plaines d'Iglau.

Le général Veyroter fut la dernière victime de cette troisième coalition, dont la dissolution cimenta pour quelque temps l'empire de Bonaparte.

CHAPITRE XXIII.

Le général russe Muller, blessé, resté à Brünn, prisonnier sur parole. — Connaissance faite avec ce général. — Il prend communication de ce qui avait été écrit avant les opérations de la campagne de 1805. — Il propose d'envoyer ces écrits à l'empereur Alexandre. — La paix conclue après la bataille d'Austerlitz fait présager la proximité d'une guerre. — Projet d'aller joindre l'armée qui marchera la première contre Bonaparte. — Quel en était le but. — L'archiduc Ferdinand protège le projet. — Manière employée pour obtenir de la cour de Vienne un congé. — Arrivée à Graudentz où se trouvait le roi de Prusse. — Présentation à Sa Majesté. — Inquiétudes que cause l'apparition d'un officier autrichien. — Comment levées. — Rédaction du système de guerre à adopter contre Bonaparte et ses armées. — Il est adressé au colonel Kleist pour être mis sous les yeux du roi.

Nous nous trouvâmes à Brünn au milieu des 1806.
blessés de toutes les nations dont le sang avait coulé dans les champs d'Austerlitz. Bonaparte y avait laissé prisonniers sur leur parole, ceux des russes que leurs blessures n'avaient pas permis de transporter plus loin. Parmi ceux-ci était le général Muller : il avait commandé, le jour de la bataille, les Uhlans de la garde impériale dont il

était le chef. Mes anciennes relations avec l'armée russe, et les bontés dont m'honorait le grand duc Constantin, me rapprochèrent bientôt de ce général. Je devins un de ceux qui cherchèrent le plus à le défendre de l'ennui inséparable de l'isolement d'un blessé : je le voyais tous les jours. Ce général était doué de beaucoup d'esprit, qualité dont la nature semble avoir voulu faire un attribut caractéristique de sa nation. Il partageait avec les autres généraux russes, l'ambition de devenir homme distingué dans la carrière militaire. Etions-nous seuls ? nos entretiens n'avaient pour objet que les opérations qui avaient rempli la dernière campagne, si courte, mais si féconde en ces sortes d'évènemens que les méditations finissent par rendre classiques. J'étais trop heureux de n'en avoir pas partagé les erreurs, pour ne pas produire à ses yeux tous les documens qui pouvaient en constater la preuve. Rien n'était plus capable d'attester cette vérité que les écrits où mes pensées avaient été développées avant l'ouverture de la campagne. Mais ils me manquaient, et je devais m'en rapporter à ma mémoire pour les reproduire ; car, j'avais brûlé à Memmingen l'exemplaire que je conservais. Je présumai qu'en violation des traités, les bagages pouvaient être fouillés ; et je ne voulais pas que mes réflexions

fussent connues de nos ennemis : le sacrifice que j'en fis se consomma, malgré les représentations du lieutenant Bongard. Ce brave officier offrit de s'en charger, et garantissait leur conservation. J'en avais laissé un double entre les mains du chevalier de Tempié, aujourd'hui commandant en second de la compagnie des Élèves de la marine à Toulon. Il servait alors dans la marine autrichienne, et résidait à Venise. Lorsque les troupes de Bonaparte prirent possession de cette ville, il passa au service du roi d'Italie. Je ne le vis plus qu'après l'entrée des alliés dans Paris. Il m'apprit que les papiers dont je l'avais fait dépositaire, avaient été brûlés par un homme auquel il avait confié des effets à Tréviso. Cet homme, effrayé en voyant arriver les troupes du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, avait craint d'être compromis, si on le surprenait nanti de choses appartenant à des royalistes français. Mais les événemens étaient trop récens pour que le souvenir ne m'en fût pas présent. Je n'eus donc pas de peine à me retracer les principes sur lesquels avait reposé tout mon système. Après que nous l'eûmes discuté ensemble sous toutes les faces, le général Muller m'offrit de le faire parvenir à l'empereur Alexandre. Il voulait que j'y joignisse l'organisation que je proposais pour la formation et le service du corps de

l'état-major. J'éludai, pour le moment, cette invitation parce qu'elle me parut intempestive.

La campagne d'Austerlitz avait trop chargé l'atmosphère politique, pour qu'il n'éclatât pas bientôt de nouveaux orages. Il fallait en attendre l'explosion, et s'efforcer alors d'en diriger les effets. Quelque extravagante que put être cette résolution de la part d'un simple capitaine, je ne l'en formai pas moins. Je résolus de me transporter sur le premier théâtre où s'établirait la guerre, et là, de faire valoir et de faire adopter le système qui me semblait le seul susceptible d'arrêter la fortune de Bonaparte. Que l'on me livre à tout le ridicule de cette pensée, j'y consens; j'attends ma justification de la suite de cet ouvrage, et de l'impartialité de ceux qui le liront.

Trop fortement attaché au service d'Autriche pour vouloir m'en séparer en servant sous d'autres drapeaux, ce n'est qu'en qualité de volontaire que je pouvais me rendre à l'armée qui déployerait, la première, ses étendarts contre l'audacieux vainqueur d'Austerlitz. Dans ce dernier dessein, les difficultés se compliquaient encore; elles ne pouvaient être levées que par un puissant protecteur. Je me persuadai l'avoir trouvé dans l'archiduc Ferdinand. La haine que ce prince portait à celui qui avait dépouillé la branche de sa famille,

des états de Modène, était implacable. Humilié particulièrement de la décadence de la maison d'Autriche, il ne respirait qu'après les hasards qui pouvaient lui rendre son éclat. Son ame m'était connue toute entière. Je ne craignais pas de lui laisser pénétrer mes plus secrètes pensées. Je ne comptais pas moins sur l'appui de l'archiduc Jean, que je savais animé des mêmes sentimens que son cousin. L'avantage d'être immédiatement sous les ordres de l'archiduc Ferdinand; la proximité où était ma garnison de son quartier-général, et les affaires de service, me rapprochaient fréquemment de la personne de Son Altesse Royale. Je ne quittais jamais ce prince sans emporter de nouveau la certitude de réussir dans le projet que je méditais : il ne fallait donc que se préparer aux événemens. Tout promettait que ma patience ne serait pas long-temps à l'épreuve : les armées russes restaient assemblées, et l'agitation ne faisait que s'accroître en Prusse. L'armée demandait la guerre à grands cris; la cour la sollicitait; la reine, d'une force d'ame qui ne pouvait être comparée qu'à son extrême beauté, était enthousiaste de tout ce qui respirait l'héroïsme; le roi, dont l'intrépidité sera attestée par tous les champs de bataille sur lesquels il combattit, s'irritait enfin du rôle timide par lequel ses ministres dégradaient

la Prusse ; l'échange des notes diplomatiques s'envenimait de plus en plus, et l'esprit le plus frappé de la terreur qu'inspirait Bonaparte ne pouvait plus se faire illusion sur la durée de la paix entre la Prusse et lui.

Affermi de plus en plus dans le système de guerre qui devait être suivi contre Bonaparte, par les malheurs de la campagne de 1805, je pris l'inébranlable résolution de joindre les armées prussiennes, et d'y faire, s'il était possible, prévaloir ce système. Pour exécuter ce projet, j'avais besoin de toute l'autorité de l'archiduc Ferdinand. J'assurai ce prince que je pourrais rendre des services au roi de Prusse, si je parvenais à être admis à faire la campagne dans son armée. Le prince le crut ; mais avant tout, il était nécessaire d'obtenir un congé de la cour de Vienne, avec la permission d'aller le passer hors des états de l'empereur. Il fallait donc donner des raisons qui légitimassent cette demande ; j'en avais une trop plausible pour craindre de la voir rejetter. On voudra bien se rappeler ici que le stathouder m'avait accordé une pension, en qualité d'ancien officier de l'armée hollandaise. Depuis quelque temps, un commissaire hanovrien, le colonel Sontag, chargé de la part de l'Angleterre d'acquitter ces paiemens, m'en contestait

la continuation, parce que j'étais entré au service de l'Autriche. Je demandai qu'il me fût permis d'aller à Brunswick, où devait être le prince d'Orange, afin de réclamer contre les torts que je souffrais. L'archiduc approuva ce moyen, et présenta ma demande au conseil aulique de guerre, rédigée sur ce motif.

Déjà les armées prussiennes étaient en mouvement de toutes parts. Aussitôt que ma résolution eut obtenu l'assentiment de l'archiduc Ferdinand, j'écrivis à la princesse héréditaire de Brunswick, sœur du prince d'Orange. Je la priai de me faire savoir où, dans le temps présent, pouvait se trouver le prince son frère; car mon intention était de me rendre directement auprès de Son Altesse. Ce moyen me paraissait infaillible pour m'établir à l'armée prussienne. Les bienfaits dont ce prince m'avait toujours comblé, la manière dont j'avais servi la cause de sa maison, qui n'avait jamais été autre que celle des rois [1]; enfin, les dangers que j'avais constamment partagés avec Son Altesse et le prince son frère que je n'avais quitté que lorsqu'il descendit au tombeau, étaient pour moi des gages assurés d'un accueil favorable. Je reçus la réponse par le courier sur-

[1] *Voyez* à la fin du volume la lettre de S. A. R. Monseigneur le prince Frédéric d'Orange.

vant. La princesse, dans une lettre pleine de bonté, m'écrivait qu'elle ignorait l'endroit où se trouvait le prince son frère; mais elle m'indiqua le corps d'armée auquel Son Altesse était attachée.

Pendant que toutes ces choses se passaient, l'armée prussienne en était venue aux mains avec celle de Bonaparte. La bataille de Jena avait été livrée : on en connaît l'issue devenue si fatale à la Prusse. L'archiduc Ferdinand avait appris la nouvelle de son désastreux résultat le même jour où il avait reçu le congé qu'il avait demandé pour moi à la cour de Vienne. Son Altesse royale me fit aussitôt venir, et en m'informant de l'un et de l'autre événemens, l'archiduc ne me dissimula pas que les débris de l'armée prussienne cherchaient à se rallier derrière l'Elbe. Que vous proposez-vous maintenant, me demanda ce prince? — « Monseigneur, répondis-je, avant le commencement des hostilités j'avais résolu d'aller à l'armée prussienne : aujourd'hui j'ai obtenu le congé que je sollicitais; quand le ciel s'écroulerait, j'arriverai à la dernière troupe prussienne, quelque part que je puisse la rencontrer. » J'espère que le prince n'aura point oublié cette réponse : elle parut, dans le temps, ne lui avoir point déplu. Dès-lors, il ne dépendit plus que de moi de fixer le jour de mon départ. Un inconvénient paraissait cependant s'opposer à la célérité que je vou-

lais y mettre. En formant le projet de mon voyage, je n'en avais vu que le but sans calculer mes moyens pécuniaires; j'avais trop peu d'argent pour partir; mais assez ordinairement heureux au milieu des obstacles qui me survenaient, je vis promptement disparaître celui-ci. Le comte de Chorinski, l'un des plus riches seigneurs de la Moravie, avait quitté le service. Il vivait à Brünn, marié à la fille du landgrave de Furstenberg. Chorinski avait été officier supérieur dans le corps de l'état-major, au temps où j'y servais. Lorsque je partis pour Londres, je lui avais cédé toutes mes rations. Je n'avais jamais songé à en revendiquer le prix. Intimement lié avec lui, je ne lui avais pas fait mystère de mes démarches pour obtenir le congé dont il connaissait le but. Aussitôt que je l'eus reçu, je l'en informai, sans lui taire les difficultés qui m'entravaient. Je lui fis observer que ces difficultés ne pouvaient, selon mes espérances, se prolonger que jusqu'au moment où j'aurais rejoint le prince d'Orange. Le comte de Chorinsky me rappela de lui-même la dette qu'il avait contractée avec moi; et en l'acquittant, il leva tout obstacle.

Je partis, et pris ma route par Breslau. Tout y était dans la confusion, les alarmes et le désespoir. Le gouverneur s'attendait à chaque instant,

à voir paraître l'ennemi devant ses portes. Il me conseilla de me rendre directement à Varsovie, persuadé que je ne pouvais avoir que là des nouvelles du prince que je cherchais. En parcourant les états du roi de Prusse, dans tous les lieux, et sur toute la route, je voyais régner l'abattement et l'effroi : toutefois je pouvais me convaincre que le peuple n'y trahissait ni les intérêts de son roi ni ceux de son pays. Arrivé sur le territoire polonais, la scène changea pour moi; tous les vœux appelaient l'armée de Bonaparte : une rencontre que je fis confirmera ce que j'avance. Je n'étais plus qu'à quelques relais de Varsovie, lorsque deux dames vinrent à la maison de poste. Leur extérieur annonçait des caractères différens, et pourtant elles s'accordaient dans leur opinion. L'une d'elles, plus âgée, avait des yeux pleins de feu, une taille élancée sans être trop élevée; quelques traces de petite-vérole donnaient plus de piquant à sa physionomie. La seconde avait de grands yeux pleins de douceur, quoique noirs; de vives couleurs peignaient son teint sans animer sa figure régulièrement belle.

La première, madame Lipka, m'interpella, et, d'un air riant, sémillant et agréable, elle me dit : « Eh bien, monsieur, aurons-nous bientôt le bonheur de voir votre grand empereur? — Duquel

parlez-vous, madame? — Du grand Napoléon (car monsieur est français.) — Oui, madame, je le suis; mais je n'appartiens pas à Napoléon. Je combats contre lui; je suis royaliste français, et je sers sous les drapeaux de l'empereur d'Autriche. — Mais votre empereur est l'allié de Napoléon? — Madame, cela n'est pas prouvé. — Mais au moins il ne sera pas contre lui? — La chose, madame, n'est pas certaine. » Alors mademoiselle Normand prit la parole, et dit d'un air langoureux et plein de tristesse : « Ainsi donc, monsieur, nous n'avons pas l'espoir de redevenir polonaises. » C'en est assez sans doute pour prouver quel était l'esprit de ce peuple. Il appelait Napoléon, et s'armait contre le roi de Prusse, qui régnait alors dans ces provinces. Ce fut sous de pareils auspices que j'entrai dans Varsovie... Des troupes prussiennes l'occupaient encore; mais elles se disposaient à l'évacuer.

Les armées russes étaient attendues avec impatience par leurs alliés. Le général Beningsen, après avoir quitté la Silésie, avait arrêté son armée à l'extrême frontière; mais il n'était point encore rentré sur le territoire prusso-polonais. On voyait avec douleur que les fautes qui avaient perdu l'Autriche l'année précédente avaient été commises de nouveau, quelques mois plus

tard, pour perdre la Prusse. La première de ces puissances avait dû ses malheurs à une imprudente impatience; la cour de Vienne s'était décidée à commencer les hostilités avant d'avoir rassemblé toutes ses troupes et de les avoir réunies à celles de ses alliés. Une trop aveugle confiance dans leurs propres forces, l'ambition mal inspirée de se montrer plus formidables et plus puissans que les autrichiens, égara les prussiens. Ils voulurent se présenter seuls au combat; et ils avaient presque entièrement disparu quand, unis aux russes, ils n'auraient dû que commencer à descendre dans l'arène. Ainsi, il est rare que les fautes qui ont causé les désastres des générations précédentes deviennent des leçons salutaires pour celles qui succèdent; elles se reproduisent et causent les mêmes malheurs.... Pourquoi donc écrire l'histoire!

Cependant, la présence d'un officier autrichien au milieu d'eux, lorsque l'empereur d'Autriche faisait tous ses efforts pour éviter la guerre, donnait des inquiétudes aux officiers prussiens. La situation malheureuse dans laquelle ils étaient commandait des ménagemens à mon égard; mais tout indiquait leur malaise quand ils m'apercevaient. Les apparences, il faut en convenir, étaient contre moi : mes passe-ports annonçaient une

toute autre destination. Je souffrais au-delà de toute expression : mais que ne surmonte-t-on pas quand on est violemment agité par une passion quelconque? Or, tel était l'état de mon ame.

Le général qui commandait dans Varsovie m'engagea à faire diligence pour Graudentz. C'était là, disait-il, que je verrais le roi, et infailliblement le prince que je cherchais. Je partis.

Le roi était en effet à Graudentz. J'étais pressé de paraître devant Sa Majesté; le temps d'ailleurs l'exigeait : l'ennemi se montrait, et déjà il menaçait le pont jeté sur la Vistule. J'étais à peine arrivé à la maison de poste, lorsque l'alarme se répandit. Le roi courut au pont, et se plaça entre deux canons mis en batterie sur une éminence dont le prolongement enfilait le pont. La suite du monarque restait à une centaine de pas en arrière. L'attitude du roi, dans cette position, était superbe, et tout était héroïque en lui : sa haute stature, sa contenance fière et impassible, ses traits, dans lesquels nulle émotion ne se faisait remarquer : tout, dans ce prince, était imposant. Je priai un officier de m'indiquer à qui je devais m'adresser pour être présenté au roi : il me désigna un général qui prévint Sa Majesté. Le monarque me permit de l'approcher. J'étais en uniforme et en écharpe autrichienne. Le roi

restait toujours seul à la même place : les coureurs de l'ennemi parcouraient la rive opposée, et les canonniers pointaient leurs pièces.

« Sire, dis-je, quand je fus auprès du roi, je « viens joindre le prince d'Orange, et supplier « Votre Majesté de me permettre de faire la « campagne près de Son Altesse... — Qui êtes- « vous me demanda sèchement le roi : êtes-vous « français, belge ou suisse ? — Je suis français, « répondis-je. » A ce mot, je remarquai dans le roi une impression peu favorable... « Mais, con- « tinuai je, bon français. Je suis royaliste, sorti « de mon pays pour la cause de mon roi, et, jus- « qu'à ce jour, je n'ai pas cessé de combattre. — « Ainsi, reprit le roi, vous connaissez le prince « d'Orange ?... — Oui, sire, j'ai servi dans l'armée « hollandaise, attaché au prince Frédéric ; je le « suivis au service d'Autriche, et ne l'ai quitté « que lorsqu'il est descendu au tombeau. — Eh « bien, dit le roi, allez à Kœnigsberg ; vous y « trouverez le prince d'Orange... » Toutes les fois que le roi m'avait parlé, ses paroles avaient été brèves et sa physionomie sévère. Ce début n'était pas encourageant, et pour ne pas quitter la partie, quand on la faisait avec autant de désintéressement, il fallait une ténacité bien enracinée. Cette épreuve ne devait pas être la dernière ;

mais je comptais sur moi-même, et j'étais certain que je ramènerais le roi à une opinion qui me serait plus favorable. La bienveillance avec laquelle Sa Majesté a daigné me traiter plus tard; la lettre particulière dont elle m'honora quand elle me conféra son ordre militaire, me remplissent de satisfaction toutes les fois que je me reporte vers ce premier moment...

Dès que je me fus éloigné du roi, un officier de sa suite, qui m'avait reconnu, vint à moi. Il était aide-de-camp du prince Ernest, aujourd'hui duc régnant de Cobourg : il se nommait Hardembroëck; il avait été capitaine dans les dragons de Hesse-Cassel, au service de Hollande : c'est là qu'il m'avait connu. Il put attester ce que j'avais avancé, et ce témoignage me devint sans doute avantageux. Cependant le pont sur la Vistule avait été replié, et le roi quitta Graudentz le lendemain. Il était accompagné de la reine. Cette princesse, quoique enceinte, suivait le roi partout. Son courage n'était pas seulement au-dessus de son sexe; mais, dans l'état où elle se trouvait, son courage était plus que héroïque. Il ne se montrait pas seulement en suivant avec calme et sans émotion la route que tenait une armée en retraite; la reine l'avait fait éclater sur les champs de bataille : vêtue en amazone, elle s'y

était montrée aux troupes. Tant de qualités réunies, sa beauté, son intrépidité, la fierté de son ame, ses opinions dignes d'une souveraine, et le charme irrésistible par lequel je savais qu'elle entraînait tous les cœurs, me faisaient désirer de voir Sa Majesté. Je passai donc plusieurs fois devant la maison d'un simple apothicaire, chez qui cette grande reine avait pris son modeste logement. Mes démarches furent inutiles; je ne l'aperçus pas. Quelques heures avant mon départ de Graudentz, le colonel Kleist, aide-de-camp du roi, vint à la maison de poste, où j'étais logé : j'attirai son attention, et notre abord fut celui de deux hommes qui se voient sans vouloir se parler. Je pris la route de Kœnigsberg à pied; car la pénurie de mes finances me pressait vivement de joindre le prince dont j'attendais des moyens ultérieurs d'existence. Je ne dissimulerai rien des peines que me coûta cette courte campagne. Je ne les exposerai pas pour exciter l'intérêt de ceux que je servais; mais je crois qu'elle ne me laissa pas sans quelque gloire : et l'amour-propre satisfait vaut bien la fortune.

Ce fut inutilement que je demandai, à mon arrivée dans Kœnigsberg, la maison où le prince d'Orange avait pris son logement. Son Altesse n'était point dans la ville, et on ignorait où elle

pouvait être. Kœnigsberg était encombré d'équipages et d'officiers qui avaient perdu leurs troupes. Rien ne pouvait peindre plus énergiquement tous les malheurs de la guerre que l'aspect qu'offrait cette ville. Cet état de choses ne contribuait pas à enflammer mon zèle; mais au moins ne pouvait-il me faire repentir d'avoir pris un parti que je regardais comme une inspiration de l'honneur. Rien encore n'était perdu : les russes s'avançaient, et leurs nombreuses armées n'avaient point encore été engagées. J'avais combattu assez longtemps contre les forces de Bonaparte, et avec les troupes russes, pour pouvoir juger de ce que valaient les unes et les autres. Je savais que les russes ne le cédaient pas en courage; que leurs officiers avaient un élan chevaleresque susceptible de les conduire à tout quand on savait les diriger; enfin, j'avais vu le soldat russe supporter sans murmure toutes les privations et toutes les fatigues : bien plus, j'avais été témoin de la manière dont ces soldats fondaient sur leurs ennemis. Avec de pareilles données, j'étais bien loin de croire que, à trois cents lieues de ses premières ressources, Bonaparte pouvait retourner sain et sauf d'où il était parti. J'étais donc bien éloigné de penser que la dernière victoire serait à lui, et qu'elle imposerait à ses adversaires la loi qu'il dicterait.

Ma marche ultérieure était tracée par les circonstances : c'était à l'armée des russes que je devais me rendre. Les campagnes que j'avais déjà faites avec eux m'y garantissaient un tout autre accueil que celui que je recevais à l'armée prussienne où j'étais totalement inconnu. Il n'y avait donc de sinistre à mes yeux que ma position financière. Il me restait toujours la ressource de la faire connaître à l'archiduc Ferdinand : mais, quel temps ne fallait-il pas aux couriers pour en rapporter les réponses ? D'ailleurs, l'interception des routes par des troupes ennemies, entravait les correspondances. Pouvais-je, enfin, rester éloigné des armées sans devenir suspect et me sentir blessé dans ma propre opinion ? Voilà ce qui tourmentait mon esprit, lorsque le second jour de mon arrivée vint aggraver les contrariétés auxquelles j'étais en butte. On me fit prier de me rendre chez l'auditeur général : je le trouvai avec un officier supérieur. Il me fit subir une espèce d'interrogatoire sur mon nom, ma qualité, l'endroit d'où je venais et les projets que j'avais. Je répétai ce que j'avais dit au roi. Après avoir reçu ma réponse, qu'il écrivit, cet auditeur me dit : « Vous êtes, monsieur, parfaitement connu ; si « j'emploie ces formes, c'est que les circonstances « exigent que l'on prenne des mesures contre ceux

« qui, comme vous, arriveraient ici sans aucune « autorisation. Vous auriez dû vous munir de quel« ques lettres pour les personnes qui approchent « le roi, ou qui sont revêtues d'autorité. » Ces observations étaient justes. J'aurais dû prévoir que, comme il arriva, les événemens pouvaient m'empêcher de joindre le prince d'Orange. Dans cette conjoncture, je n'avais plus de protection que dans l'uniforme que je portais : on pouvait encore m'arrêter jusqu'à ce qu'on eût obtenu sur mon compte des renseignemens positifs; mais des passions vives excluent le calme de ces sortes de réflexions. Je voulais aller aux armées et m'emparer d'un rôle utile. Je me persuadais que j'y ferais adopter un système duquel j'attendais le triomphe de la cause que je servais, et par conséquent, quelque gloire pour moi. La situation politique de la cour de Vienne ne permettait pas que j'avouasse mes projets; il fallait donc les dissimuler. J'avais été trop heureux de rencontrer dans l'archiduc Ferdinand un esprit capable de concevoir, et une ame assez forte pour protéger mon avantureux dessein.

L'auditeur général me pria, en nous séparant, d'aller chez le comte de Schullembourg. Il avait remplacé dans le ministère le comte de Haugwitz, et le marquis de Luchesini auxquels le roi avait

pour le malheur de la Prusse, conservé trop long-temps leurs portefeuilles. Plusieurs officiers de l'ancienne armée hollandaise étaient entrés au service du roi de Prusse. Jetés à Kœnigsberg par les événemens, ils avaient tous rendu trop hautement témoignage en ma faveur pour que l'on doutât un instant de l'esprit qui m'animait. Le prince Frédéric de Solms Brauenfels était le plus marquant de ces officiers. Il avait épousé la veuve du prince Louis, frère puîné du roi. Ma position dans l'armée hollandaise m'avait trop rapproché et fait particulièrement connaître de ce prince, pour qu'il ne fût pas à Kœnigsberg le garant de mon existence politique. Quelque faible que fut son crédit, il en imposait assez pour que le comte de Schullembourg me reçût avec des égards que je crus devoir plus à moi-même qu'aux signes extérieurs qui me recommandaient. « Votre gouvernement, me dit le comte lorsque j'entrai chez lui, vous a envoyé pour voir l'état dans lequel nous nous trouvons; et il n'a pas tort. » — D'abord, répondis-je, je prie Votre Excellence d'être bien convaincue que je ne me serais pas chargé de cette commission (et cela est très-vrai); mais, mon gouvernement n'a pas le bon esprit de prendre un assez grand intérêt aux affaires de la Prusse, quoiqu'elles soient en ce moment celles de tous

les rois de l'Europe. D'ailleurs, la Prusse n'ayant été d'aucun secours à l'Autriche, lorsque cette puissance était dans toute sa vigueur, comment l'Autriche pourrait-elle espérer que la Prusse consentît à lui prêter secours aujourd'hui ? — Mais, répartit le comte de Schullembourg, qui paraissait toujours croire que j'avais mission de la part du gouvernement autrichien, (soupçon qui me désespérait) : mais, reprit le comte, pourquoi avoir fait la paix ? — L'empereur d'Autriche, repliquai-je, pouvait-il espérer que la Prusse ferait cause commune avec lui, après une bataille perdue, quand elle avait hésité à épouser sa querelle lorsque ses armées n'avaient point été entamées, et qu'elles étaient animées du meilleur esprit ? — Mais, continua le comte, une bataille « perdue ne détruit pas un contrat passé entre « deux souverains : or, le roi de Prusse était « si religieux observateur du traité qu'il avait « conclu avec l'empereur d'Autriche, qu'il fallût « envoyer un courrier au commandant de l'a- « vant-garde prussienne pour le retirer du terri- « toire autrichien sur lequel il avait déjà péné- « tré ». Ici se bornèrent nos discussions politiques; du côté du comte, elles eurent pour objet d'improuver le peu d'énergie de l'Autriche si prompte à désespérer du salut de tous : de mon côté, je ne

craignis pas d'accuser la coupable indécision de la Prusse.

Cependant le malheur rend si soupçonneux, que, malgré qu'il ne restât plus de doute sur mes sentimens, attestés par le prince de Solms et par les autres officiers hollandais, on n'en introduisit pas moins, dans l'auberge où je logeais, un jeune homme attaché au ministre. J'en ai oublié le nom; je sais qu'il portait le titre de comte, qu'on n'usurpe point impunément en Prusse, et que son frère était capitaine dans les gardes du corps. On me demanda la permission de le loger avec moi : j'y consentis. Il avait de l'esprit; je n'avais rien à dissimuler : ainsi, nos entretiens étaient sans contrainte. Je ne pouvais que beaucoup gagner à être bien connu.

Tout espoir de retrouver le prince d'Orange étant désormais perdu, il ne me restait plus d'autre parti que celui de joindre à Pultusk l'armée de Beningsen. Mais mon départ n'était pas facile; néanmoins, j'étais pressé de m'accréditer auprès du roi par des faits; et je ne l'étais pas moins de faire connaître le système de guerre auquel mon imagination attachait des succès. Cette pensée avait été l'unique but de mon entreprise. Elle me remplissait d'un enthousiasme inexprimable. Quoique la situation embarrassante à laquelle me

réduisait le manque d'argent, eût dû influer sur la liberté de mes idées, je ne perdis pas de temps pour recueillir celles dont se composait mon opinion sur la manière de faire la guerre contre Bonaparte et ses armées. Je m'occupai sans distraction à rassembler les principes dont, à la fin de 1804, j'avais soumis le développement aux archiducs Charles et Jean. J'ignore si ce précis offrira quelque intérêt; mais puisque je l'ai conservé, je vais le transmettre ici. Je disais :

« La base première sur laquelle repose incontestablement un plan d'opérations militaires, est la connaissance du caractère de la nation qu'on doit combattre et du général qui doit la conduire. Or, les temps ont trop dévoilé les passions de Bonaparte pour qu'il soit difficile à l'observateur le moins clairvoyant de juger cet homme, dont les succès à la guerre, mis en regard de ses fautes, étonneront un jour la postérité.

« Quoi qu'il en soit, je pense que Bonaparte, audacieux, plein de confiance dans ses succès et sa fortune, persuadé qu'il ne peut être battu, sera toujours vaincu par le général qui, au choix des positions, à la prudence des marches, à la hardiesse d'un mouvement sagement combiné, unira l'audace et fondra sur lui lorsque, par de semblables manœuvres, il se sera donné jour.

Ce ne sont donc point des batailles qu'il faut multiplier contre Bonaparte ; le premier principe, à la guerre, n'est-il pas de ne point se plier au désir de son adversaire? Or, en quoi consiste tout le système de cet homme bouillant, si ce n'est dans la recherche continuelle des batailles générales ? Evitons-les donc, non pas seulement en nous plaçant derrière des montagnes, des bois, ou des terrains marécageux, propices à l'intelligence et à l'adresse ; mais en adoptant dans les terrains les plus ouverts un système sage et raisonné de retranchemens. C'est alors que nous pourrons faire payer cher à Bonaparte chaque pouce de terrain que sa fougue voudra nous enlever ; c'est alors que nous pourrons faire la guerre de partisans, la seule où je crois que les alliés puissent se promettre un succès certain.

« Lorsque la sûreté des espions, la bonté de la cavalerie alliée et la discipline des troupes, plus rassemblées dans les combats partiels sous les yeux des officiers, auront opposé une barrière à l'impétuosité de nos ennemis et établi notre supériorité, nous saisirons ce moment pour attaquer la réputation de Bonaparte dans son armée par des propos adroitement répandus. Sa rage et son orgueil humilié le pousseront bientôt à une affaire générale, qu'il ne tiendra qu'à nous de livrer sur le terrain où nous voudrons l'appeler.

« S'il éprouve des revers, ils ne tarderont pas à abattre ce caractère, qui n'a qu'une grandeur factice. En effet, les larmes qu'il répandit à la bataille des Pyramides, gagnée, de son propre aveu, par Kléber, la frayeur qui s'empara de lui lorsque, en portant le dernier coup *à un assemblage d'hommes* qu'on nommait législateurs, il se vit menacé par une poignée de gens de robe; l'abandon qu'il fit du champ de bataille de Marengo [1], quand il crut la bataille perdue; l'abattement dans lequel il fut plongé au quartier-général de Voghera [2]; l'inquiétude timide qu'il porta dans tous ses traits avant la journée d'Austerlitz [3]; toutes ces particularités attestent que le masque du grand homme tombera avec la fortune. Ce ne sont donc pas des demi-moyens qu'il faut déployer contre Bonaparte, toutes les fois que la ruse ne les conseillera pas : il ne faut procéder contre lui qu'avec des masses d'efforts,

[1] *Voyez* tome II.[e], page 314.

[2] L'officier du régiment de Bussi qui fut envoyé à Bonaparte le matin de la bataille de Marengo (*voyez* tom. II, page 313), se nomme le comte de Montsaulnin, et est aujourd'hui député du Cher.

[3] J'ai parlé du long séjour que j'avais fait à Brünn après la bataille d'Austerlitz; on ne doit donc pas douter que ce que j'avançais ne fût le résultat de l'opinion générale que les habitans de Brünn avaient conçue par la contenance qu'ils virent à Bonaparte.

en calculant tout, sans rien laisser au hasard. S'engage-t-il des pourparlers ou des écrits? Je croirai important encore de ne jamais lui céder en fanfaronades, en jactance et en menaces.

« Si, après avoir examiné le général, je passe à l'observation du caractère national, je trouve que le soldat que nous combattons est hardi, impétueux, ne se laissant point rebuter par les premiers obstacles qu'on lui oppose, raisonneur, méfiant : mais, par un contraste inconcevable, crédule et facile à se laisser surprendre par le merveilleux ; il grossit toutes les impressions qu'il reçoit dans les succès et dans les dangers. Insensible aux premières privations, il n'y résiste pas si elles se soutiennent, car il aime le faste et la bonne vie; aussi les fatigues ne l'étonnent-elles pas s'il aperçoit l'abondance, même dans le lointain. Or, quelle est celle de ces nuances de caractère qui ne permet pas à l'adversaire un mode de conduite qui lui soit avantageux ?.

« L'homme hardi s'étonne d'en trouver un plus hardi; de là naît la nécessité de marcher au devant de nos ennemis, et de ne jamais recevoir les attaques de pied ferme; de les harceler et de les attaquer continuellement; de pousser sur leurs derrières des corps lestes et audacieux. Qu'on ne perde pas de vue que je fais d'une guerre de partis une base générale de système!

« L'impétuosité suscite l'idée contraire de résistance et d'obstacles ; ce qui prescrit la création des retranchemens : je n'admets pourtant pas un système de retranchemens uniquement propres à une défensive ; ils doivent, par leur position, ménager des débouchés pour l'offensive, et appuyer les attaques sur les points que les raisons de guerre indiquent. Je développerai ailleurs mon opinion sur la forme qu'il convient de leur donner, laquelle doit varier d'après les circonstances. C'est donc par cette résistance, toujours renaissante, qu'on usera infailliblement cette impétuosité qui nous est si redoutable.

« Le soldat, raisonneur et méfiant, se prête sans peine à retirer sa confiance au général, contre lequel une politique déliée fait tourner les circonstances et les moyens : on ne peut prescrire des règles à cet égard. L'homme exercé au maniement des affaires et au jeu des intrigues politiques, les saisit ou les crée. Le même génie mettra encore à profit la crédulité du soldat ennemi, en semant dans les camps et parmi les différens corps les bruits qui peuvent servir nos projets. Tantôt on dira que des généraux éloignés ont été battus ; que des troupes débarquées sur différens points, coupent les communications de l'armée avec les pays soumis à Bonaparte et isolent des

corps entiers ; tantôt on supposera de nouveaux ennemis soulevés contre Bonaparte, et on exagérera la force et la férocité de ceux avec lesquels il n'y aura point encore eu d'affaires ; on fera craindre surtout le soulèvement des peuples que les armées auront laissés derrière elles. Mais la prudence doit économiser de semblables bruits, et en combiner les résultats avant de les répandre ; car, reconnus faux, ils pourraient amener les effets contraires.

« Enfin, dans un tempérament vif et chaleureux, qui grossit au soldat ennemi toutes les impressions, principalement celle d'un danger qu'il ne peut pas juger, j'aperçois le succès des attaques de nuit, faites sur des terrains *bien reconnus*, et je me persuade qu'elles peuvent produire un désordre dont un général expérimenté saura avec le jour, tirer un parti victorieux[1].

Mais si les soldats ennemis peuvent tout hasarder pour se procurer l'abondance, il est d'une nécessité impérieuse de ne donner aux manœuvres d'autre but que celui de couper les armées de Bonaparte, des pays fertiles et riches en sub-

---

[1] Le soir de la bataille de Laon, en 1814, le prince Guillaume de Prusse trouva la victoire dans l'application de cette maxime.

sistances, en les jettant et en les retenant dans des sables et des marais, ou dans des pays déjà épuisés : ici renaît l'obligation de créer des retranchemens, ainsi que le soin d'éviter les batailles, et de faire de nombreux partis qui, loin de permettre des rassemblemens de vivres ou des formations de magasins, s'attachent, au contraire, à détruire tous ceux qui existent.

« A l'examen qui vient d'être offert, succède naturellement celui des armes qui composent les armées ennemies ; je parle de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et des tirailleurs ; mais en ne portant qu'un coup-d'œil rapide sur cette matière, c'est appeler des hommes plus habiles que moi, à remplir cette précieuse tâche.

« On se tromperait si l'on confondait l'infanterie actuelle de l'ennemi avec celle qu'il mit en campagne au commencement de la guerre. Quelles que soient ses pertes journalières, aguerrie par quinze années de combats, les élémens qui la composent sont plus rassemblés, plus solides et plus susceptibles d'unité. Ses feux, qui tiennent à l'adresse de l'individu, et à l'habitude de tirer en présence de l'ennemi, sont peut-être moins accélérés que ceux des étrangers ; mais ils frappent plus sûrement et deviennent d'autant plus meurtriers.

« Le système des masses, que la campagne dernière a introduit dans l'armée ennemie, et que l'ouverture de celle-ci, m'a-t-on dit, a confirmé, démontre que les chefs craignent le développement et ne reconnaissent la confiance de leur troupes que dans le nombre réuni.

« De ces observations jaillit la nécessité d'éviter les engagemens de mousqueterie, de chercher à utiliser l'inquiétude naturelle aux soldats ennemis, en portant quelques corps agiles et bien exercés sur des points où ils croiront devoir se développer pour couvrir un flanc ou les derrières. Mais les corps dont je parle doivent être étrangers au calcul de la force à qui on remettra le soin de l'action. Car, dans tous les cas, le système dont on ne doit pas s'écarter, est celui du choc par la masse. Ce système est indiqué par le caractère jusqu'ici développé de nos ennemis, par l'ordonnance qu'adopte son infanterie, et par la supériorité de la force physique de nos hommes plus grands et plus robustes que leurs adversaires; mais il est essentiel de ne jamais lancer une masse sans être convaincu qu'elle se mêlera : il ne faut donc la former que de bataillons braves, qui doivent être entraînés par l'espoir des récompenses, et par la certitude de la mort, s'ils rebroussent sans avoir achevé la charge.

« Si les ennemis viennent les premiers à l'attaque, il faut leur laisser fournir la carrière jusqu'à la distance de deux cents pas ; alors marcher sur eux sans balancer, en formant une masse par l'union de quelques échiquiers ou échelons donnés par l'ordre de bataille qui se trouvera exister ; mais, dans tous les cas, il faut bien se garder de recevoir le choc, à moins qu'on n'ait pris ses mesures pour profiter, avec une troupe fraîche, du désordre dans lequel le choc aurait jeté les ennemis ; ce désordre pourrait encore provenir de la chaleur qu'ils auraient mis à poursuivre une troupe qui ne les aurait pas attendus. Dans ce cas, l'emplacement bien raisonné d'une embuscade donnerait les mêmes succès. En général, il n'est point de peuple contre lequel on puisse plus avantageusement se servir des embuscades que contre celui que nous combattons ; car il n'en est pas de plus susceptible de s'abandonner.

« On objectera au système des masses les ravages de l'artillerie ; j'en conviens : c'est pour obvier à cette destruction que je me suis occupé de trouver une formation en masse qui, jusqu'au moment même du choc, ne présente au canonier ennemi que l'ordre mince pour son point fixe de mire, lequel est naturellement la tête de la co-

lonne. Peut-être ai-je manqué mon but : aussi invitai-je de meilleurs tacticiens que moi à s'occuper de la solution de ce problème.

« La cavalerie ennemie ne pourra jamais rivaliser avec toute autre cavalerie étrangère. Sans parler des principes de l'équitation, le caractère national, remuant et inquiet, exclut cette identité qui, du cheval et du cavalier, ne doit faire qu'un seul être. Le peu de soin que le cavalier ennemi prend de son cheval, qu'il n'affectionne pas, et l'habitude de le brutaliser par saccades, ruinent bientôt la finesse de l'animal, et doivent le rendre inférieur en bonté à tout autre cheval d'un cavalier plus attentif.

« Avant d'attaquer une troupe de cavalerie ennemie, je voudrais qu'on tirât parti de son peu d'assiette à cheval, en l'obligeant, par des évolutions de troupes légères, à des mouvemens sur lesquels la troupe destinée à donner le coup de collier prendrait le temps. Ne croirait-on pas les lanciers propres à cette manœuvre ? Si la cavalerie ennemie a parfois des avantages sur celle des étrangers, elle n'en est redevable, à mon avis, qu'à la hardiesse individuelle du cavalier, laquelle supplée à la bonté intrinsèque de l'arme. C'est pour émousser cette hardiesse que je croirais utile de mettre des pelotons d'infanterie entre des

escadrons. Après avoir fait leur décharge, ils passeraient derrière les escadrons qui marcheraient aussitôt au devant de l'ennemi. Si les feux mal ajustés ou tirés de trop loin par ces pelotons ne faisaient pas de ravages, au moins pourraient-ils, par le sifflement des balles, effrayer les chevaux, et causer un désordre momentané. Les vides dangereux que laisseraient ces pelotons d'infanterie seraient fermés par des pelotons de cavalerie placés en échiquier à une assez grande distance; par cette disposition, la ligne redeviendrait pleine, les cavaliers ennemis qui, placés vis-à-vis des intervalles, voudraient, par une conversion, gagner le flanc des escadrons, subiraient eux-mêmes ce sort. Enfin, quelque peu nombreux que fussent ces derniers pelotons, ils pourraient en imposer après un premier succès, et favoriser l'approche de la réserve, que doit avoir toute troupe attaquante. On voit que toute la difficulté de la manœuvre réside dans la légèreté et l'exercice des pelotons d'infanterie : au reste, elle est celle qu'employaient les vélites romains contre la cavalerie ennemie et les éléphans; les traits ne portaient pas si loin que nos mousquets, et les chevaux contre lesquels ils étaient dirigés n'avaient certainement pas moins de vitesse que les nôtres.

« Le mode d'instruction théorique et pratique

introduit dans l'artillerie ennemie, le soin que le gouvernement apporte à la perfection de cette arme et de ses agens, l'adresse et l'agilité naturelle à ses soldats, doivent enlever la supériorité à l'artillerie des alliés. Ne cherchons donc point à faire une guerre d'artillerie : je veux dire que nos pièces ne soient jamais pointées pour démonter une pièce ennemie; en effet, je ne conçois pas qu'on n'ait pas encore reconnu la futilité de cette manière de tirer, qui ne peut avoir dû le jour qu'à l'amour-propre des canonniers, jaloux de faire taire le feu de leurs adversaires : car, en supposant de part et d'autre un avantage égal, il en résulte un équilibre dans les deux armes qui ne laisse plus apercevoir que les embarras de ces corps massifs et dispendieux; d'ailleurs, n'est-ce pas manquer le but principal qui est de détruire le plus de monde? Prenons donc pour principe : *de combattre les troupes par l'artillerie et l'artillerie par les troupes* : je m'explique. Veut-on attaquer un point? il faut le cribler par l'artillerie, et, au moment du désordre infaillible qui doit en résulter, marcher rapidement à la charge, soit qu'elle doive être fournie par la cavalerie ou par l'infanterie. Quant à l'enlèvement des pièces ennemies, j'en chargerais des hommes éparpillés en arc concave, dont les extrémités se dirigeraient

sur les rouages, tandis que des divisions bien serrées et bien ensemble marcheraient à l'attaque de vive force contre les troupes qui soutiendraient ces pièces. Cette manœuvre ne peut avoir lieu que contre des batteries isolées : elle ne m'appartient pas; elle a été souvent employée avec succès par les chasseurs de le Loup. En généralisant mon principe, je ne tournerais les bouches à feu contre celles de l'ennemi que sur le point où je ne voudrais pas agir. Par ma manière de *masser* l'artillerie contre les troupes que je voudrais enfoncer, je n'aurais point à redouter l'usage qu'ont les ennemis de masquer la leur : bientôt ils seraient contraints de la mettre en jeu pour balancer la supériorité destructive de mes feux.

« Mais de la multitude de pièces que les armées ennemies traînent après elles devrait résulter une pesanteur dans leurs marches et leurs mouvemens; que nous devrions utiliser en donnant à nos marches plus de célérité. Une telle résolution exclurait cette immensité de bagages, dont les alliés n'ont pas encore eu la force de se débarrasser. Un général devrait avoir tout au plus une calèche; et les monarques ne pourraient déployer trop de sévérité pour donner à une telle ordonnance toute la plénitude de son exécution; on en reconnaîtrait promptement le bienfait.

« Enfin, dans le tableau que me présente l'artillerie ennemie et ses manœuvres, je crois encore apercevoir la justesse d'une guerre de mouvemens, de partisans et de retranchemens; je reconnais, de plus, la nécessité d'acculer les armées ennemies dans des pays pauvres en fourrages, afin de ruiner les attelages. Que l'on jette un regard sur la carte, qu'on y consulte la position des armées ennemies, celle des alliés : le théâtre est sous les yeux, et les mouvemens sont tracés. Je pense, en dernière analyse, que les réflexions que peut faire naître l'artillerie ennemie, déterminent de plus en plus aux attaques de nuits, dans lesquelles, privée de ses directions, elle ne peut plus devenir, par ses attirails, qu'un élément de désordre.

« Le caractère taquin du soldat que nous avons à combattre, sa hardiesse individuelle, l'habitude et le préjugé des duels, son inquiétude naturelle, exclusive de l'ordre et de l'ensemble, son agilité, sa taille petite et svelte, son éducation nationale, disons plus, son intelligence, sont autant de moyens qui ont fait, jusqu'à présent, du tirailleur ennemi le premier de l'Europe; mais quand je considère les qualités morales et physiques de plusieurs autres peuples, je pense qu'ils pourraient être opposés avec avantage aux tirailleurs

ennemis. Il est donc nécessaire de mettre de l'importance à organiser et à instruire des tirailleurs. Alors on pourra faire entrer utilement leurs manœuvres dans toutes les actions de guerre, telles que gardes de camp et avant-gardes, de marches d'armées, d'attaque et de défense, dans tous les cas et de toutes espèces. Il serait aisé de rédiger une courte instruction pour les tirailleurs; au reste, les flèches, les épaulemens ou les redoutes, que je suppose toujours exister en avant d'une troupe quelconque, suffiront pour écarter les tirailleurs ennemis : mais si, dans une affaire particulière, on en était trop incommodé, voici la manière que je conçois pour s'en débarrasser.

« On marche avec une troupe sur la réserve ou le soutien des tirailleurs, pendant que quelques hommes réunis s'occupent de les balayer : je propose cette méthode avec d'autant plus de confiance que je l'ai employée avec succès. Le terrain doit déterminer l'espèce de troupe à qui la manœuvre doit être confiée : s'il est ouvert, employons des hussards; s'il est coupé, que l'infanterie soit chargée de cette expédition. Les chasseurs peuvent faciliter cette manœuvre en débouchant de leur gîte pour faire feu en avançant; ou, ce qui serait mieux, en courant sur le tirailleur le plus proche de chacun d'eux.

« Cette opinion sur les tirailleurs ramène de nouveau au système de choc et de force, le seul qui puisse nous faire maîtriser la victoire. Il n'est donc pas de moyens moraux et physiques que les souverains ne doivent mettre en vigueur pour déterminer leurs soldats à mêler leurs bayonnettes avec celles de l'ennemi.......... »

L'application que j'apportais à ce travail n'avait pu se dérober à mon jeune compagnon. J'étais loin de vouloir qu'il l'ignorât. J'intéressais même son amour propre au succès, en l'invitant à m'indiquer une voie pour le faire parvenir au roi. Il augura bien de la confiance que je lui témoignais, et s'empressa d'entrer dans mes vues. Il m'indiqua le colonel Kleist, aide-de-camp du roi, comme le personnage auquel devait être adressé l'écrit que je voulais faire arriver jusqu'à Sa Majesté. Il m'offrit de s'en charger : j'acceptai ; et, quelqnes jours plus tard, je ne pouvais plus douter de son exactitude à remplir cet engagement.

J'ajouterai qne, à la suite des idées que je venais d'énoncer sur la manière de faire la guerre, j'avais hasardé quelques réflexions sur la position qu'il me semblait qu'on devait faire prendre à l'armée alliée.

Je pensais que la droitc devait être fortement

refusée. Je fondais cette opinion sur la manœuvre accoutumée de Bonaparte, qui tendait à tourner les aîles. Or, comme la gauche était appuyée à une rivière de bonne défense, il était à présumer que Bonaparte porterait son attention contre la droite. Il fallait donc donner à l'armée une position qui, en le forçant de décrire dans sa manœuvre une courbe plus ou moins grande, prêtât le moyen de couper sa ligne. Les alliés pouvaient encore, en retirant totalement leur droite, contraindre Bonaparte à changer de front. Ils l'obligeaient d'appuyer sa droite à la Vistule et de s'adosser à la Prusse ducale. Dans cette hypothèse, le pays était entièrement à son désavantage, tant pour les mouvemens que pour les subsistances. Voulait-il, en bravant la position des alliés, marcher en avant sur Kœnisberg? il présentait le flanc et donnait la facilité de l'écraser.

CHAPITRE XXIV.

Arrivée au quartier-général de l'armée russe. — Connaissance utile du comte Pierre de Tolstoy. — Réponse du colonel prussien Kleist à la lettre écrite de Kœnisberg. — Il demande comment je désire être employé avec l'armée prussienne. — Copie du système de guerre proposé, remise au général en chef Beningsen. — Il le communique à ses généraux. — Portrait de Beningsen. — A quoi se bornent les opérations des russes et des troupes de Bonaparte. — Arrivée du maréchal de Kaminskoy pour prendre le commandement de l'armée. — Je quitte son quartier-général. — Beningsen me fait dire par M. de Laizer, son aide-de-camp, de suivre le sien. — Le maréchal ordonne une retraite sans prescrire de terme. — Séjour chez le comte de Neipperg, commandant le cordon autrichien. — Retour à l'armée russe. — Beningsen remplace le maréchal Kaminskoy dans le commandement de l'armée. — Ordre de l'empereur Alexandre de reprendre l'offensive. — Projet d'expédition sur Thorn. — Quel en était le but.

Je m'étais déjà lancé dans la carrière où je voulais entrer; mais je ne jouissais pas encore de l'activité que j'ambitionnais. C'était à l'armée russe que j'espérais la saisir. J'ai déjà fait connaître les obstacles qui s'opposaient à mon départ de Kœnigsberg. Je n'y connaissais que des officiers

dont la position, au milieu du chaos où l'armée prussienne était enfoncée, ne pouvait être que précaire. Les communications avec l'Autriche, même avec la Pologne autrichienne, n'étaient plus libres. Ce dernier état de choses me dégagea des entraves qui m'arrêtaient. J'exposai franchement ma situation à un négociant : ce brave homme m'avança cent écus de Prusse. Je quittai aussitôt Kœnigsberg, et courus à Pultusk, où le baron de Beningsen avait établi son quartier-général. La situation de ce quartier-général indique toute la position dans laquelle était placée l'armée.

Je ne citerai, parmi les officiers russes que j'avais connus en Allemagne et en Italie, que le comte Pierre de Tolstoy qui, depuis, fut ambassadeur auprès de Bonaparte. Son crédit était trop puissant pour que ceux qu'il avait accueillis ne le fussent pas avec un empressement général. Cependant, quand on me vit paraître, on ne fut pas sans défiance : tant la condition à laquelle était réduite l'Autriche vis-à-vis des puissances alliées répandait un jour défavorable sur tout ce qui lui appartenait. Mais les généraux et les officiers russes qui avaient servi en Italie pendant la campagne de Souwarow m'avaient vu, j'oserai le dire, sous de trop honorables rapports, pour

ne pas écarter de moi jusqu'à l'apparence d'un désagrément. Je reçus du général en chef les invitations les plus flatteuses. Cependant on écrivit sur le champ à Vienne au comte de Rozomowski. La réponse de cet ambassadeur vint bientôt m'investir de la confiance que méritait une conduite aussi franche et aussi désintéressée que la mienne.

Je n'étais arrivé que depuis fort peu de jours au quartier-général russe, quand je reçus la réponse du colonel Kleist à l'envoi que je lui avais adressé pour le roi. Cet officier m'écrivait : « Que je ne pouvais pas mieux faire ma cour au roi son maître, qu'en lui soumettant des idées qui étaient celles de Sa Majesté ». Et il ajoutait : « A présent, Monsieur, dites-moi de quelle manière vous voudriez être employé pour faire la campagne avec l'armée prussienne ». Cette lettre m'était trop précieuse pour que ses expressions pussent jamais m'échapper. Le comte de Kleist, aujourd'hui lieutenant-général, se rappellera sans doute les avoir écrites, quelque peu important que lui parût alors celui auquel elles étaient adressées.

Mais, poursuivant toujours mon but, ou, si l'on veut, le fantôme que je m'étais créé (je parle du système de guerre que je voulais qu'on adoptât), je n'avais pas perdu de temps pour en re-

mettre une copie au baron de Beningsen. Il avait pour aide-de-camp un jeune royaliste français, M. le marquis de Laizer [1], à qui il accordait de la confiance. Cet officier m'informa que Son Excellence avait communiqué à ses généraux l'ouvrage que je lui avais soumis. Ce témoignage d'estime, fortifié par les renseignemens que l'ambassadeur avait donnés sur ma conduite politique, me mit en faveur auprès des russes. Il n'en fallait pas davantage pour qu'ils déployassent envers moi le caractère hospitalier qui distingue leur nation. Rien ne manquait pour moi aux besoins de la vie. Le général en chef me reprochait avec bonté de ne pas venir plus souvent dîner avec lui. Ce général, d'une très-haute stature, avait la mine sérieuse et fière, sans morgue. Son abord n'avait rien de difficile; il y avait en lui un grand fonds d'honnêteté et d'obligeance. Frappé de ces qualités, je ne concevais pas qu'il eût été du nombre des conjurés qui commirent le crime dont la mort de Paul I.er a flétri la Russie. J'ai su, à la vérité, d'un prince que je nommerai le Bayard de son pays, que cet empereur avait bien maltraité Beningsen. Mais l'ingratitude du souverain peut-elle légitimer l'infidélité, la trahison ou le parricide

[1] Il habite aujourd'hui Clermont en Auvergne.

d'un sujet? Ah! s'il pouvait exister des souverains sans justice ou sans reconnaissance; s'il pouvait en exister qui méconnussent les hommes qui soutinrent leur couronne chancelante, ou qui la relevèrent quand elle fut abattue; que ces hommes servent leur roi encore avec plus de dévouement! L'estime des contemporains sera leur trésor, leur mémoire sera précieuse à la postérité, et celui qui veille sur tous ne les confondra pas dans l'éternité.

Les russes, postés sur la Narew et appuyés au Bug, se bornaient à échanger des escarmouches avec les troupes de Bonaparte. Celui-ci, placé à Varsovie, entouré des ambassadeurs étrangers, s'y complaisait à recevoir les hommages des polonais, attendant de lui ce qu'ils nommaient leur liberté, mais auxquels sa politique laissait ignorer le sort qu'il ne pouvait leur fixer qu'après avoir fixé la victoire.

On s'observait de part et d'autre : un jeu d'avant-postes et de petites rencontres coïncidait parfaitement avec le système que je croyais devoir conduire, par la suite, les armées alliées à la supériorité qui dérive des succès multipliés. Sans acquérir cette supériorité sur les troupes de Bonaparte, les armées alliées ne pouvaient aspirer à replacer les rois sur leurs trônes à demi renversés.

Tout promettait donc à mes vœux un succès complet, quand l'arrivée du maréchal Kaminskoy vint m'éloigner momentanément du théâtre où je m'étais placé avec tant de peine. Le maréchal arrivait au commandement de l'armée, précédé d'une grande réputation. Déjà ceux qui briguaient sa faveur citaient les actions qui lui donnaient des droits à cette réputation. Déjà on élevait l'acte par lequel il avait signalé sa venue au premier poste où il avait rencontré des soldats russes. Descendu de voiture assez loin pour qu'on ne remarquât pas son importance, il s'était mêlé aux soldats en gardant le plus sévère incognito. A la faveur du manteau dont il se couvrait, il avait pris tous les renseignemens qui concernaient l'existence des troupes. Ce trait était considéré comme celui du génie conservateur des soldats; et je penserai, avec tous les militaires, qu'il eût été commun aux généraux les plus ordinaires.

Le général Beningsen lui présenta, le lendemain, les officiers généraux de son armée: il voulut que j'assistasse à cette présentation. Il me nomma au maréchal. La manière dont il s'exprima appelait sur moi une bienveillance particulière. Je ne fus donc pas médiocrement surpris d'entendre le maréchal s'étonner de ce qu'un officier autrichien séjournait au quartier-général de

l'armée russe. « La cour de Saint-Pétersbourg, disait-il, était fort éloignée de considérer l'Autriche comme amie ; et il ajouta qu'il ne dissimulait pas qu'il avait, relativement à cette puissance, des instructions spéciales. Je crus pouvoir détourner sa mauvaise humeur en témoignant une haute idée de ses talens supérieurs, et en me montrant avide des grandes leçons que je pouvais recevoir de lui : ce fut en vain ; je n'opérai point l'enchantement que je voulais produire. Il insista sur la défense qu'il avait de tolérer des étrangers à son armée. Il allégua, à l'appui de cet ordre, qu'il avait très-peu de vivres [1] : ce qui lui imposait la nécessité de l'observer rigoureusement.

Lorsque nous fûmes séparés de Kaminskoy, le général Beningsen me fit dire par M. de Laizer, son aide-de-camp, qu'il me conseillait de quitter le quartier-général du maréchal; mais qu'il m'invitait à suivre le sien. Mon indécision ne pouvait pas se prolonger : on ne reste pas au quartier d'un général en chef malgré lui. Quelque pré-

[1] Cette particularité fournit au prince de Ligne l'occasion de manifester l'originalité de son esprit. Le jour où je lui avais rapporté cette anecdote, il me dit, quand je le quittai : « Comme je suis plus heureux que le maréchal « Kaminskoy, et que j'ai encore *un peu de vivres*, venez « dîner demain avec moi. »

pondérant que pût être le général Beningsen, par sa réputation militaire, par son grade éminent, et, enfin, par le suffrage de l'armée, je ne le jugeai pas assez puissant pour contre-balancer la résolution de Kaminskoy. Pendant le peu de temps que j'étais resté chez le maréchal, je l'avais observé avec une grande attention. Je n'avais découvert en lui aucun signe qui marquât le génie. Ses phrases, le ton avec lequel il les prononçait, décelaient l'homme absolu. Il montrait une confiance en lui-même qui ne le rendait pas susceptible de prendre un avis ni de suivre une idée qui n'était pas émanée de lui. Son âge avancé n'ôtait rien au caractère de sa physionomie. Elle avait, ainsi que ses mouvemens, un jeu qui approchait plus de la turbulence que de la vivacité. Enfin, tout en lui semblait exclure la réflexion et l'art des combinaisons. J'ignore s'il était instruit : je ne le pense pas. On attribuait la confiance dont il jouissait à l'opinion que Souwarow avait eue de lui, et à la distinction qu'il lui avait accordée. J'ai assez connu le maréchal Souwarow pour m'être aperçu qu'on ne réussissait auprès de lui que par la bravoure, un caractère décidé et entreprenant. Je n'ai jamais observé que les talens fissent beaucoup d'impression sur lui : il se croyait avec raison trop supérieur aux autres

hommes. Ce qu'il y a de certain, c'est que les premières qualités dont j'ai parlé étaient mises au premier rang par cet homme extraordinaire.

Comme je n'avais point répondu dans le temps à l'invitation que paraissait avoir été autorisé à me faire le colonel Kleist, lorsqu'il m'avait écrit, je pris le parti de retourner en Autriche. Le cordon que formaient les troupes autrichiennes n'était qu'à trois lieues de l'armée russe. Il était commandé par le comte de Neipperg, colonel du régiment des hussards de l'archiduc Ferdinand [1]. J'ai déjà fait connaître mes liaisons avec cet officier. Il avait toutes les qualités nécessaires pour bien remplir le rôle dont on l'avait chargé : il savait rester en harmonie avec les deux armées belligérantes, sans exciter les soupçons ni de l'une ni de l'autre. Il allait souvent à Varsovie, dont il n'était éloigné que de deux lieues. Le prétexte était toujours une visite à faire au baron de Vincent. Ce général résidait, en qualité de ministre d'Autriche, auprès de Bonaparte. Les témoignages non équivoques que les russes recevaient à la fois par la conduite de Neipperg envers eux, et par la correspondance de leur am-

---

[1] *Voyez* volume I.er, page 335, lettre du comte de Neipperg.

bassadeur, ne leur laissaient aucun louche sur la manière de penser du cabinet de Vienne à leur égard. Ils ne partageaient pas l'amertume dont la neutralité de l'Autriche avait rempli le maréchal Kaminskoy. L'empereur Alexandre et ses généraux ne pouvaient pas douter de l'intérêt que les autrichiens mettaient à leurs succès contre Bonaparte, dans lequel ils n'apercevaient que des projets destructeurs de leur existence politique. Le plaisir de me retrouver auprès du comte de Neipperg et nos souvenirs dissipèrent promptement le chagrin que je ressentais des contrariétés que je n'avais pu surmonter. Je n'eus même pas le loisir de réfléchir sur la fatalité qui fait que les souverains et les grands personnages écartent souvent les hommes les plus disposés à les servir. Car, enfin, pouvait-il y avoir un dévouement plus absolu que le mien ? Je n'avais que des dangers et des souffrances à attendre : je ne faisais rien pour ma fortune. Je manquais de tout ce qui constitue l'aisance ; et cependant, je ne voulais pas quitter l'armée !

Les fréquentes apparitions du comte de Neipperg au quartier-général de Varsovie ; ses rapports avec le baron de Vincent, plus propre que tout autre à pénétrer ce qu'on eût voulu lui dissimuler, le mettaient en état de juger la situation

de l'armée de Bonaparte. Les relations journalières du colonel autrichien avec les polonais les plus influens lui donnaient le thermomètre des dispositions d'un pays toujours avide d'insurrections. C'est encore en mettant à profit les passions de chaque individu, que Neipperg connaissait, par les polonais, la volonté du conquérant à leur égard. Celui-ci s'irritait de ce que les plus grands seigneurs polonais ne remplissaient pas ses antichambres. « Où sont, demanda-t-il à la députation qui parut devant lui, où sont les Czatorinski, les Radziwil, les Sapia, les Potoski? Je ne vois ici, dit-il (en tournant le dos et à demi-voix), je ne vois ici que de la canaille ». Le prince Henri de Lubomirski était le plus considérable de ceux qui avaient été mendier sa faveur en acceptant de l'emploi. Les autres polonais de la haute noblesse en étaient indignés. J'ai entendu la comtesse douairière Rzewuska, née princesse de Lubomirska, femme hautaine, mais pleine d'énergie et de beaucoup d'esprit, s'écrier : « Monsieur le « prince Henri de Lubomirska s'envelopper dans « la robe d'un préfet!...... Tout mon sang se glace « dans mes veines..... » En faut-il davantage pour attester le mépris qui s'attachait aux institutions que Bonaparte apportait!.....

Je quittai le quartier-général russe à Pultusk,

le 20 décembre ; et le 24 eurent lieu les combats de Golomin et de Zacrozin. L'un d'eux fut soutenu par le prince Démétri Galitzin, qui se retira par ordre du général Beningsen. Le projet de ce général était de réunir ses troupes dans les retranchemens qu'il avait fait construire en avant de Pultusk, et d'y recevoir le combat. On sait que Beningsen commandait en second sous le maréchal Kaminskoy, qui avait pour son autre lieutenant le général Buxhœven.

Le 26 décembre, trois colonnes ennemies, sous les ordres du maréchal Lannes, se présentèrent en effet devant Pultusk. Beningsen combattit longtemps dans ses retranchemens ; mais aussitôt qu'il jugea le moment favorable, il en sortit pour attaquer lui-même l'ennemi.

Sans pouvoir entrer ici dans les détails d'une affaire dont je ne fus pas témoin, je rapporterai ce que me dit ce général, lorsque je reparus à son armée : « Je me jetai, dit Beningsen, sur une « colonne des ailes, et je l'écrasai. Dès que je la « vis forcée à se retirer, je me disposai à prendre « à revers la colonne du centre, et mon succès « n'était pas douteux. A l'instant même je reçois « l'ordre positif du maréchal Kaminskoy de cesser « toute action offensive, et d'exécuter sur le « champ ma retraite. Quelque affligeant que fût

« pour moi cet ordre, il me fallut obéir. » Telles furent les expressions du général en chef Beningsen, en me parlant du combat de Pultusk. La vérité de cette assertion est confirmée par le *Te Deum* [1] qui fut chanté dans les églises de Russie, en action de grâces de la victoire remportée par Beningsen.

En donnant l'ordre de la retraite, le maréchal Kaminskoy enjoignit de la continuer successivement, en défendant expressément de recevoir ou d'engager des combats avec l'ennemi. Quant à lui, il ne resta plus avec l'armée, dont il précéda toujours la marche rétrograde. Ce fait est constant. Arrêtons-nous un moment sur cette particularité, et rappelons ce qui a été dit, pour en déduire une probabilité qui peut avoir quelqu'importance.

Nous avons vu que l'auteur des Victoires et Conquêtes [2] avait avancé que l'empereur Alexandre ayant à opter entre les deux plans proposés par ses généraux, avait adopté celui qui consistait à attirer l'ennemi au loin dans le pays, en ne s'opposant à lui qu'en le harcelant, le fatiguant, etc. C'est à ce système que l'auteur attribue l'évacuation du pays, depuis Varsovie jusqu'à Pultusk.

---

[1] *Voyez* Victoires et Conquêtes, page 31, vol. XVII.
[2] *Id.* page 17, vol. XVII.

Le même dit ensuite que le maréchal Kaminskoy, nommé au commandement en chef de l'armée, était parvenu à faire adopter à l'empereur un plan opposé à celui qu'on voulait suivre d'abord [1]; qu'il arrêta en conséquence la retraite des troupes russes pour leur faire reprendre l'offensive. Or, ces assertions sont démenties par le fait, puisqu'arrivé à Pultusk, le maréchal fait cesser le combat qu'avait accepté et que soutenait Beningsen; puisque ce maréchal ordonne au général de suspendre ses succès, pour commencer une retraite à laquelle il ne prescrit pas de terme. Il paraît donc bien évident, que le maréchal n'avait point apporté de Pétersbourg l'ordre d'embrasser le système de l'offensive, ou, si l'on veut, des batailles. Mais nous en serons bien plus convaincus, si nous suivons l'auteur qui vient d'être cité : nous le verrons (à la page 35), revenir sur lui-même, et dire que l'empereur Alexandre paraissait ramené à son premier projet : celui d'attirer Napoléon dans l'intérieur du pays.

J'étais depuis huit jours avec le comte de Neipperg, lorsqu'un courier lui apporta de Vienne deux dépêches, l'une adressée au général en chef de l'armée russe, et l'autre à Napoléon. Nous 1806.

[1] Page 22, vol. XVII.

sûmes par elles que l'empereur consentait à ce que les deux armées belligérantes tirassent également des vivres des pays appartenant à l'Autriche ; cette double concession maintenait l'Autriche dans la neutralité qu'elle voulait garder. Le comte de Neipperg voulut porter à Napoléon la dépêche qui lui était destinée ; et je pris, le lendemain, la route du quartier-général russe. Ma course ne put pas être ignorée à Varsovie ; car le général Vincent eut sans doute l'ordre d'y communiquer la mesure que la cour de Vienne observait. C'est du moins cette opinion qui me fit rester en garde contre un piége que je crus m'avoir été tendu le lendemain de mon départ.

Le comte de Neipperg n'avait eu besoin que de deux heures pour arriver à Varsovie ; mais il me fallut plus d'un jour pour joindre le quartier-général des Russes, que leur retraite avait conduits à Ostrolenka. Ma route s'alongeait d'autant plus que je voulais éviter tous les postes occupés par l'armée de Bonaparte. Ce ménagement n'était pas seulement dans mes intérêts ; mais il eût été inconvenant d'avoir communiqué avec l'armée ennemie de celle auprès de laquelle je me rendais. Cependant, quelque soin que j'apportasse à me soustraire à toute espèce de communication avec les troupes de Bonaparte, je me vis trompé dans

mes précautions. J'étais descendu dans un château appartenant à l'empereur, pour y passer la nuit : une rivière séparait ce château du territoire occupé par les troupes de Bonaparte. Nous entendîmes un coup de fusil, et bientôt après nous vîmes venir de la rive opposée un officier de chasseurs à cheval. Il était envoyé pour faire des excuses de ce qu'un soldat avait, sans aucun but, et contre tous les ordres, tiré sur notre territoire. Je regardai cette mission comme un prétexte pour s'aboucher avec moi. L'officier demanda à passer la nuit dans la maison : on y consentit sans peine. Nous soupâmes ensemble, et nous partageâmes la même chambre. Il parut savoir que j'allais porter des dépêches au quartier-général russe, et il m'invita avec beaucoup d'instance à passer par le quartier-général de leur avant-garde ; il me vanta l'empressement avec lequel je serais reçu par l'officier-général qui la commandait. Je persistai à m'y refuser, et le lendemain nous nous séparâmes de très-bonne heure. Je parus au dernier poste de l'arrière-garde des cosaques, au moment où il allait se retirer ; quelques heures plus tard, j'y aurais rencontré les troupes de Bonaparte.

Le fils du maréchal Kaminskoy fut le premier général russe qui me reçut. Quoique son père lui

eût inoculé sa mauvaise humeur contre les autrichiens, il n'en accéléra pas moins mon départ pour le quartier-général de l'armée. J'y arrivai très-tard, et j'entrai, sans être annoncé, chez le général en chef. Il était au milieu de plusieurs officiers-généraux, parmi lesquels on remarquait le comte Pierre de Tolstoy et le prince Démétri Galitzin : ma subite apparition ne laissa pas de produire une sensation générale. Après avoir remis ma dépêche, je déclarai que j'avais été trop affligé en quittant l'armée russe, pour avoir négligé une occasion qui y autorisait mon retour. On ne parlait plus du maréchal; et depuis le combat de Pultusk, on ignorait, ou du moins on feignait d'ignorer où il s'était arrêté. Beningsen commandait donc véritablement en chef, sans néanmoins en avoir la charge; c'est pourquoi il n'avait pas le droit de changer l'ordre que le maréchal lui avait laissé, de continuer la retraite. Mon retour à leur armée devait paraître aux russes tenir du mystérieux; la dépêche dont j'étais porteur renfermant une faveur qui leur était commune avec Napoléon, ne pouvait leur être agréable : j'aurais donc dû craindre que mon séjour au quartier-général ne pût être prolongé qu'autant de temps que les convenances l'auraient exigé; mais les dispositions avantageuses dans les-

quelles j'avais laissé pour moi le général Beningsen et les généraux qui l'entouraient, quand je me séparai d'eux, me rendirent toute mon assurance. Aussi ne parlai-je point de quitter le quartier-général.

Les chemins, que les pluies avaient d'abord rendus impraticables, continuaient à l'être par le froid excessif qui était survenu. Le temps suspendait les opérations, et rendait les armées stationnaires; les rivières n'étaient pourtant point encore fermées par les glaces; elles étaient toujours une barrière formidable que devait franchir Bonaparte, s'il eût voulu entreprendre contre l'armée russe; mais enfin les glaces s'en emparèrent. C'est alors que le général Beningsen, soit qu'il en eût reçu l'ordre itératif, soit qu'il se conformât à ceux qui lui avaient été donnés, leva ses quartiers d'Ostrolenka; il reprit son mouvement, et se dirigea sur Kœnisberg. Au moment où le général Beningsen commença ce mouvement, les rivières étaient dans la crise la plus dangereuse pour les armées, celle où les glaçons qu'elles charrient ne souffrent plus l'établissement des ponts. Un corps de trente mille hommes, commandés par Buxhœven, fût ainsi surpris, et resta séparé de Beningsen par la Narew. Cet isolement dura plusieurs jours, et Bonaparte n'entreprit

rien contre Buxhœven ! Comment ce général actif, dont le coup-d'œil était si décisif et si rapide, ne saisit-il pas l'occasion d'anéantir ce corps abandonné à lui-même ? Cette faute paraît d'autant plus inconcevable, qu'il n'avait devant lui aucun obstacle qui pût l'empêcher d'aborder le front qu'aurait pu lui présenter Buxhœven. Le même engourdissement semble s'être emparé de Bonaparte en faveur de Beningsen. Après que le général russe eut fait quelques marches, et que Bonaparte ne pût plus douter qu'il ne se retirât, Beningsen eut à traverser un vaste marais dans l'étendue de plus d'une lieue. Ce passage était d'autant plus périlleux, que le marais était perpendiculaire à l'immense forêt de Johannsburg, dont Bonaparte était maître absolu ; la négligence qu'il avait mise à tirer avantage de cette forêt, que Beningsen avait longée dans ses premières marches en lui prêtant le flanc, pouvait faire soupçonner, de la part de cet habile adversaire, quelque funeste dessein. Franchir les marais devenait d'autant plus hazardeux, que les glaces n'avaient pas encore assez de solidité pour pouvoir y faire passer sans inquiétude les canons, les bagages et la cavalerie. Je vis alors, pour la première fois, user d'un procédé que l'on m'apprit être d'un fréquent usage en Russie. On jeta sur

l'étendue du marais un pont de paille : c'est-à-dire qu'on le couvrit successivement de plusieurs couches de paille, sur chacune desquelles on répandit de l'eau. Cette opération entraînait de grandes longueurs : il fallait attendre que le froid eût glacé l'eau qui avait été versée sur une couche précédente pour la recouvrir d'une couche suivante, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on eût obtenu la solidité dont on avait besoin. Par ce moyen, l'armée put traverser sans dangers le marais. Si cette industrie fixa mon attention, l'inaction de Bonaparte ne me causa pas moins d'étonnement. Il ne montra pas un seul détachement. Il ne tenta rien contre une dernière arrière-garde, quand il eût pu détruire la moitié de l'armée. Car enfin, la forêt dont j'ai dit qu'il était maître lui donnait la faculté de manœuvrer à son gré et de dérober toute apparence de manœuvre. Qu'avait-il fait de son génie et de son activité? Pouvait-il pousser l'insouciance jusqu'à négliger les plus petites reconnaissances? Quel jugement portera donc dans l'avenir, le militaire qui, pour s'instruire, le suivra dans cette campagne, si ce militaire constate la vérité des faits que je rapporte? Après avoir franchi sans aucun événement le dangereux passage dont on vient de parler, Beningsen continua sa retraite.

J'étais, depuis près d'un mois, de retour au quartier-général des russes. La retraite se poursuivait depuis plusieurs jours, sans que j'eusse vu le maréchal Kaminskoy, ni entendu parler de lui autrement que par des sarcasmes. J'ignore quelle fut la nature des ordres par lesquels il prescrivit la retraite de l'armée.

Il était d'usage qu'à la fin d'une marche on se réunissait chez le général en chef, où un ample déjeûner était servi. Cet usage atteste la franche hospitalité qui caractérise les russes. Je n'ai point connu d'armée où elle fut aussi grandement exercée. Un russe se fait servir dans la maison où il arrive, parce que dans la sienne tout est à la disposition de celui qui y entre. Je ne crains pas que ceux qui ont connu la Russie m'accusent ici de prévention. On était donc chez le général en chef à la suite de la marche qui nous avait conduit à Aris. Beningsen annonça qu'il venait de recevoir des dépêches de la cour : il remit aussitôt une lettre au prince Démétri Galitzin, et lui dit de la lire à haute voix. Cette lettre autographe était de l'empereur, écrite en français : elle retirait le commandement au maréchal Kaminskoy, et le conférait au baron de Beningsen. L'empereur motivait son nouveau choix sur la capacité qu'il reconnaissait à ce général en chef. Sa Ma-

jesté disait littéralement : « Que, pleine de confiance dans ses talens, elle espérait que non-seulement il se maintiendrait sur le terrain où il se trouvait, mais qu'il recouvrerait encore celui qu'on avait perdu. » Cette volonté souveraine s'imprima tellement dans ma mémoire, que tous les termes qui l'exprimaient me sont encore aujourd'hui présens. Ainsi, il entrait dans les vues de l'empereur que les mouvemens rétrogrades cessassent, et que l'offensive fût reprise. C'est peut-être à cette époque qu'on pourrait rapporter l'influence que, selon l'auteur des Victoires et Conquêtes [1], eurent sur les résolutions d'Alexandre les vives représentations du roi de Prusse pour empêcher l'évacuation totale de ses états. Cet auteur fait honneur de cette décision impériale aux conseils du maréchal Kaminskoy. Il en fit valoir la supériorité à l'appui des instances faites par la cour de Berlin. Mais comment concilier le plan que l'on dit avoir été adopté par ce maréchal, avec les ordres si impératifs qu'il donna pour commencer, au milieu d'un succès, une retraite dont il ne fixa pas le terme? On peut aisément croire à la douleur dont étaient pénétrés le monarque prussien et la reine, son héroïque compagne, en ap-

[1] Page 22, vol. XVII.

prenant chaque jour la perte de quelque portion de leurs états. Mais si le roi pensait que ces pertes successives préparaient la ruine du vainqueur en l'entraînant dans le piége qui lui aurait été tendu, il faudrait bien peu connaître le caractère ferme et inébranlable de Frédéric-Guillaume III pour croire que des pertes, quelque sensibles qu'elles fussent, étaient capables de détruire en lui une résolution courageusement prise. Or, souvenons-nous de la lettre où le colonel Kleist avait écrit : « Vous ne pouviez mieux faire votre cour au roi « mon maitre qu'en lui soumettant des idées qui « sont celles de Sa Majesté, etc. » A quoi tendaient ces idées? à éviter des batailles générales qui, seules, pouvaient dans le moment faire reconquérir le pays envahi ; à attirer l'ennemi dans des contrées dénuées de ressources, etc., etc., etc. « Ce plan, « dit l'auteur [1], n'aurait point eu, à cette époque, « le succès qu'on se promettait alors, et qu'on « obtint en 1812 : Napoléon était moins aveuglé « par la fortune. » Nous renverrons, pour réfuter cette assertion, à la page où nous croyons avoir démontré qu'il n'eût pas été au pouvoir de Bonaparte de s'arrêter au milieu d'une apparence de succès avec l'espèce d'hommes qu'il commandait

[1] Page 17, v. la note.

Ses soldats auraient dit : « Il hésite, il a donc peur ; » et dès-lors s'affaiblissait le prestige de son invincibilité. Ainsi, en 1806, Bonaparte eut subi le sort dont il fut frappé en 1812, si toutes les dispositions eussent été égales. Mais s'il est vrai, comme le prétend le même auteur [1], qu'un pareil plan fût jamais adopté, on pourra remarquer par la suite des événemens que, malgré la cessation du mouvement rétrograde, et malgré l'offensive qui fut momentanément reprise, ce plan paraît cependant n'avoir pas été totalement abandonné.

Soit que la lettre lue avec tant d'ostentation exprimât la volonté positive de l'empereur de reconquérir le pays envahi, soit que cette ostentation cachât des desseins contraires, uniquement connus du général en chef, la retraite se continua le lendemain sur Rain. Le mauvais temps avait rendu la marche pénible, et la nature du pays contraignit de séparer les quartiers et de les tenir éloignés les uns des autres, de manière qu'il n'y eut point de réunion entre les officiers. Cependant, le général Knoring, chef du régiment des cuirassiers de l'empereur, me mena passer la soirée chez le général Arbouzoff, directeur

[1] Page 22, vol. XVII.

général des subsistances. Les ordres nouvellement arrivés de la cour ne manquèrent pas de faire la matière de nos entretiens. L'idée de marcher encore en avant flattait généralement l'armée. Échauffé par cette pensée, pendant que les deux généraux poursuivaient leur conversation, je traçai de suite le projet que je vais soumettre ici.

Ce projet avait pour but de détruire tout le corps du général Bernadotte, dont la gauche s'appuyait à la Baltique, et la droite à la gauche du général Ney, à Ortelsbourg. Il est à observer que, dans le moment de cette entreprise, la Vistule, chargée de glaçons, ne permettait pas de jeter de ponts, et que ceux de Thorn étaient les seuls dont pût se servir Bernadotte. Ainsi, l'objet de la manœuvre dut donc être d'enlever Thorn de vive force. Les fortifications de cette ville tombées en ruine, et les ouvrages dont on avait voulu la couvrir, trop peu perfectionnés, promettaient la réussite de cette attaque.

Dans la disposition générale, la droite de l'armée russe devait faire une démonstration contre la gauche de Bernadotte, pendant que la gauche des russes menaçait le corps ennemi posté à Ortelsbourg. En même temps, la masse de l'armée, à l'aide de ces faux mouvemens devait se porter

à marches forcées sur Thorn et la prendre d'assaut. Cette place tombait-elle entre les mains des alliés? L'armée russe reprenait ses quartiers d'hiver; couverte par l'occupation de Thorn, elle laissait ses nombreux partis et des essaims de Cosaques parcourir l'étendue qui forme la corde de l'arc que décrit la Vistule depuis Varsovie jusqu'à Thorn. Ils prenaient alors toute la ligne ennemie à revers, et la délogeaient, sans coup férir. Tel fut en substance le plan que dans le temps je jugeai profitable. Je le traçai le plus brièvement qu'il me fut possible, en ne le chargeant que des détails propres à l'éclairer et en assurer la réussite. Je le terminai en démontrant l'importance de la rapidité dans l'exécution. Je le lus à l'instant même aux deux généraux, et Arbouzoff me promit qu'il le remettrait le lendemain matin au général en chef, à sept heures, au moment de son travail avec lui.

La promesse fut exactement remplie. Ce même jour l'armée devait marcher à Rastembourg; elle eut ordre d'y séjourner. Un conseil de guerre fut assemblé; le général en chef, en lui communiquant ce projet, eut la générosité de dire : « Qu'il était « d'un officier autrichien qui se trouvait parmi « eux. » Peu de généraux eussent fait cet aveu si, véritablement, Beningsen reconnaissait quel-

que mérite au plan que j'avais conçu. Ce n'est pas, au reste, le seule occasion où ce général ait donné des preuves de la loyauté de son caractère.

Le lendemain, l'armée se mit de nouveau en mouvement; et par un *à gauche*, se trouva faire face à la Vistule. Dans ce changement de front je suivis le prince Demetri-Galitzin. Il marcha sur Bartenstein dans la direction de la droite de Bernadotte, qu'il feignit de vouloir engager. Un autre corps prit sa marche vers Ortelsbourg, et le reste de l'armée se dirigea sur Thorn. Le prince de Bagration eut le commandement de l'avant-garde. Ce mouvement général commença le 20 janvier. Bonaparte s'abandonnant à un excès de confiance avait disséminé son armée depuis Varsovie jusqu'à Elbing. Les russes devaient donc user de la plus grande diligence pour profiter de l'impossibilité où il serait de rassembler ses troupes à temps. Il était alors bien certain qu'on ne rencontrerait, sur quelque point qu'on se portât, qu'une ligne mince qu'il serait aisé de rompre : cette combinaison assurait le succès de la manœuvre.

CHAPITRE XXV.

Le prince Michel Dolgorouki, commandant l'avant-garde du prince Demetri-Galitzin, surprend Morungen. — Projet du prince de Galitzin pour enlever Bonaparte. — L'armée de Bonaparte fait un mouvement offensif. — Opinion de Bernadotte, prince royal de Suède, sur le mouvement de Beningsen, rapportée par le général Pozzo di Borgo. — Lenteur répréhensible des russes dans l'exécution du mouvement sur Thorn. — Armée russe mal placée à Landsberg. — Combat de Jukendorff. — Arrivée à l'armée russe de M. Helli-Hutschinson et de sir Robert Wilson. — Bataille de Preüssich-Eylau gagnée par le général prussien Lestocq. — Retraite de l'armée russe sur Kœnisberg. — Comment motivée par le général en chef Beningsen.

Le prince Michel Dolgorouki commandait l'avant-garde du prince Demetri-Galitzin. Il fut le premier qui heurta contre les troupes de Bernadotte. Il surprit le poste de Morungen où, suivant tous les rapports, ce général était en personne. Dolgorouki s'empara de tous les bagages de Bernadotte, et prit plusieurs musiciens ainsi que d'autres gens attachés à son service. L'entreprise du prince Michel lui fit d'autant plus d'honneur qu'il l'avait tentée avec son régiment de dragons. Quelques hommes mirent pied-à-terre, enfoncèrent les portes de la ville où ils introdui-

sirent le reste du régiment. L'alarme parvint bientôt au camp ennemi placé à quelque distance en arrière de la ville. Des troupes accourues en forces ne laissèrent plus d'alternative à Dolgorouki. Il fit sa retraite, protégé par les ombres de la nuit et sans être inquiété. Son régiment rentra avec tout le butin qu'il avait fait. Cette expédition est une des plus hardies et des plus brillantes de cette guerre : les relations du temps en fixent la date au 25 janvier. Dolgorouki fit conduire au quartier-général les prisonniers et les bagages tombés en son pouvoir. Beningsen ordonna de renvoyer au maréchal Bernadotte, les effets qui étaient à son usage personnel. « Je dois, dit-il, cette déférence à la manière paternelle dont il a traité le Hanovre, ma patrie, pendant tout le temps qu'il y a commandé. » Cette condescendance déplut aux russes : ils auraient désiré conserver ces trophées. On les entendait dire : « mais nous croyons que le général Beningsen est assez bien traité en Russie pour la regarder comme sa véritable patrie. » Il se trouvait parmi les effets du maréchal une arme blanche d'un assez grand prix, et de forme orientale. Dolgorouki demanda que cette arme fut retenue : ses dragons, disait-il, voulaient en faire hommage à leur général, le prince Demetri-Galitzin, en témoignage de la

haute estime dont ils étaient pénétrés pour lui.

Le maréchal Bernadotte, surpris dans ses quartiers, se hâta de faire un mouvement en arrière pour rassembler ses troupes. Ce n'était pas ce général qu'il était important de rejeter : loin de là, il était dans l'esprit d'une sage manœuvre, de mollir devant lui, après lui avoir porté le premier coup, afin de détourner son attention du seul point d'attaque qu'il était réservé au gros de l'armée de forcer.

Si les avantages remportés par le prince Michel n'étaient pas devenus décisifs pour l'ensemble de la manœuvre que Beningsen faisait exécuter à son armée, au moins le désordre que cette surprise jeta dans la ligne ennemie avait-il révélé que tout le succès dépendait uniquement de la célérité de l'exécution. C'était un coup de main que devait faire l'armée ; dans ces sortes de coups, on ne peut atteindre son but qu'en usant de la plus grande rapidité.

Sur ces entrefaites, un espion vint avertir le prince Galitzin, que l'armée de Bonaparte était en mouvement sur tous les points, et qu'elle cherchait à se réunir. Il rapportait encore que Bonaparte était logé dans une maison située dans la forêt de Johannsburg. Les questions qui lui furent faites sur le site, sur les avenues et sur la ma-

nière dont était gardé Bonaparte, faisaient présumer qu'il serait facile de l'enlever. Le prince partit pour demander à Beningsen la permission de le tenter; le comte de Soltikoff et moi l'accompagnâmes. Nous trouvâmes le général à Morungen. Je ne pus m'empêcher d'exprimer ma surprise de ce que nous mettions autant de lenteur dans notre marche. Le général en chef et le comte de Tolstoy qui résidait auprès de lui, m'opposèrent la nécessité de pourvoir aux subsistances. Quelque diligence qu'eût faites Bonaparte pour rassembler son armée, il paraît qu'elle ne fût réunie que le 31 janvier. Ce jour-là, il mit son quartier-général à Willemberg. Il paraît également que ce ne fut que ce même jour [1] que le maréchal Lefèvre arriva avec son corps pour soutenir Thorn.

Le 1er février, Bonaparte ordonna un mouvement en avant. Cet ordre confirme que véritablement son armée n'avait achevé de se rassembler que le 31 janvier. Il y avait donc douze jours que les russes avaient commencé leur mouvement offensif. Or, du point d'où ils étaient partis, la distance jusqu'à Thorn n'était que de quarante lieues. Ils pouvaient donc, sans fatiguer les troupes, arriver en sept marches devant Thorn: le

[1] Voy. page 60, vol. XVII, des Victoires et Conquêtes.

huitième jour, ils pouvaient donner l'assaut et emporter la place : il restait encore à Beningsen, quatre jours pour prendre, vis-à-vis de son adversaire, l'attitude que lui auraient suggérée ou les conjonctures de guerre, ou ses plans.

Mises en mouvement le 1er février, les premières troupes de Bonaparte parurent le 4 devant les russes postés à Allerstein : ainsi fut manquée la manœuvre qui avait obtenu l'assentiment du général Beningsen. Elle avait paru décisive au général Bernadotte. J'ai connu son opinion par le comte Pozzo di Borgo. Ce général avait été envoyé à la cour de Stockholm par l'empereur Alexandre. De retour à Kalisch, le lieutenant-général Michel Borosdin lui donna un déjeûner auquel je fus invité avec le comte de Walmoden, lieutenant-général. Le prince royal de Suède excitait trop, à cette époque, l'intérêt des russes pour que ses opinions, son caractère, le degré de ses talens politiques et militaires, nous fussent indifférens à connaître. Trop diplomate pour faire soupçonner ce qui devait rester ignoré ou pourrait blesser le prince, Pozzo di Borgo satisfit notre curiosité dans tout ce qui n'excédait pas les mesures qu'il devait garder. En nous peignant l'ancien maréchal Bernadotte sous les rapports militaires, il exprima la satisfaction que ce maréchal éprouvait en parlant de ses campagnes.

Celle d'Eylau avait trop marqué dans les fastes de cette guerre pour n'avoir pas fait un sujet de leurs entretiens. Le comte Pozzo di Borgo nous rapporta donc, qu'en parlant de cette époque, le prince avait dit : « *Le mouvement de Beningsen « sur moi, était sublime*[1]. » Cette manœuvre plut dans ses commencemens à l'armée russe. La veille de l'apparition des troupes de Bonaparte devant Allerstein, le lieutenant-général Osterman me disait : « Vous aurez notre croix de St.-Georges; « car on prétend que la manœuvre que nous fai- « sons est de vous.... » L'aveu qu'en avait fait le général en chef Beningsen, manifesta une loyauté et une générosité que je n'ai jamais aperçues dans d'autres généraux. Il faut qu'un général se croie bien supérieur pour avouer qu'il suit une idée qui lui est étrangère.... L'amour-propre y répugne bien davantage, quand celui dont on avoue tenir cette idée, n'est imposant ni par son rang ni par sa réputation. Combien n'eus-je donc pas à regretter que l'armée russe n'eût fait que quatorze milles d'Allemagne en seize jours, temps qui s'était écoulé depuis le moment où son mouvement avait commencé jusqu'au jour où les pre-

[1] Telles sont les expressions dont se servit le général Pozzo di Borgo; on doit croire que j'ai du plaisir à les répéter.

mières troupes ennemies parurent devant elle. Le prince Michel Dolgorouki commandait les avant-postes : ils se replia, et le général en chef concentra la majeure partie de ses forces près de Jukendorff. Une action s'engagea vers les deux heures de l'après-midi. Le nombre de troupes qui se firent voir de part et d'autre, faisait présager une affaire sérieuse; mais la nature du terrain couvert de monticules détachés en forme de cône, s'opposait à ce que l'action devînt une de celles qui donnent carrière au talent, en se prêtant à l'art de manœuvrer. Il ne pouvait y avoir que des combats qui se réduisaient à conserver un de ces mamelons ou à l'enlever. La position de ces monticules entre eux, les isolait trop les uns des autres, pour que le coup-d'œil pût choisir celui dont la chute entraînerait celle des autres. C'était, pour ainsi dire, un de ces combats corps à corps, qui n'ont pour résultat que la perte des hommes par la force : le génie du général y devient presque étranger. De pareils combats entre des troupes qui se cèdent difficilement, ne se terminent pas après les premiers coups portés ou reçus : la nuit vint seule mettre fin à celui-ci. Les russes abandonnèrent le terrain, et par conséquent, l'avantage ostensible à leurs ennemis. L'armée de Beningsen se retira sur Land-

berg où elle prit position. C'est-là que le génie de la guerre semble avoir voulu abandonner l'un et l'autre partis. On ne concevra jamais comment une armée a pu être placée comme le fut l'armée russe, et on concevra bien moins que son ennemi ne l'ait pas détruite. Bonaparte pût-il aussi peu connaître le pays où il faisait la guerre ; et le quartier-maître-général russe pût-il, à ce point, mépriser les premiers principes de l'art ?

La ville de Landberg est située dans un vaste entonnoir. D'assez hautes montagnes la dominent de toutes parts ; ces montagnes sont cependant très-praticables par leurs cîmes qui contournent la ville. On ne peut y arriver ni en sortir que par des défilés. Eh bien ! c'est dans cet entonnoir, c'est dans cette ville qu'on avait enfoui toute l'armée russe : infanterie, cavalerie, artillerie, bagages, y étaient entassés. Le général en chef avait son quartier à quelque distance en arrière de la ville. Nous étions à table quand un coup de canon se fit entendre. Beningsen se lève et ouvre la croisée : de nouveaux coups signalent le danger. « Allons, Messieurs, à cheval, dit froidement Beningsen : » et nous courûmes vers la ville. En arrivant sur la côte qui plongeait sur la ville, mes yeux cherchèrent des troupes : je n'en aperçus pas ; je ne doutai plus d'une ruine totale. Trop

emporté peut-être et oubliant les convenances, je ne pus retenir un cri d'indignation contre le quartier-maître-général. J'entendis un instant après un général dire à l'un de ses camarades : « Nous sommes perdus. » C'était assez vraisemblable. Sans sortir de son phlegme, Beningsen pourvut à la hâte aux mesures les plus urgentes. Un corps de troupes fut rapidement envoyé sur les hauteurs qui dominaient la sortie de la ville. Des batteries y furent aussitôt placées. D'autres troupes gravirent en même temps sur les hauteurs latérales ; et l'arrière-garde, soutenue par des réserves, doubla de résistance. Le terrain, hérissé de défilés, ne permettait que des combats isolés où la résistance ne réclamait que le courage. Les russes se pénétrèrent de tout le danger de leur situation : ils opposèrent la contenance dont elle avait besoin. La nuit survint, le combat cessa ; et l'armée saisissant l'avantage d'une longue obscurité, sortit du gouffre où elle avait été précipitée. Cette description, où je me suis étudié à être exact, paraîtra hors de toute vraisemblance, quand on verra Bonaparte ne pas profiter des moyens que lui offrit la fortune, d'anéantir son ennemi. Comment pût-il, à ce point, avoir une absence de connaissances topographiques qui, à la guerre, inspirent le génie ? Comment ses es-

pions et ses partis ne l'informèrent-ils pas de la position où s'était, pour ainsi dire, enchaînée d'elle-même l'armée russe? Pourquoi, en contournant les bords de ce vaste bassin, ne manœuvra-t-il pas pour fermer le défilé par où devait s'écouler l'armée russe? Si ces questions sont justes, il ne m'est pas donné de les résoudre: mais je demeure convaincu que, chez les grands hommes, le génie sommeille par fois. La retraite se continua vers Preussisch-Eylau. Le soir, nous vîmes entrer, sans les attendre, deux anglais chez le général en chef. L'un était M. Helly-Hutschinson, frère du général qui fit capituler les troupes que Bonaparte avait abandonnées en Egypte; l'autre était Sir Robert Wilson. Je devais, dans la suite, combattre souvent sous les mêmes drapeaux que cet officier, sans jamais avoir partagé ses opinions politiques. Il est même à remarquer, qu'en opérations de guerre, nos vues ont presque toujours différé. Je ne doute pas que ce ne fût le signe du peu de justesse des miennes, car on ne refusera pas des talens à Sir Robert. Au reste, mon estime pour les qualités militaires de cet officier n'a point varié depuis l'instant où je l'ai vu sur le champ de bataille, et je me plus toujours à le rechercher.

Le lendemain, avant de quitter le quartier-

général, Beningsen me remit une dépêche qu'il venait de recevoir : je l'ouvris en sa présence. Elle était écrite en langue allemande, et m'était adressée par le comte de Bellegarde, commandant-général de la Pologne autrichienne. La lettre était ainsi conçue : « Son Altesse Impériale l'archiduc Charles a appris, avec le plus vif mécontentement que, au lieu de vous rendre dans le pays de Brunswick, où vous aviez dit être appelé par des affaires, vous vous trouviez au milieu de l'armée russe, dont vous suivez les opérations. Son Altesse Impériale vous ordonne de rejoindre au plus tôt votre régiment. » Je priai le général en chef de vouloir bien prendre connaissance de ce qui m'était écrit. Après avoir lu, il me dit : « Que prétendez-vous faire? — A moins que Votre Excellence ne commande un bataillon pour me chasser de son armée, je ne la quitterai pas. » Il me tendit la main en disant : « J'aime bien à vous entendre parler ainsi. » S'il est en effet des cas où il soit permis de désobéir, certes, c'était celui où je me trouvais. Les affaires devenaient trop vives pour ne pas voir qu'une bataille générale allait avoir lieu, quel que fût le système qu'eût ordre de suivre le général en chef, c'est-à-dire, soit qu'il voulut céder ou reconquérir le pays. D'ailleurs, l'armée russe était loin d'être tombée dans

un état qui pût lui faire redouter l'issue ou les suites d'une bataille.

Il existait à l'armée russe un de ces hommes rares à rencontrer, qui ont la force de ployer leur amour-propre et leur ambition aux intérêts particuliers de leur souverain. Le général Knoring y avait le même grade que Beningsen, auquel il était supérieur par droit d'ancienneté. Ce général jouissait de la réputation d'un militaire profondément instruit dans l'art de la guerre; il avait demandé à servir auprès de Beningsen, qu'il accompagnait en qualité de conseil et d'ami. Au moment où nous allions partir, il fit, en ma présence, au général en chef, cette question : « Beningsen, vous retirerez-vous encore loin? — Non, répondit celui-ci; j'irai un peu plus loin, et je m'arrêterai. » Cette réponse fera présumer aux gens de guerre que la connaissance topographique que ce général avait du pays lui avait désigné son champ de bataille. Le combat de Landberg avait eu lieu le 6 février, et le 7, la retraite s'était continuée sur Preüssich-Eylau. Ce fut en arrière de cette ville que le général en chef fit prendre une position régulière à son armée. C'était là sans doute qu'il avait choisi le champ où il voulait recevoir la bataille. Les détails dans lesquels on entrera prouveront que ce choix ho-

nore son discernement. Le terrain y paraîtra favorable aux russes.

L'arrière-garde avait été poussée par l'ennemi comme aux jours précédens, cependant avec assez peu de vigueur pour ôter au général en chef tout sujet d'inquiétude. Ce calme avait été dû à une ruse de guerre qui n'est pas sans mérite. L'ennemi, après avoir mesuré, dans les premières retraites, la force de l'arrière-garde russe, avait composé son avant-garde en nombre supérieur, afin d'obtenir des succès dans sa poursuite, ou du moins pour contraindre les russes à hâter leurs mouvemens rétrogrades. Pendant quelques marches, ces derniers n'avaient montré que le même nombre de troupes. Un jour suivant, après avoir affecté de déployer les forces que l'ennemi avait coutume de voir, ils manœuvrèrent pour l'attirer sur une division qu'ils avaient très-adroitement placée en embuscade. L'ennemi poursuivit avec sa fougue accoutumée : les russes mollirent davantage; mais aussitôt que l'embuscade pût déboucher, toutes les troupes donnèrent à-la-fois. Le combat ne fut pas égal : l'avant-garde de Bonaparte fut chaudement ramenée, et les russes reprirent leur mouvement rétrograde avant que son corps d'armée pût prendre part à l'action. Le résultat fut tel qu'on l'avait désiré : celui de faire remar-

quer à l'avant-garde de l'armée de Bonaparte qu'elle suivait une armée en retraite, et non pas des troupes défaites. L'armée était depuis longtemps entrée dans son camp, au nord de Preussich-Eylau, lorsque l'arrière-garde parut, suivie de l'avant-garde ennemie. Le général en chef se porta à la tête du camp, et s'avança jusqu'à l'entrée de la ville. Après une assez longue résistance, nous vîmes les troupes de l'arrière-garde évacuer Eylau, sans nous apercevoir qu'elles fussent trop fortement pressées. L'occupation de cette ville paraissait de la plus haute importance : tant qu'elle était au pouvoir des russes, il devenait impossible à l'ennemi d'aborder le front du camp. Le cimetière et l'église bâtie en briques et d'une excellente défense, dominaient tout le terrain de l'est à l'ouest ; par là étaient couvertes une partie du front et toute l'aile gauche : un terrain bas, où coulait un ruisseau, semblait assurer la défense de la droite du camp, et même de la partie du front qui s'étendait vers l'est. Du reste, la ville, bâtie en maçonnerie et bien percée, présentait toutes les qualités qui caractérisent un bon poste. Étonné, après cet aperçu, de la voir évacuer, j'en fis l'observation au général Knoring. Ce général, sans m'avoir répondu, s'adressa au général en chef : « Beningsen, dit-il, avez-vous

ordonné qu'on abandonnât la ville ? — Non, répondit-il ; et sur-le-champ il fit donner l'ordre au prince Bagration, qui commandait l'arrière-garde, de rentrer dans Eylau, et de s'y maintenir. Le général en chef s'y porta de sa personne avec toute sa suite. On se jeta vivement sur les troupes ennemies, qui n'étaient pas encore en forces, et on les en chassa. Peu de temps après, le combat cessa. La nuit approchait : le général Tischkoff fut désigné pour occuper la ville avec dix bataillons. Il me proposa de rester auprès de lui : j'acceptai ; mais peu de temps après sa destination fut changée. Le général Markoff, à qui on confia quatre mille hommes pour la défense d'Eylau, le releva. Je rejoignis alors le général en chef, logé dans une maison isolée, à quelques centaines de pas en arrière du camp. Une seule chambre pouvait être tenable : le général en chef la laissa ouverte à tous les officiers de sa suite et aux généraux qui commandaient des corps. Vers les dix heures, on y introduisit un dragon russe : il rapporta qu'il était envoyé par le général commandant dans la ville d'Eylau pour avertir que deux colonnes ennemies se présentaient à la barrière, et demandaient à capituler. Cette nouvelle parut d'abord ridicule : mais le comte Pierre de Tolstoy fit observer que les fatigues dont Bonaparte acca-

blait son armée, et les vexations qu'éprouvait sa nation, pouvaient exciter une défection. Il fut donc d'avis que le général envoyât un fondé de pouvoir pour entendre ces déserteurs, et conclure avec eux : on choisit le général Schaplitz. Quand le choix fut prononcé, le général Knoring me demanda si je voulais accompagner le général ? J'y consentis, et je sortis pour me préparer à partir. Je rencontrai dans la pièce attenante le général, qui faisait les mêmes dispositions. Il me répéta l'invitation que m'avait faite le général Knoring, en motivant la sienne sur la difficulté avec laquelle il parlait le français. Je ne conçois pas pourquoi le choix de la négociation tomba sur lui, si ce n'est, peut-être, qu'en sa qualité de général de hussards, il appartenait aux avant-postes. Nous partîmes quatre : le général, son aide-de-camp, un cavalier d'ordonnance et moi. Nous faisions route fort tranquillement, et nous avions dépassé les grandes gardes du camp, lorsque nous entendîmes des coups de fusils. « Ce sont, dis-je, des patrouilles qui croient rencontrer l'ennemi. » Mais de nouveaux coups vinrent blesser le cheval de l'aide-de-camp, et l'ordonnance elle-même. « Il est nécessaire, dis-je alors, de nous faire éclairer par quelques soldats ; » et nous retournâmes au camp. Le premier bivouac

où nous arrivâmes fut celui du général Essen troisième. Schaplitz lui fit part de sa mission, de ce que nous venions d'éprouver, et lui demanda de pousser une troupe devant nous. Essen, après l'avoir froidement écouté, répondit à Schaplitz : « Mais vous ignorez donc que le général Markoff a évacué la ville, et qu'elle est au pouvoir de l'ennemi ? » Nous n'avions pas entendu un seul coup de fusil depuis que Markoff avait pris possession d'Eylau : cette évacuation n'avait donc pas été obligée... Comment peut-il se faire qu'elle eût eu lieu, et comment encore l'ignorait-on au quartier-général ? Qui avait envoyé le dragon porteur de la proposition de capitulation ? Ce sont des problèmes que mon esprit ne peut résoudre. Ce qu'il y a de certain, c'est que je n'ai jamais couru plus positivement le danger d'être pris. Si l'ennemi eût eu plus de calme, et qu'il eût été moins étonné en voyant approcher quatre hommes, nous entrions *tout droit* dans la ville. Nous dûmes notre salut à la fortune. Nous reprîmes le chemin du quartier-général avec cette hilarité qui succède au moment où l'on a échappé à un danger imminent. Nos réflexions s'exercèrent ensuite sur l'importance de la perte que faisait l'armée dans l'occupation d'Eylau par l'ennemi. De cet excellent poste devait dépendre en grande partie le succès de la

bataille qui ne pouvait plus être évitée. Il offrait un débouché facile et bien appuyé aux colonnes que l'ennemi voudrait lancer contre les russes; il n'assurait pas moins leur retraite en cas qu'elles fussent repoussées par les russes. Nous conclûmes qu'il faudrait multiplier les bouches à feu devant la ville pour en foudroyer le débouché.

On ne fut pas peu surpris, au quartier-général, du résultat que nous apportions. On ne pouvait expliquer par qui avait été envoyé le dragon. L'opinion à laquelle on s'arrêta fut que l'ennemi en avait chargé quelque polonais, déserteur des armées russes. Par cette ruse, il s'attendait à faire quelque prisonnier de marque: car il était probable que le général en chef ne donnerait sa confiance qu'à un semblable personnage. Mais, dans cette hypothèse, pourquoi l'ennemi n'embusqua-t-il pas la garde de la barrière de manière à n'être pas aperçue? Comment l'ennemi pût-il soupçonner que le général ignorerait que ses troupes avaient évacué Eylau? Enfin, on ne s'étonnera pas moins de la crédulité des russes, qui, sur la parole d'un dragon, croient à la défection de deux colonnes ennemies! Toutes ces inconséquences ne peuvent être expliquées; mais elles n'auraient pas été commises si on eût été fidèle à la maxime qui prescrit la plus grande cir-

conspection à la guerre; et surtout d'être en garde contre les nouvelles.

Le 8 février, vers les sept heures du matin, les russes ouvrirent le feu de leurs batteries sur la ville, devant laquelle l'artillerie avait été accumulée. Le général en chef s'était mis, dès la pointe du jour, à la tête de ses lignes, qu'il avait fait former pendant la nuit.

Après avoir supporté, pendant quelque temps, le feu de leur immense artillerie, Bonaparte fit déboucher sa cavalerie, et ordonna de charger sur les russes. Les généraux Korff, Lambert, Knoring et Schaplitz fondirent sur cette cavalerie, et la refoulèrent dans la ville. A peine cette charge fût-elle terminée, qu'une neige vint à tomber, si épaisse, qu'il était impossible de distinguer l'homme que l'on avait à côté de soi. Il en résulta une suspension de feux et d'action entre les deux partis. Ce temps dura près d'une heure; mais, aussitôt que la neige se fut dissipée, le feu recommença, de part et d'autre, avec la même violence. La position que tenaient les deux armées ne permettait guère d'agir qu'à l'artillerie et à la cavalerie. L'infanterie russe ne pouvait espérer de réussir dans une manœuvre offensive qu'après avoir repris la ville. Or, ce poste, excellent par lui-même, était soutenu par une

armée; l'infanterie russe pouvait donc difficilement entreprendre contre l'ennemi. Si les russes eussent voulu tenter la grande manœuvre *banale*, celle de tourner une aile, ils auraient été obligés, pour se soustraire à l'artillerie que l'ennemi avait au centre, de décrire une longue courbe, mouvement qui les eût affaiblis. Quant à leurs ennemis, ils n'avaient de débouché facile que par la ville; car un ruisseau assez marécageux régnait presque sur tout le front des russes. Cet obstacle rendait leur abord difficile pour la gauche des troupes de Bonaparte, de même qu'il rendait également dangereuse pour les russes l'attaque qu'ils auraient voulu faire contre la gauche de leurs ennemis.

Le terrain sur lequel était rangée l'armée russe s'inclinait de la gauche à la droite : la gauche des russes était donc leur point vulnérable; mais cette gauche était fermée par deux bois dont leurs troupes légères étaient en possession : d'ailleurs, cette gauche s'étendait aussi sur les points les plus élevés du terrain. C'est là que, pendant la nuit, Beningsen aurait dû construire une redoute, si toutefois la terre n'eût pas été trop gelée.

Outre l'avantage incalculable que l'occupation de la ville donnait à Bonaparte, on ne perdra

pas de vue qu'il avait encore pris l'offensive : la résistance était donc devenue le partage naturel des russes. Il fallait que Bonaparte s'emparât du terrain sur lequel ils se maintenaient, ou bien il fallait qu'il s'avouât vaincu. C'est sans doute dans cette intention qu'il fit de nouveau déboucher sa cavalerie, et qu'elle tenta de rechef les chances de la victoire. Mais cette nouvelle épreuve ne fut pas plus heureuse : cette cavalerie fut refoulée comme elle l'avait été la première fois ; peut-être même donna-t-elle moins de peine aux russes. Le succès de ces derniers ne fut pas, au reste, sans perte : les régimens des hussards du comte Lambert et celui du général Schaplitz souffrirent une perte sensible ; mais il est constant que la cavalerie de Bonaparte eut le désavantage, et qu'elle fut forcée de revenir là d'où elle était partie. Il était peut-être alors onze heures du matin. Ce dernier effort de la part de Bonaparte semblait devoir mettre fin à la bataille. L'ennemi ralentissait son feu, et l'on croyait apercevoir dans ses lignes une tiédeur qui annonçait l'abandon. Je fus si intimement persuadé que la victoire restait au général Beningsen, que je ne craignis pas de lui dire : « Je pense que Votre Excellence fera du reste une affaire de cosaques et de troupes légères. — Oh ! ce ne sera que cela ;

répondit le général ». Je marchais alors à la droite du général en chef, qui avait à sa gauche M. Helly-Hutschinson, aussi bien que moi convaincu que la victoire s'était décidée pour nous. Au même moment, un obus tomba près de moi : un éclat emporta le boulet d'un pied de devant au cheval que je montais, et blessa celui de M. Hutschinson, sans avoir touché celui du commandant en chef. Un cri assez général exprima la crainte de tous pour la vie de Beningsen ; il en demanda la cause. Quand il la sut, il répondit avec un grand sang-froid : « Un obus mérite-t-il qu'on crie « comme cela ? » Il ordonna qu'on donnât un autre cheval à M. Hutschinson ; et le prince Demetri Galitzin, auquel appartenait celui que j'avais, m'en fit amener un second.

Les choses restèrent dans cet état de langueur jusques vers les trois heures. A cette époque, l'affaire parut devenir sérieuse, et se terminer au grand désavantage des russes. Un corps ennemi, je ne sais par quel mouvement, se montra tout-à-coup déployé sur le flanc gauche des lignes russes. Il occupait le point d'où partait le terrain le plus élevé, pour s'incliner vers l'extrémité de la droite de l'armée. Ce corps ennemi mettait donc l'aîle gauche de l'armee russe dans le rentrant d'un angle. Une nombreuse artillerie fut

développée sur son front, et foudroyait en flanc et d'écharpe les lignes russes. Cet état était critique. Je fis observer au prince Demetri Galitzin que, si on ne se hâtait d'opposer un feu supérieur à ces batteries, l'affaire ne tarderait pas à être décidée contre nous. Le général en chef parcourait en ce moment l'extrémité de la droite, avec le dessein d'entreprendre sur la gauche de l'ennemi; il voulait, de plus, connaître par lui-même le point où pouvait être le général prussien, Lestocq. Depuis le matin, ce général était aux mains avec le maréchal Ney, et n'avait point encore pris, dans l'ordre de bataille, la place qui lui était assignée. Dans l'absence de Beningsen, le prince Demetri Galitzin, s'adressant au comte Pierre Tolstoy, dit : « Tolstoy, vous êtes ici celui qui représentez le général en chef : faites donc venir des canons pour faire taire ces batteries qui nous désolent. — Mon cher Galitzin, répondit le comte, je suis loin d'être un Turenne. — Mais encore, reprit Galitzin, il faut prendre un parti; et puisqu'on ne voit pas le général en chef, c'est à vous de le prendre ». Tolstoy répliqua : « Je vous répète que je ne me crois pas un Turenne : et, d'ailleurs, où voulez-vous prendre des canons ». Au même instant on aperçut la colonne de Lestocq. « Voilà, dit quelqu'un, le général

Lestocq qui arrive ». Nous courûmes au devant de ce général. Tolstoy lui dit en l'abordant : « Mon cher Lestocq, c'est Dieu qui vous envoie. Voudriez-vous nous débarrasser de ce corps ennemi qui s'est placé sur notre flanc ? » Lestocq, vieillard élancé, à la tête blanche, et le cou courbé à la Frédéric, avait des yeux pleins de feu. Il paraissait aussi calme que s'il fût sorti de sa chambre ; il fit, en retroussant sa moustache, un signe d'acquiescement. Quoique très-près et les yeux fixés sur lui, j'ignore même s'il répondit ; ou du moins je ne reproduirais pas ce qu'il dit. Sa colonne marchait dans le plus grand ordre et le plus grand silence : il la laissa filer derrière les lignes russes. Le prolongement de cette direction était perpendiculaire à l'extrémité de la droite du corps ennemi établi sur la gauche des russes. Dès que Lestocq vit qu'il avait débordé cette droite ennemie, il fit faire *à droite en bataille*. Ce mouvement, exécuté avec la même précision que s'il l'eût été sur un champ d'exercices, rangea les troupes de Lestocq sur le flanc droit du corps, qui s'était déployé lui-même sur le flanc gauche des russes. Les prussiens commencèrent de suite des feux de bataillons successifs et bien nourris, qui tombèrent avec un admirable ensemble. Un flottement s'opéra dans la

troupe que Lestocq attaquait, et annonça que les chances allaient tourner. Emporté par trop de zèle, je dis à haute voix : « A présent il faudrait seconder Lestocq en attaquant de front. » Le vieux général Knoring, à qui probablement ma réflexion déplut, répondit : « Ce que vous savez, nous le savons aussi ». Le général Cretoff était présent, et me fit un signe d'improbation. Cependant, Knoring fait approcher le prince Bagration, et lui ordonne de marcher, en trois colonnes, rapidement et sans tirer, contre le corps que Lestocq attaquait : deux colonnes devaient traverser les bouquets de bois qui étaient entre les lignes russes, devant le front du corps ennemi entrepris par Lestocq ; la troisième colonne eut l'ordre de passer dans l'intervalle qui séparait les deux bois. Le prince Bagration obéit sans perdre un instant : ses colonnes, composées de troupes légères, marchèrent avec la plus grande vîtesse. Le soleil était prêt à disparaître, quand ces dispositions eurent leur effet. L'ennemi n'attendit pas. Il fit sa retraite avec une célérité qui, bientôt, ne nous laissa plus entendre que dans le lointain les feux de la mousqueterie. Dès le moment, le champ de bataille fut abandonné aux russes. J'atteste de la vérité de tout ce que j'ai avancé, M. Helli Hutschinson et sir

Robert Wilson, étrangers comme moi chez les russes et les prussiens, et témoins, ainsi que je le fus, de cette mémorable journée.

Si j'ai dit la vérité, si j'ai été aussi exact que je désire l'avoir été, la bataille fut gagnée par les alliés : elle fut décidée par le général prussien Lestocq. Néanmoins, Bonaparte s'attribua *modestement* la victoire : les russes ne firent aucune mention de Lestocq, que je n'ai plus revu. La nuit était survenue ; et l'on délibérait où l'on mettrait le quartier du général en chef ; car l'endroit où il avait passé la nuit précédente avait été incendié, soit que le feu y eût été mis par les obus de l'ennemi, ou par l'imprudence des russes eux-mêmes. Beaucoup de blessés avaient péri au milieu des flammes. Pendant que les fourriers cherchaient une maison propre à recevoir le général en chef, on formait cercle autour de lui. Un moment fixa l'attention : on entendit vers l'extrémité de la droite des décharges de mousqueterie. « C'est vraisemblablement, dit le comte de Tolstoy, quelque poste que l'ennemi n'a point encore quitté : » mais le feu cessa bientôt. Le général et sa suite étaient restés en place. Alors Beningsen m'adressa la parole en ces termes, et à haute voix : « A présent je crois que je pourrais envoyer un courrier à Vienne. — Certes, répondis-je, dans ce pays-là

on apprendra toujours avec intérêt le succès des armes de Sa Majesté l'empereur Alexandre : car enfin, qui a gagné la bataille? — Je crois que c'est moi, dit le général en chef. — Nul doute, repris-je... Votre Excellence reste maîtresse du champ de bataille; plusieurs aigles et des canons sont tombés en son pouvoir : en faut-il davantage pour attester une victoire? Après un instant de silence, le général en chef m'appela, et me conduisit avec lui hors du cercle. Voici mot à mot le propos qu'il me tint : « Avec tout cela, mon « ami, il faut que je me retire encore cette nuit; « car je n'ai pas une seule ration, et je suis sans « munitions. Si l'ennemi m'attaquait demain, je « ne pourrais pas lui résister. — Mon général, « il ne vous attaquera pas, fut ma réponse. — Je « ne veux pas m'y exposer. — Mais au moins restez « jusqu'à demain matin dix heures : car vous avez « bien gagné la bataille pour moi qui suis témoin « oculaire; mais vous l'aurez perdue dans les « gazettes ». Beningsen ne me répondit pas, et se replaça au milieu du cercle. Je revins à côté du comte Pierre de Tolstoy, à qui je dis à voix basse que le général en chef voulait se retirer. — « Comment! se retirer? Il n'est pas dit que nous ne les attaquerons pas: » et Tolstoy s'approcha de Beningsen. Ils s'éloignèrent l'un et l'autre, et

causèrent ensemble un peu de temps. Le comte de Tolstoy vint se remettre où il était auparavant; il tint les yeux baissés, et ne me parla pas.

On avertit que le quartier-général était disposé : nous nous y rendîmes il était bien près de huit heures du soir. La maison qui nous fut destinée était celle d'un ministre évangélique. J'eus occasion de me convaincre du respect religieux des russes pour les morts. La chambre dans laquelle s'était retiré le général en chef était étroite, resserrée par une modeste couchette, et encombrée de généraux et d'officiers supérieurs; tous y étaient fort mal à l'aise. Le pasteur, contrarié de ne pouvoir mieux offrir, m'ouvrit une salle assez vaste, au rez-de-chaussée. Il me pria de proposer au général de descendre pour l'occuper. Un officier tué était déposé au milieu : je crois que le désir d'être débarrassé de ce cadavre était bien entré pour quelque chose dans l'offre que faisait le ministre. « Il n'y a, dit-il, qu'à porter ce corps « ailleurs : le pauvre homme, cela ne lui fera « rien. » Je rendis au général en chef l'invitation que lui faisait le maître de la maison. Son Excellence s'y refusa obstinément, protestant qu'elle ne souffrirait pas qu'on déplaçât pour elle le corps de cet officier.

CHAPITRE XXVI.

Calme profond pendant la nuit qui suivit la bataille. — — Point de nouvelles de l'ennemi. — Les partisans envoyés à la découverte rapportent qu'ils ne l'ont pas rencontré. — Le général commandant l'arrière-garde s'étonne de la retraite. — Les dernières troupes quittent le champ de bataille après dix heures du matin. — L'armée russo-prussienne arrive à Kœnisberg sans avoir aperçu l'ennemi. — Danger de la position acculée à Kœnisberg. — Retranchemens proposés. — Leurs vices. — Ordre de retourner en Autriche. — Le général Beningsen désire que je finisse la campagne avec lui. — — Ma réponse. — Lettre écrite en ma faveur à l'ambassadeur russe à Vienne. — Le peuple empressé de connaître la situation des russes. — Satisfaction causée par les résultats de la bataille. — Indécision de la cour de Vienne. — Résolution vigoureuse trop tardive. — Conclusion de la paix de Tilsit. — Lettre adressée à Sa Majesté l'empereur Alexandre.

La nuit fut calme : il n'y eut aucune alerte : aucun rapport des postes les plus avancés ne causa d'alarme ; l'ordre de la retraite fut donc tranquillement réglé. Un peu avant le jour, le prince Demetri Galitzin, que je ne quittais plus, sortit pour aller se mettre à la tête de sa division, et prendre dans la colonne la place que lui mar-

quait l'ordre de la marche. Il s'arrêta près d'un bivouac pour voir défiler ses troupes. Je mis pied à terre, et le prince disparut sans que je m'en fusse aperçu. La conversation que j'avais engagée avec plusieurs officiers m'occupait au point que je ne faisais aucune attention aux mouvemens qui s'opéraient.

Le jour était arrivé ; les troupes filaient tranquillement et l'ennemi ne donnait aucun signe de vie. Enfin, le soleil était levé depuis longtemps lorsque le général Müller, frère de celui que j'avais connu à Brünn, parut à la tête d'un corps de dragons qu'il commandait. Il ouvrait la marche de l'arrière-garde. « Que signifie cette retraite, me demanda-t-il en me voyant ?.... Comment, j'ai poussé des partis fort au loin au-delà d'Eylau, et tous me rapportent qu'on ne voit pas d'ennemis ! » Sur ce, je m'approchai et répétai, de manière à n'être entendu que de lui, ce que le général en chef m'avait dit la veille après la bataille. Ce général poursuivit sa route. Un général des uhlans, polonais de nation, marchait ensuite. Je lui appris que le colonel de son régiment, jeune officier de la plus haute espérance, avait été laissé, dangereusement blessé, dans la maison où nous avions passé la nuit. Il me pria de l'y conduire ; je le satisfis. La maison du

pasteur était déjà fort loin en arrière. Lorsque nous y arrivâmes, nous y trouvâmes un général des hussards dont la brigade devait précéder les derniers cosaques chargés de fermer la marche. Il était avec les officiers de son corps à une table bien servie, dont il nous proposa de partager l'abondance. Le général polonais venait remplir des soins trop tristes pour nous permettre cette jouissance. Le pasteur lui apprit que le prince Demetri Galitzin avait fait enlever son jeune colonel. C'est, sans doute, à cette généreuse sollicitude que je dois attribuer d'avoir été séparé du prince. Malheureusement, cet intéressant officier, d'une famille distinguée par la naissance et la fortune, prêt à s'unir à une jeune personne non moins intéressante, mourut dans la marche. Il emporta les regrets de l'armée dont il avait l'estime. Il venait d'être fait chevalier de Saint-George. Je n'ai pas su son nom.

Il était certainement dix heures du matin quand nous laissâmes, assis à table dans la maison du ministre protestant, les officiers de hussards. On sait que cette maison était située très-près en arrière du champ de bataille. On n'entendait pas un seul coup de fusil, et on ne découvrait pas un seul soldat ennemi; et Bonaparte a impudemment soutenu qu'il avait remporté la

victoire ! J'interpelle toujours les témoins que j'ai invoqués, étrangers comme moi à l'armée russe. Je défie tout homme délicat en honneur, de me désavouer, s'il a assisté à la mémorable bataille d'Eylau.

Mais si l'on refuse de croire aux raisons que le général en chef me donna pour motiver la retraite de son armée, on demandera pourquoi Beningsen s'est-il donc retiré ?..... Cette retraite étonna les ennemis eux-mêmes. Dans cet état de contradiction, rappelons le mouvement sur Thorn, commencé et poursuivi avec tant de tiédeur ; reportons-nous à la bataille de Pultusk, où Beningsen prétendit avoir reçu l'ordre de se retirer quand la victoire couronnait ses efforts ; enfin, remarquons que la retraite des bords de la Narew jusqu'à Eylau s'était faite sans que l'armée russe eût éprouvé de revers : ne serait-on pas alors tenté de croire à l'adoption d'un système particulier ? Ne penserait-on pas, qu'en effet, on avait résolu de n'agir contre Bonaparte qu'en lui cédant toujours le terrain, après l'avoir combattu ? En mollissant ainsi devant lui, n'aurait-on pas cherché à l'attirer dans un pays où se seraient multipliées pour son armée les privations de toute espèce, qui, après l'avoir énervée, en auraient facilité la destruction ?... C'est au mili-

taire réfléchi à tout considérer pour prononcer ensuite sur la justesse de cette conjecture.

La retraite s'effectua sans perte : Bonaparte ne fit point poursuivre les russes, et les historiens de ses faits disent qu'il ramena ses troupes dans des quartiers d'hiver. Cette conduite de la part d'un homme si ardent à poursuivre ses succès, montre jusqu'à l'évidence qu'il n'espérait pas pouvoir si facilement anéantir l'armée qu'il publiait avoir défaite dans les plaines d'Eylau. Il est certain que la rigueur de la saison commandait impérieusement la suspension des hostilités. Souvent le prince Demetri Galitzin s'étonnait de me voir partager des travaux auxquels rien ne m'astreigniait : je n'ai point oublié les termes obligeans dans lesquels il m'exprimait son étonnement.

Arrivée à Kœnigsberg, sans avoir eu aucun avis de l'ennemi, l'armée prit des cantonnemens en arrière de cette immense ville. Son développement était trop considérable pour qu'on pût concevoir l'idée de la fortifier. Une espèce de polygone construit en avant, paraissait destiné à en disputer l'entrée. Mais sans chercher à connaître le nombre de ses côtés, je vis au premier coup-d'œil que les défenses étaient trop ruinées pour opposer la plus faible résistance.

Cependant la prudence exigeait que l'on se

mît en garde contre les entreprises de l'ennemi. Cette mesure devenait d'autant plus impérieuse, que la grande étendue de la ville aurait, en cas d'attaque, grossi le désordre et accru les désastres. Le seul moyen de se prémunir contre les évènemens, était donc d'élever une ligne d'ouvrages détachés en avant de la ville. Ce projet offrait toutes les garanties que la circonstance pouvait demander; il fermait le seul chemin par lequel l'ennemi pouvait venir. Le terrain qu'il fallait couper était de peu d'étendue. A droite, il s'appuyait à des eaux d'une bonne défense, et soumises elles-mêmes aux feux du fort dont on a parlé : la gauche s'appuyait à d'autres obstacles. Enfin, toute la défense se réduisait à celle d'un défilé. On proposa au général Tolstoy d'exposer la nécessité où l'on était de faire quelques retranchemens en avant de la ville. Les ordres furent en effet donnés. Deux jours après que les travaux furent commencés, le général en chef et le comte de Tolstoy voulurent les visiter. Le comte m'offrit de les accompagner. Nous vîmes qu'on les avait tracés trop près de la ville. Bien plus, comme la gelée avait rendu la terre trop compacte, on n'avait pu la détacher que par blocs. Il avait donc été impossible de donner aux masses les formes régulières qui caractérisent des retranchemens.

Ces accidens étaient d'autant plus fâcheux pour les russes, qu'ils accusaient leur trop faible expérience dans la fortification de campagne. Le système d'ouvrages eût-il même été bien entendu, il aurait encore eu le défaut de trop rapprocher la défense de la ville. Ces fautes n'échappèrent point aux généraux, et le comte de Tolstoy dit hautement : « Ces ouvrages serviraient plutôt « contre nous que pour notre défense. » Cette observation termina notre reconnaissance : nous rentrâmes au quartier-général. Ce même jour, je reçus par l'intermédiaire du comte de Neipperg un ordre plus impératif que le premier de retourner en Autriche. Le comte de Neipperg l'avait accompagné d'une lettre particulière dans laquelle il me disait : « Je vous engage, au nom de l'amitié, d'obéir sans hésiter pour prévenir de fâcheux résultats. » Je soumis cet ordre au général en chef, en lui déclarant la résolution où j'étais d'y obtempérer. « J'aurais cru, me répondit obligeamment Beningsen, que vous auriez fini la campagne avec moi. » Je lui fis observer que je regardais sa campagne comme terminée ; que dans le moment présent je n'étais pas sans espoir de voir l'Autriche faire cause commune avec les puissances belligérantes ; que dans ce cas le cabinet de Vienne pouvait attendre de moi des renseigne-

mens utiles pour asseoir ses plans d'opérations. J'ajoutai que, dans cette dernière hypothèse, je me flattais que Son Excellence demeurait bien persuadée que je concourrais de tous mes efforts à l'accomplissement de cette entreprise, parce qu'elle était véritablement la seule, à mon avis, qui pût sauver la monarchie autrichienne. Après cette explication, le général voulut que je restasse un jour de plus, pendant lequel il prépara la dépêche dont il me chargea pour le comte de Rosomowski, ambassadeur de Russie à Vienne.

Les russes ont pour habitude d'employer à leurs quartiers-généraux des personnes qui suivent la carrière diplomatique. Le comte de Nesselrode, aujourd'hui premier ministre, était le chef de ceux qui résidaient auprès du baron de Beningsen. Il voulut bien me montrer les premières lignes de la longue dépêche qui avait été rédigée pour l'ambassadeur. Le général en chef, sans doute pour m'être utile auprès de la cour à laquelle il était bien convaincu que le comte de Rosomowski ne laisserait pas ignorer son rapport, s'exprimait relativement à moi, en ces termes : « Cet officier, distingué sous tous les rapports, témoin oculaire de mes opérations, et parfaitement en état de les juger, donnera à votre Excellence toutes les notions qu'elle pourra désirer. »

Je sentis tout le prix de cette confiance. Elle animait en moi le désir de la justifier, en servant tout à la fois les intérêts les plus précieux de mon souverain.

Je partis, désespéré de quitter une armée où tout commandait mon estime, mon admiration et ma profonde reconnaissance ; je partis, intimement persuadé que Bonaparte n'obtiendrait pas sur les russes de faciles triomphes. Je crus même qu'il pourrait s'établir entre son armée et celle des russes un équilibre que l'armée autrichienne romprait en faveur de l'Europe et des rois malheureux. Ma route la plus directe me conduisait au quartier du comte de Neipperg. J'avais déjà couru plusieurs postes, et j'allais arriver aux frontières autrichiennes : tout-à-coup, le postillon s'arrête et dit : si nous suivons le chemin que nous tenons, nous allons rencontrer les premiers postes de l'ennemi ; pour les éviter, il faudrait traverser ce marais dans l'espace d'une demi-lieue. Hier, on le traversait ; mais aujourd'hui le soleil a bien de la force, et je ne sais pas s'il sera assez gelé pour ne pas défoncer sous nous. » L'alternative était embarrassante ; car, il était de la plus grande importance pour moi de ne pas tomber au pouvoir de Bonaparte. J'engageai le postillon à essayer, dans l'intention de tenter la voie à pied,

dans le cas où la glace ne pourrait pas porter la voiture. Ce brave homme se décida toutefois en disant religieusement dans son idiôme allemand : « Nous voulons éprouver, Dieu sera avec nous. » Nous passâmes sans accident.

Je sus de Neipperg que Bonaparte s'était plaint de la présence d'un officier autrichien à l'armée russe. Ce mécontentement, transmis à Vienne par le général Vincent [1], avait provoqué les ordres que j'avais reçus. J'étais à peine arrivé que Neipperg partit pour Varsovie : il revint quelques heures après. Le baron de Vincent, en apprenant mon retour, lui avait dit : « Tant mieux, cela « commençait à produire ici un très-mauvais « effet. » Je me reposai deux jours et je repris la route de Vienne. Je rencontrai, chemin faisant, le marquis de la Maisonfort, employé dans la diplomatie russe. En servant la cause des rois, il consacrait à celui sous le sceptre duquel il était né, des talens qui illustraient l'ordre auquel il appartenait [2]. Le marquis venait de Vienne, chargé de mission pour sa cour; nous nous reconnûmes.

---

[1] Ancien ambassadeur d'Autriche à Paris, vivant retiré dans ses terres près de Nancy.

[2] Les émigrés n'étaient donc pas aussi inutiles à la cause du roi, qu'un grand capitaine veut le faire croire.

Je lui racontai la bataille d'Eylau de la manière dont je viens de la décrire. On croira aisément que je n'hésitai pas à lui donner cette bataille comme une victoire remportée par les russes. C'est ainsi que je la signalai au milieu de Vienne, à la cour, auprès des ministres, et dans le monde. Cette nouvelle, dont je continue à protester de la vérité, excita dans toutes les classes le plus vif enthousiasme. Cette disposition des esprits est une preuve manifeste de la haine que la nation entière nourrissait contre Bonaparte, du désir ardent qu'elle avait de contribuer à son anéantissement. La cour était loin de condamner des sentimens qui devenaient un gage pour la sûreté du trône; mais sa politique n'osait pas en tolérer l'expression. Je fus successivement appelé par le comte de Stadion, ministre des affaires étrangères, et par le prince Jean de Lichtenstein, commandant-général de Vienne. Ils m'invitèrent à garder la plus grande circonspection dans les nouvelles que je publierais, en me montrant le danger de celles qui porteraient ombrage au ministre de Bonaparte à Vienne. Le prince Jean de Lichtenstein poussa la prudence jusqu'à m'envoyer un domestique chargé de remettre l'invitation qu'il m'avait faite pour le lendemain, parce que ce jour-là, le général Andréossi devait dîner chez lui. Le général Grünne, attaché à l'ar-

chiduc Charles, et directeur, sous Son Altesse Impériale, du personnel de la guerre, m'imposa la même retenue. En me recommandant la circonspection dans mes relations, le comte de Grunne l'appuya de raisons propres à commander ma discrétion : « Peut-être, dit-il, a-t-on envie d'entreprendre, et n'est-on pas encore prêt : peut-être aussi veut-on continuer à ne prendre aucun parti. Dans l'un ou l'autre cas, il est essentiel de ne pas exciter l'inquiétude des surveillans que Napoléon tient ici. » Certes, voilà de la timidité : c'est cette timidité qui donna de la force à l'homme qui avait tant d'audace : c'est cette timidité qui peut-être perdra tout encore.

A la suite de ces premières entrevues, je fus admis devant l'archiduc Charles. Je redoutais ce moment ; j'étais dans l'erreur, l'archiduc me reçut avec une extrême bienveillance. Son Altesse Impériale écouta très-attentivement les détails dans lesquels j'entrai sur l'armée russe et ses opérations. Craignant d'en parler trop sommairement, je demandai la permission d'écrire ce que j'avais vu ; car souvent l'archiduc me faisait des questions ou des observations qui tenaient au talent de ce prince, et qui auraient exigé de ma part, des réflexions avant de répondre. Quand je fus assuré que je ne n'avais point encouru le mécon-

tentement de l'archiduc ; je dis que je ne voudrais pas n'avoir pas fait cette campagne : « Je le crois, dit l'archiduc en souriant : *je voudrais aussi l'avoir faite ;* mais il fallait me prévenir, vous auriez pu compromettre la cour. » J'insinuai combien il en coûterait peu pour détruire l'armée de Bonaparte, si Son Altesse Impériale se portait sur ses derrières : « Je le conçois, disait l'archiduc ; mais il faudrait que les russes gagnassent auparavant une grande bataille. » Ces paroles prouvaient que l'archiduc ne tenait pas la victoire remportée à Eylau pour assez décisive. Je connus par le prince Maurice de Lichtenstein, l'impression que ma conduite avait faite sur l'empereur. Ce prince, qui cessa de vivre dans la force de la jeunesse, avait l'estime du monarque et il en était digne. Je ne parlerai pas de sa valeur : elle est innée chez les Lichtenstein ; mais son ame fière, grande, loyale ; son application entière au métier des armes ; son amour pour son pays, une ambition qui était celle de la gloire, promettaient à la monarchie un grand homme et au trône un puissant appui. « J'ai vu, ce matin l'empereur, me dit le prince Maurice ; il m'a parlé de vous Je lui ai dit : Sire, il vous est fort attaché et il rendra de bons services à Votre Majesté.... — Je le sais, a répondu l'empereur ; mais il aurait pu

me compromettre. » On voit que je ne fus pas si maltraité que j'aurais pu le craindre ; on voit encore combien la cour de Vienne était entravée par les ménagemens qu'elle se croyait obligée de garder envers Bonaparte. Cette situation ne pouvait qu'irriter sa fierté, et porter préjudice à ses intérêts politiques. Il était donc dans la nature qu'elle épiât tous les événemens qui pourraient la faire sortir de cette pénible contrainte. La cour ne pouvait donc pas ne savoir foncièrement mauvais gré des glorieuses aventures que j'avais courues sans son agrément. Au reste, les inquiétudes que me donna pendant quelques jours l'incertitude où je restai sur la manière dont je serais reçu à Vienne, furent bien compensées par les témoignages flatteurs que me prodiguèrent les russes rassemblés dans cette capitale. Ils étaient nombreux, et tous occupaient en Russie le premier rang ; un grand nombre de généraux qui servaient dans l'armée de Beningsen avaient leurs épouses dans cette ville. Le comte de Rosomowski, leur ambassadeur en Autriche, jouissait du plus grand crédit auprès de l'empereur et de la plus haute considération à la cour. Il avait d'ailleurs tout ce qui impose aux hommes : la mine haute, la taille élevée, les manières nobles, le talent des affaires, la fierté qui convient au représentant

d'un grand empereur, et une prodigue somptuosité. Il m'assura que j'étais loin d'avoir encouru la disgrâce de l'empereur. Je lui appris qu'on m'avait déjà insinué de rejoindre mon régiment. — « Oh, nous vous garderons ; nous avons ici besoin de vous. » L'ambassadeur connaissait mes opinions. Il savait bien que toutes mes paroles et mes actions tendraient à souffler la guerre. Le peuple avait besoin d'être échauffé, et sur-tout, il était nécessaire de dissiper à ses yeux le prestige d'invincibilité dont était investi Bonaparte. Or, l'ambassadeur n'ignorait pas qu'il était dans mou caractère de mettre tout en œuvre pour opérer ce changement. Ce fut dans ces vues que l'ambassadeur voulut célébrer avec éclat la victoire de Preussich-Eylau qui remplissait de joie les autrichiens. Le comte de Rosomowski réunit chez lui tous les russes qui étaient à Vienne : le baron de Hardenberg, ministre plénipotentiaire de l'électeur de Hanovre, le comte de Munster son premier ministre, furent avec moi les seuls étrangers invités. Des toasts furent portés au général Beningsen et à son armée.

La princesse Dolgorouki, l'une des plus belles personnes de la Russie, imita l'ambassadeur : elle consacra une fête à la gloire de son empereur et de ses soldats victorieux. Au milieu de ces joyeux

épanchemens, on se plaisait, dans la plus haute société de Vienne, à me faire répéter les événemens de la campagne et la victoire d'Eylau. Ces récits me rendirent donc peu difficile le tableau que je mis sous les yeux de l'archiduc Charles. Je peignis avec franchise l'état de l'armée russe : je dis les vices et les avantages que j'y avais remarqués. Ces renseignemens me paraissaient nécessaires dans le moment où tout semblait promettre que l'Autriche allait prendre une part active aux opérations, et faire cause commune avec la Russie. De pareils documens devenaient des points d'appui pour le talent avec lequel l'archiduc Charles aurait formé son plan de campagne : car les projets qui préparent et assurent les succès du génie doivent avoir indispensablement ces connaissances pour base.

Mais, en même temps que je remettais ce travail à l'archiduc, je le livrais également à l'ambassadeur de Russie. Une toute autre conduite aurait été coupable à mes yeux. Je voulais servir les deux empereurs dans une cause qui leur était commune, et où leurs intérêts étaient les mêmes : mais je ne voulais pas avoir surpris la force et la faiblesse de l'un pour en faire exclusivement le profit de l'autre. Enfin, je ne négligeais aucun moyen pour engager le cabinet à se joindre ac-

tivement aux armées russes. Si mon grade ne me permettait pas d'action directe, au moins étais-je attentif à saisir toutes les voies qui, quoique détournées, pouvaient mener au but. Certes, si les armées de l'empereur eussent, à cette époque, débouché derrière Bonaparte, la monarchie autrichienne n'eût pas été mise une seconde fois en danger de périr. A cette époque se fût peut-être déjà opéré le salut de l'Europe et le rétablissement des rois privés de leur héritage!

Mais au milieu de l'incertitude qui, pendant plusieurs mois, agita le cabinet autrichien, la paix signée à Tilsit entre l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et Bonaparte, vint dissoudre la quatrième coalition, préparer de nouveaux malheurs à la France, et prolonger l'exil de nos rois. Par une fatalité acharnée, dans ces temps de calamité, à poursuivre la maison d'Autriche, le général Stuttherein arriva au quartier-général de Bonaparte le lendemain de la signature de la paix. Envoyé par la cour de Vienne, il venait le menacer, dans le cas où il voudrait continuer la guerre. De pareilles menaces équivalaient, auprès de Bonaparte, à une déclaration de guerre : aussi aurait-il, dès ce moment, résolu la perte de la maison d'Autriche, si son orgueil ne l'eût pas jurée long-temps auparavant. Je revis le général

Stutthereim à son retour de Tilsit. « Napoléon, me dit-il., m'a parlé de vous; voici comment il s'est exprimé » : « Vous avez un officier autrichien « qui était venu chez ces *misérables* russes (l'é-« pithète ne laissait pas d'être gracieuse), un « français...... un aventurier...... A-t-il des talens? « Est-il dans l'état-major? Cette demande, qu'il « répéta, prouve qu'il n'est pas sans considéra-« tion pour le corps de notre état-major. Je lui « ai répondu que vous aviez servi, pendant la « guerre, dans ce corps; mais que vous étiez « aujourd'hui dans un régiment ».

Mon amour propre fut flatté d'avoir fixé l'attention, même excité le courroux de Bonaparte; mais ce qui me parut extrêmement *plaisant*, fut le titre *d'aventurier*, dont son *antique illustration* m'avait généreusement décoré. Il est incontestable que, ainsi que lui, j'avais, depuis quinze ans, couru maintes aventures, moins profitables que les siennes, à la vérité: mais si sa très-*noble Majesté* voulait, dans ces aventures, me refuser avec raison la gloire de Tancrède, au moins le grand homme aurait-il dû convenir que, à l'exemple de cet illustre proscrit, on m'avait vu combattre sur tous les champs de bataille et chez tous les peuples, mais toujours sous les drapeaux des rois, et jamais sous ceux d'une anarchique populace.

La paix était faite, et il n'y avait plus d'espoir de rallumer la guerre, quand il eût été permis d'en présumer le triomphe d'une cause sacrée. Déchiré par ce cruel contre-temps, fort d'avoir mérité quelque estime parmi les alliés, j'osai adresser à l'empereur de Russie la lettre qui suit :

Cremsir en Moravie, août 1807.

SIRE,

« Quand, pour briser le joug qui pèse sur l'Europe entière, Votre Majesté fit avancer ses intrépides armées, j'accourus aux bords de la Vistule, résolu de conquérir le droit d'être toléré sous les drapeaux d'un autre Alexandre, sans avoir égard aux dangers de toute espèce qui allaient m'environner : mais ces dangers ne menaçaient que mon existence. Qu'ils étaient donc faibles, si je les compare à celui auquel je m'expose aujourd'hui! Oui, Sire, ce n'est qu'en frémissant que je pense qu'une démarche téméraire va déplaire, peut-être, à Votre Majesté; va peut-être exciter son courroux. Ah! comment repousser cette pensée, si ce n'est par la certitude que, sous des traits dont le pinceau le plus habile ne peut saisir la perfection, la nature ne peut avoir enfermé qu'une âme céleste! Elle aura donc,

cette grande âme, la force d'entendre la vérité, ou du moins de pardonner aux écarts du zèle le plus pur. Mais pourrais-je m'égarer? j'entreprends de défendre la cause de l'humanité. Pourrais-je être coupable? Je défends, contre lui-même, les intérêts et la gloire d'un prince adoré. Oui, sire, cette gloire immortelle, dont Votre Majesté saura se couvrir, serait à jamais flétrie par la paix qui vient d'être signée, si le génie qui plane sur Votre Majesté ne s'empressait bientôt de déchirer la page des annales qui voudraient en consacrer la mémoire. Ce même génie tutélaire de la Russie parlera au cœur sensible de Votre Majesté; il lui montrera l'anéantissement de sa maison, conjuré par l'audace d'un ambitieux, dont l'orgueil ne peut supporter une dynastie plus ancienne que la sienne; et que son intérêt personnel presse de renverser des trônes antiques pour cimenter le sien sur leurs ruines. En effet, qui pourrait se dissimuler que trois projets doivent exclusivement occuper Bonaparte?

« Le premier, garant de la souveraineté de sa maison, prononce la chute des grandes puissances; et cette assertion a son principe dans la nature. L'amour-propre blessé est irréconciliable; comment pourraient-elles donc, ces grandes puissances si vivement humiliées aujourd'hui, laisser

échapper l'occasion, non-seulement de se venger, mais encore de recouvrer une grandeur dont les fit décheoir Bonaparte? N'est-il donc pas de toute évidence que, dès qu'elles seront dégagées du poids qui les comprime, elles détendront tous leurs ressorts pour se rétablir dans leur état premier? Elles deviendront donc par là le noyau de force et le point de ralliement de tous ceux qui n'auront de courage que pour poursuivre dans le tombeau un homme qui a mis toutes les passions en action. Quelque confiant que Bonaparte soit dans sa fortune, peut-il se promettre qu'elle deviendra l'héritage de ses descendans? Or, des guerres malheureuses, des territoires détachés de l'ensemble, ne donneraient-ils pas naissance à des troubles intérieurs; et des hommes hardis, mécontens, inquiets, espérant mieux d'un nouvel ordre de choses, auraient-ils besoin de beaucoup d'efforts pour chasser des maîtres dont l'espèce et la nouveauté blessent une nation naturellement fière? Pour prévenir des résultats aussi funestes, il reste deux moyens à Bonaparte. L'un, qui concerne l'extérieur, exige qu'il substitue aux deux seules puissances qui subsistent encore, la Russie et l'Autriche, une infinité de petits princes dans la catégorie des rois qu'il vient de créer: leur jalousie, qu'il aura soin d'enflammer, les

tracasseries qu'il nourrira parmi eux, leur vanité, alimentée par une représentation royale, et affamée par les besoins qu'elle engendre, sont des gages fidèles de la guerre qui éclatera entre eux dès que l'oscillateur de leurs volontés actuelles se sera brisé, et que Bonaparte aura emporté dans son tombeau le frein qui les arrête aujourd'hui. Sa dynastie lui paraîtra encore solidement établie par la masse imposante de puissance dont il entourera les différentes branches régnantes de sa maison, forcément unies par un intérêt commun. Cette conviction intime de mon esprit me fait craindre que, si la presque nullité des ressources de la Suède milite en faveur de son roi, le caractère et la jeunesse de Gustave ne sollicitent Bonaparte à prendre, d'une manière ou d'autre, des mesures de sûreté contre un prince digne d'un meilleur sort.

« Malgré l'état de faiblesse auquel vient d'être condamnée la Prusse, la prépondérance que le Grand Frédéric a, pour long-temps, assurée à sa maison dans l'Allemagne protestante, prêterait assez de vraisemblance au dessein qui pourrait être formé d'effacer les Brandebourg de la liste des princes régnans; par la raison qui a fait tomber dans un état de discrédit la maison d'Orange, dont le nom pouvait fomenter des partis en Hollande.

« Si, de l'exposé du moyen que doit employer Bonaparte pour protéger sa postérité contre les entreprises de l'extérieur, je passe à celui que lui offre l'intérieur, je le trouve dans la multitude de créatures, dont il doit lui faire un boulevard, en liant la fortune de celles-ci à l'existence de sa famille : mais ces hommes ne peuvent être enrichis aux dépens de la France; ce serait donner trop d'élémens de collision à l'envie et aux différentes passions que ces élévations tireront de l'engourdissement : Bonaparte en émoussera donc la malignité, en investissant ces nouveaux nobles de titres et de fiefs étrangers. Cette nécessité bien sentie contraint à de nouvelles conquêtes, et captive l'obéissance des généraux, dont chacun se promet une infaillible fortune.

« Des objections s'élèveront sans doute contre l'opinion que j'ose mettre, Sire, aux pieds de Votre Majesté; peut-être même appellera-t-on extravagance le ton prophétique dont on me ridiculisera. D'abord, on m'opposera la lassitude des armées de Bonaparte et le besoin que lui-même a exprimé de jouir paisiblement de sa gloire; mais alors on oubliera que le célèbre Montesquieu nous a appris que l'ambition est la dernière passion qui meurt dans le cœur d'un conquérant : alors on perdra de vue qu'une saine

politique enjoint à Bonaparte d'occuper ses armées au dehors, et d'étouffer les partis qui lui sont contraires sous le poids toujours croissant de ses nouveaux lauriers.

« Ce n'est pas avec moins de force que j'aurais à combattre la confiance du russe dans sa nation; car, quel est celui qui ne se persuade pas que les frontières de son pays deviennent pour Bonaparte les colonnes d'Hercule? Contre ces nobles élans d'un peuple généreux, j'invoquerai l'expérience. Les armées de Votre Majesté, Sire, ces armées qui m'enthousiasment encore par le souvenir de l'intrépidité surnaturelle que je leur ai vu déployer, n'ont-elles pas éprouvé que, pour vaincre, le courage ne suffisait pas? Cette conviction, que j'avais tirée de l'étude d'une profession à laquelle je m'abandonne sans réserve, m'inspira la hardiesse de soumettre au roi de Prusse et à M. le baron de Beningsen un aperçu sur la manière de conduire la guerre contre Bonaparte et ses armées. Votre Majesté y verra, qu'en rendant hommage à la bravoure russe, je n'étais pas sans inquiétudes sur l'art de leurs ennemis; aussi était-ce contre lui que se dirigeait toute mon imagination. Non, Sire, ce ne sont pas les armées les plus nombreuses qui donnent les victoires : une poignée de suédois ne vainquit-elle

pas les armées russes, jusqu'à ce que la patience du plus grand de vos aïeux eût fait passer dans ses soldats l'art de leurs vainqueurs? Et les leviers qui transportèrent le rocher sur lequel, assis, l'homme unique des siècles, Pierre, trace à ses descendans le chemin de l'immortalité, étaient-ils en proportion avec la masse qu'ils poussèrent?

« Tels sont les principes sur lesquels s'appuyait ma franchise, lorsque m'exprimant au milieu des généraux de Votre Majesté, je soutenais que les russes, s'ils étaient abandonnés à eux-mêmes, devaient se résoudre à faire une école pratique de deux ou trois campagnes entre la Vistule et le Niémen, sans aspirer à des succès que vraisemblablement ils ne maîtriseraient pas. Cette opinion, je la répétai à l'ambassadeur de Votre Majesté [1], Sire; et, après avoir développé mes idées, sans oser la prononcer, je laissai entrevoir la nécessité de seconder l'intrépidité des russes par la coopération d'une armée plus exercée à combattre. Ne suis-je donc pas en droit maintenant de conclure que tôt ou tard Bonaparte pénétrera dans les vastes états de Votre Majesté : la chaleur de sa tête et son orgueil sans bornes lui com-

[1] Le comte de Rozomowski.

mandent impérieusement de surpasser Pierre, qui terrassa Charles: Ne se donne-t-il pas déjà quelque rapprochement par le lambeau de la Pologne qu'il vient de jeter à un électeur de Saxe? car qu'importe la forme sous laquelle il la lui livre? Le temps n'est pas encore arrivé de déposer le masque; et il faut convenir que nonobstant le bouillant de son caractère, cet homme est capable de temporiser.

« Ce serait sans doute insulter à la justesse de tout homme de guerre, si je supposais que quelque militaire pût trouver une garantie pour la Russie dans l'étendue de la ligne d'opération que donne l'éloignement du pays que domine Bonaparte. Ce pays ne gît-il pas aujourd'hui là où sont ses armées; et la base de la ligne d'opération n'est-elle pas celle qu'elles savent organiser dès leur point de départ? De cette vérité, que chaque jour fortifie, jaillit la certitude que Bonaparte ne rendra pas les places qui, enlevées au roi de Prusse, lui donnent le système de l'échiquier ou la formation des bases successives.

« Ne serait-il pas également superflu de chercher à répondre à l'homme d'état qui, après avoir froidement calculé les ressources de l'empire de Bonaparte, soutiendrait qu'elles sont insuffisantes pour étayer une entreprise contre la Russie? Ce

ne sont pas les ressources de ce pays qui contribueront ; mais celles des autres parties de l'Europe. Ce sont des allemands conduits par des généraux de Bonaparte qui iront inonder de leur sang le sol de la Russie. Aussi ne m'est-il pas permis de douter que ce grand dessein précipitera la perte de l'Autriche, que Bonaparte se hâtera de morceler entre les mains de nouveaux possesseurs, pour mieux amalgamer les élémens de l'ensemble. Qu'a-t-il à redouter ? Ses paroles astucieuses, ses protestations de sincérité, l'art de tromper, dans lequel l'a profondément versé le besoin qu'il a eu de faire fortune auprès des hommes de toute espèce et de toutes les classes, le mécontentement que Votre Majesté peut avoir ressenti de l'inaction du vertueux et trop malheureux chef de la maison d'Autriche, tout lui garantit qu'il peut hardiment marcher à son but.

« Enfin, ne serait-ce pas le comble de l'erreur, si on se flattait que Bonaparte ne parviendra jamais à faire sa propriété des peuples qu'il soumet, lorsque la manière dont ont été combattues les troupes de Votre Majesté, Sire, par des allemands, qui avaient pour souverains des princes unis à votre auguste personne par les liens les plus sacrés, a mis en évidence, que l'ame putréfiée des

nations ne redoute plus que la verge du dominateur universel.

« L'Angleterre, cette éternelle rivale de la France, qui, depuis quinze ans, est la seule en Europe qui lui ait dicté des lois, envahi ses possessions, et qui peut chaque jour insulter à son territoire, en narguant les menaces d'une vaine fanfaronade; l'Angleterre, trop heureuse de trouver dans une dynastie méprisée des élémens de troubles et de désordre, devient trop inquiétante pour le repos de Bonaparte, et trop dangereuse à sa postérité, pour qu'il ne se raidisse pas contre la résistance d'un pays que chaque français, dès son berceau, apprend à nommer une autre Carthage. Mais Bonaparte ne peut se le dissimuler : l'empire des mers, remis pour trop long-temps entre les mains des Anglais, ne lui laisse que l'irritante perspective de voir ensevelir dans les flots ceux qu'il chargerait de l'exécution de ses destructives volontés. Tout entier à ses vengeances, et pénétré cependant des malheurs qu'attirerait sur lui une tentative honteusement échouée, sa dissimulation impose un frein à l'impétuosité de son caractère, et l'instinct de ses intérêts lui trace une route plus longue, il est vrai, mais presque inécartable. Qu'a-t-il besoin en effet d'aller à Londres, pour porter au peuple anglais le coup de

mort qu'il a juré? Ce n'est point dans ses forces physiques que réside la puissance de cette nation : ses immenses trésors la composent. Ce sont donc les sources de ses richesses qu'il faut tarir; c'est Alexandre que Bonaparte doit suivre aux rives du fleuve Indus : plus heureux que ce roi, il sera éclairé par les fautes que commit le vainqueur de Darius; et, Quinte-Curce à la main, il dirigera des généraux dont l'ambition animera toutes les facultés.

Si, rétréci dans ses pensées, si dénué de toute espèce d'énergie, quelqu'un refusait d'ajouter foi à la probabilité d'un projet qui lui semblerait gigantesque et invraisemblable, j'appellerai son attention sur l'importance que Bonaparte met dans la possession de la Dalmatie. Dès long-temps cette importance ne m'avait point échappé; et quand on ourdissait à Presbourg la perte de mon maître, j'annonçais que Bonaparte demanderait obstinément la cession de la Dalmatie : hélas! pourquoi dûrent-elles cesser; les railleries dont cet avis me rendit l'objet [1]? Oserai-je encore le demander? A quoi attribuera-t-on tant de soins prodigués aux Perses? Croit-on qu'ils se bornent à exciter contre elle ces perpétuels ennemis de

[1] *Voyez* tome II, page 119.

Votre Majesté? Non, Sire, ils ont un but plus réel : ils tendent à mettre l'Inde aux mains de Bonaparte. Pour attester tout ce que j'avance, je prie Votre Majesté de porter un œil attentif sur tout ce qui peut avoir été traité entre les agens de Votre Majesté et les siens. Je suis convaincu que, dans tout ce qui concerne la Turquie, Bonaparte, en accordant tout, aura cependant élagué tout ce qui pourrait fermer le chemin qu'il a résolu d'ouvrir aux peuples du midi, destinés par lui à chasser les anglais de cette partie du monde, et à le placer au-dessus d'Alexandre-le-Grand.

« Enfin, ajouterai-je que le dernier projet qui agite le plus turbulent des hommes est uniquement consacré à son impatience? Il tentera à tout hasard de jeter une armée formidable en Angleterre : il ne la composera pas de ses sujets ; car, quoiqu'il enchaîne ce peuple, il en redoute toujours l'inflammable susceptibilité de fureur ; mais il sacrifiera des étrangers, à qui il remettra l'honneur de le porter plus loin que César.

« Si j'ai atteint mon but, j'ai démontré : 1.° que Bonaparte, dans son premier projet qui lui est uniquement personnel, visait à l'anéantissement des maisons de Russie et d'Autriche; et prises isolément, ces deux maisons doivent succomber.

« 2.° J'ai prouvé que Bonaparte voulait marcher dans l'Inde sur les traces d'Alexandre.

« 3.° J'ai dit que Bonaparte tenterait tôt ou tard une descente en Angleterre, dont le succès, s'il avait lieu, ferait passer plus rapidement dans ses mains le sceptre du monde.

« Mais si mes efforts m'avaient obtenu un bonheur que je n'ose espérer, si ma faible voix était arrivée jusqu'à l'ame du seul monarque qui peut tarir les larmes de l'humanité et affranchir l'Europe; peut-être me demanderait-on quels moyens j'entrevois pour élever une digue contre les maux que j'énonce; peut-être aurait-on l'indulgence d'accueillir des travaux sur lesquels je ne cesse de réfléchir dans le silence. Oui, je le proteste dans la sincérité de mon ame : une union franche et loyale entre la Russie, l'Autriche et l'Angleterre, terminerait dans deux campagnes au plus, cette longue et désastreuse lutte qui finira par tout bouleverser.

« Que Votre Majesté, Sire, daigne ne pas prendre pour le résultat d'une imagination échauffée, ou d'une ame séduite par ses passions, l'assurance que je dépose à ses pieds! Sire, jusqu'ici toutes les campagnes ont échoué parce que les plans n'en ont point été assis, et que les événemens n'ont été que des chances journalières; lors-

17..

que la chaîne en aurait dû être formée par des démonstrations déduites avant l'ouverture des opérations. Les généraux ont paru oublier que l'art de la guerre repose sur des principes, et que tout principe amène une démonstration.

« Le projet d'action que j'avais conçu contre les armées de Bonaparte, dans l'hypothèse où l'Autriche se réunirait aux armées russes, pourrait donner à Votre Majesté quelques éclaircissemens sur ma manière de discuter des chances de guerre. Ce projet, envoyé à Sa Majesté prussienne, et remis à Son Excellence M. le baron de Beningsen, pourrait encore être reproduit, s'il méritait, Sire, de fixer les regards de Votre Majesté.

« Mais, Sire, je m'abuse ; la perte de l'Europe est signée. Eh ! comment pourrait-on autrement expliquer la condescendance avec laquelle le plus puissant des monarques, un prince si auguste, si parfait en qualités, l'illustre rejeton de Pierre-le-Grand, le petit-fils de l'immortelle Catherine, a bien voulu consentir avec Bonaparte à des échanges d'égal à égal.... Sire, je me prosterne aux pieds de Votre Majesté, mon cœur peut être brisé..... Mais je ne dois pas oublier....... Ah ! si Votre Majesté pouvait connaître combien j'ai souvent été transporté par le tableau de ses vertus ! Combien je vous chéris, Sire, quand peut-être jamais, un

seul de vos regards ne tombera sur moi..... Avec quel plaisir n'écoutais-je pas le général Cretoff, raconter le dernier entretien dont Votre Majesté l'avait honoré! Comme la grandeur de votre ame, Sire, était peinte dans chaque mot! Ne m'était-il pas alors permis d'apercevoir dans Votre Majesté le libérateur de l'Europe? Une volonté ferme était exprimée de vous élever, Sire, au-dessus de tous les malheurs; les troupes de Votre Majesté signalent une intrépidité à toute épreuve; je me flattais que bientôt l'Autriche apercevrait ses vrais intérêts, et je connaissais depuis long-temps la médiocrité des talens militaires de l'audacieux qui nous charge de fers. Cette médiocrité, que personne n'avouera, avec quelle évidence ne l'ai-je pas souvent démontrée aux généraux de Votre Majesté.

« Peut-on, en effet, proclamer, grand capitaine, celui qui, après avoir tenté le passage du mont Saint-Bernard avec toute une armée, s'avança dans les plaines d'Alexandrie pour livrer, entre deux forteresses, ayant un torrent à dos, sur un terrain totalement à l'avantage de son adversaire, une bataille que l'écrivain ne transmettra à la postérité militaire que pour l'instruire par des fautes [1]? Que pensera cette même posté-

[1] *Voyez* tome III, page 80.

rité du guerrier qui, après avoir emporté Ulm, marcha sur Vienne, laissant cinquante mille hommes dans le Tyrol, que le prince qui les commandait suppliait qu'on lui permît de faire déboucher sur les derrières de l'homme qui agissait plus en audacieux insensé qu'en général hardi? M. de Koutousoff nommera-t-il habile l'ennemi qui ne le devança pas à la tête des défilés de Hohensvart[1]? Votre Majesté, Sire, accordera-t-elle des talens au vainqueur qui avait pris la position d'Austerlitz? Et ne croira-t-elle pas qu'il eût été anéanti sans resources si on l'eût attaqué par un ordre oblique, serré sur sa gauche, comme il avait été proposé, deux jours avant la bataille, à Sa Majesté l'empereur d'Allemagne[2]?

« Dira-t-on parfait capitaine, celui qui, après avoir négligé de défaire un corps isolé à Biala, laissa sans l'inquiéter M. le baron de Beningsen franchir de vastes marais, le laissa filer par son flanc, le long d'une immense forêt, étendit ses quartiers de Varsovie à Elbing, ne fit aucune tentative sur les défilés de Jukendorf et de Landberg; chercha, à la bataille d'Eylau, à entourer une armée nombreuse et intrépide, dans

[1] Bataille de Marengo.

[2] *Voyez* tome III, page 88.

une plaine immense, resta immobile après s'être emparé d'un point décisif sur le flanc, et ne sut enfin tirer aucun parti d'une position dangereusement acculée à Kœnigsberg? Et voilà l'homme qui conclut avec Votre Majesté un traité dont chaque article semble être une loi!

« Mais, demandera-t-on, si les talens de Bonaparte sont médiocres, qui a donc fait ses étonnans succès? Sa grande audace et sa grande jeunesse qui, *dans un pays de montagnes*, n'eurent contre elles que trois vieillards, que la décrépitude rendait incapables; deux hommes, encore dans la vigueur de l'âge, il est vrai, auxquels la nature n'avait pas refusé le génie de la guerre; mais dont l'un lui fut opposé avec des débris d'armée, et l'autre, sans avoir consolidé, par des connaissances acquises, les talens qu'il possédait; quand le grand capitaine ne peut être formé que par le concours de l'art et de la nature.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte a subjugué le monde encore plus par ses perfidies que par ses armes; et combien n'est-il pas à craindre qu'il n'ait mis le dernier sceau à cet esclavage dans ces fatales entrevues de Tilsit, dont son heureuse étoile lui a procuré l'honneur inattendu. Ah! pourquoi ceux qui ont la confiance de Votre Majesté ne se sont-ils pas jetés, Sire, à ses pieds,

pour la conjurer d'épargner à l'histoire de recueillir une complaisance que son burin ne gravera qu'à regret?

« Sire, l'ame de Votre Majesté est trop belle pour être en garde contre la perfidie. Combien ne doit-on pas redouter les engagemens qu'elle aura pris? Sans doute, il aura été ravivé le projets des deux empires : le grand cœur de Votre Majesté l'aura d'abord repoussé avec indignation. L'homme généreux a résisté; mais le souverain peut-être aura cru devoir céder. Eh bien! Sire, j'ose le protester à Votre Majesté : elle a signé la dissolution de son pays. Ces deux masses énormes ne tarderaient pas à se heurter : je les suppose parfaitement égales sous tous les rapports physiques; mais Sire, cet équilibre ne serait-il pas rompu par la masse des lumières répandues parmi la portion des peuples devenus tributaires de votre adversaire? N'est-ce pas alors qu'une sage politique prescrirait à Bonaparte le déchirement de votre empire? Car enfin, sans en approfondir ici la vérité, il n'est pas moins connu cet axiôme, qui établit que tôt ou tard, les peuples du nord doivent subjuguer ceux du midi. Il serait donc de l'intérêt de Bonaparte de parer à ce danger. Or, comment y parvenir, si ce n'est par le dépécement de la masse qui menacerait de l'a-

néantir ? Sire, daignez vous persuader que cette idée n'est pas étrangère à Bonaparte, et la sagesse de Votre Majesté en concluera la conduite qu'elle a à tenir.

« Dans ce cas, l'espoir renaîtra dans mon ame ; car Votre Majesté se croira plus saintement liée par les engagemens qui l'attachent à son peuple et à son auguste Maison, que par ceux qu'elle aura contractés avec un homme qui se fit toujours un jeu de la religion du serment, et qui a peut-être déjà enfreint ceux qu'il prêta à Votre Majesté. C'est alors que l'allié de Votre Majesté ne sera pas dépouillé par elle, qu'un grand peuple n'aura pas combattu pendant six mois, pour ne montrer qu'une impuissance de résister; et l'histoire, Sire, en consignant vos faits, dira : qu'aussi grand en politique qu'en générosité, vous fûtes vraiment, Sire, le premier Alexandre.

« Il ne me reste plus qu'à me prosterner aux pieds de Votre Majesté, pour la supplier de ne voir dans cet écrit que le zèle qui l'a dicté. Élevé loin des cours, je n'ai que la franchise d'un soldat. J'ai cru découvrir le bien, j'ai osé l'exprimer; serait-ce un crime? Quel intérêt pourrait m'inspirer? Je ne tiens à rien dans le monde. Le désir de la gloire et celui d'obtenir l'estime de la société sont les seuls sentimens qui m'animent, les seuls

besoins que j'éprouve. Or, toute la puissance des rois ne peut rien sur ces sentimens. Sire, je le répète, fasse le ciel que je n'aie pas offensé Votre Majesté. J'en serais inconsolable. Mais, si ce malheur me fût arrivé, quelque sort que Votre Majesté me destinât, je n'en murmurerais point; je dirais : ce n'est point Alexandre qui me fait punir; son cœur est trop généreux : c'est le monarque qui a cru la majesté du trône blessée par une franchise qu'un zèle trop indiscret a égarée. »

Le jour même où j'eus achevé cette lettre, j'en adressai une copie à Son Altesse Impériale l'archiduc Jean et une seconde au comte de Stadion, ministre des affaires étrangères. J'attendis quelques jours; aucun ordre improbatif ne vint arrêter mes dispositions. Je pris ce silence pour une approbation ; et ma lettre chargée à la poste partit pour Pétersbourg.

Un reçu signé par le conseiller d'État Liberus, directeur général des postes, m'apprit que ma lettre avait été remise dans les mains de l'empereur. En daignant la lire, Sa Majesté Impériale m'avait fait, sans doute, une faveur insigne à laquelle elle avait ajouté la magnanimité de ne considérer que l'intention qui l'avait dictée. Je pouvais être satisfait; mais je n'en restais pas moins en proie à tous les tourmens d'une espérance déçue. L'inactivité

des garnisons augmentait encore cette affligeante situation, lorsque la révolution éclata en Espagne. Elle m'offrit de nouvelles combinaisons, et fit briller à mes yeux un nouveau jour. Je n'hésitai point à solliciter la permission de passer dans la péninsule.

CHAPITRE XXVII.

Ordre de l'archiduc Ferdinand de le suivre à Olmütz, où l'empereur et l'impératrice viennent. — L'empereur consent à mon départ pour l'Espagne. — L'archiduc écrit au ministre des affaires étrangères. — Tout est disposé pour mon départ. — Le ministre de Hanovre m'accrédite auprès du gouverneur de Malte et du général en chef de l'armée anglaise en Espagne. — Embarquement sur la frégate espagnole *la Proserpine*. —Tracasserie survenue pendant la traversée. — Quelle en était la cause. — Arrivée à Carthagène. — Comment reçu par la junte de la province. — Départ pour Gibraltar. — Difficultés qui s'y rencontrent. — Comment levées. — Arrivée à Cadix. — Réception chez le gouverneur. — Projets de défense. — Communication avec le chargé d'affaires d'Autriche. — Craintes qu'il m'exprime sur les dangers que je cours. — Visite aux généraux anglais Mackensie et Stuart. — Ils se plaignent du gouverneur. — Quelle en était la cause. — Départ pour Séville.

1808. L'ARCHIDUC Ferdinand, à qui ses talens, son courage, son inflexible caractère, son attitude fière dans ces temps de revers et d'humiliation, assurent une place distinguée dans l'histoire, l'archiduc Ferdinand devint le protecteur de mes nouveaux projets. Il m'ordonna de le suivre à

Olmütz où l'empereur se rendait avec l'impératrice, sœur de ce prince. Sa Majesté fut à peine arrivée, que l'archiduc m'informa qu'elle daignerait me recevoir à neuf heures du soir.

Quand je parus devant l'empereur, Sa Majesté me dit : « Vous voulez aller en Espagne? — Oui, Sire. — C'est une bonne promenade, reprit le monarque en souriant. — Sire, tout devient facile quand il faut combattre les ennemis de Votre Majesté et servir les intérêts de sa cause. — Vous ne pouvez pas aller en Espagne comme appartenant à mon service; vous le quitterez; mais, soyez tranquille : je vous conserve. — Sire, la parole de Votre Majesté est une garantie si sacrée! — Au reste, vous allez partir pour Vienne : mon cousin vous donnera une lettre pour le comte de Stadion [1], qui vous fera connaître mes intentions. »

Je partis le lendemain, et le même jour j'arrivai à Vienne. En lisant la lettre que je lui remis, le ministre des affaires étrangères me dit : « Je suis « charmé de voir que le choix de l'empereur et « de l'archiduc soit tombé sur vous : le comte de « Grünne et moi y avions pensé; je vous demande « quelques jours pour réfléchir sur les mesures « qu'il convient de prendre. » J'attendis, non

[1] Ministre des affaires étrangères.

sans impatience, le jour où il me serait permis de partir. J'employai ce temps à méditer sur le rôle dont je voulais m'emparer en Espagne et sur le but que je me proposais d'atteindre. Le rôle était celui de diriger les opérations de la guerre ; le but, celui de faire adopter pour base des opérations le système qui dominait toutes mes pensées. On verra par la suite si je restai au-dessous de cette double entreprise.

Le comte de Bellegarde était alors, à Vienne, porté par la voix publique au ministère de la guerre. J'avais une trop haute idée de ses connaissances militaires et de la rectitude de son jugement pour ne pas recueillir ses conseils. Je lui fis connaître ma pensée toute entière. Elle lui parut hardie ; mais il ne la repoussa pas..... « Je pense, lui dis-je, qu'avec les hommes au milieu desquels je vais me trouver, il n'y a d'autre guerre à faire contre Bonaparte que celle de Sertorius et de Fabius.... — Il n'y a que cela, répondit le général, en prenant un air sérieux et convaincu..... » C'en était assez : cet assentiment servit de principe à l'instruction que je rédigeai plus tard.

Enfin, le moment arrive, et le comte de Stadion me fait venir. « Tout est réglé, me dit le « ministre ; vous allez partir : notre situation « politique ne permet pas que vous ayez aujour-

« d'hui une mission ouverte; je ne vous donne « qu'une lettre de recommandation pour notre « chargé d'affaires à Séville. Ce chargé d'affaires « lui-même, M. Genotte, ne jouit que d'un ca« ractère semi-officiel. On sait qu'il appartient « à l'empereur; mais il n'est accrédité que par « l'opinion auprès du nouveau gouvernement : « celui de la Junte suprême. Vous vous abstien« drez donc de dire que vous êtes envoyé, mais « vous ferez tout pour qu'on n'en doute pas. « Vous emploierez tous vos moyens pour persua« der aux espagnols que l'empereur soutiendra « leur cause; mais que le temps ne permet pas « encore à Sa Majesté de se déclarer. Vous ap« puierez vos assertions sur ce que l'Autriche a « de trop grands intérêts qui la lient à l'Espagne « pour en permettre jamais le bouleversement. « Le comte de Hardenberg vous donnera tous « les titres dont vous aurez besoin pour résider à « l'armée anglaise, que commande sir John « Moore, et pour être en considération auprès « du gouvernement espagnol ». Le ministre me réitéra l'ordre de ne pas avouer que j'étais envoyé, jusqu'à ce qu'une rupture entre Bonaparte et l'empereur rendît sur ce point tout ménagement inutile. L'empereur d'Autriche était donc encore résolu, malgré ses pertes et ses malheurs,

à tenter de nouveaux sacrifices pour sauver les antiques monarchies de la ruine qui les menaçait : quel est aujourd'hui le monarque qui hésiterait à reconnaître toute l'étendue de sa générosité...... J'ai presque dit, à reconnaître tout ce qu'il lui doit?...... Si l'ingratitude lui refusait un tribut de reconnaissance, la postérité saura l'acquitter un jour envers sa mémoire.

Mes instructions une fois données, et mes moyens d'existence définitivement assurés, je pris les lettres accréditives que le comte de Hardenberg me donna pour l'amiral sir Alexandre Ball, commandant à Malte, et pour sir John Moore, commandant l'armée anglaise en Espagne. Le comte de Goès, gouverneur de Trieste, eut ordre de me faire embarquer. Par un concours d'heureuses circonstances, une frégate espagnole, sur laquelle était revenu le baron de Strogonoff, ambassadeur de Russie, était mouillée dans le port; elle me reçut à son bord. Dès le lendemain elle mit à la voile, et une nouvelle carrière s'ouvrit devant moi.

Le récit que je vais publier est le même que je mis sous les yeux de l'empereur à mon retour de l'Espagne. L'intérêt que Sa Majesté continuait de prendre au sort de la Péninsule atteste que les malheurs qui venaient de frapper récemment ce

monarque ne pouvaient le distraire du soin de veiller au salut des rois. Il semble que le ciel, en multipliant autour de François II les calamités, fortifiait son âme contre le malheur. . . . . . .

Ce fut le 11 janvier 1809 que je m'embarquai à Trieste sur la frégate espagnole, *la Proserpine*, pour me rendre en Espagne. Ce bâtiment ramenait alors dans leurs foyers les individus composant la légation que le roi Charles entretenait auprès de Sa Majesté l'empereur d'Autriche. Cet incident, qui aurait dû être pour moi une source de protections et de facilités, faillit en devenir une de contrariétés et de revers. Le chef de cette légation, don Diego de la Quadra, par des raisons plus connues à la cour qu'elles ne me l'étaient, se montrait l'ennemi le plus acharné de tout ce qui était autrichien. Nous avions à peine levé l'ancre, qu'il tenta toute espèce de moyens pour m'arracher mon secret : mais quel homme n'est habile à dissimuler ce qu'il lui importe de ne pas avouer! Je louvoyai donc entre mon devoir et l'intérêt que j'avais de ménager ce diplomate. Il craignit que je ne dévoilasse à ses compatriotes la cause de son renvoi [1]. Cette crainte, 1809.

[1] Il fut renvoyé pour avoir voulu remettre ses lettres de créance en qualité d'ambassadeur de Joseph Bonaparte.

en le précipitant de maladresse en maladresse, nous fit l'un et l'autre toucher à notre perte.

Entré à Malte après douze jours de traversée, je fus comblé d'égards par les amiraux Collingwood et sir Alexandre Ball; mais je ne remarquai point en eux un empressement favorable à ma mission, tel que semblait me le présager la recommandation que m'avait donnée M. le comte de Hardenberg. Bientôt, j'apprends que la lettre du ministre hanovrien avait paru trop entortillée et trop peu explicative. Dès-lors, je prévis les obstacles que j'aurais à vaincre, et il ne me resta plus qu'à m'armer d'une résignation que ne tarda pas à mettre à l'épreuve le marquis de Llano, attaché à l'ambassade.

Après m'avoir rappelé nos liaisons, suite d'une longue connaissance, le marquis me peignit vivement le caractère soupçonneux et cruel de sa nation, l'inquiétude où ses compagnons et lui étaient sur l'accueil qu'ils recevraient. Il m'instruisit des bruits alarmans que l'on répandait sur les excès auxquels le peuple se livrait au milieu de son agitation, et il me conjura de retourner sur mes pas. Je répondis dans les termes qui convenaient à mon caractère. Le capitaine de la frégate lui-même, don Antonio de Salazar, sans doute par des suggestions étrangères, m'invita à demander passage sur un bâtiment anglais;

mais les amiraux m'assurèrent qu'il n'y en avait point dans le port destiné à faire voile pour le midi de l'Espagne, quoiqu'un brick, porteur de la paix conclue à Constantinople, partît le jour même pour Gibraltar et Londres. Quelle pouvait être la cause de ce refus? La voici : l'armée de sir John Moore venait d'être contrainte à quitter la Péninsule : les anglais étaient alarmés de l'hésitation qu'ils croyaient remarquer dans le cabinet de Vienne; les amiraux avaient donc à appréhender que la cour, instruite de l'état des choses, ne prît une résolution contraire à leurs intérêts : ils devaient donc chercher à m'écarter de l'Espagne. Quel qu'en fût le motif, le refus des amiraux anglais ne pouvait que produire sur l'esprit des espagnols une impression fâcheuse. A tout hasard je m'abandonnai à ma fortune : je fis de nouvelles instances auprès du capitaine de la frégate, et je continuai ma route pour Carthagène. Nous étions en pleine mer, je me flattais de n'avoir plus que les vents à redouter, lorsque M. de la Quadra me confia qu'il doutait que j'obtinsse la permission de débarquer. « Au moins (me dit-il) votre débarquement n'au-« ra-t-il pas lieu sans que la junte suprême l'ait « ordonné. » Cette lenteur eût été pernicieuse : le succès de mes projets dépendait de la manière

dont pouvait être présentée ma demande. Je n'avais point à hésiter : tous les procédés de don Antonio de Salazar décélaient une ame noble et loyale ; je crus voir en lui ma dernière ressource. Je lui communiquai l'entretien que je venais d'avoir avec M. de la Quadra, et j'ajoutai : « Il est « des secrets qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme « d'honneur de révéler : il en est aussi sur lesquels l'homme d'honneur n'ose pas interroger. « J'ignore si je suis dépositaire de quelques-uns « de cette nature ; mais je sais bien que, dans « tous les cas, vous les respecteriez. Vous m'avez pris à bord à la sollicitation de M. de « Goës : votre estime pour ce gouverneur est « le *palladium* que je réclame, et devient pour « vous le garant sacré de ma conduite et de mes « opinions. J'espère que, non-seulement vous me « mettrez à terre, mais que vous accélérerez mon « départ pour Séville, où réside la Junte su« prême du gouvernement... » L'espagnol m'entendit; il me promit tout, et fut fidèle à sa parole.

A peine avions-nous mouillé dans le port de Carthagène, que le vaisseau se remplit d'officiers de la marine, moins conduits par le désir de revoir leurs camarades, que tourmentés par le besoin de connaître le degré d'intérêt que leur cause inspirait en Autriche. A l'exception du marquis

de Llano, qui gardait le silence, les membres de la légation protestèrent unanimement que les autrichiens se garderaient bien d'attaquer Bonaparte; qu'ils étaient ses meilleurs amis; que le comte de Stadion, ministre des affaires étrangères, pouvait à peine soutenir les regards de l'ambassadeur Andréossi; que les autrichiens ne feraient point la guerre, et que, s'ils la commençaient, la paix serait conclue trois mois après. Madame de la Quadra, femme hardie, impérieuse et spirituelle, se prononçait avec le plus de véhémence. Quoiqu'elle ne fût plus dans son printemps, elle était encore assez belle pour donner, près des hommes, de l'autorité à ses expressions. A ces dangereuses protestations j'en opposai de plus convaincantes : j'invoquai en ma faveur l'admission de la frégate dans le port de Trieste, la réception qui avait été faite à l'équipage, les nombreux armemens de l'Autriche, l'esprit du peuple, tant vanté par les officiers du vaisseau, et enfin, le refus qu'avait fait l'empereur de reconnaître Joseph Bonaparte pour roi d'Espagne. Je demandai si, au jugement de tout homme sensé et sans passions, un tel refus était pour Napoléon le cachet de la paix ou le signal de la guerre. Ces paroles me précédèrent à terre, et, en entrant dans la ville, je n'aperçus qu'un peuple empressé de me connaître.

Déjà un bulletin extraordinaire annonçait le mouillage de la frégate dans le port, publiait les dispositions du peuple autrichien en faveur de l'Espagne, disait l'arrivée de don Diego de la Quadra, et me signalait comme major [1] retiré du service d'Autriche.

Peu de momens s'étaient écoulés quand le capitaine de la frégate me fit prévenir que la Junte de la ville, assemblée, m'attendait. Introduit et présenté par cet officier, je développai et j'étendis, en langue italienne, les propositions que j'avais soutenues sur le vaisseau : toujours en protestant contre le caractère d'un homme public et commissionné, je m'attachai à prouver que les intérêts, la puissance et les liaisons de la maison d'Autriche, devenaient les garans de la liberté du peuple espagnol. Je paraissais vrai et pénétré; j'inspirais graduellement une confiance que fortifiait dans toutes les ames le capitaine-général du département. Marin estimé, aussi distingué à la guerre par ses actions d'éclat, que dans la société par ses manières douces et nobles, il fut envoyé depuis à Buenos-Ayres pour y exercer la vice-royauté. C'était l'homme le plus marquant de l'assemblée : son influence l'emportait de beau-

[1] J'avais été fait major, en partant.

coup sur le crédit du président, gouverneur de la ville, et tout-à-la-fois colonel du régiment de Valence. Tous les membres de cette Junte semblaient convaincus de mes assertions : l'alcade mayor seul, exercé aux controverses en sa qualité de jurisconsulte, m'accablait d'argumens. Cependant, mon début fut heureux : tous s'empressèrent de me rendre mes visites.

Je demandai qu'un courrier allât porter des nouvelles en Allemagne, où l'on ignorait absolument la situation de l'Espagne. Dans l'intention de satisfaire à cette demande, la Junte désigna l'un de ses membres, don Xaverio de Ximénès, pour m'accompagner à Murcie, où le marquis del Villar, membre de la Junte suprême gubernative du royaume, se trouvait en mission. Le marquis, dans la force de l'âge, plein d'énergie, éloquent, instruit, répliquait à toutes mes protestations qu'il était trop persuadé de l'intérêt qu'avait la maison d'Autriche à soutenir l'Espagne, pour douter un moment de tout ce que j'avançais. La lettre que Son Excellence adressa à la Junte de Carthagène pour lui tracer les instructions qui devaient être données au courrier qui me fut accordé, lettre dont on voulut bien me délivrer copie, montrait à-la-fois et le caractère du marquis et l'esprit qui animait les espagnols.

Aussitôt que la Junte de Carthagène eût pris connaissance des ordres du marquis, elle se hâta de frêter un bâtiment. Deux jours après, don Gregorio de Zaporito, officier choisi dans la marine, fit voile pour l'Allemagne. La Junte pria ensuite un officier anglais, qui conduisait une prise,[1] à Gibraltar, de m'admettre à son bord. Elle lui disait dans son invitation : « Que je ve-« nais sous les drapeaux alliés servir la juste « cause. »

Désigné aux anglais par des titres qui pouvaient constater la tâche qui m'était confiée, certain de recevoir parmi eux une attitude capable d'écarter à l'avenir toute entrave, je devais regarder Gibraltar comme mon port de sureté : quel ne fut pas mon embarras en apprenant la mort, jusqu'alors inconnue, de Sir John Moore à qui j'étais adressé, et l'évacuation de la péninsule par l'armée anglaise ? Dire que j'avais quitté le service d'Autriche pour venir chercher la gloire en Espagne, c'était accréditer les bruits que Bonaparte faisait répandre par ses partisans à Gibraltar, d'un assentiment tacitement donné par l'empereur à ses entreprises en Espagne ; car, suivant les lois de l'honneur, un officier ne

---

[1] *La Julie*, petit bâtiment pris par lord Cochrane.

quitte point l'armée prête à entrer en campagne : affirmer que la guerre allait éclater en Allemagne, c'était donc m'accuser. Je ne pouvais plus employer, à Gibraltar, les expressions dont j'avais fait comprendre le sens à Carthagène et à Murcie. Certes, ma pénible situation est plus facile à sentir qu'à décrire. En arrivant à Gibraltar, j'avais, selon l'usage, été prié de me rendre chez le secrétaire militaire ou adjudant-général du gouverneur. Cet officier me parut d'un grand sens et d'une extrême politesse. Je le trouvai avec un agent diplomatique nommé M. Mayer, qui allait à Constantinople, joindre M. Adair. L'un et l'autre prétendirent que mes dépêches étant adressées au commandant-général des armées britanniques en Espagne, il était de droit qu'elles fussent ouvertes par le gouverneur de Gibraltar, qui se trouvait alors commander seul, en chef, les troupes du roi dans la Péninsule. Je résistai ; tout me le prescrivait. En résistant, j'excitais l'intérêt et je conciliais mes devoirs. Enfin, cédant à des démonstrations sans réplique, je consentis à les suivre chez le gouverneur. Le général Drummond, que les circonstances avaient mis par intérim à ce poste, n'était point à la hauteur de la place qu'il occupait. Lourd, au-dessous du médiocre, plein de morgue,

il se reposait entièrement sur son secrétaire militaire du soin des affaires.

Les dépêches ouvertes, le général, son adjudant et M. Mayer se retirèrent à l'écart pour en lire le contenu. En les observant, je vis toute la peine que prenaient les deux confidens pour rendre intelligibles au général des phrases qu'on s'était étudié à entortiller.

La séance terminée, le général me rejoignit : il me déclara qu'il allait écrire à M. Frère, ministre de Sa Majesté britannique près de la Junte Suprême, et lui envoyer les pièces qui avaient été réservées à Sir John Moore. Nous allions nous séparer lorsque M. Mayer me reconnut pour m'avoir vu en Italie, chez M. Wyndham, ancien ministre d'Angleterre près le grand-duc de Toscane. Cette reconnaissance, appuyée par les témoignages que donna de moi M. Charles Stuart [1], que j'avais autrefois beaucoup rencontré dans la société à Vienne, m'accrédita tout autant que je pouvais le désirer ; il n'est donc jamais pour l'homme de situation désespérée ! Pendant les quatre jours que je restai à Gibraltar, je vis beaucoup M. Mayer, dont l'appartement était contigu au

[1] Aujourd'hui ambassadeur de S. M. Britannique, à Paris.

mien. J'évitai M. Bardaxi, que la Junte Suprême d'Espagne envoyait à Vienne sans caractère officiel. Après avoir, sous divers prétextes, différé son départ, il se détermina à s'embarquer aussitôt que mon arrivée à Gibraltar fut connue. J'aurais beaucoup désiré m'entretenir avec M. Stuart, qui venant de Londres et Séville, allait, disait-on, en Allemagne; mais nous n'avions jamais eu de liaisons; il ne cherchait point à se rapprocher de moi, et je crus prudent de ne point faire les premières démarches.

J'avais trop besoin des anglais pour ne pas leur témoigner une confiance sans bornes, toutes les fois qu'elle ne compromettait pas mes instructions. Je n'hésitai donc pas à remettre à M. Mayer, partant pour Malte, les dépêches que j'adressais à la cour : j'avais observé, en les écrivant, la réserve qui m'avait été prescrite. M. Mayer joignait de la prévenance et du liant à l'habitude des affaires; il vit jusqu'à quel point je pouvais m'avancer, et il eut la délicatesse de ne jamais m'exposer à passer outre. Ce fut lui qui rédigea la note qui me fut remise pour M. Frère; les avantages qui en résultèrent sont un gage du style dans lequel fut conçue sa favorable rédaction : nous nous quittâmes. Le consul de l'empereur à Gibraltar, voulut être mon guide, et nous allâmes

par terre à Cadix. Voyageant sans uniforme, mais paré de la cocarde autrichienne, distingué par l'ordre de Marie-Thérèse, accompagné du consul de Sa Majesté, il ne m'était pas difficile de faire admettre mes expressions dans le sens que je voulais qu'on leur donnât. J'assurais en vain que j'avais quitté le service d'Autriche pour combattre sous les drapeaux espagnols; la certitude que je donnais d'une prochaine rupture entre Bonaparte et l'Autriche ne laissait plus voir en moi qu'un envoyé autrichien: les courages s'enflammaient; l'empereur François était béni, les allemands exaltés jusqu'au ciel, et toutes les ressources de la nation espagnole offertes à l'Autriche. Ce fut au milieu de ces expansions d'espoir et d'une gratitude anticipée que j'entrai dans Cadix. J'y vis les habitans plongés dans une stupeur dont venait de les frapper une de ces scènes effrayantes qu'enfante le génie des révolutions, et que l'histoire ne recueille qu'avec horreur.

Les membres palpitans du gouverneur Solano, fumaient encore. Ce lieutenant-général, riche de tous les dons de la nature, s'était couvert de gloire dans les campagnes que les espagnols avaient faites contre les nouveaux républicains. Idole des soldats, il jouissait de l'estime de la cour et des provinces: trop de légèreté ou d'inconséquence

le perdit. Solano n'avait point assez étudié sa nation. Calculant en homme de guerre, il ne se borna point à juger insuffisans les moyens de résistance qu'on voulait opposer à la longue expérience de l'ennemi ; il ose ajouter la raillerie à ses réflexions : ses opinions deviennent publiques. Le peuple s'émeute, il s'assemble, et, aux cris répétés de trahison, il se porte en tumulte au palais du gouverneur, dont il veut briser les portes. Surpris, abandonné sans défense, Solano quitte sa maison et s'introduit par une issue dès long-temps pratiquée, dans la maison d'un banquier irlandais dont la femme était avec lui intimement liée. Cette multitude féroce, après l'avoir inutilement cherché dans les appartemens, s'apprête à pénétrer dans son mystérieux asyle. Solano allait être découvert..... Sa courageuse amie entreprend d'arrêter seule une populace effrénée. Elle se présente sur l'escalier, et le pistolet à la main, elle menace tout ce qui voudra passer outre. Que peut contre des tigres, une femme qui n'a que son courage et son amour ? Écartée, blessée d'un coup de bayonnette, cette femme héroïque est forcée de livrer le passage ; mais elle a, du moins pour un moment, sauvé celui qu'elle aime. A la faveur d'une fenêtre, le gouverneur gagne un toît. Là, il se promettait de tromper la

la fureur de ses ennemis, lorsqu'un ouvrier parvint enfin à découvrir sa retraite. Vigoureux, et plus vigoureux par son désespoir, Solano renverse du haut du toît l'homme qui veut s'emparer de sa personne. Gissant sur le pavé, la cuisse brisée de sa chute, le forcené patriote ne se livre ni aux plaintes, ni à la douleur; il ne pousse que ce cri : « Il est là haut, le traître.. ! » C'en fût assez. Toute la populace, s'élance en hurlant, sur l'infortuné gouverneur. On l'accable de coups. Ses vêtemens sont lacérés; baigné dans son sang, on le traîne de rue en rue, l'ame flétrie par les humiliations et le corps épuisé par les blessures. Un tempérament robuste prolongeait la plus affreuse agonie. Un homme enfin veut terminer cette scène d'horreur: il perce la foule, et, soit pitié, soit férocité, il enfonce son couteau dans le sein de Solano. Le malheureux tombe et expire, laissant à la postérité l'exemple cruel des fureurs d'un peuple qui, n'ayant plus de frein, croit excuser ses forfaits par le vain prétexte de la trahison.

Le marquis de Vilhel, membre de la junte suprême, en mission à Cadix, avait voulu épargner un crime à sa nation et sauver le général. Rendu lui-même suspect par de tels efforts, il est arrêté : mais, couvert de l'égide de la représentation nationale, ses jours sont respectés, et

le peuple se contente de le renfermer sous garde dans le couvent des Capucins. Ces religieux, puissans en Espagne, fomentèrent-ils cette sédition? Je l'ignore. Mais il est certain qu'ils en arrêtèrent le cours; qu'ils influencèrent la nomination du nouveau gouverneur, et qu'ils firent placer leur gardien à la tête de la junte, à laquelle on fit subir une réforme.

Étranger au milieu de l'agitation et de l'inquiétude populaire, les circonstances, autant que mon devoir, dirigèrent mes premiers pas chez M. de Genotte, chargé des affaires de Sa Majesté l'empereur, pour lequel j'avais été pourvu d'une lettre ministérielle. On ne m'avait point permis assez de latitude envers ce diplomate. Ainsi, nous fûmes vis-à-vis l'un de l'autre, dans un état de contrainte. Cependant, je rassurai M. de Genotte contre toute espèce de rôle diplomatique que son imagination cherchait à me prêter; et, peu-à-peu, la confiance que commandait le service de Sa Majesté s'établit entre nous.

M. de Genotte, privé d'ordres et d'instructions, me traça avec amertume le tableau de sa position. Il ne me dissimula pas les dangers auxquels l'incertitude de la cour nous exposait l'un et l'autre. Il ajouta que deux courriers de cabinet, espagnols, venus avec moi sur *la Pro-*

serpine, avaient publié que j'étais émigré français. Cette indiscrétion, disait M. de Genotte, faisait tout appréhender pour moi. Sensible à ce touchant intérêt, je lui répondis : que la fortune ne m'avait encore jamais abandonné dans mes entreprises ; qu'il pouvait être certain que, loin d'être inquiété, je finirais par conquérir la confiance des espagnols. Il me le souhaita, mais ne parut pas convaincu. M. de Genotte, entièrement dévoué au service de l'empereur, sentit qu'il était utile de me donner quelque crédit : il s'empressa de me présenter au colonel John, nouvellement élu gouverneur. Cet officier, irlandais de nation, avait contribué au succès de la journée de Baylen. Ses traits portaient l'empreinte d'une austère probité, tempérée par une forte nuance de bonhomie. Simple brigadier, dans un âge avancé, il était aisé de remarquer que ses talens militaires n'avaient pas une très-grande étendue. Cependant on lui accordait de la finesse, et sa conduite, pendant sa dangereuse gestion, sanctionna ce jugement. Quoi qu'il en soit, la nomination d'un irlandais à la place de gouverneur ne rendrait pas improbable l'influence qu'une nation étrangère avait eue sur la révolution qui s'était opérée dans Cadix.

Trois mille hommes, sous les ordres des géné-

raux Mackensie et Stuart, étaient en rade et demandaient à débarquer. La junte du gouvernement et une grande partie des habitans de cette ville maritime partageaient l'avis de Solano : il indiquait d'autres points pour mettre les troupes à terre, et refusait d'ouvrir les portes. L'histoire débrouillera sans doute un jour aux yeux de la postérité les fils de cette intrigue, qui ne m'est point assez connue, mais que je considère comme le premier germe des mésintelligences, des aigreurs et des tracasseries qui, depuis, nuisirent tant aux affaires générales.

Le gouverneur m'accueillit avec franchise. Il m'invita à reparaître le soir chez lui à l'heure du thé. Je saisis cette invitation avec d'autant plus d'empressement qu'il m'importait de m'insinuer dans la confiance du militaire espagnol. Je n'avais point de temps à perdre. Je demandai donc au gouverneur la permission de lui communiquer encore dans le jour les idées que j'avais liées ensemble pendant ma navigation, et dont j'avais formé un système de guerre relatif à l'Espagne. Nous convînmes que nous nous écarterions du cercle et qu'il entendrait ma lecture. Je n'avais pas besoin d'une profonde étude pour apercevoir que l'organisation morale du gouverneur ne comportait pas de longues discussions

ni une attention soutenue sur des matières arides et abstraites : aussi, quoique ma rédaction fût assez vive et précise, il ne manqua point de s'endormir au milieu de mes phrases. Mais mon but était obtenu ; il se réveilla, persuadé que je m'étais occupé de la chose et du métier. Cette opinion se manifesta par les questions qu'il me fit sur la manière dont j'envisageais la défense de Cadix ? il me mit sur le champ en rapport avec son ingénieur en chef, qui se trouvait chez lui. Cet officier, un des plus habiles de son corps, me pria de parler.

J'exposai que je ne connaissais que le front de la place par lequel j'étais arrivé ; que je n'avais même vu ce front qu'en poste : cependant, que j'avais cru pouvoir conclure de mes observations, qu'il était nécessaire de couper la langue de terre qui régnait entre les deux bras de mer ; qu'il fallait soutenir cette coupure par un ouvrage revêtu, parce que le terrain était sabloneux ; qu'il était ensuite indispensable d'appuyer les flancs de l'ouvrage par une estacade construite avec des tonneaux, des pieux, ou des carcasses de vaisseaux embossés, qu'on pousserait dans la mer jusqu'aux points qui ne restaient plus à sec dans les basses marées. L'ingénieur me pria de tracer l'ouvrage que je concevais : j'esquissai un ouvrage

à cornes, dont les deux branches s'appuyaient à la mer. J'eus la satisfaction d'entendre dire à cet officier que je n'avais légèrement différé du plan déjà arrêté, que par la forme de l'ouvrage destiné à défendre la coupure projetée, lequel devait être un ouvrage à couronne. Pour parer au danger des débarquemens qui pourraient s'exécuter à revers de cet ouvrage, je proposai un camp retranché entre l'ouvrage et la place. J'observai que, au moyen de ce camp, on concilierait de plus le principe de ne renfermer une garnison derrière les remparts que le plus tard possible. Ce camp devait être calculé pour les deux tiers de la garnison. Cette idée fut agréée. Le lendemain, j'allai avec l'ingénieur en reconnaître l'emplacement et en combiner les détails.

Sur ces entrefaites, le marquis de Vilhel écrivit, de son couvent, à M. de Genotte, et lui témoigna le désir de me voir. Il fut d'abord résolu que M. le chargé d'affaires me présenterait lui-même au marquis; mais ensuite il jugea plus convenable de me laisser aller seul, sous la sauve-garde d'une lettre d'introduction. Je portai à M. de Vilhel les complimens de condoléance de M. de Genotte. Le marquis me répondit avec calme qu'on l'avait déjà supplié de reprendre sa liberté; mais qu'il ne voulait la recevoir que de

19.

la Junte Suprême. Elle condamna en effet à la mort le principal fauteur de cet emprisonnement.

Le marquis de Vilhel jouissait de la réputation d'un homme qui unissait un esprit exalté et entreprenant à beaucoup d'activité et d'habileté dans les affaires. On l'accusait d'être un peu trop remuant. Notre entrevue dura près de deux heures. On conçoit bien que, de mon côté, elle fut remplie par la répétition de tout ce que j'avais soutenu à Carthagène et à Murcie; tandis que le marquis, par des questions plus ou moins insidieuses, cherchait à approfondir le véritable état des choses en Autriche. Serait-il inutile de remarquer qu'ainsi que le marquis del Villar, à Murcie, M. de Vilhel m'avait fait observer que, si un malheureux destin ravissait pour jamais à l'Espagne le roi Ferdinand VII, le royaume ne pourrait appartenir qu'à un prince de la maison d'Autriche? réflexion que je laissai passer. En me reconduisant hors de sa cellule, le marquis de Vilhel vit, grouppés devant sa porte, des hommes de différentes classes; il les fit entrer. Au même moment je fus abordé par un capucin. Ce révérend père était chargé, de la part du gardien, de m'exprimer le regret qu'il avait éprouvé de ce que son devoir, l'appelant à la Junte, ne lui avait pas permis de me recevoir : mais au reste,

il me dit que la communauté assemblée m'attendait au pied de l'escalier; puis il ajouta : « Nous « versons des larmes de sang quand nous pensons « que l'auguste maison d'Autriche ne règne plus « sur nous : nous chérissons la domination des « Bourbons; mais la maison d'Autriche régnait « ici avant elle. » Les peuples ont donc égard à l'ancienneté des dynasties! Je répondis que l'empereur méritait cet attachement pour son auguste personne, par l'estime et par l'intérêt que Sa Majesté portait aux espagnols. A l'instant, deux battans de porte s'ouvrent, et je vois déboucher une nombreuse cohorte de religieux qui viennent m'entourer. Il fallait parler; mais la langue italienne, si intelligible aux espagnols, ne leur étant point extrêmement agréable, je ne savais de laquelle me servir. Enfin, le latin me parut la langue de circonstance. Je peignis le bonheur que j'éprouvais en me trouvant parmi des hommes à qui la sainteté de leurs mœurs méritait l'honorable confiance d'un peuple dont l'héroïsme devenait aujourd'hui l'exemple de l'Europe; que j'espérais qu'ils nourriraient dans les ames l'enthousiasme dont elles étaient embrâsées; que le plus beau jour de ma vie serait celui où je pourrais combattre pour la plus sacrée des causes; qu'en attendant cet heureux jour, je ferais connaître en Al-

lemagne le dévouement de la nation espagnole pour son roi Ferdinand, sa religion et sa patrie.

Un des pères prend la parole. Avec une mâle éloquence, il caractérise l'horreur qu'inspirait l'ennemi, la résolution dans laquelle était la nation de vaincre ou d'être anéantie, l'espoir dont se flattait l'Espagne d'être secourue par l'Autriche, qui conservait sur elle des droits imprescriptibles.

Déjà un peuple nombreux s'était glissé dans la cour du monastère, et se mêlait parmi les religieux. En franchissant le seuil de la porte, je vois, rangée devant elle, la garde qui veillait à la sûreté du marquis de Vilhel. L'officier qui commande fait porter les armes et me salue. Revêtu d'un frac, j'exprime les regrets que j'éprouvais de n'être pas militairement vêtu pour recevoir plus dignement des hommages que je n'attribuais qu'à l'honneur d'avoir appartenu à une des premières armées du monde. J'ajoutai que cette armée, pleine d'admiration pour les espagnols, attendait avec impatience le moment où elle pourrait rivaliser de gloire avec eux, en combattant un ennemi devenu celui de tous les rois. Ici, le Cicéron des capucins fut mon interprète. Je longeai le front de la troupe, et je m'éloignai, désespéré d'avoir été mis autant en évidence.

Vers le soir, je me rendis chez les généraux anglais Mackensie et Stuart. Je les trouvai irrités du traitement qu'ils éprouvaient, accusant la forme du gouvernement espagnol, mécontens du peu de reconnaissance qu'on témoignait à l'Angleterre, blâmant les généraux, attendant peu des soldats, et en général désespérant de la fortune publique. Après les avoir quittés, mon départ pour Séville étant fixé au lendemain, j'allai prendre congé du gouverneur. Il m'apprit que le maréchal de camp don Ignacio de Laguno, qui partait également pour Séville, m'offrait une place sur sa felouque. J'acceptai avec reconnaissance une offre qui pouvait préparer une utile liaison.

CHAPITRE XXVIII.

Embarquement sur le Guadalquivir. — Caractère de don Ignacio de Laguno. — Les vents contraires forcent à prendre la voie de terre. — Don Ignacio annonce mon arrivée à la junte de Séville. — Espoir mis dans le ministre anglais. — Entrevue avec ce ministre. — Son caractère. — Il me présente au ministre des affaires étrangères. — Caractère de ce ministre. — La conférence est difficile. — Confiance établie. — Etablissement de paquebots pour lier la correspondance avec l'Allemagne. — Connaissance de lord Holland. — Influence du père Gil. — Avantages qui en résultent. — Invitation d'assister aux délibérations de la junte militaire.

Malgré mes instances, je ne pus obtenir de don Ignacio de Laguno que j'irais le chercher à son logement; il voulut me prévenir et me conduire lui-même à sa felouque. Né en Estramadoure, ce général n'avait ni la lenteur ni le taciturne qu'on attribue à ses compatriotes. Sa démarche était précipitée, et ses actions promptes. Glorieux de ses faits dans les guerres précédentes, il se sentait appelé à de nouveaux exploits : c'était pour y parvenir qu'il venait à Séville solliciter la levée d'un corps de trois mille chasseurs. Nous remontâmes le Guadalquivir tout le jour et toute la

nuit. Mais, trop contrariés par les vents, l'épuisement des rameurs nous obligea de prendre des chevaux à San-Lucar. Arrivés à Séville, le général me sauva les formes gênantes qui astreignaient tout étranger à se présenter devant la junte de la ville.

Quelque heureux que fussent de tels auspices, je ne m'en abandonnai pas moins à d'assez tristes réflexions. J'étais résolu, à tout risque, d'exécuter les ordres que j'avais reçus : mais les temps étaient loin de favoriser le caractère enveloppé que je devais garder jusqu'à ce que l'Autriche eût rompu avec Bonaparte. Le peuple de Séville venait d'exercer sur un marquis d'Aguilar les mêmes fureurs dont Solano avait été victime à Cadix. Son agitation restait la même; chaque jour empirait l'esprit de vertige que des agitateurs soufflaient contre la junte dont on méditait assez généralement la chute. On voulait lui substituer un mode plus simple de gouvernement. Enfin, la teneur obscure des lettres dont j'étais porteur, de ces lettres, mon unique et trop faible appui, éloignait de moi l'assurance que réclamaient mes projets. Je ne pouvais pas douter que les yeux ne se fixassent sur moi; car plusieurs feuilles avaient répété l'article du *Diario* ou journal de Carthagène, qui m'avait désigné comme

major retiré du service d'Autriche. Il n'y avait donc pas à se le dissimuler : mon sort dépendait entièrement de la manière dont le ministre d'Angleterre épouserait mes intérêts, et du crédit qu'il pourrait me donner. Je ne doutais pas qu'il ne me protégeât : un individu autrichien devenait, à cette époque, précieux aux anglais ; mais je craignais qu'il ne voulût se servir de moi pour compromettre la cour. Ce dernier aperçu m'interdisait des confidences, et m'obligeait à des restrictions qui éloignaient mes succès et préparaient peut-être ma perte. Dans tous les cas, je ne pouvais me former un plan de conduite que sur le plus ou moins d'importance que le ministre britannique m'accorderait.

Enfin, l'heure où je pouvais me présenter chez M. Frère sonna. Introduit dans le cabinet du ministre, à huis-clos et tête à tête, je le priai de lire avec la plus grande attention les papiers que je lui remettais ; j'ajoutai que je ne doutais pas qu'il n'aidât parfaitement à un sens qu'il n'était pas, pour l'instant, à mon pouvoir d'éclaircir ; mais que bientôt, sans doute, cet instant ne nous laisserait rien à désirer. Après un signe d'intelligence, le ministre me dit d'un ton de conviction, « Vous pouvez être tranquille sur votre mission » « car les papiers publics en ont déjà parlé ; mais

« d'une manière qui ne peut pas vous faire accu-
« ser d'indiscrétion par votre cour. »

Prévenu que j'avais affaire à un homme délié et habile, ce trait devenait lumineux pour moi. Je répondis : « Je ne suis aujourd'hui qu'un officier
« retiré du service d'Autriche qui viens faire
« campagne en Espagne ; mais, dans quelques
« mois, je me flatte de redevenir officier autri-
« chien et de combattre pour l'Autriche sans
« quitter l'Espagne ; je prie Votre Excellence de
« ne voir en moi qu'un tel personnage ; alors,
« avec ce caractère isolé et insignifiant, je pour-
« rai l'instruire de tout ce qu'elle désire connaître
« relativement à l'Allemagne. » Tout notre entretien ne roula plus que sur les forces de l'Autriche, l'époque où elle pourrait commencer la guerre, les moyens à prendre pour activer la correspondance, les secours que l'on me donnerait pour l'exactitude de mes rapports. Nous terminâmes en convenant que M. Frère me présenterait le lendemain à Don Martin de Garay, ministre des affaires étrangères, auquel il ferait demander une entrevue. . . . .

Littérateur et poëte, M. Frère n'en possédait pas moins les qualités qui forment le diplomate. Réservé, mais quelquefois expansif, son caractère un peu inégal paraissait se composer de fierté et

d'affabilité : la nature lui avait donné les moyens de varier ces tons, quoique ses manières se ressentissent toujours un peu de l'embarras de sa nation: souvent distrait par la fertilité de ses idées, il lui arrive de fatiguer son interlocuteur : il est susceptible de se livrer à des emportemens, quand on le contrarie sur des faits dont il a la conviction ou qui semblent porter atteinte à la bonne foi de sa nation et verser du blâme sur sa conduite. Il avait conquis la confiance absolue des espagnols par un dévouement sans bornes à leur cause. Le dernier chargé des affaires d'Espagne à Venise; le savant Capmanni, auteur de la Sentinelle, ce Tite-Live de sa patrie; l'auditeur de guerre Paez della Cadena, homme plein d'énergie sous les formes les plus froides, prompt à donner l'essor à ses idées; le même qui fortifia le marquis de la Romana dans ses résolutions, et servit son embarquement en Dannemark, devenu depuis un des juges du tribunal secret; un auditeur des guerres nommé Créus; l'homme peut-être le plus délié de l'Espagne, le plus savant analyste de l'esprit de sa nation, enfin, un de ces hommes qui, verbeux, grands fabricateurs de nouvelles, parviennent à accréditer celles qu'ils veulent répandre, et démêlent souvent la vérité à travers le mensonge : voilà quels étaient les habitués du ministre d'Angleterre.

Les anglais reprochaient à M. Frère de ne pas s'emparer, dans les affaires, d'un empire qui convenait au ministre de leur roi; je partageai quelque temps cette erreur. Mais dans la suite, M. Frère, se développant avec franchise, voulut bien écarter à mes yeux cette fausse imputation. Il me démontra que la retraite de l'armée de sir John Moore l'avait totalement dépopularisé, ce qui exigeait dans sa conduite la marche la plus mesurée. Au reste, la révolution opérée dans le mois de janvier 1810 contre la Junte, et qui fut universellement reconnue pour être l'ouvrage de M. Frère, atteste sa capacité, et le peint mieux que ne pourrait le faire le pinceau de Tacite. Cette révolution s'effectua sans réaction, sans effusion de sang, sans les crimes toujours inséparables de ces convulsions politiques. Enfin, les titres que la reconnaissance nationale décerna à ce ministre mettent le dernier trait à son tableau.

Le lendemain de mon arrivée, je reçus les visites du consul général de l'empereur d'Autriche et de quelques autres individus de cette nation, à qui M. de Genotte avait ordonné de me prévenir.

Don Martin de Garay renvoya au jour suivant l'entrevue que lui avait fait demander

M. Frère. Je présume qu'il avait voulu informer la Junte gubernative de mon arrivée à Séville ; car il est à remarquer que le marquis del Villar et la Junte de Carthagène avaient communiqué au gouvernement les écrits que j'avais expédiés en Allemagne, et dont je leur avais remis copie. Ce fut donc le 5 mars, à sept heures du soir, que le ministre britannique me conduisit chez le ministre espagnol.

Il ne manquait à M. de Garay, pour être un grand homme d'état, que d'en avoir parcouru la carrière dès sa première jeunesse ; mais les routes qu'il avait suivies l'en avaient éloigné : d'abord, militaire, le roi, qui lui avait reconnu du génie, lui avait fait quitter la profession des armes pour l'appliquer aux administrations. Devenu intendant de l'Estramadoure, l'état florissant de sa province proclamait ses talens. Dans la force de l'âge, don Martin ne manquait ni de feu, ni d'énergie; mais, trop en évidence, il ne savait pas lutter et céder à propos au cours des événemens, talent que doit avoir un chef de gouvernement en proie aux flots d'une révolution, s'il veut aller au grand. Il eût été plus puissant s'il eût plus osé : la postérité lui reprochera peut-être d'avoir laissé échapper le timon des affaires dans des temps difficiles, et de n'avoir point assez résisté

aux secousses des partis. Souvent le peuple demanda sa tête; et, il faut l'avouer, il eut le mérite de mépriser ces ébullitions populaires.

Don Martin, studieux, appliqué, était riche en érudition : mais il voulut trop embrasser. Il crut pouvoir gouverner l'Espagne au dehors et au dedans. Cette ambition lui fit réunir le ministère des affaires étrangères à la place de secrétaire général de la Junte. Ce dernier emploi absorbait tout le pouvoir gouvernant. Il est certain que, de tous les membres qui composaient la Junte suprême, don Martin était le plus capable d'en tenir les rènes : aussi, dès le premier pas, s'empara-t-il de l'empire. Il eût tout fait s'il n'avait pas dépaysé ses vues en les portant au-delà de l'Espagne : mais il n'avait, en diplomatie, que les connaissances d'un homme d'esprit. Ce n'est que sous ce rapport qu'il connaissait les cours, les peuples, et l'art de traiter. De cette inexpérience résultaient de l'oscillation et de la lenteur dans la marche des relations étrangères. Les employés de son département faisaient ressortir ces vices avec d'autant plus de malice que, dans un temps où les individus se croient indistinctement applicables à tout, ils le considéraient au milieu d'eux comme un frélon diplomatique. Son premier collaborateur surtout, don Louis Donis, tout

en lui accordant de grands talens, s'attachait à lui démontrer son peu d'habitude en politique.

Mon entrevue avec don Martin de Garay ne pouvait pas être embarrassante pour moi : j'étais arrivé sous une forte égide ; mes bases étaient posées depuis long-temps. Je n'avais besoin que d'être conséquent avec les principes que j'avais émis, et de rester en garde contre les déviations dans lesquelles on chercherait à m'entraîner, pour me faire avouer ce que je désirais que l'on devinât. . . . .

M. Frère était trop consommé pour ne pas prendre sur lui les premières ouvertures. Bientôt M. de Garay exprima la douleur qu'éprouvait la Junte Suprême, en voyant l'Autriche méconnaître ses véritables intérêts, inséparables de ceux de l'Espagne. Je lui demandai si les armemens de l'Autriche n'étaient pas déjà une diversion puissante en faveur de l'Espagne ; s'il pensait que Bonaparte n'en prendrait aucun ombrage, et s'il croyait que l'attitude que se donnait l'empereur François ne devait pas infailliblement amener une rupture entre sa Majesté et Bonaparte.

L'espagnol m'objecta le renvoi de don Diego de la Quadra. Je le réfutai, en lui exposant le refus que la cour de Vienne avait fait de reconnaître Joseph pour roi d'Espagne. Mais, répon-

dit-il, a-t-elle reconnu Ferdinand ? Ici, je le regardai fixement, et, après une légère pause, je demandai avec calme : « Cet avénement au trône « a-t-il été communiqué dans toutes les formes, « et surtout par des hommes purs ? — Je l'ignore ; « car j'ai avancé que je ne connaissais pas les « ministres, et Votre Excellence sait parfaite- « ment que le sage soutient ce qu'il avance. »

Il m'était aisé de juger que M. de Garay était convaincu d'une future coopération de la part de l'Autriche ; qu'il ne se plaignait que pour la forme, et que ses plaintes ne tendaient qu'à me faire presser dans mes premières dépêches, l'époque des hostilités. Il est à remarquer que le ministre espagnol me crut ou feignit de me croire, au premier abord, un mandataire avoué, et, qu'en conséquence il me donna le titre d'Excellence, contre lequel je protestai, mais qu'il se plut à répéter. Enfin, nous nous séparâmes : je n'avais pas été seulement satisfait du ton que don Martin avait pris avec moi ; mais ses talens m'avaient frappé. Quoique sa manière de s'énoncer ne fût pas très-facile, la force de ses pensées, la noblesse de la cause qu'il défendait, le désir peut-être de déployer des talens en présence du ministre anglais, alors personnage muet et observateur, l'avaient vivement animé, et me le firent juger

un homme supérieur. M. Frère ne sortit point avec moi.

Le lendemain, je reçus une note de don Martin de Garay. Elle m'annonçait que, persuadé de l'intérêt que l'auguste maison d'Autriche portait à la cause d'Espagne, il n'était pas moins pressé que moi de voir les liaisons se resserrer et les communications se multiplier entre les deux pays : qu'à cet effet, il m'invitait à indiquer la voie que je croirais la plus propre à remplir le but, tant en établissant à Velone [1], l'employé que j'avais proposé d'y établir, qu'en désignant le nombre de bâtimens que je croirais nécessaires pour faire le service de paquebots. Ces navires, partant des ports d'Espagne, devaient aller à Velone prendre et porter des dépêches qui parviendraient ensuite par la Croatie, en Allemagne.

Après avoir envoyé ma réponse, j'en tirai un prétexte pour connaître don Louis Donis, que m'avait désigné M. de Genotte. Je le priai de permettre que je m'adressasse à lui dans l'impossibilité où j'étais de pouvoir, autant que le bien des affaires l'exigerait, distraire M. de Garay, dont les soins étaient trop graves et trop compliqués.

---

[1] Sur la côte turque de l'Adriatique.

M. Donis, ancien secrétaire de légation en Saxe, cachait sous des dehors simples une active et inquiète ambition. Ennemi déclaré des grands, je lui ai toujours cru l'esprit incliné à un gouvernement populaire, tempéré par l'aristocratie. Je suis convaincu qu'il aurait voulu amalgamer la constitution anglaise avec celle de l'ancienne Rome ; c'est-à-dire, substituer les patriciens à la Chambre haute de Londres dont il n'aurait jamais souffert l'admission. Sa tête était dans un travail continuel. Né d'une complexion sèche et bilieuse, il était d'une irascibilité prompte à s'allumer dès que la fierté de sa nation semblait compromise. Il avait la susceptibilité de l'orgueil malheureux. Au reste, sans avoir sondé sa profondeur, il est certain qu'il était fertile et riche en expédiens. Entreprenant, nerveux, assez à la hauteur d'une révolution, il détestait les français, mais il n'aimait pas les anglais, à qui il reprochait des vues d'envahissement. Il les accusait de vouloir pour le moins fonder en Espagne l'autorité à laquelle ils avaient soumis le Portugal. Il fut un des plus opiniâtres opposans au débarquement des troupes de Mackensie dans le port de Cadix.

M. de Genotte n'avait donné des lettres pour le baron de Adelberg, ministre de Suède; et

pour le bailly de Valdès, vice-président de la Junte suprême. J'allai les remettre.

M. de Adelberg me parut empesé, mais bon, assez franc et obligeant. Je crus ne découvrir en lui que le désir de paraître avoir toutes les formes qui conviennent au diplomate. Il me parla beaucoup de M. Frère, qu'il déclarait être son intime ami. Je vis que le baron, par lui-même, était peu de chose; mais qu'il avait un grand amour du bien. Je compris que je devais me servir de lui et comme médiateur et comme truchement auprès du ministre britannique. Il n'en était pas ainsi de son secrétaire de légation, nommé d'Osshon. Sorti de France dans sa première jeunesse, il avait été élevé à Vienne. Soit éducation, soit effort sur lui-même, il s'était dépouillé de cet air de légèreté et d'inapplication, le propre de sa nation, dont il semblait ne conserver que la vivacité dans les idées. Spirituel, modeste, simple, il captivait la confiance de son ministre, dont on sent bien qu'il faisait le métier. Il avait l'art d'analyser les hommes et les choses. Un tel personnage me devenait précieux; je l'unis, dans ma pensée, à M. Donis, pour faire de l'un et de l'autre le canal par lequel devait me parvenir tout ce qu'il m'était important de connaître.

Quant au bailli de Valdès, il ne m'offrait, en

le cultivant, d'autre avantage que celui d'augmenter une considération que j'aurais prise dans le cercle étroit qu'il rassemblait chez lui. Cet avantage pouvait-il compenser la défaveur que lui donnait dans le peuple la querelle qu'il avait engagée avec le général Cuesta, le coryphée de la multitude? Ce général avait fait arrêter le vice-président de la junte. Celle-ci voyait avec chagrin son autorité lésée dans l'attentat porté sur la personne de son second chef. Cependant elle n'osait point user de rigueur contre un général alors investi de la confiance des armées et de l'amour de la portion la plus nombreuse et la plus tumultueuse de la nation.

Dans le moment où il me proposa de me présenter à M. de Garay, M. Frère m'offrit également de me conduire chez le comte Altamira, président de la Junte suprême; mais, soit oubli, soit négligence, soit enfin toute autre considération, le ministre anglais ne rappela point cette présentation, et je ne voulus point la solliciter. Il en est résulté que je n'ai jamais eu de rapport avec le comte d'Altamira.

En me séparant à Cadix des généraux Stuart et Mackensie, j'avais reçu d'eux une lettre pour le colonel du régiment anglais qui était en garnison à Séville. Cet officier me prévint, quelques jours

après mon arrivée, que lord Holland désirait faire ma connaissance.

Je n'aperçus point dans lord Holland le membre du parlement dont les débats de l'opposition m'avaient fait concevoir l'idée. Il était un des plus actifs censeurs de M. Frère, vraisemblablement parce que ce dernier était un rameau du ministère. Partisan chaleureux des espagnols, il les protégeait auprès de sa nation de tous ses efforts. Je suis convaincu qu'il avait moins de talens que M. Frère, mais plus d'aplomb, plus de suite dans une affaire. Je pense qu'il n'aurait pas vu avec peine que son parti en Angleterre, arrivé au ministère, l'eût porté à l'ambassade d'Espagne. Je l'ai jugé avide de célébrité : ainsi je présume qu'il eût envisagé cette mission comme un vaste champ de lauriers politiques. Lord Holland entra sur-le-champ dans ma situation; il soutint que M. Frère devait m'établir partout en confiance; il vit avec peine que ce ministre ne m'avait pas présenté au président de la Junte suprême, et il m'engagea à aller voir, sans perdre de temps, don Gaspar Melchior de Jovellanos, pour lequel il me donna une lettre d'introduction.

Don Gaspar Melchior de Jovellanos avait contribué à l'éducation du prince des Asturies, devenu Ferdinand VII. Attaché à son royal élève,

ç'en eût été assez de ce crime pour le perdre, si la qualité de premier savant de 'Espagne n'eût pas encore dû le signaler au Prince de la Paix comme une de ses premières victimes. Jovellanos réunissait trop de titres pour n'être pas appelé par ses compatriotes à les gouverner. Il avait sans doute toutes les connaissances que l'étude peut donner à l'homme d'état. Si on pouvait en douter, on en serait bientôt convaincu en lisant le Mémoire, si profondément pensé et si éloquemment rédigé par lui, sur l'agriculture en Espagne. Mais les connaissances suffisent-elles pour faire un homme d'état accompli? Jovellanos ne connaissait que les hommes de son pays; il n'avait vu les autres peuples que dans son cabinet. Don Melchior avait trop de douceur dans le caractère, trop de philosophie dans l'esprit pour pouvoir gouverner au siècle où nous vivons, surtout au milieu d'une révolution. Indifférent à tous les partis, ou peut-être mieux trop dénué d'énergie pour en embrasser un avec ardeur et tenacité, Jovellanos était un de ces hommes pour qui toutes les factions ont du respect, qui par là sont propres à concilier ces mêmes factions, sans jamais pouvoir prétendre à les diriger. Sa faible santé ne permettait pas à ses poumons une force sans laquelle l'orateur réussit difficilement auprès de la

foule ou près des hommes ignorans: Jovellanos pouvait être persuasif, mais il n'était pas entraînant, seule qualité qui fait fortune dans les révolutions. Il était ami des anglais autant par amour pour son pays que par l'admiration que tout savant est convenu d'accorder à une constitution qu'ils croient, assez faussement à mon avis, rapprocher l'homme de sa dignité! Il m'offrit, en le quittant, d'appuyer les idées militaires que je pourrais croire applicables à l'état des choses; mais je ne le jugeai pas assez vigoureux pour espérer des succès par lui. Au demeurant, mes points d'appui étaient suffisamment créés; il ne me restait plus qu'à me former un plan de conduite.

Sur le tableau fâcheux qu'on m'avait fait des affaires d'Espagne, dans un moment d'enthousiasme, plein d'une volonté réelle, j'avais écrit de Gibraltar au ministre des affaires étrangères en Autriche [1], que je partais pour Séville avec la résolution de faire simplifier le gouvernement et concentrer le commandement des armées dans

[1] C'est toujours dans la volonté d'être vrai que je me référerai, par fois, à ma correspondance avec le ministre, dépositaire sans doute encore, des pièces auxquelles j'en appellerai, devenues aujourd'hui monumens qui attestent les glorieux efforts de l'Autriche pour le soutien des rois,

un seul chef. Arrivé à Séville, je trouvai l'agitation populaire trop forte, la Junte trop impuissante, mes moyens trop faibles, mon existence trop incertaine : inconnu d'un peuple soupçonneux, je craignis, en m'agitant contre le gouvernement, de lui devenir odieux, et d'en être abandonné; je résolus donc de me borner à obtenir, dans la direction des opérations militaires, une influence à laquelle je pouvais raisonnablement aspirer. Ce succès d'ailleurs était le seul qui pût intéresser et l'empereur mon maître et la cause que je servais.

L'archiduc Ferdinand m'avait fait présent de l'itinéraire descriptif de l'Espagne par Alexandre Laborde. Je m'étais appliqué, pendant ma navigation, à extraire de cet ouvrage tout ce qui pouvait contribuer à me faire connaître la topographie militaire de ce royaume. J'avais, en outre, dépouillé les mémoires de Berwick et de Noailles sur leurs campagnes en Espagne. J'étais ainsi parvenu à déduire et à lier ensemble une série de maximes, dont je me formai un système de guerre particulier pour l'Espagne. Je fis précéder cet écrit de mon opinion sur la manière de conduire la guerre contre Bonaparte et ses armées. Je remis l'un et l'autre à M. de Garay. M. Donis en prit aussi connaissance. Chaque jour

ce diplomate m'accordait plus de confiance. Je devais cet avantage à l'opiniâtreté avec laquelle je soutenais qu'il était nécessaire de donner un chef unique aux armées, suprématie à laquelle il voulait élever Cuesta. Ce général était le seul dans lequel il reconnaissait des talens : tous les autres avaient quelque défaut qui portait avec lui exclusion. Donis crut donc devoir protéger, vanter mes idées, parce qu'il sentit que plus j'obtiendrais de réputation, plus mes avis deviendraient imposans, et plus il s'approcherait de son but. J'étais bien loin de penser comme lui sur le personnage qu'il voulait mettre en avant; mais il n'était pas temps de me prononcer. Aussi, loin de soupçonner ce qui se passait en moi, don Louis Donis me disait-il constamment : « Insistez « sur l'élection d'un général en chef; je ne cesse « de dire à M. de Garay : vous voyez bien que « c'est l'opinion de M. de Crossard, dont vous « estimez les connaissances ». Puis il ajoutait : « Il faut absolument que la Junte militaire vous entende; il faut que vous travailliez avec elle ». C'était là l'objet de tous mes vœux : le demander eût été imprudent; je devais m'y faire inviter : en témoigner le désir, c'eût été peut-être le moyen de m'en faire exclure pour jamais.

Cependant le temps pressait; je voulais aller

aux armées ; mais, avant tout, il fallait avoir acquis une réputation d'expérience à la guerre qui me mît en mesure, sinon d'être appelé dans les conseils des généraux, au moins d'être écouté avec déférence. Je voulais, avant de partir, voir simplifier le commandement des armées, avoir fait adopter un système de guerre uniforme pour toutes les armées, et avoir enfin disposé la Junte militaire à convenir d'un plan d'opérations, de la rédaction duquel je désirais être chargé.

L'opinion de M. Garay ne m'était pas moins favorable que celle de M. Donis ; et cependant la Junte militaire ne m'appelait pas.

J'avais cru ne devoir rechercher que le ministre d'Angleterre et celui de Suède, en me bornant en espagnols à MM. de Garay et Donis. J'avais même négligé de connaître le général Blacke, qui se trouvait à Séville lorsque j'y arrivai, et qui n'en partit que quelques jours après. Je résolus, en outre, de ne jamais fréquenter plus de deux ou trois maisons. La raison de cette conduite était, qu'en me jetant trop dans le monde, j'aurais pu tout à-la-fois donner des inquiétudes et affaiblir la confiance de ceux que je voulais totalement prévenir en ma faveur. Mais ces ménagemens n'amenant que des lenteurs, je me déterminai à brusquer le dénouement.

J'avais souvent parlé à M. Frère du bien qu'il pouvait opérer si, profitant du dévouement que lui portait la Junte gubernative, il utilisait sa qualité de ministre d'Angleterre de manière à s'emparer totalement de la direction des affaires. Je l'assurais que j'étais convaincu que c'était le seul moyen d'étouffer les rivalités qui régnaient entre les membres de la Junte, rivalités qui devaient nécessairement affaiblir tous les actes du gouvernement. Revenant donc un jour sur cette proposition, je dis à M. Frère : « Vous m'avez « souvent observé que, n'ayant jamais fait pro- « fession des armes, vous vous livreriez au ridi- « cule en donnant des conseils sur l'art de la « guerre et en traçant des opérations militaires : « eh bien, dirigez donc le gouvernement, et « prêtez-moi votre organe et votre crédit pour « influencer les affaires de la guerre ». M. Frère garda le silence, et parut long-temps réfléchir.

Un émigré français, M. de Broval, vivait à Séville sous la protection de l'Angleterre, dont il portait les couleurs. Il paraissait avoir été envoyé par M. Canning, ministre des affaires étrangères, intime ami de M. Frère, chez lequel nous nous étions rencontrés. M. de Broval venait me voir souvent. Son amabilité, son mérite vraiment distingué me rendaient ses visites agréables ; mais,

français l'un et l'autre, je ne croyais pas qu'il fût très-sage de nous rechercher. M. de Broval était sérieux, réservé, habile connaisseur des hommes, profondément versé dans l'art de conduire mystérieusement une affaire. Mesuré, prudent, extrêmement au fait des gouvernemens anglais et espagnol, il s'était, me dit-il, opposé à Londres à ce qu'il fût envoyé une armée anglaise en Espagne. Il avait fait remarquer à M. Canning les immenses besoins qu'entraîne avec elle une armée anglaise; il lui avait prédit que les prétentions de cette armée, son peu de disposition à se mettre en harmonie avec les autres peuples, allumeraient des rixes et finiraient par brouiller les deux nations. M. de Broval parlait bien espagnol. Il avait résidé à Madrid, où il avait eu occasion de connaître le général Alexandre Berthier. Celui-ci ne lui avait pas dissimulé son peu d'estime pour les talens militaires de Bonaparte, auquel il paraissait se croire bien supérieur. M. de Broval pensait même qu'à l'époque où il avait vu ce général, il n'eût pas été difficile de le déterminer à entrer dans une lutte contre les consuls. Au reste, il assurait que Berthier était un de ces hommes peu nés pour jouer un premier rôle, mais très-propres à le faire jouer à un autre.

M. de Broval voyait dans le plus grand silence

et avec une infatigable activité MM. Frère, le ministre espagnol don Francesco de Saavedra, Jovellanos, Garay, et quelques autres personnages marquans. Toutes les fois qu'il venait chez moi, il ne manquait pas de m'inviter à presser le gouvernement de se donner un chef à lui-même, ainsi qu'à l'armée. C'était en vain que je lui représentais combien j'avais peu de moyens pour tenter d'aussi sérieuses démarches. Je lui fesais observer que, dénué de toute espèce de caractère public, je ne pouvais pas raisonnablement aspirer à un succès aussi important. Il me répondait que j'étais accrédité par le fait, et que dans le moment présent où l'Espagne, attendait son salut de l'Autriche dont tout le monde me croyait l'homme, j'obtiendrais tout le crédit que je voudrais avoir. J'étais, autant que lui, persuadé de cette vérité; mais j'ai pour principe, qu'un plan une fois adopté, il faut, sans quitter la ligne, marcher avec opiniâtreté à son exécution. Le mien était d'arriver, en écartant tous les obstacles, à obtenir de l'influence dans la direction des affaires militaires; il eût donc été trop imprudent de me lancer dans de nouvelles difficultés, lorsque tant d'obstacles absorbaient tous mes efforts. Enfin, après m'avoir sondé plusieurs fois sur les archiducs d'Autriche, M. de Broval, devenu certain que je ne travaillais

pour aucun d'eux, me dit un jour, en affectant un effort sur lui-même : « Je vais vous paraître « bien hardi de m'expliquer devant un autrichien, « ainsi que je vais le faire ; c'est l'effet de la con- « fiance que vous m'inspirez. Eh bien ! je crois « qu'il importe pour le bien des affaires de pla- « cer le prince Léopold de Naples à la tête du « gouvernement, et de faire donner le comman- « dement général des armées au duc d'Orléans : « aidez-moi du moins dans ce qui concerne le « duc. »

Je lui répondis que j'étais convaincu de la néces- sité de donner un chef unique aux armées ; que j'emploierais tous mes moyens pour y parvenir ; mais que je ne me permettrais jamais de dési- gner ce chef. M. de Broval, satisfait de ma ré- ponse, me recommanda de ne rien négliger pour déterminer la résolution de cette précieuse élec- tion, et il se chargea de faire tomber le choix sur le duc.

En attendant, l'opinion se formait à mon égard ; et, sous le rapport militaire, je n'avais point à m'en plaindre. Je ne négligeais, à la vérité, au- cune occasion d'appliquer aux événemens les faibles connaissances que m'avaient données et l'expérience et une assez sérieuse application. Je n'ignorais pas que, dans les révolutions,

la voix publique fait loi ; que le peuple est l'organe par lequel il faut faire parvenir ses idées aux gouvernemens pour les contraindre à les faire exécuter. Je savais surtout qu'il faut gagner les orateurs de ce peuple : je parle de ces hommes qui, sans qu'on puisse s'en rendre raison, deviennent les ressorts de cette incohérente machine. Si j'avais méconnu cette vérité, les assiduités du ministre d'Angleterre chez le père Gil me l'auraient dévoilée.

Religieux de l'ordre des clercs mineurs, le père Gil était aimé du peuple, et la terreur de la Junte suprême. La nation lui devait l'effervescence, même le principe de la révolution dont Séville peut être considérée comme le berceau.

Nourri dans le cloître, le père Gil en avait l'active intrigue : s'il avait été élevé dans le monde, il l'eût peut-être étonné par l'audace de ses entreprises. Un tel caractère, quoique séquestré des hommes, ne pouvait rester indifférent et passif au milieu de leurs convulsions. Jeté dans les partis qui avaient eu la velléité de lever la tête contre le prince de la Paix, Gil s'était vu plonger dans l'abîme d'un couvent de correction. Quel autre traitement eût été plus propre à enflammer ce caractère naturellement inflammable ? Aussi, la postérité sera-t-elle en droit de croire que la

vengeance personnelle, autant que l'amour de son roi et de son pays, lui fit arborer l'étendard sous lequel le peuple se ralliait et s'échauffait à sa voix.

A peine apprend-on l'arrestation de Ferdinand, que le révérend père joint au comte de Tilly non moins ardent que lui, parcourt les rues, criant *aux armes!* Il rédige, dans son style véhément, une proclamation qu'il porte à l'imprimeur. Celui-ci tremble, et refuse sa presse : Gil, en hurlant, prononce ces paroles terribles : « Si vous « n'imprimez pas, j'appelle le peuple ; je vous « fais saisir et pendre à la minute. » Une heure après, les murs de la ville étaient couverts de placards.

Une junte se forme dans la ville, et si sa révérence n'en est pas le président, au moins en devient-elle le membre le plus influent. Dès-lors, la tête du religieux n'est plus qu'un volcan dont l'explosion lance continuellement et projets et menaces, sans que son âge septuagénaire puisse en refroidir le foyer : aussi son organisation, trop faible pour la force de ses idées, enhardissait-elle ses ennemis à l'accuser d'un commencement d'aliénation. Ce pieux cénobite était vraiment un de ces hommes que les siècles enfantent pour les révolutions.

Des hommes de toutes les classes s'assemblaient deux fois par jour chez le père Gil. Ils n'en sortaient que pour aller répandre parmi les frères et amis les pensées, ou plutôt les ordres de l'enthousiaste religieux. Après midi, dès que sonnait une heure, le ministre d'Angleterre arrivait, et le révérend père et lui étaient alors tout seuls en conférence.

J'étais à Séville depuis quelques semaines, et je n'avais point encore vu le père Gil : c'était une maladresse ; je le sentais. Je voulais bien le rechercher ; mais je voulais que ce fût sans éclat. Enfin, je me décide à me rendre chez lui, en choisissant cependant le moment où nous pouvions être sans témoins. J'entre : à la pâle lueur d'une lampe qui éclairait sa modeste cellule, à laporte de laquelle un frère m'avait laissé, j'aperçois le vénérable religieux, les yeux attachés sur son bréviaire ; ma harangue était étudiée : je commence : « *Jamdiù* « *cupidus eram hunc celeberrimum cognoscere vi-* « *rum qui padre Gil vocatur.*[1] » Il lève la tête, me regarde, répond avec emportement : « *Por* « *Dios santo, Señor... Prego el santissimo rosario.*[2] »

---

[1] Je désirais depuis long-temps connaître l'homme très-célèbre qui s'appelle le Père Gil.

[2] Par Dieu saint, Monsieur, je prie le très-saint rosaire.

Puis les yeux retombent sur le livre, et les lèvres recommencent leur jeu. En même temps, un monsieur, tapi dans un angle de la chambre, le doigt sur la bouche en signe de silence, m'invite de l'autre main à m'asseoir : j'obéis. Sa prière achevée, le bon père vint cordialement à moi : je me nomme. Aussitôt, me serrant dans ses bras, il me reproche avec bonté de n'avoir pas plus tôt fait sa connaissance.

N'étant étranger à aucune des mesures qui pouvaient sauver sa patrie, le père Gil avait indiqué au peuple des moyens de défense. Ces moyens de défense se trouvent répétés presque mot à mot dans les instructions au peuple que le maréchal Davoust publia avant l'ouverture de la campagne de 1815. La communication que m'en donne le religieux nous met sur-le-champ en rapport d'ouvrages, et j'échange contre les siens ceux que j'avais déjà consignés entre les mains du ministre des affaires étrangères. Deux ou trois jours après cette entrevue, je reçois une lettre du père Gil, par laquelle il me somme, comme autrichien, et me conjure, par le dévouement que je porte à la cause espagnole, de remettre au ministre de la guerre et à la Junte militaire les cahiers que je lui avais confiés : il me prévint, au reste, que lui-même allait les envoyer. Il ne s'en

tint pas là; il les adressa aussitôt à son estimable ami le général Castaños, retiré à Algesiras, victime des injustices d'un peuple en révolution. Je ne tardai plus à être invité, par un billet que m'écrivit don Martin de Garay, à me rendre chez le ministre de la guerre pour assister aux séances de la section.

On saura que la Junte suprême du gouvernement s'était divisée en sections, qui comprenaient les affaires étrangères, la guerre, la marine, les finances, les grâces ou justice, et l'intérieur. Chaque section s'assemblait chez le ministre du département, et l'un des membres rapportait ensuite, en Junte générale, les affaires et l'opinion de la section. Chaque section comptait cinq ou six membres. Telle est d'ailleurs la marche que tiennent, dans leur mode de gouverner, tous les pays en révolution.

Puisque tout se rapporte au maître que je servais, et que rien ne peut m'être personnel, je ferai remarquer que mon admission aux séances d'une section de la Junte suprême était la distinction la plus flatteuse. Le ministre d'Angleterre n'avait obtenu qu'avec infiniment de peine séance à la Junte : aucun autre ministre étranger n'y fut admis.

CHAPITRE XXIX.

Composition de la section de guerre. — Caractère des membres les plus influens. — Lecture d'un système de guerre proposé pour les espagnols. — On demande qu'il soit traduit en langue espagnole. — Le chevalier de Pizarro, depuis ministre du roi Ferdinand, se charge de la traduction. — Invitation de proposer à la junte les opinions qui seront convenables aux circonstances. — Manque de fusils pour armer les recrues. — Moyen d'y suppléer. — Nouvelle forme de bayonnette applicable à l'escopette du paysan espagnol. — Bataille de Medellin gagnée par le maréchal duc de Bellune. — Création d'une junte de généraux. — Lettre à Don Martin de Garay sur la Sierra Morena. — Invitation d'assister aux séances de la junte des généraux. — Caractère de ceux qui la composent. — Résolution de la junte sur la formation des armées. — Ordre aux généraux de s'abstenir de livrer bataille. — Prochaine arrivée d'une armée anglaise en Portugal.

Quatre membres de la Junte suprême formaient la section de guerre. L'un d'eux, le comte de Tilly, étant en mission, je n'en vis que trois. Ils avaient choisi pour directeur et leur rapporteur à la Junte générale le marquis de Campo Sagrado. L'un des deux autres membres n'avait

jamais porté les armes, et le troisième n'avait servi que fort peu de temps : je n'en parlerai donc point.

Le marquis de Campo-Sagrado était compatriote et lié d'amitié avec don Gaspar Melchior de Jovellanos, dont il avait partagé les persécutions sous le précédent gouvernement. Élevé dans l'artillerie, il y avait puisé de grandes connaissances ; on découvrait en lui beaucoup de douceur, d'aménité, un grand amour pour son pays et un jugement sain. A ces qualités il en joignait d'autres non moins essentielles : dégagé de toute prévention, il écoutait avec bonté, et ne repoussait jamais les avis qu'il croyait justes; adoptait-il une opinion, il n'était pas facile de l'en faire départir. En général, il ne manquait point d'opiniâtreté; mais, ouvert et communicatif, il ne me donna jamais sujet de me plaindre de sa réserve. Je crois qu'il aimait peu le travail; aussi convenait-il qu'il était loin de se croire un grand capitaine. A l'époque de la révolution, retiré du service, il vivait dans sa province, où les élections du peuple le promurent au grade de lieutenant-général des armées.

Le ministre de la guerre, Don Antonio Cornel, par un contraste absolu, était rebours, bourru, repoussant, nullement communicatif, mais imper-

turbable dans la bonne ou dans la mauvaise fortune. Il avait vieilli dans le métier des armes. Odieux à l'armée, il n'avait point de partisans. Or, comme les réputations sont, dans les révolutions, l'ouvrage des partis, il me serait bien difficile de prononcer sur celle de ce ministre. Je l'ai vu souvent sans pouvoir le démêler à fond. Cependant je croirai, en dépit des malveillans, que le principe de son caractère était une austère probité et une infatigable application.

Ce fut en présence des personnages que je viens de nommer, que je fus appelé à lire les maximes que je m'étais faites pour la guerre d'Espagne, et que j'avais, en arrivant à Séville, remises à Don Martin de Garay. Comme ces maximes n'étaient qu'une conséquence de l'opinion que je m'étais formée depuis long-temps sur la manière de conduire la guerre contre Bonaparte et ses armées, ce fut cette opinion que je développai la première. Je l'ai déjà fait connaître [1] : on sait qu'elle résultait d'idées générales applicables dans tous les pays et à tous les peuples qui avaient à combattre l'ennemi devenu commun. J'ai dit, de plus, que ce n'était là que le précis d'un plus grand dé-

---

[1] *Voyez* page 157 et suivantes.

veloppement que j'avais soumis en 1805 aux archiducs Charles et Jean.

On aura pu remarquer qu'en 1806, Sa Majesté le roi de Prusse et le général en chef baron de Beningsen avaient accordé leur suffrage à cette manière de voir; je crus donc pouvoir la présenter avec d'autant plus de confiance aux espagnols. Mais je sentis que, dans la situation des choses, c'était offrir trop de vague; c'est pourquoi j'avais cherché à particulariser cette opinion pour les temps et pour les lieux, en l'analysant dans une série de principes dont l'ensemble formait un système de guerre. Je continuai ainsi ma lecture :

« Mais les principes d'après lesquels doit, à mon avis, être conduite la guerre en Espagne, sont :

« 1.° Eviter toute espèce de grands combats et de batailles générales, en adoptant un système de mouvemens partiels, tant avec des corps particuliers qu'avec des corps d'armée; nourrir les harcellemens, les attaques de nuit, les escarmouches; en un mot, exécuter toutes les opérations du partisan, ce qui constitue la petite guerre : ces manœuvres tendent à ruiner les armées ennemies par les fatigues, les maladies et les pertes insensibles.

« Un tel système exige que l'on abandonne à l'ennemi la plaine, ou, pour mieux dire, qu'on ne la lui dispute que faiblement par la résistance de la principale armée anglo-espagnole. Cette armée, soit en se retirant, soit en manœuvrant par sa droite ou par sa gauche, renouvellera la campagne que fit le maréchal de Berwick en 1706. Ce général dit, dans ses Mémoires, que les deux armées firent, pour ainsi dire, le tour de l'Espagne [1].

« 2.° Faire, des débarquemens et opérations de mer, une base de système.

« 3.° En abandonnant ainsi la plaine, on profitera de la constitution topographique du pays pour s'acharner à ne jamais céder les chaînes de montagnes. Ce principe, laissant à l'ennemi la possession des Castilles, de Léon et de la Manche, donnerait aux manœuvres un caractère concentrique ou de manœuvres de la circonférence au centre.

« De ces principes fondamentaux résultent :

« 1.° L'établissement des pivôts pour les anglo-espagnols, à l'est en Catalogne, et à l'ouest sur les frontières de Portugal.

---

[1] *Voyez* Mémoires du maréchal de Berwick, t. I.er, page 371.

« 2.° Les montagnes seront retranchées sur les crêtes et aux points de jonction des chaînes ; les vallées ne seront occupées que par des corps retranchés en échelons dans les endroits les plus resserrés.

« 3.° La plus grande partie des ponts sera détruite ; on ne conservera sur chaque rivière que ceux que la nature défend, en offrant un défilé commandé par des hauteurs qui enfilent le passage ou qui forment un concave en s'attachant à des chaînes.

« 4.° On rompra le plus de routes qu'il sera possible au moyen de la mine, dont le jeu obstruera facilement le passage en renversant les rochers ; mais l'on conservera les chemins difficiles qui seraient cotoyés par les montagnes ou qui suivent les côtes de la mer. On saisira les hauteurs sur lesquelles passe une route qui traverse une plaine, et là on s'établira par un retranchement : ainsi sera barrée la plaine.

« 5.° Reprendre les rives de l'Ebre par des débarquemens qui partiront de Majorque : cette expédition est nécessaire pour ôter à l'ennemi cette grande base d'opérations. Le point de débarquement doit être pris à l'abri des montagnes.

« 6.° Faire du Ferrol un point d'établissement

d'où les débarquemens partiront pour obtenir, au nord-ouest, les mêmes résultats que Majorque produirait au nord-est.

« 7.° Il suit du principe précédent, qu'il faudrait avoir, dans la Méditerranée, un corps de dix ou douze mille hommes constamment embarqué. Ce corps serait soutenu par des chaloupes canonnières et des bâtimens légers qui longeraient continuellement la côte. Cette même mesure serait prise dans l'Atlantique : Majorque et le Ferrol seraient les points de ravitaillement de ces deux corps.

« 8.° Attaquer l'ennemi dans les temps de pluie, parce qu'alors le débordement des rivières et les torrens isolent les corps; tandis que, d'après le système d'établissement sur les montagnes, les alliés peuvent se réunir en forces quand l'ennemi est réduit à des défenses partielles.

« 9.° Dans les plaines, établir des postes principaux derrière les grands ravins et fondrières, que l'on retranchera avec soin.

« 10.° Occuper peu de villes, mais beaucoup de postes : parce que les postes peuvent se défendre jusqu'au dernier homme, et qu'il n'en est pas ainsi des villes. D'ailleurs, on crée la force du poste quand il faut, au contraire s'assujettir aux formes et aux besoins de la ville.

« 11.° Maîtriser le cours des rivières en se fortifiant à leurs sources sur les montagnes, et en s'appuyant, à leur embouchure, de tous les moyens maritimes : il résulte de là que l'ennemi est privé de toute base d'opérations.

« 12.° Lorsqu'une chaîne de montagnes vient se terminer sur un point de la côte, il faut y former un établissement, parce qu'alors on a un point de débarquement.

« 13.° Faire dépendre la possession des rameaux partant des montagnes de la possession du point le plus élevé sur la crête mère.

« 14.° Bien étudier les contours des chaînes qui entourent les provinces, et connaître à fond le point où ces chaînes se rattachent aux autres chaînes qui vont dans les provinces limitrophes.

« 15.° Diviser toute la masse armée en Espagne en masse générale et en masse particulière : l'armée de ligne est ce qu'on appelle la masse générale. Les masses particulières seront les armemens de province. Chacune de ces deux masses distinctes doit avoir sa tactique particulière ou manière de faire la guerre. Les masses particulières et provinciales soutenues de quelques troupes de ligne, comme réserve ou soutien, font une guerre de partisans, de pandours ou miquelets.

« La masse générale, ou armée régulière, fait

une guerre de mouvemens, en allant de camps retranchés en camps retranchés. Elle conduit une guerre défensive, active : c'est-à-dire que, toujours enfermée derrière des retranchemens, elle fait journellement attaquer l'ennemi par de gros corps sur différens points ; elle le harcelle journellement par des escarmouches ; elle attaque ses postes dans la plaine ; et, quand il veut la forcer à une bataille, elle change son camp. Si elle parvient à forcer l'ennemi à se diviser, elle attaque ses portions avec son tout. Enfin, l'armée doit se regarder comme étant l'appui des masses provinciales ou le tronc auquel ces différens rameaux s'attachent.

« 16.° L'armée doit être divisée en corps principal, corps détachés sur les ailes et en avant, et en réserve générale.

« 17.° Lorsque deux chaînes de montagnes se séparent, on cherchera le point le plus avantageux dans la vallée qui les divise ; et là, on créera un poste que l'on retranchera par tous les moyens de la fortification de campagne.

« 18.° Faire, des chemins qui longent les côtes, une communication environnante contre les ennemis : ce qui nécessite une multitude de petits bâteaux armés et de bons postes occupés de distance en distance.

« 19.° S'attacher, dans les petites villes ou villages, à retrancher les couvens, et sur les hauteurs, les vieux châteaux.

« 20.° Conformément à l'introduction de ce système, l'étude du pays consiste à bien connaître les montagnes, leurs crêtes, la manière dont les différentes chaînes se lient ensemble, la largeur de la vallée qui sépare deux chaînes, les rivières principales, surtout celles qui coulent dans les plaines, leur largeur, leur profondeur, la nature de leurs rives, les temps où elles ont des crues et où elles sont guéables. Il faut bien connaître les plaines, savoir : si le sol est solide ou facile à être rompu par les pluies ; si elles s'éloignent toujours également des montagnes ; si elles sont coupées par des haies, des fossés ou des navilles propres à arroser des héritages ; si elles ont des villages ou des couvens susceptibles d'être retranchés ; s'il y passe des routes ; si ces routes traversent des collines. Il faut s'informer de la situation, de l'étendue et de l'épaisseur des bois aussi bien que des marais.

« La reconnaissance des vallées se lie à celle des plaines. En parvenant à bien connaître tous ces détails dans chaque province, on parviendra facilement à bien conduire la petite guerre.

« 21.° Chaque province doit avoir, d'après la

conformation de son territoire et le génie de ses habitans, une manière de faire la guerre qui ne diffère que par des modifications seulement du système fondamental, qui sera celui du partisan.

« 22.° Après avoir réduit la forme de chaque province au triangle ou au carré, il faut, dans le carré, chercher une diagonale donnée par uue chaîne de montagnes ; c'est-à-dire, il faut voir si la province est traversée diagonalement par une semblable chaîne?

« Dans la province dont le territoire présenterait la forme du triangle, il faut prendre pour base la chaîne qui parcourt un pays voisin et s'établir fortement aux deux angles qui se lient à cette chaîne.

« La diagonale dans le carré, et la base dans le triangles sont les communications naturelles qui serviront à réunir rapidement et à former un ensemble des forces agissant isolément dans les provinces.

« 23.° Quand on coupera une route qui passera entre des rochers, il faut s'assurer si les crêtes ou le revers de ces montagnes sont praticables.

« 24.° Quand on se déterminera à attaquer un corps resserré entre des montagnes, il faut avoir d'abord rompu les vallées par lesquelles il communiquerait avec d'autres corps, ou pourrait

recevoir des secours. On rompra une vallée en faisant jouer la mine sur les deux bords de la rivière qui la traverse.

« 25.° Se souvenir que Feuquières [1] fait remarquer que toutes les montagnes ont des cols, à la faveur desquels on peut masquer la marche des corps qui doivent faire des jonctions entre eux. Cette observation apprend à se mettre en garde contre l'ennemi et à se ménager le moyen de le surprendre en forces supérieures.

« 26.° Il faut, en Aragon, s'établir sur le point d'où partent les eaux et s'y fortifier en employant toutes les ressources de la fortification passagère.

« 27.° Ne pas perdre de vue que les points les plus essentiels à occuper dans chaque province, sont ceux qui donnent la faculté de parcourir tout le pays par les montagnes, et qui lient cette province avec les provinces voisines. C'est d'après ce principe qu'il est important de connaître les directions diagonales par les montagnes, afin de prévenir l'ennemi partout.

« 28.° En divisant l'armée principale en trois corps dont le plus fort est au centre et les deux autres quelques milles seulement en avant des

---

[1] Mémoires de Feuquières.

ailes, on présente à l'ennemi un carré ouvert. Le corps principal doit être de cinquante mille hommes, au moins : jamais au-dessus de soixante mille ; l'excédant des forces armées donnera les corps détachés sur les ailes et la réserve générale.

« 29.° Ne jamais tenir de corps dans des vallées sans qu'ils soient couverts à droite et à gauche, sur les montagnes, par des masses régulières ou irrégulières.

« 30.° Il faut tout tenter pour reprendre les Pyrénées, dès qu'on aura acquis la certitude que l'Autriche a commencé la guerre. Cependant, il faut observer que cette manœuvre hasardeuse et décisive ne doit avoir lieu que quand l'armée ennemie, déjà épuisée et affaiblie, en permettra le facile succès. Cette reprise des Pyrénées devrait être exécutée par le débarquement des corps armés partis de Majorque et du Ferrol. Il ne serait point nécessaire de les composer totalement de troupes régulières. Ces corps, destinés à des coups de main, doivent avoir des embarcations de gabions, fascines et chevaux de frise, pour élever des retranchemens en toute hâte. Ces corps sont appelés à rompre, par la mine, les communications avec le pays de l'ennemi ; à n'occuper ensuite que quelques points essentiels qui seront indiqués quand on parlera des opéra-

tions particulières à chaque pays, adaptées à sa constitution topographique.

« Je crois que ce principe doit trouver son application dans les mois de juin et de juillet, époque à laquelle l'ennemi, déjà ruiné par les fatigues de la petite guerre et par les attaques partielles qui en auront été l'âme, deviendra incapable de résister à l'action du climat dans les mouvemens auxquels on saura l'obliger.

« 31.° Les paysans armés doivent porter beaucoup de pelles et de pioches pour se retrancher, en Biscaye surtout, où les châteaux offrent d'excellens postes.

« 32.° Comme les chaînes de montagnes ne peuvent être séparées que par les rivières qui forment les vallées, il faut remonter ces rivières jusqu'à leur source. Ce point est celui de jonction des montagnes qui séparent les rivières : il faut donc le retrancher.

« 33.° Donner à toutes les manœuvres l'apparence de couler par les flancs de l'ennemi, sur ses derrières, pour couper ses communications avec son pays ; mais en manœuvrant ainsi, il faut toujours tenir à l'ouest la branche des Pyrénées qui communique avec le Portugal. Cette manœuvre doit également être faite à droite par

les corps placés en avant des aîles, ou par les armemens de province.

« 34.° En s'appliquant constamment, d'après le principe précédent, à tournoyer sur les flancs de l'ennemi, on n'aura point à craindre d'être compromis sur ses derrières, parce qu'on sera couvert par les armemens maritimes et par les attroupemens armés qui parcourront les montagnes parallèles au rivage.

« Mais si l'on parvient à acculer l'ennemi à ces montagnes, il aura tout à redouter, parce qu'il ne pourra pas profiter des routes qui longent la côte, et qu'il se trouvera dans l'impuissance de se procurer des vivres, qu'il ne pourrait recevoir que par mer.

« Le développement d'un plan d'opérations donnerait tous les éclaircissemens que ce principe pourrait exiger.

« 35.° Avoir un système de marche, de campement, de position d'avant-garde et de forme de retranchemens, lequel doit être déduit du système fondamental et de la topographie générale et particulière à chaque contrée.

« 36.° Ne jamais marcher ou livrer de bataille sans avoir d'avance fortifié des points en arrière.

« 37.° Attacher aux différens corps, des paysans pionniers.

« 38.° Prendre les champs de bataille entre les avant-gardes et le camp. Ce champ de bataille doit avoir été fortifié à l'avance sur les points qui auront été désignés par les accidens du terrain et par les manœuvres qui seront supposées devoir être faites par les deux partis.

« 39.° Ne poser les avant-gardes que très-rapprochées de l'armée.

« 40.° Former un corps de guides pour l'armée en général, et en particulier pour les provinces. Ce corps doit se composer des meilleurs contrebandiers, tant à pied qu'à cheval.

« 41.° Ne pas mettre en uniforme toutes les levées, afin que, par l'armement des gens vêtus en habit de paysan, l'ennemi croie que tout le peuple est levé en masse contre lui : ce qu'il redoute extrêmement.

« 42.° Porter beaucoup de canons de montagne.

« 43.° Si on veut comparer la guerre d'Espagne à la guerre de la Vendée, à laquelle elle est totalement ressemblante par la cause et par ses armemens, on trouvera la guerre d'Espagne exposée aux inconvéniens qui amenèrent la ruine des Vendéens.

« On se rappellera que la guerre de la Vendée prit une fin malheureuse, parce que les chefs voulurent commander des armées indépendantes; qu'ils s'obstinèrent à ne vouloir se donner ni masse principale, ni général en chef. On tirera sans doute de cette observation une conséquence utile pour l'Espagne.

« Le plan d'opérations que doivent exécuter les armées est la dernière conséquence qui reste à déduire du système général qui vient d'être soumis. Il faudrait, avant tout, diviser la masse totale armée en Espagne, en masse principale et en corps particuliers. Il serait nécessaire de marquer les bases d'opérations que chacun de ces corps doit adopter. Il faudrait indiquer les mouvemens que, dans tout cas de guerre, chaque corps devrait exécuter. Ces mouvemens doivent être combinés en raison du but de la campagne, en raison du système de guerre qu'on adopte, en raison du système que l'on sait être celui de l'ennemi; et enfin, en raison des mouvemens que celui-ci doit nécessairement faire.

« Convaincu de mon peu de connaissances, mais plein de confiance dans mes longues méditations sur ce sujet, je pourrais offrir un plan d'opérations qui, peut-être, servirait de base aux gens de guerre plus capables et plus instruits.

que moi. Cependant, je ne le présenterai qu'autant qu'on m'aura fait connaître qu'il serait agréable.

« Il est nécessaire d'observer que, pour tracer avec justesse des opérations, et pour concevoir raisonnablement un plan de campagne, il serait indispensable qu'on me communiquât franchement les ressources de toute espèce dont l'Espagne peut disposer. Dans tout état de choses, je proteste qu'on ne doit pas s'attendre à une heureuse issue, si, avant tout, on ne se propose pas un but; si on ne se forme pas un système de guerre, un plan d'opérations fixe et solide, sans se contenter de s'abandonner chaque jour aux chances du moment ».

Ma lecture achevée, sans attendre de réflexions, je me levai pour prendre congé de l'assemblée. C'est alors que le marquis de Campo-Sagrado[1] et le ministre me prièrent de faire traduire en espagnol ce qu'ils venaient d'entendre. En me reconduisant, le ministre m'invita à reparaître toutes les fois que j'aurais quelques idées à proposer. Cette invitation promettait à mes travaux les succès que je voulais qu'ils obtinssent. J'avais renouvelé connaissance avec le chevalier de Pizarro[2],

[1] Aujourd'hui doyen du conseil de guerre.

[2] Le même qui fut ministre du roi Ferdinand en 1817.

que j'avais beaucoup vu à Vienne, où il était secrétaire d'ambassade. J'allai lui rendre compte de ce qui venait de se passer entre les membres de la Junte militaire et moi. Il voulut bien se charger de la traduction qui m'avait été demandée, et cette traduction fut envoyée aux généraux. ..

Je n'hésitai pas à m'attacher au marquis de Campo-Sagrado; j'y étais même porté d'inclination. Toujours plus expansif avec moi, il m'apprenait, sans me tromper, l'état journalier des affaires militaires. Il me disait, à regret, que le manque de fusils paralysait deux cent mille hommes, qu'il serait facile, sans peser sur la population, de mettre sous les armes. M. de Garay me tenait le même langage. Il n'y avait pas de régiment qui n'eût dans son dépôt un nombre de recrues presque égal à son état de campagne. Je savais que les magasins étaient encombrés de piques dont on ne faisait aucun usage. Je proposai d'augmenter sur-le-champ l'armée d'un tiers, au moyen de piques dont on armerait un rang. Les espagnols avaient conservé l'usage des feux sur trois rangs, en faisant mettre genou à terre au premier. Ce fut à celui-ci que je destinai cette arme. La section de guerre écouta de nouveau la note dans laquelle je développais ma proposition. Le

marquis de Campo-Sagrado et le ministre l'adoptèrent pour armer le troisième rang; mais le projet envoyé aux généraux n'obtint pas leur assentiment.

En réfléchissant encore, je vis que le paysan espagnol, malgré la justesse avec laquelle il tirait, malgré sa légèreté et sa vitesse à gravir les montagnes, et malgré sa bravoure personnelle, n'était pas à jeu égal avec le tirailleur qui lui était opposé. Le montagnard, après avoir tiré son coup de fusil, restait sans défense; j'offris d'armer d'une bayonnette l'escopette dont chaque paysan espagnol était pourvu dès son enfance. Cette bayonnette, fabriquée dans le genre de celle que, quelques années auparavant, j'avais soumise à l'examen de l'archiduc Charles, avait été perfectionnée par l'adresse de l'ouvrier espagnol. Elle se soudait sur l'escopette, qu'elle prolongeait de la longueur du canon, à côté duquel elle se repliait au moyen de la vis qui la fixait. Il ne fallait pas plus d'un quart d'heure de travail pour l'appliquer à l'escopette. Cette proposition eut le sort de la première.

Pendant le cours de ces événemens, Cuesta, général plus brave qu'habile et expérimenté, posté derrière la Guadiana, se faisait battre et dissoudre par le maréchal duc de Bellune.

Le Castillan, impénétrable dans ses desseins, marcha, le 23 mars 1809, de son quartier général de don Beneto, sur la rive gauche de la Guadiana, jusqu'à Medellin. Aucun officier de son armée ne connut le projet qu'il avait formé. Vingt-cinq mille hommes, qui composaient ses forces, étaient répartis en quatre colonnes.

Entre don Beneto et Medellin règne une plaine dessinée, ainsi que toutes celles de l'Espagne, en bassin contourné à l'est, par les montagnes de la Guadalupe, et à l'ouest par celles appelées Constantina : l'une et l'autre chaines se rattachent à la Sierra Morena.

A l'apparition de Cuesta, son adversaire, maître du pont de Medellin, fait déboucher ses troupes, et se met en bataille.

Le général espagnol qui, dans une parfaite immobilité, avait tenu pendant deux heures les mouvemens de l'ennemi sous sa lunette d'approche, sans entreprendre de les troubler, donne alors ordre à son armée de se déployer. Aucune disposition n'avait été faite; rien n'avait été calculé : ni étendue du terrain, ni distance entre les colonnes, ni formation de ligne, ni point d'appui, ni manœuvres probables de la part de l'ennemi, ni manœuvres à exécuter de la part de l'armée espagnole, ni emplacement d'artillerie.

Entre don Beneto et Medellin, à distance à-peu-près égale, le terrain est coupé par un ruisseau assez large et encaissé, extrêmement difficile à passer pour toute espèce de troupe, et presque impossible à franchir pour de la cavalerie sous un feu bien nourri de mousqueterie et de mitraille. Cuesta, loin de couvrir son front par un obstacle aussi avantageux, se porta en avant.

L'armée espagnole appuyait sa droite à la Guadiana, et n'assurait sa gauche que par de la cavalerie. Le maréchal était trop habile pour ne pas juger que son principal effort devait se faire contre cette gauche, dont il était en droit de se promettre d'avoir bientôt raison.

Le duc d'Albuquerque, commandant l'aile droite espagnole, dont les gardes wallones avaient la pointe, attaqua l'aile gauche de l'ennemi, et lui fit perdre du terrain. Cette division fit des prodiges, et fut victime de son courage. Enfin, le moment arrive où la cavalerie ennemie entre en action : elle s'abandonne sur les escadrons espagnols qui fermaient la gauche de leur armée. Ceux-ci, sans attendre la charge, tournent bride, et prennent la fuite. Cuesta veut arrêter le désordre : renversé de cheval par les fuyards, les cavaliers ennemis le foulent aux pieds ; mais ils le méconnaissent, et se contentent de lui appli-

quer quelques coups de sabre mal portés. Il n'en fallut pas davantage pour donner au maréchal duc de Bellune une victoire complète, et entraîner la perte de la division espagnole de la droite. Cependant, en faisant marcher avec habileté cette division jusqu'aux portes de Medellin, peut-être un autre général eût-il profité des succès de sa droite pour faire tourner contre son adversaire tous les avantages qu'il avait remportés sur la gauche : mais il fallait un autre génie que celui de Cuesta. Dans cette hypothèse, la chance eût été prévue : quelque réserve, aussi bien choisie que placée, en coupant les vainqueurs du gros de leur armée, dont ils s'éloignaient dans la chaleur de leur poursuite, eût protégé et rendu décisif le mouvement audacieux que la droite aurait continué.

Cuesta, battu, dispersé, gagne avec peine le Puerto de Santa Cruz, où pendant plusieurs jours, il ne parvint pas à rassembler quinze cents hommes. Dans son rapport à la Junte suprême gubernative, ce général eut la force de ne pas dissimuler sa défaite, qu'il attribua au lâche abandon de sa cavalerie : il annonça qu'il avait fait un exemple en ôtant un pistolet à chaque cavalier en signe d'opprobre. Cette défection de la cavalerie étonna d'autant plus la nation, qu'elle s'était opé-

rée par les vieux régimens que le marquis de la Romana avait ramenés du nord.

Tout autre général eût été perdu dans l'esprit du peuple ; tout autre gouvernement aurait saisi avec empressement un prétexte plausible pour se défaire d'un général qui lui était incommode et dangereux ; mais le peuple plaignit Cuesta ; et le gouvernement, en l'élevant à la dignité de capitaine général, répandit également des grâces sur ceux qu'il avait recommandés.

La Junte suprême gubernative, frappée du malheur qui livrait à l'ennemi les portes de sa résidence, sentit enfin l'importance de donner plus de combinaison aux opérations, plus d'organisation à ses armées, plus de concentration dans les efforts. Un conseil de généraux, sous la dénomination de Junte principale militaire, fut formé. Don Bonaventura Descalente, capitaine général, le présida. Les membres furent les généraux Palacios, Llamas, Medina et Mathuliana, chef du corps de l'artillerie. Un lieutenant-colonel y faisait les fonctions de secrétaire. Cette Junte devait discuter, dans son sein, tout ce qui était relatif à la guerre et à l'organisation des troupes. Elle devait rapporter ensuite ses décisions à la section de la guerre, aux séances de laquelle elle était appelée.

Certes, le moment était arrivé d'insister sur

tout ce que j'avais proposé. Les événemens avaient sanctionné mes opinions : la frayeur universellement répandue me prêtait son éloquence : aussi ne trouvai-je plus que des esprits dociles. Bientôt le marquis de Campo Sagrado me dit : « On vous priera de travailler avec la Junte des « généraux. » Le hasard servit encore mes projets : le consul de l'empereur à Séville venait de me faire connaître le marquis de Palacios, logé chez lui. Des discussions militaires avaient souvent lieu entre ce lieutenant-général et moi. On l'amenait sans peine à l'avis qu'on voulait qu'il adoptât : dès qu'on lui persuadait que cet avis était celui qu'il avait ouvert...... Tant le levier de l'amour-propre a de puissance ! Le marquis s'étonnait avec moi de voir les généraux ennemis suspendre le cours de leurs marches victorieuses, et laisser échapper l'occasion de dissoudre le gouvernement. Il est de toute certitude que le plus faible détachement eût pu consommer cette dissolution trois jours encore après la bataille de Medellin. Mais il n'est pas toujours au pouvoir du vainqueur d'apprécier l'état d'anéantissement auquel sa victoire a réduit son ennemi. Celle de Medellin avait été si promptement décidée, que le vainqueur de Cuestà ne pouvait pas soupçonner le délabrement dans lequel il l'avait jeté. Il ne

faut donc plus s'étonner de ce que le général espagnol parvint à gagner la Sierra-Morena et à prendre position à Monasterio. C'est alors que la Junte commença à sortir de sa stupeur ; que les prêtres accréditèrent la prédiction d'une religieuse qui avait annoncé que les ennemis ne pénétreraient pas dans Séville : et la Sierra-Morena fut considérée comme les colonnes d'Hercule.

Quelque cruel qu'il soit d'arracher le bandeau qui couvre un mal dont on ne peut soutenir la vue, il eût été néanmoins criminel de caresser cette erreur. Je m'empressai de m'élever contre cette homicide sécurité. J'adressai à don Martin de Garay, une lettre, dans laquelle je m'efforçai de dévoiler les dangers que cachait l'immobilité de l'armée ennemie. Je démontrai toute la possibilité qu'avait l'ennemi de tourner la Sierra-Morena par la Basse-Guadiana et le bas Guadalquivir.

« Puisqu'il semble, disais-je, être officiellement confirmé que la cause de l'Espagne est devenue commune à l'Autriche, Votre Excellence me permettra d'appeler son attention sur le mouvement qu'on prête à l'armée ennemie. Elle voudra bien ne pas perdre de vue que je ne raisonne que sur des *on dit*.

« On dit qu'après le dernier engagement qui a eu lieu entre les ennemis et les Espagnols le maréchal de Bellune s'est porté sur Badajos.

« Pour juger un mouvement d'armée, il est de principe de le discuter sous les différens rapports qu'il présente. Or, la marche des ennemis sur Badajos présente trois objets : ou l'ennemi veut s'emparer de la place ; ou il veut attirer l'armée espagnole commandée par le général Cuesta, dans une plaine pour lui livrer bataille sur un terrain avantageux ; ou il cherche à venir par un terrain facile, tourner la Sierra-Morena et se placer entre Séville et Cadix, en se ménageant les moyens d'avoir un pont sur le Guadalquivir. Tels sont, si je ne me trompe, les différens projets qu'il est important d'analyser pour découvrir, s'il est possible, le véritable.

« Les ennemis peuvent vouloir s'emparer de Badajos : par cette place, ils créent un pivot qui soutient leurs entreprises ultérieures tant en Estramadoure qu'en Andalousie : ils établissent un magasin où ils amoncelleront les richesses de ces deux provinces ; ils occupent une forteresse qui leur livre le cours de la Guadiana, qui leur donne un pont pour pénétrer en Portugal, et qui forme un rempart contre ce royaume. Cependant, ces avantages ne seraient-ils pas plus illusoires

que réels? C'est ce qu'il est facile de prouver.

« Rejeté dans un rentrant du fleuve, Badajos est trop évidemment éloigné pour être le pivot dont il a été parlé. Il ne peut également être d'aucun secours contre les manœuvres qu'un habile général espagnol qui connaîtra son pays, sa nation, la nation ennemie et la guerre, concevra pour enchaîner la victoire, délivrer sa patrie et la rendre prépondérante dans la coalition [1].

Badajos ne peut servir de magasin, parce que, situé trop près d'Elvas, il nécessiterait des escortes qui épuiseraient l'armée ou la garnison. Sa position au-dessus d'Elvas prive également de l'avantage de maîtriser le cours de la Guadiana. Enfin, paralysé par cette même proximité, Badajos, dans l'état présent, ne peut servir à l'ennemi ni comme débouché ni comme rempart contre le Portugal. Ajoutons à ces observations, la difficulté d'un équipage de siége, l'impossibilité d'une armée d'observation, et nous concluerons que l'ennemi n'a point pour but d'assiéger Badajos, devant lequel, d'ailleurs, il pourrait être à chaque instant troublé et attaqué par les forces qui manœuvreraient par le Portugal.

[1] Ces manœuvres ont été précédemment exposées.

« Dans la seconde hypothèse, nous avons supposé que le général ennemi, en menaçant Badajos, situé dans une plaine baignée par la Guadiana, fertile par conséquent en champs de bataille avantageux, aurait eu pour but de faire sortir le général Cuesta de ses montagnes et de terminer par une affaire générale la querelle de l'Andalousie et de l'Estramadoure ; mais le maréchal de Bellune peut-il espérer que le général Cuesta se laisse une troisième fois séduire par l'impulsion de son grand courage ? Ne doit-il pas penser que ce général, n'écoutant à l'avenir que la suggestion du talent, adoptera un système moins brillant, il est vrai, mais plus sûr que celui des batailles ? Certes, pour peu que le général ennemi réfléchisse, il est certain qu'il ne peut pas se flatter de réussir dans ce projet.

« Venons donc au troisième cas, et voyons, si, en tournant les Sierras qui couvrent l'Andalousie, l'ennemi aurait la possibilité de venir se mettre entre Cadix et Séville.

« Pour résoudre cette question, interrogeons la carte, suivons la crête des montagnes et examinons avec attention la formation naturelle de toute espèce de chaînes de montagnes.

« Au premier aperçu, la carte nous montre que l'on peut se porter de Badajos jusqu'à San-Lucar,

sur la Basse-Guadiana par un terrain ouvert et dégagé d'obstacles majeurs. Elle nous indique qu'à ce point semble expirer la chaîne de montagnes qui sert de boulevard à l'Andalousie ; et les principes de géologie nous convaincront que la carte ne peut pas nous en imposer. Nous remarquerons de plus que le terrain qui, de San-Lucar, conduit sur la rive droite du Guadalquivir, continue à s'incliner de manière à ne plus présenter bientôt qu'une pente douce : là, les montagnes sont si peu escarpées qu'elles deviennent praticable à toute espèce de troupes à cheval.

« Si nous portons maintenant nos observations sur les intérêts de nos ennemis, ne croirons-nous pas qu'il leur importe de se rendre maîtres au plus tôt, d'un point qui donne de la vie au reste de l'Espagne ; qu'il leur importe de couper rapidement et par surprise, ce point de celui où l'on pourrait déposer, à l'abri de toute atteinte, ce qui est précieux au gouvernement ; et delà ne serons-nous pas en droit de conclure qu'il importe aux ennemis de se saisir, au plus vite, de la communication de Séville avec Cadix ?

« Si nous étudions la tactique de l'ennemi, nous remarquerons que *tourner* est son principe favori ; et si nous consultons les règles de la guerre, nous saurons que jamais circonstance n'exigea mieux l'application de ce principe.

« Je n'examinerai pas si les moyens de l'ennemi lui permettent cette application, mais je suis persuadé que tout la lui conseille. Je concluerai donc de ce que je viens d'exposer, que si la marche de l'ennemi sur Badajos est vraie, ce mouvement a pour but de tourner la Sierra par un terrain favorable, et de pousser au moins un corps léger entre Cadix et Séville. Je peux être dans l'erreur, mais je prie Votre Excellence d'appeler sur cette opinion l'attention de ceux qui ont de l'influence dans le gouvernement. »

Ces premières réflexions m'en inspirèrent de nouvelles sur la Sierra Morena. J'en fis part au marquis de Palacios qui, dès le lendemain, m'invita, au nom de la junte des généraux, à me rendre à leurs séances. Son billet portait : « Que « j'étais prié de me trouver à la junte militaire « pour y délibérer sur des affaires de guerre. »

J'ai déjà nommé les membres composant cette junte : j'ai dit que Don Bonaventura d'Escalante la présidait. Né brabançon ou lorrain, après avoir été capitaine-général de Grenade, où il s'était distingué par le bon ordre et l'organisation qu'il avait introduits parmi les troupes de son commandement, Don Bonaventura venait d'être nommé capitaine-général des quatre royaumes. Plus courtisan que général, il ne voyait pas sans quelque

nées : il fallait penser pour lui ; mais il discernait le vrai, et il le protégeait.

Mathuliana, valétudinaire, travaillé d'un mal qui le mit bientôt au tombeau, n'assistait que rarement aux séances de la Junte. J'ai regretté de ne pas l'avoir assez connu ; on vantait ses talens. Chef de l'arme la plus perfectionnée en Espagne, il est à croire que sa réputation n'était pas mensongère.

Quant à Médina, j'ignore qui l'avait porté au poste qu'il occupait : il s'endormait au milieu des discussions.

Le secrétaire fit lecture de la note dont devait s'occuper la Junte.

Dans l'impossibilité de reproduire ici cette note, j'indiquerai les principes sur lesquels elle reposait, en rappelant la lettre que j'avais adressée à M. de Garay. Ces principes me conduisaient à conclure que les ennemis franchiraient la Sierra Morena quand ils le jugeraient à propos, en arrivant à l'est par les derrières de Cordoue, et à l'ouest par le Bas-Guadalquivir. Palacios se rendit à mon raisonnement ; d'Escalante hésita à se prononcer ; Llamas jugeait la chose impossible : il était réservé à l'expérience de prouver, dix mois plus tard, que j'avais complètement aperçu

la manœuvre par laquelle devait être forcée une barrière qui n'était pas inexpugnable.

A la Junte militaire, j'imitai à-peu-près la conduite que j'avais tenue à la section de guerre. Je levai le siége avant qu'on eût établi des sujets de délibération. Je voulais être recherché, en ôtant toute apparence de vouloir m'immiscer dans les affaires.

Quand le président me vit disposé à sortir, il me dit : « Vous êtes le maître, Monsieur, de pa-« raître ici quand vous le jugerez à propos ». Mais on aura sans doute remarqué que je n'aspirais point à devenir un membre de la Junte militaire : je cherchais à acquérir une confiance qui garantît l'admission de mes opinions militaires. Je voulais qu'on simplifiât le commandement des armées; qu'on adoptât un système de guerre et un plan invariable d'opérations.

Déjà, les entretiens que j'avais eus avec MM. de Garay, Campo-Sagrado et Donis, ne me permettaient plus de douter que les deux premiers points allaient être accordés. Je redoublai d'efforts, et, commençant une seconde note au point où j'avais terminé la première, je m'attachai à prouver la nécessité de passer d'une défensive passive, toujours nulle et tôt ou tard forcée, à une défensive active. Ce genre de guerre pouvait seul produire

les diversions que l'Autriche attendait de l'Espagne. Je demandai de plus la formation d'une armée de réserve ou d'un camp d'instruction. C'est dans le développement de ces propositions que je posai la base des deux plans d'opérations que je rédigeai plus tard.

Enfin, la Junte suprême gubernative se décida à ne plus former que trois armées. Blacke eut le commandement de l'armée de l'est; Cuesta conserva celle du sud, et la Romana continua à commander l'armée de l'ouest. Il fut en même temps résolu qu'un camp de réserve ou d'instruction se formerait aux portes de Séville, sous les ordres du marquis de Palacios. De plus, les généraux reçurent l'ordre sévère de s'abstenir de toute bataille générale, et de s'en tenir à la petite guerre; tout corps armé quelconque ne pouvait appartenir qu'à une des trois masses principales.

C'était avoir gagné beaucoup, sans doute; mais tout n'était pas obtenu : il manquait un généralissime, et on n'avait point arrêté un plan d'opérations. Il est vrai que, quant au plan d'opérations, on me répondait avec assez de justesse : « Que rien ne pouvait être conçu tant que l'on ne se serait pas concerté avec sir Arthur Vellesley, de l'armée duquel on attendait tous les jours le débarquement en Portugal.

CHAPITRE XXX.

Instances faites au ministre d'Angleterre, relatives aux premières opérations de l'armée britannique. — Réponse du ministre. — Situation de l'Espagne avant l'arrivée de Sir Arthur Wellesley (lord Wellington). Tendance des provinces à se former en états fédératifs. — La Junte de Catalogne se montre la plus turbulente. Départ de Séville pour joindre l'armée de Cuesta. — Caractère de ce général. — Manière de penser de l'armée à son égard. — Visite faite aux généraux et rendue par eux. — Etat des différentes armes composant l'armée. — Leur application à s'instruire. — Esprit de l'armée en général. — Nouvelle officielle de la déclaration de guerre entre l'empereur d'Autriche et Bonaparte. — Joie universelle. — Déclaration faite au général en chef, Don Gregorio de la Cuesta. — Retour à Séville.

Ne doutant plus de l'arrivée d'une armée anglaise dans la Péninsule, je priai M. Frère de faire tous ses efforts pour que les premières opérations de sir Arthur se portassent sur la basse Guadiana contre le duc de Bellune, qui commandait la principale armée des ennemis. Il était évident que, si l'on parvenait à battre cette armée, on nettoyait l'Espagne ; ou du moins on rejetait l'ennemi derrière l'Ebre.

Il était, de plus, évident que les anglais, par la direction qu'ils auraient prise, n'auraient plus permis au maréchal Soult, placé derrière le Duero, de se réunir au maréchal Victor. Les anglais gagnant encore par cette même direction des marches sur le maréchal duc de Dalmatie (Soult), l'affaire eût été terminée entre le maréchal duc de Bellune et sir Arthur, avant que le duc de Dalmatie eût pu porter secours au maréchal.

J'étais convaincu qu'aussitôt que le maréchal de Bellune apprendrait la marche des anglais sur ses derrières, il se hâterait de se retirer; mais la retraite lui serait devenue difficile si le mouvement des anglais eût été rapide. Dans tous les cas, la manœuvre aurait dégagé tout le sud de l'Espagne; d'ailleurs, il eût été extrêmement aisé aux anglais, en se soutenant, à la faveur du pays, entre les deux généraux ennemis, ou de trouver le moyen de les attaquer séparément, ou de les forcer à venir faire leur jonction derrière l'Ebre.

Mes instances furent inutiles près du ministre britannique; il m'opposa constamment le ridicule que se donnerait un diplomate s'il proposait un plan d'opérations aux généraux du roi. Ne pouvant ainsi rien obtenir de lui, j'écrivis à Londres

à lord William Bentinck[1] et à sir Thomas Graham[2]. Je les conjurai de détourner toute espèce d'opérations du nord de l'Espagne : j'affirmais qu'elles perdraient la campagne et ruineraient les affaires. La cour de Vienne trouvera dans ma correspondance la preuve de tout ce que j'avance ; et tout homme de guerre, instruit surtout des événemens qui eurent lieu, pourra me juger.

Je crus l'époque arrivée où je devais joindre les armées. Si je n'avais pas complètement rempli mes vues, au moins semblais-je m'être assuré le moyen d'y parvenir en temps et lieu.

Ce serait usurper les droits de l'historien que de chercher à retracer ici le tableau politique des affaires d'Espagne. L'histoire dira bien mieux que moi les secousses qui furent éprouvées, les causes des agitations ; elle nommera les agitateurs, et montrera leurs passions. On a vu que je n'étais occupé que d'un seul objet, le seul qui m'avait paru servir mes projets. On sait que je concentrai totalement mes relations dans les ministres d'Angleterre et de Suède, MM. de Garay,

---

[1] Aujourd'hui commandant-général dans l'Inde.

[2] Aujourd'hui lord Lindoc, et lieutenant-général des armées britanniques.

Donis et Campo-Sagrado : tout autre personnage ne fut jamais pour moi qu'un moyen secondaire. Cependant, comme on a pu le voir par tout ce que j'ai rapporté, les anglais s'attachaient à se créer une autorité quelconque en Espagne, et leur ministre influençait les résolutions de la Junte.

Don Martin de Garay gouvernait l'État, et, sous lui, Quintani, son homme de confiance.

Don Louis Donis aspirait au ministère des affaires étrangères, qu'il gérait plus en ministre qu'en sous-ordre. Le département de la guerre était abandonné au marquis de Campo-Sagrado; celui des finances, uniquement réduit aux ressources offertes par l'Amérique, était administré par don Francesco de Saavedra, qui, s'il n'était pas le premier financier de l'Espagne, en était au moins le premier homme d'état. Sous ses ordres Ladizabal se faisait remarquer par ses talens. La marine, entre les mains de l'honnête Escaño, ne rendait d'autre service que celui d'aller chercher les galions du Nouveau Monde; tandis qu'un ministre doué de plus de génie aurait su l'associer avec gloire aux opérations de l'armée de terre. L'espionage et les crimes d'état étaient remis au tribunal des *Trois*, dont j'ai déjà parlé; ces juges ne manquaient ni d'esprit ni d'énergie.

Le peuple accusait la Junte suprême d'incapacité, d'insouciance, d'inapplication, de gaspillage et de défaut d'harmonie : il lui reprochait de laisser les armées dans le dénuement, et de distribuer les emplois à ses favoris ; il voulait les Cortés, de qui il attendait une autre forme de gouvernement.

La Junte suprême s'efforçait de calmer les esprits ; elle se dégageait de ses membres les plus turbulens en leur donnant des missions étrangères ; elle s'attachait à modérer davantage les Juntes provinciales, surtout celles de Séville et de Valence, qui menaçaient le plus souvent son autorité : elle manda à Séville une députation de cette dernière. La conférence qui eut lieu entre don Martin de Garay et les membres qui composaient cette députation fut longue et sérieuse : j'en fus presque témoin, car j'attendais le ministre dans un appartement qui n'était séparé du lieu de la séance que par une cloison vitrée.

Je n'allais jamais chez le ministre sans y rencontrer quelque membre de la Junte de Séville qui venait apporter des pétitions ou autres pièces d'accusations et de plaintes. Don Francesco de Saavedra était tout-à-la-fois ministre et président de cette Junte. Peut-être, dès ce moment, jetait-

il les fondemens de l'élévation à laquelle il parvint depuis. Le père Gil avait été nommé à l'ambassade de Sicile. Les ministres étrangers et le peuple ne voulaient pas qu'il quittât Séville ; mais la Junte tint ferme, et il lui fallut obéir.

Le conseil de Castille fut à peine formé par la Junte, que, loin de la soutenir comme elle l'avait espéré, il devint un de ses plus sévères censeurs.

Pour surcroit d'embarras et de troubles, la Junte de Catalogne sembla ne vouloir plus recevoir d'ordres de la Junte sûprême gubernative ; elle parut décidée à ne plus dépendre que d'elle-même. En général, toutes les têtes en fermentation se montraient assez portées à un système fédératif.

Telle est la faible esquisse du vaste tableau qui appelle des pinceaux plus habiles que les miens.

Mon départ pour les armées étant fixé, le gouvernement m'offrit le choix de celle que je voudrais suivre. Mais ce choix pouvait-il être douteux ? Le général Cuesta avait le plus de réputation ; la position de son armée était centrale ; cette armée était celle sur laquelle les yeux se fixaient davantage : elle couvrait le siége du gouvernement, et d'elle semblait dépendre le sort de l'Espagne. Ce fut donc en son quartier-général de Monasterio que je demandai à aller joindre don

Gregorio de la Cuesta. Quoiqu'elle l'eût déjà prévenu de mon arrivée, la section de guerre ne m'en donna pas moins une lettre pour ce général.

Après les complimens d'usage, le général en chef m'apprit qu'il avait lu les ouvrages que j'avais remis à la Junte suprême. Il voulut bien en faire l'éloge ; mais il ajouta : « La guerre dépend « toujours, non seulement du pays, mais encore « des circonstances. » Il allait poursuivre ; je crus devoir l'arrêter et changer de matière. Entrer, en effet, en discussion sur le système que j'avais proposé, ç'eût été marquer mon opposition aux principes de ce général qui le portaient à rechercher constamment les batailles ; c'eût été m'ériger en maître, préparer la malveillance, et me rendre odieux avant d'être connu.

Quand on ne m'aurait pas fait connaître d'avance l'opiniâtreté qui formait le fond du caractère du noble Castillan, ses traits me l'auraient révélée.

Une taille colossale et robuste, un teint livide et bruni, des traits mâles et prononcés que dégradaient peu les ans, un regard sombre et fixe, ne décélaient point à la vérité, du génie, mais ils exprimaient la force de l'ame, la ténacité dans les projets, l'indépendance des événemens, l'inflexible fierté, la volonté despotique.

Capitaine général de la Castille, Cuesta n'avait jamais courbé la tête devant le prince de la Paix, contre lequel il semblait, au contraire, étudier des résistances. Non seulement on ne le vit jamais grossir la foule des grands qui remplissaient les antichambres du favori, mais il ne se mêla pas même aux cercles de ses appartemens. Un courage aussi altier, dans un temps où tout pliait sous le joug, pouvait-il ne pas captiver l'admiration d'une nation chez laquelle ne faisaient que sommeiller la valeur et l'orgueil ? En proclamant l'indépendance, les premiers cris du peuple dûrent donc aussi proclamer Cuesta comme un de ses premiers chefs.

Consultant plus son ame et son cœur que ses talens et ses forces, Cuesta saisit avec avidité un rôle auquel le sollicitait l'ambition dont il était dévoré. Né pour être le Cromwel de sa patrie, si la nature lui en eût accordé les facultés, Cuesta ne sentit pas que ses forces physiques étaient trop épuisées pour se lancer dans une carrière qui voulait toute l'ardeur d'un jeune homme, l'expérience du vieillard, et la vigueur de l'homme mûr. Poursuivi au-delà du terme septuagénaire par tous les tourmens de la lasciveté; borné à de vains désirs, le voluptueux Cuesta ne laissait pas échapper un jour sans chercher à réchauffer les

cendres d'une vigueur expirée pour payer à l'amour un tribut dont l'amour ne voulait plus. Un tel déréglement, même au printemps de l'homme, n'aurait pu se prolonger sans affaiblir les ressorts de son imagination, appesantir son corps, et entraver cette infatigable activité, qualité si essentielle dans un général, et indispensable dans celui qui, après avoir organisé le chaos d'une révolution, doit encore en tirer des instrumens de victoire.

Enfin, ignorant dans l'art de la guerre, tenace dans ses volontés, caché dans ses desseins, jaloux de la gloire de ses rivaux, d'un esprit borné et cependant désireux de tout faire par lui-même, Cuesta, pour asservir sa patrie après en avoir chassé l'étranger, n'avait plus que du courage et du stoïcisme.

Un seul individu, le maréchal de camp Odonoju, semblait posséder la confiance du général en chef et jouir du titre de son ami. Issu d'une famille irlandaise, Odonoju avait le moelleux et la finesse de sa nation, de l'instruction, le désir d'être un meneur, la vanité cachée d'un irlandais, de l'adresse, des formes polies. Sans aimer les anglais, dont il redoutait la morgue impérieuse, et contre lesquels il nourrissait dans l'ame les préventions de sa mère-patrie, il sentait le

besoin de les rechercher, de les ménager, de devenir l'homme nécessaire entre eux et les espagnols. Il eut, en effet, tout été, si la bataille de Talaveira ne fût venue accuser son peu de résolution et jeter du louche sur sa fidélité.

Un autre, le lieutenant-général don Francesco d'Eguia, en imposait à Cuesta par sa réputation d'homme profondément instruit. Mais, d'une petite stature, sous des formes frêles, modeste et timide, touchant à la vieillesse, il n'était ni assez brillant pour enlever la troupe à la tête de laquelle il se produisait, ni assez nerveux pour imprimer à Cuesta le sentiment de la supériorité que la nature lui avait donnée sur celui-ci. Il était même faible penseur de cabinet, et faisait peu sur le champ de bataille.

Sans titres ni caractère public, sans uniforme, n'ayant d'autre distinction militaire que l'ordre que je portais, je me crus cependant obligé de faire visite aux généraux qui habitaient le quartier-général. Le lendemain, les lieutenans-généraux vinrent ensemble chez moi, où ils furent bientôt remplacés par les maréchaux de camp. Le général Odonojù y vint particulièrement, et il usa envers moi de toute la recherche que j'aurais pu désirer. Quelle qu'en fût la cause, on voulait me combler d'égards : il fallait donc s'at-

tacher à fortifier l'opinion qu'on avait conçue de moi. Il fallait, pour ne pas les heurter, connaître les caractères, étude dans laquelle le marquis de Laborias semblait vouloir me diriger. Ce lieutenant général, homme de beaucoup d'esprit et d'adresse, avait fait la guerre en Russie, où il avait été créé chevalier de Saint-George. Il avait les connaissances que l'homme d'esprit, déjà façonné par une éducation suivie, arrache toujours, même à la plus courte expérience, et il appliquait bien ces connaissances. Il estimait les autrichiens, et se souvenait avec plaisir d'un long séjour à Vienne. Ses voyages lui avaient fait perdre la rudesse qu'imprime à l'espagnol sa phlegmatique fierté. Il était causeur, connaissait bien sa nation, n'aimait pas Cuesta, dévoilait son incapacité et ses vices de caractère. J'aurais bien desiré le voir élevé au poste de quartier-maître-général de l'armée; mais ses ennemis l'en écartaient.

Un autre homme, bien plus profond que le marquis dans la statistique de l'Espagne, l'intendant-général de l'armée, Rives, me fit des avances auxquelles je m'empressai de répondre. Fertile en ressources et en expédiens, avec une tête bouillante, ardent à faire le bien, mécontent du général en chef, qui, en lui voilant ses desseins,

le réduisait à l'impuissance d'exercer avec honneur les fonctions de son emploi, Rives ne négligeait rien pour bien asseoir sa réputation. Il me pria de lui faire connaître l'organisation des administrations militaires en Autriche. Je lui dis ce que j'en savais, et je mis mon opinion à la place de ce que je ne savais pas.

La stagnation des opérations, l'immobilité à laquelle était condamnée l'armée, qui s'efforçait de réparer les pertes qu'elle avait souffertes à la journée de Médellin, me permettaient d'approfondir les différentes parties qui la composaient, l'esprit qui l'animait, pour en tirer ensuite un horoscope approximatif de ce qui pourrait arriver.

La dispersion ou la perte des anciens soldats n'avait plus laissé dans l'armée de Cuesta qu'un rassemblement de recrues. Ce n'était donc qu'en les exerçant continuellement qu'on pouvait en faire des soldats. Il n'était point d'individu qui ne fût pénétré de cette vérité; aussi n'en était-il pas un qui ne se prêtât aux plus pénibles travaux, avec cette ardeur infatigable dont sont seuls susceptibles des hommes mus par les plus vifs intérêts.

Les divisions, les brigades et les régimens conservaient les anciennes formations qui, à peu de

modifications près, sont les mêmes chez tous les peuples militaires. Le réglement d'exercice pour l'infanterie pouvait être considéré comme une émanation de l'ordonnance française.

Le soldat et l'officier apportaient beaucoup de bonne volonté. Ils mettaient de l'amour propre à bien exécuter, surtout si on les observait : mais les principes étaient faux ; ou, pour mieux dire, ils n'en recevaient pas, parce que l'homme était encadré dans le rang presque aussitôt qu'il arrivait à l'armée. Il résultait de cette hâte que le soldat n'était nullement placé sous les armes ; que le port et le maniement des armes étaient vicieux ; que les alignemens ne pouvaient jamais être exacts. Cependant, l'agilité naturelle à l'espagnol faisait que les mouvemens pour rompre et déployer étaient exécutés avec rapidité ; mais les marches en bataille, même par bataillons, ne pouvaient se soutenir que pendant quelques pas sans flottemens, tant parce que l'homme était incapable de tenir le pas que parce que les directions étaient données par des guides inhabiles, et que le soldat dans le rang ne connaissait ni n'observait le point d'alignement. Il était assez instruit de ce qu'il devait faire dans l'exécution d'un mouvement ; cet avantage lui venait de son intelligence naturelle.

Les officiers subalternes, presque tous nouvellement rangés sous les drapeaux, étaient la portion de l'armée la moins habile : de là naissaient le désordre et le défaut de silence, si préjudiciables dans une troupe.

Les feux se faisaient avec assez de promptitude et assez d'ensemble. Enfin, on voyait que, pour faire une bonne infanterie, il n'aurait fallu que plus de théorie et plus de temps d'exercice : l'aptitude était parfaite.

Malgré l'énorme quantité d'armes et de vêtemens que l'Espagne et l'Angleterre avaient fournis, les soldats étaient incomplètement armés et leurs habits étaient presque en lambeaux. Ce dénuement prenait sa source dans le gaspillage d'une administration défectueuse, dans le peu de soins ou la malpropreté inhérente à l'espagnol : on jugeait, en voyant des hommes couverts d'habits peu faits pour leur taille, que l'officier ne s'occupait pas de la tenue de sa troupe. Cependant l'espagnol, susceptible d'amour propre par caractère, serait, plus facilement que tout autre, astreint à des soins qui donneraient de l'éclat à son extérieur.

La chaussure était la partie de l'habillement la plus défectueuse : peut-être l'habitude que l'espagnol a de se faire lui-même une espèce

de souliers avec des cordes et avec un morceau de cuir ou de drap, donnait-elle aux chefs de l'insouciance sur cette partie, la plus essentielle de l'équipement; car les avantages de la marche sont incalculables pour une armée, et la vîtesse dépend infiniment de la manière dont l'homme est chaussé.

L'artillerie, composée d'une espèce d'hommes belle et choisie, se distinguait, en tout, du reste de l'armée. Elle s'appliquait sérieusement à s'instruire; mais son *outillement* laissait beaucoup à désirer, et ce qu'on appelait parc ne présentait que quelques pièces de canons, sans les autres accessoires qui composent un parc. Les attelages étaient des mules qui, par leur nature, pouvaient fort bien convenir au pays, mais qui ne pouvaient jamais avoir la vîtesse qu'exige le service en certaines circonstances. L'artillerie légère était superbe: les servans des pièces étaient à cheval, et en imposaient aux yeux.

Quoique formée d'hommes agiles, jeunes, vigoureux, intelligens et braves, montés sur des chevaux d'une race distinguée, je conservais peu d'espoir de voir la cavalerie espagnole atteindre à la perfection qui lui aurait promis des avantages sur l'ennemi, lorsqu'il aurait fallu agir en ligne. Non seulement cet espoir était déçu par la diffi-

culté d'instruire une totalité d'hommes nouveaux ; mais encore par la défectuosité des principes. Tous les mouvemens dont la rapidité doit être l'essence se faisaient rarement au galop, et le second rang demeurant à extrême distance du premier, on ne pouvait même pas obtenir les résultats d'une masse donnée par l'ensemble des individus qui formaient le premier rang. Cependant les qualités physiques et morales du cavalier, la bonté du cheval donnaient, dans les escarmouches, la supériorité à l'espagnol ; car, dans de semblables combats, c'est au plus leste, au mieux monté et au plus hardi qu'appartient l'avantage. L'espagnol naît cavalier ; mais après le français, je crois que c'est celui qui a le moins soin de son cheval. Peut-être doit-on attribuer cette négligence à la facilité avec laquelle se nourrit l'animal, auquel la paille hachée et un peu d'orge suffisent. Je pense encore que, trop ardent et trop fin, le cheval espagnol est peu propre à résister longtemps aux fatigues de la guerre.

La tenue du cavalier était généralement meilleure que celle du fantassin ; la guêtre en cuir était, dans presque tous les régimens, substituée à la botte. La cavalerie était armée de sabres et de pistolets ; elle se divisait en grosse cavalerie, en dragons et en chasseurs. Les carabiniers du

roi étaient l'élite de la première, et le régiment de Villaviciosa tenait le premier rang parmi les troupes légères à cheval, espèce la plus multipliée.

Le service des transports se faisait par les bêtes de somme; on ne voyait dans cette branche rien de régulier : tout était à créer. Les animaux n'étaient pas en nombre suffisant : c'est pourquoi la Junte avait envoyé le comte de Tilly près du roi de Maroc, afin d'acheter des chevaux et des mulets; il avait obtenu quinze cents de ces derniers, et on lui en avait fait espérer davantage. Au total, l'administration était mauvaise, et il n'y avait aucun magasin de formé. Les subsistances n'étaient donc que précairement assurées, et l'abondance des camps n'était due qu'à l'abondance du pays. J'avais insinué de faire demander en Autriche un homme exercé dans l'administration des vivres, et un officier capable de diriger un parc d'artillerie, mais il eût été difficile de plier l'orgueil national à faire cette demande.

J'ai dit que les troupes faisaient journellement l'exercice avec une exactitude au-dessus de tout éloge. Les généraux étaient présens : le général en chef lui-même ne manquait jamais de se montrer au camp dans sa voiture attelée de six mules.

Quelque ridicule et de peu d'espérance que

fût pour un général en chef cette manière de paraître devant ses troupes, l'armée, en l'attribuant à la foulure de pied que lui avait causée sa chute de cheval à la bataille de Medellin, ne retirait point sa confiance à Cuesta. Cependant, il était aisé de s'apercevoir que ce sentiment s'affaiblissait chaque jour davantage. Les généraux commençaient à souffrir impatiemment ce chef, que sa dureté, son peu de communication, sa vie isolée, leur rendaient odieux. Sans doute on ne s'étonnera pas qu'un tel général ne se fût nullement appliqué à composer un état-major-général d'armée. Il n'avait ni assez de discernement pour en choisir les sujets, ni assez de génie pour en prescrire les travaux. Aussi, jamais aucune reconnaissance ne préparait ni n'assurait les expéditions; jamais un camp n'était militairement assis, ni une troupe convenablement établie. Que doit-on, d'après cet exposé, penser d'une marche ou d'une combinaison de manœuvres, ou d'une direction de mouvemens, au jour d'une bataille.

Deux maréchaux de camp, les marquis d'Alost et de Malaspina étaient chargés du détail, l'un pour l'infanterie et l'autre pour la cavalerie. Ils leur transmettaient les ordres du général en chef, qu'ils recevaient directement de lui, ou par l'organe de son adjudant-général Odonoju. Ces deux charges

demandaient plus d'exactitude que de talent : je me contenterai de dire que le marquis d'Alost était un parfait honnête homme, et que son cousin Malaspina avait fait éclater beaucoup de résolution et beaucoup d'intelligence en déblayant et en ramenant en Espagne son régiment, qui se trouvait, en Portugal, mêlé au milieu de l'armée ennemie, comme allié de Bonaparte.

Les ingénieurs auraient dû suppléer au défaut de l'état-major ; mais ce corps était véritablement au berceau. J'ignore jusqu'à quel point les officiers poussaient les connaissances de leur art dans la fortification permanente ; mais je peux assurer qu'ils étaient constamment à faux dans la fortification de campagne. Le camp de Monasterio, pris en arrière du lieu où était placé le quartier-général, sans que ce lieu fût couvert par aucune troupe, ce camp posé dans un terrain qui, hérissé de mamelons isolés, se prêtait à la chicane et à l'intelligence, n'opposait pas une seule redoute. Il est vrai que, à peu de distance en arrière, une cassine située à gauche de la chaussée était soutenue par deux redoutes disposées de manière à croiser leurs feux sur le débouché; elles paraissaient destinées à protéger la formation des lignes en cas d'attaque : mais je doute que l'armée eût eu le temps de les former, si,

profitant de la configuration du terrain, un ennemi actif et intelligent en eût saisi tous les avantages pour tenter une surprise contre le camp. Au reste, les ouvrages dont je parle décélaient toute l'inhabileté des ingénieurs : les soldats placés dans ces ouvrages, découverts jusqu'à la ceinture, avaient contre eux l'insuffisance du relief; et le peu d'épaisseur du parapet rendait leur abri impuissant contre l'artillerie. Bien plus, ces ouvrages, de même que tous ceux qui avaient été construits par échelons sur le chemin de Monasterio à Séville, semblaient n'avoir été combinés que pour la défense de la chaussée. On avait perdu de vue leur propre sûreté; car le terrain n'étant qu'un composé de mamelons détachés en forme de cônes, il suffisait que quelques tirailleurs en gagnassent les cîmes à dos des défenseurs pour les contraindre à abandonner ces ouvrages. Je ne pus m'empêcher de faire connaître cette observation. Je vis ensuite avec plaisir qu'on avait couronné quelques-uns de ces mamelons qui, par là, se lièrent à la défense des ouvrages rasans.

Au reste, les ingénieurs, sans outils et sans travailleurs, auraient difficilement pu construire les ouvrages dont leur génie et les circonstances leur auraient suggéré le projet. Mais, quand on considérait le système de défense qui avait été

employé autour de Séville, il était impossible à l'homme le moins prévenu d'accorder aux ingénieurs de la profondeur dans leur art. Qu'on se représente, sur un diamètre de trois mille toises, une circonférence disposée en crémaillères dont les crochets avaient à-peu-près deux toises, et on sera effrayé de l'immensité du développement! Que dira-t-on quand on saura que le parapet, élevé sans banquette dans une terre légère, n'avait pas six pieds d'épaisseur?

Par une suite naturelle d'un défaut d'état-major, l'armée était sans corps de guides. Cependant, les nombreux contrebandiers qui, de tout temps, infestent l'Espagne, eussent, plus que partout ailleurs, donné les moyens d'en créer un parfait. . . .

Les hôpitaux n'étaient pas mieux organisés. Pourvus d'un assez grand nombre de médecins, chirurgiens et pharmaciens, ils manquaient des autres moyens que nécessite le traitement des malades. . . .

L'esprit de l'armée était celui qui animait toute la nation : le désir absolu de sauver la patrie ou de s'ensevelir sous ses ruines était le sentiment général.

On ne remarquait rien de bruyant dans le camp ni dans le quartier-général : les équipages

des généraux étaient sans luxe, leurs tables sans somptuosité : je suis certain qu'il n'y avait pas de général qui eût trois chevaux; et la voiture du général en chef était peut-être la seule au quartier-général.

Dans le tableau que je viens de tracer de la principale armée, on apercevra l'état des autres. Cependant on assurait que l'armée de la Manche, d'abord sous les ordres de Cadogal, ensuite sous ceux de Vénégas, était mieux organisée, et que les officiers y étaient plus unis entre eux.

L'armée du marquis de la Romana comptait le plus d'anciens soldats, et celle de Blacke était la moins régulière. Le marquis de la Romana faisait le mieux la guerre, quoique Blacke eût la réputation d'être celui de tous les généraux qui possédait le plus de connaissances.

La situation de l'armée m'était déjà connue, lorsque le général Odonoju m'apprit, par un billet, que le général en chef venait d'être officiellement instruit de la rupture déclarée entre Bonaparte et l'Autriche.

Revêtu, à l'instant même, de l'uniforme et de l'écharpe autrichienne, je me rendis chez le général en chef. Je lui déclarai que l'empereur d'Autriche, non maître, m'avait ordonné de résider auprès des armées alliées dans la Péninsule, afin

d'informer les ministres de Sa Majesté de tous les événemens militaires qui auraient lieu dans cette partie du continent. Je ne fus plus occupé, le reste du jour, qu'à recevoir des félicitations, qu'à remercier les militaires et le peuple des bénédictions dont ils comblaient l'empereur, mon auguste maître, et des vœux qu'ils faisaient pour le succès des armes de Sa Majesté.

Le soir, je partis pour Séville, où je vis partout briller l'allégresse dont le camp s'était rempli.

CHAPITRE XXXI.

Réponses faites aux ministres sur l'état de l'armée de Cuesta. — Proposition des améliorations qu'il importait de faire. — Manière d'envisager l'opération de Sir Arthur Wellesley, sur Oporto. — Quelle est celle qui semblait devoir lui être substituée. — L'armée de Cuesta célèbre la fête de Saint-Ferdinand. — Arrivée de deux officiers de l'état-major de Sir Arthur au camp de Cuesta. — Reconnaissance faite avec ces officiers de la ligne des avant-postes espagnols. — Zayas, ancien aide-de-camp d'Offaril, commande la gauche. — Pourquoi il fut envoyé à Bayonne au roi Ferdinand. — Quelle fut la cause de la défection du général Offaril. — San Beneto, quartier-général de Bassecour, qui commande la droite des avant-postes. — Caractère de ce général. — L'ennemi le menace. — Le duc d'Albuquerque vient avec sa division pour le soutenir. — Inconvenance de cette disposition. — L'ennemi se retire. — Mon retour à Séville. — Quel en fut le but. — Cuesta passe le Tage. — Il est sur le point de compromettre son armée. — Par qui il en fut empêché.

Après avoir fait, à MM. Frère et Garay, la même déclaration qu'au général en chef Cuesta [1], je me crus obligé de répondre sincèrement aux questions que me firent les ministres sur l'armée

[1] *Voyez* ci-dessus, page 381.

espagnole. J'usai de la même franchise envers le marquis de Campo-Sagrado et Palacios.

J'insistai sur toutes les améliorations que je jugeai nécessaires, et que ma correspondance fit dans le temps, connaître à Vienne. Ces améliorations concernaient la formation d'un état-major général de l'armée [1]; une meilleure organisation dans les administrations, et le rassemblement d'une armée de réserve. Je laissais entrevoir qu'il serait utile pour le service du roi, d'appliquer le général Cuesta à une vie moins active; je demandai qu'on adoptât et qu'on suivît avec persévérance un système de petite guerre et de mouvemens.

Informé de la résolution que Sir Arthur Wellesley avait prise de marcher sur Oporto, je renouvelai l'expression de la peine que je ressentais d'une manœuvre qui me paraissait en opposition avec les conjonctures présentes de guerre. J'assurais que le général anglais entamerait tout au plus l'arrière-garde de Soult, qui, après avoir paru l'attendre, afin de l'éloigner du véritable point d'opérations, ne manquerait pas de se re-

[1] J'avais remis la courte instruction que j'avais depuis long-temps rédigée sur l'état-major des armées. (*Voyez* page 9 et suivantes de ce volume.)

tirer rapidement, à son approche. Je soutenais que si les ennemis réussissaient ainsi à tenir les anglo-espagnols désunis dans leurs opérations, chacune des deux armées étant trop faible pour entreprendre isolément, elles resteraient paralysées. « Cet état de guerre, disais-je, était celui « qui remplirait les vues de Bonaparte ; car il ne « pouvait avoir, pour le moment, d'autre but en « Espagne que de faire fermer les Pyrénées par « une armée qu'il avait effacée du calcul de ses « forces actives. » J'ajoutais que, dès que Sir Arthur Wellesley voudrait, après son expédition, revenir sur la Guadiana, il en serait distrait par une marche que Soult ferait sur ses derrières, et qu'ainsi la campagne serait perdue. Les espagnols avaient trop d'intérêts pour ne pas sentir la vérité de mes raisonnemens : les anglais prétendaient, au contraire, que la manœuvre était savante ; qu'elle détruirait le corps de Soult ; qu'elle donnerait, tout à la fois, de la réputation aux armes de Sir Arthur et relèverait le courage des soldats anglais, un peu abattu par les revers de Sir John Moore. Cette dernière raison était, je l'avoue, imposante : mais malheureusement l'expérience constata qu'elle aurait dû céder à celles que j'avais alléguées.

M. de Broval[1], cet émigré français dont j'ai parlé, prétendait trouver la cause de la manœuvre sur Oporto dans la conquête de soixante mille pipes de vin qui étaient encombrées dans cette ville.

La fête de Saint-Ferdinand était sur le point d'être célébrée au camp. Je rejoignis l'armée espagnole à Fuente del Mestre sur la route de Badajos, où le général Cuesta s'etait porté de Monasterio ; car, aussitôt que les anglais avaient marché contre Soult, le maréchal Victor s'était totalement replié derrière la Guadiana, sur laquelle il gardait encore le pont de Merida. Par cette position, le maréchal se mettait en mesure de repasser le Tage, avant que Sir Arthur Wellesley pût lui fermer le passage : il acquérait encore la certitude de pouvoir regagner Madrid ; ce qu'il aurait difficilement effectué, si, au lieu de faire sa pointe sur Oporto, Sir Arthur se fût rapidement dirigé sur Badajos : au moins, la droite du maréchal Victor, appuyée à peu de distance de cette forteresse ne pouvait-elle plus repasser le Tage que vers Almâras, et dans ce cas, elle eût couru risque d'être enlevée.

---

[1] Secrétaire des commandemens, maisons et finances de Monseigneur duc d'Orléans.

Une grand'messe, un dîner splendide pour des espagnols, consacrèrent à l'allégresse un jour que, vers le soir encore, l'armée voulut célébrer en prenant les armes. Je rendis compte dans les temps de cette fête. Elle me mit en état d'apprécier et le grand parti qu'on pouvait tirer des espagnols et le trop peu de moyens qu'avait le général en chef pour remplir ses hautes destinées; mis à cheval, à l'aide d'une chaise et de plusieurs hommes, il ne put parcourir que moitié du front de l'armée.

Le jugement que j'avais porté sur le général espagnol, fut bientôt également prononcé par le colonel Bürcke de l'état-major-général de Sir Arthur Wellesley et par le colonel Cadogan, aide de camp du général anglais : ces deux officiers avaient été envoyés, tant pour concerter avec Cuesta les opérations, que pour connaître l'état de l'armée espagnole.

Le colonel Bürcke était un homme froid, observateur, très-réservé; il n'était pas dénué de théorie; mais ce n'était ni un homme à grandes idées ni un officier capable de combiner un plan : je le croyais plus propre à des détails.

Cadogan, avec moins de réserve, était appliqué, désireux de s'instruire, mais encore très-

inexpérimenté; admirateur profond de son général, auquel il paraissait tout dévoué. . . .

Bürcke s'en tenait avec moi aux politesses; Cadogan me recherchait. Bürcke se rapprochait d'Odonoju, plutôt pour tout savoir que pour influencer.

Nous entreprîmes de parcourir ensemble la ligne des postes avancés. La division du général don Jose de Zayas postée à Calamonte, derrière la Guadiana, gardait la gauche; et la division aux ordres de don Louis Alexandre de Bassecour, placée à don Beneto, veillait à la droite.

Entre Fuente del Mestre et Merida, c'est-à-dire sur une distance de plus de dix lieues, à travers une vaste plaine, nous ne trouvâmes qu'un régiment de cavalerie, cantonné dans la ville d'Almendralejo. Zayas n'était pas sans appercevoir le danger de sa position, il y suppléait par une vigilance d'autant plus active que l'ennemi, maître du pont de Merida, pouvait, de son propre aveu, arriver en un quart-d'heure dans son camp avec de la cavalerie.

Zayas encore jeune, avait été l'aide de camp, l'élève, l'ami du général Offaril, qu'il avait suivi en Italie et en Allemagne. Dépositaire des secrets de ce général, si je dus l'en croire, Offaril fut

entraîné dans le parti de Bonaparte plus par les circonstances, que par son cœur qui restait fidèle à ses maîtres. Au milieu de l'épanchement d'un souper, en présence des deux Anglais, Don Jose raconta qu'Offaril, en acceptant la place que Murat lui avait donnée dans le nouveau conseil qu'il avait créé à Madrid, avait eu l'intention de servir le roi. Offaril l'avait envoyé lui-même, Don Jose Zayas, au roi Ferdinand à Bayonne, pour prier Sa Majesté d'ordonner le rassemblement des milices et de prescrire les mesures que les temps nécessitaient : mais le roi laissa partir Zayas sans lui donner d'ordres. C'est alors qu'Offaril, croyant tout perdu, craignant le peuple, qu'il supposait ne devoir le juger que sur les apparences, dit à Zayas, en fondant en larmes. « Je ne redoute pas « le peuple pour moi, je serais volontiers sa vic- « time, satisfait de la pureté de mes sentimens, « mais je ne peux tenir à l'idée de voir ma femme « exposée à la fureur et aux insultes d'une popu- « lace égarée.... » Telles sont les craintes qui ravirent à l'Espagne l'officier le plus distingué. Concluons-en que les femmes tiennent aux événemens les plus majeurs de la vie, et formons des vœux, pour que les gouvernemens sachent les rendre propres à diriger les hommes vers le bien de l'état : le problême ne serait pas difficile à ré-

soudre : que leur amour-propre soit intéressé ; que la femme soit associée d'une manière évidente aux distinctions de son mari ; et la femme emploiera toutes ses séductions et toute son autorité, pour que son mari devienne un homme distingué.

Cette digression ne doit pas me faire perdre de vue qu'il me reste à ajouter que Zayas, né avec de grandes dispositions, et de la bravoure, avait des connaissances acquises par les leçons de son maître, par ses propres réflexions et par ses études particulières. Il joignait à ces qualités une noble ambition, et un désir de se distinguer d'autant plus ardent qu'il craignait que ses liaisons avec Offaril ne lui aliénassent l'esprit de la nation. Il n'était ni assez entreprenant ni assez ardent pour un chef d'avant-garde : il était même trop irrésolu. Ces défauts peu sensibles provenaient peut-être de son peu d'expérience. Au reste, son caractère était ferme, son ton était noble, et ses manières sans embarras. S'il n'avait pas eu la défaveur d'avoir été attaché à Offaril, je pense qu'il eût été un des hommes les plus capables de mépriser les inquiétudes populaires au milieu d'une révolution. Mais il redoutait de se voir en butte à d'injurieux soupçons.

En poursuivant notre reconnaissance, nous

arrivâmes à Merida. Là, témoin d'une escarmouche d'infanterie, je connus, pour la première fois, l'intelligence que les espagnols mettaient dans ces sortes d'actions ; je vis toute leur adresse à tirailler ; et j'eus plus de confiance encore dans le système de guerre que je leur avais proposé.

Le colonel Burke retourna au quartier-général. Cadogan et moi continuâmes à longer la chaîne des avant-postes jusqu'à Don Beneto près de Medellin. Le général Bassecour qui commandait la droite de cette chaîne y avait son quartier-général. Ce maréchal de camp était né Wallon. Il avait toujours servi dans le régiment des gardes Wallones. Ses camarades ne lui décernaient pas des palmes pour la bataille de Medellin : mais j'aimais à attribuer à l'envie des plaintes sur la justice desquelles rien ne pouvait éclairer mon jugement.

Bassecour, encore dans la vigueur de l'âge, n'avait vraiment que de médiocres talens, sans instruction, mais beaucoup de bonne volonté. Il annonçait de l'énergie dans les mesures qu'il convenait d'employer contre le peuple, dans les occasions révolutionnaires. Il s'occupait beaucoup de sa troupe, et son air était martial. Il était assez rompu aux détails de tactique, mais il lui manquait l'usage de la guerre. Je le considérais comme susceptible de devenir un médiocre général, et

je le désignai, sous ce rapport, au gouvernement. Il m'avait prévenu en sa faveur par la résolution avec laquelle il prenait un parti. J'avais vu avec plaisir la manière dont il s'était montré dans le moment d'une alerte qu'on était venu nous donner. La veille, les espions et les partis avaient rapporté que toutes les troupes du duc de Bellune, sorties de leurs cantonnemens, se concentraient et paraissaient vouloir attaquer le point où nous étions : le maréchal avait même rapproché son quartier-général de nous. Le lendemain, les patrouilles annoncèrent l'approche de l'ennemi. Sur le champ, Bassecour fait prendre les armes et se dispose à courir les chances d'une action. Les troupes, bien inspirées, lui témoignaient de la confiance et de l'attachement. Tout promettait des succès; une horrible intrigue seule pouvait faire redouter un fâcheux dénouement. Cuesta haïssait les grands d'Espagne, soit qu'il les craignît, soit qu'il voulût faire sa cour au peuple auquel ils déplaisaient. Le duc d'Albuquerque, lieutenant-général aimé des soldats, n'était pas, à la vérité, sans aspirer au commandement général : cette ambition était peut-être la raison qui faisait que le général en chef l'éloignait des occasions qui auraient pu l'y porter. Ainsi, loin de lui donner le commandement qu'il avait confié à Bassecour,

Cuesta avait envoyé ce duc à la tête d'une division de cavalerie, avec ordre de soutenir Bassecour. Par cet arrangement il semblait que le lieutenant-général devait obéir au maréchal de camp. Ces deux généraux s'estimaient, mais le duc se plaignait hautement de sa position. Encore que Bassecour, vraiment homme délicat, en fût peiné, cependant il me fournit l'occasion d'observer que l'amour-propre cède rarement aux sentimens les plus nobles. J'aurais cru que ce maréchal de camp aurait eu la déférence de demander au duc le tracé des dispositions, se réservant de faire ce qu'il aurait jugé de plus avantageux : ce qui eût été sage puisqu'il était chargé de la responsabilité. Je pensais qu'il aurait ainsi abandonné au duc les formes, en se conservant adroitement l'effectif; j'étais dans l'erreur. Bassecour se borna à communiquer au duc son projet de défense en le priant de l'aider de ses conseils.

Bientôt des nouvelles plus positives vinrent de toutes parts confirmer que l'ennemi se retirait vers le Tage, et que ses mouvemens en avant n'avaient été faits que pour masquer sa retraite.

Bassecour profita du rassemblement de sa troupe pour nous montrer les progrès que des hommes à peine enrôlés depuis deux mois avaient faits dans leur instruction. Il est certain qu'on ne

pouvait leur refuser une admiration mêlée d'étonnement. Sur l'avis que le maréchal de camp donna au général en chef du mouvement rétrograde de l'armée ennemie, l'espagnol quitta sur-le-champ son quartier-général *del Fuente del Mestre*, et vint en trois jours à Truxillo. Cuesta marchait avec cette rapidité dans l'espoir de pouvoir entamer l'arrière-garde ennemie. Il ne s'apercevait pas que le maréchal Victor avait pour but de joindre le maréchal Soult, afin d'être en état de combattre l'armée anglaise avec supériorité. Ce maréchal devait donc avoir pris toutes ses mesures pour éviter de se commettre.

Il est constant que le duc de Bellune aurait dû marcher à dos de l'armée anglaise sitôt qu'elle se porta sur le duc de Dalmatie. J'ignore ce qui a empêché le succès de cette manœuvre : est-ce la rapidité que les anglais mirent dans leur mouvement sur Oporto? est-ce trop de lenteur chez leurs adversaires, ou trop peu d'harmonie entre les généraux? est-ce le défaut de combinaison? Le maréchal Soult n'aurait-il pas dû prendre une direction plus rapprochée du Tage, en évitant sir Arthur. Enfin, le maréchal Victor n'aurait-il pas dû se porter sur la communication de Lisbonne, que le genéral anglais était trop faible pour garder ?... Il est certain que si, d'après tous ces rai-

sonnemens, sanctionnés par uue fatale expérience, le mouvement de sir Arthur Wellesley sur Oporto était faux; il est aussi certain que ses adversaires se montrèrent trop peu disposés à l'en punir. La retraite du maréchal duc de Bellune se fit, ainsi qu'on devait l'attendre de troupes exercées, sans autre inconvénient que de laisser à l'avant-garde du général Zayas le plaisir de tirer sur quelques traîneurs.

Dès qu'on eût acquis la certitude que l'enuemi avait repassé le Tage, je me rendis à Séville, tant pour me concerter avec le chargé d'affaires de Sa Majesté sur ma conduite ultérieure, que pour demauder à M. Frère des lettres de recommandation auprès de sir Arthur. Je craignais, de plus, l'ignorante ambition de Cuesta, et je voulais insister auprès du gouvernement pour qu'il lui fût sévèrement défendu de passer le Tage et de rien entreprendre qui n'eût été d'avance, concerté avec le général anglais.

J'aurais bien désiré que les deux armées combinées s'en fussent tenues aux mouvemens; qu'elles se fussent entendues pour tournoyer sur le flanc droit des ennemis et menacer leurs derrières. Je ne craignais rien pour l'Andalousie: j'étais convaincu que l'ennemi ne tenterait rien contre cette province quand il se verrait exposé

aux résultats d'une telle manœuvre. Je ne doutais pas davantage que le corps ennemi qui était dans la Manche [1] n'eût bientôt lui-même joint l'armée du duc de Bellune; car les forces du maréchal et celles de Sébastiani, réunies, n'excédaient pas 45,000 hommes.

Intimement persuadé que l'inhabileté de Cuesta, que ses infirmités, que son orgueil, qui, tôt ou tard, indisposerait les anglais, ruineraient les affaires, je fis indirectement tous mes efforts pour que la Junte lui retirât le commandement. Je ne pouvais pas espérer qu'il ne se commettrait pas à une bataille générale avant d'avoir été joint par les anglais. Envain le marquis de Campo-Sagrado me dit-il un jour avec emportement : « Monsieur, il ne livrera pas de bataille; « il lui en coûterait la tête ». Ce propos manifestait bien les ordres que le gouvernement lui avait donnés; mais j'étais certain qu'il ne les respecterait pas; peu s'en fallut, en effet, que mes pressentimens ne fussent vérifiés.

Après avoir jeté un pont à Almaras et fait canonner quelques troupes qui se montraient sur la rive droite du Tage, Cuesta voulut passer le fleuve avec toute son armée. Heureusement, il

[1] Commandé par le général Sébastiani.

céda aux représentations de deux anglais qui suivaient son quartier-général : l'un était lord Macduffe, et l'autre se nommait Wittingham. Ce dernier avait une influence absolue sur le duc d'Albuquerque, qu'il dirigeait. Il avait quelque érudition militaire, quoiqu'il eût depuis longtemps quitté la profession des armes, qu'il reprit lorsque la révolution éclata en Espagne, où il se trouvait alors. Wittingham avait beaucoup de souplesse ; il s'était identifié avec la nation espagnole, et était devenu l'ami de Castaños. Avec tous ces avantages, il n'était destiné à rien faire d'éclatant ; il avait trop d'irrésolution. C'était un de ces hommes qui raisonnent, entravent les moyens des autres par leurs délibérations ; et, soit par amour propre ou par défaut de vues, finissent par ne rien laisser faire.

Mais je serais injuste si, après avoir fait connaître Wittingham, je laissais ignorer quel fut lord Macduffe aujourd'hui, lord Fife. J'avais connu ce lord à Vienne, où il s'était fait remarquer par la conduite ferme et sage qu'il tint dans une affaire qu'eut son ami le comte de Düben, ministre de Suède. Lorsque la révolution d'Espagne éclata, il quitta l'Allemagne pour aller se consacrer à une cause qui inspirait de l'intérêt à tous ceux qui portaient un cœur noble et géné-

reux. Lord Macduffe ne tarda pas à conquérir l'estime et la confiance des espagnols, par le sacrifice qu'il leur faisait de sa vie et de son immense fortune. Ils s'empressèrent de lui conférer le grade d'officier-général dans leur armée. Le lord se montra constamment digne de cette distinction, non-seulement par sa bravoure et ses actions, mais encore par son constant attachement à une cause dont il ne se sépara qu'après avoir vu son triomphe. C'est alors seulement que lord Macduffe quitta les espagnols, laissant parmi eux un nom aussi honoré qu'il l'est dans sa patrie, où ses grandes richesses sont devenues la ressource des malheureux.

Je terminerais ici ce volume, si je pouvais perdre de vue le témoignage imposant que j'ai invoqué à la page 141. J'aurais peut-être à craindre de déplaire à un auguste prince, par mon indiscrétion, si son ame ne s'était peinte toute entière dans la lettre dont Son Altesse Royale m'a honoré : mais les termes en sont trop honorables pour que mon amour-propre résiste à les publier : ils apposent un cachet trop majestueux sur tout ce que j'ai avancé, concernant la Hollande et la maison d'Orange, pour que ma délicatesse ne soit pas pressée de m'en faire une irrésistible autorité.

Lettre à M. le Général Baron de Crossard. [1]

Monsieur,

« Notre ami, le général Fagel, m'a fait parvenir
» votre lettre, en date du 1er novembre dernier, qui
» accompagnait les cinq exemplaires de vos Mémoires.
» Veuillez recevoir mes remerciemens bien sincères
» pour l'envoi de l'exemplaire qui m'est destiné,
» et pour tout ce que vous m'adressez d'aimable
» dans votre lettre. Je suis bien charmé, Monsieur,
» que vous ayez recueilli et que vous ayez publié
» des Mémoires relatifs aux grands et intéressans événe-
» mens dont vous avez été témoin, et auxquels vous
» avez pris part d'une manière si active et si noble
» durant cette dernière trentaine d'années. C'est tou-
» jours un souvenir bien agréable que celui du temps
» auquel j'avais le plaisir de faire votre connaissance
» et de vous rencontrer souvent dans des journées et
» momens bien importans [2], et où j'avais l'occasion de
» reconnaître votre mérite et vos talens. La lecture
» du premier volume m'a naturellement inspiré beau-
» coup d'intérêt, et il était bien fait pour cela, par
» tout ce qu'il contient d'intéressant sous le rapport

[1] Cette lettre fut écrite après qu'on eut publié le volume imprimé à Toulouse chez Bellegarigue, en 1825.

[2] Pendant les campagnes de 1813 et 1814.

» politique et militaire, et tout ce qui s'y trouve de » tracé relativement à mon père et à mon oncle. Certainement je ne me promets pas moins d'intérêt de » la lecture des parties suivantes.

» Je me suis empressé de remettre, conformément à vos désirs, les exemplaires au Roi et au » Prince d'Orange. Tous deux m'ont chargé très-expressément de vous exprimer leur reconnaissance » pour votre souvenir et pour l'envoi de cet ouvrage. » Le Roi m'a chargé de vous remercier aussi particulièrement pour la lettre que je lui ai remise de votre » part, et pour les sentimens que vous continuez » toujours à lui porter : sentimens que vous lui avez » prouvés en toute occasion. Il s'exprimait de la manière la plus flatteuse à votre égard, rendant bien » justice à la belle conduite par laquelle vous vous » êtes toujours distingué. Les exemplaires destinés » au Roi et au Prince Royal de Prusse, je les ai expédiés pour Berlin, et je ne doute pas qu'ils y seront » également reçus et acceptés avec reconnaissance.

» Je suis avec les sentimens de la considération la » plus distinguée,

MONSIEUR,

Votre très-humble serviteur,

FRÉDÉRIC, Pr. des Pays-Bas.

La Haye, le 10 décembre 1825.

NOTE.

Le lieutenant-général Osterman, dont il est parlé à la page 206, est le même qui défendit en 1813 le défilé de Nollendorf contre le général Vandamme. Je n'anticiperai point aujourd'hui sur ce qui sera dit, à cette époque, du comte Osterman ; je me bornerai à rapporter que sa conduite à la bataille d'Eylau promit celle à laquelle les armées alliées dûrent, plus tard, leur salut. Il avait pour aide-de-camp le comte Héraclius de Polignac, écuyer cavalcadour du Roi, qui fut blessé dans cette célèbre bataille d'Eylau. Son jeune courage fit présager qu'il obtiendrait promptement le grade de colonel dont il était revêtu quand il quitta le service de Russie pour revenir en France acquitter les obligations que lui imposaient envers son Roi, et le nom qu'il portait, et le rang que sa famille occupe auprès du trône.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.



